Antoine Redier
(1925)

Comme disait Monsieur de Tocqueville...

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : marcelle_bergeron@uqac.ca

Antoine REDIER

Comme disait Monsieur de Tocqueville... Paris : LIBRAIRIE
ACADÉMIQUE PERRIN ET CIE, LIBRAIRES-ÉDITEURS,
1925, 301 pp.

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour
Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 5 juillet 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Antoine Redier
(1925)

Paris : LIBRAIRIE ACADÉMIQUE PERRIN ET CIE,
LIBRAIRES-ÉDITEURS, 1925, 301 pp.

DU MÊME AUTEUR

Méditations dans la tranchée, 1 vol. In-16, Payot, 1916.

(Ouvrage couronné par l'Académie française).

Pierrette, Aux jeunes filles pour qu'elles réfléchissent. 1 vol. In-16, Payot, 1917.

Le Mariage de Lison, 1 vol. In-16, Payot, 1918.

Le Capitaine, 1 vol. in-16, Payot, 1919.

Léone, 1 vol. in-16, Payot, 1920.

La Guerre des Femmes, *Histoire de Louise de Bettignies et de ses compagnes*, 1 vol. In-16, Éditions de la vraie France, 1924.

TABLE DES MATIÈRES

[Préface de l'auteur](#)

[Introduction](#)

<u>Chapitre I.</u>	Les traditions
<u>Chapitre II.</u>	L'enfance
<u>Chapitre III.</u>	Un document
<u>Chapitre IV.</u>	La liberté
<u>Chapitre V.</u>	L'Amérique
<u>Chapitre VI.</u>	Sa femme. – Ses amis.
<u>Chapitre VII.</u>	Député
<u>Chapitre VIII.</u>	1848
<u>Chapitre IX.</u>	Ministre
<u>Chapitre X.</u>	Second Empire
<u>Chapitre XI.</u>	Le Comte de Chambord
<u>Chapitre XII.</u>	L'ancien régime et la Révolution
<u>Chapitre XIII.</u>	La mort

Préface

[Retour à la table des matières](#)

Quand la petite sous-préfète du Monde où l'on s'ennuie, à qui son mari a recommandé de s'exprimer avec gravité, déclare : « Ce que le vulgaire appelle du temps perdu est bien souvent du temps gagné, comme a dit M. de Tocqueville, » le public de la Comédie-Française est content et le marque par des sourires.

Quand, au parlement, des messieurs bien mis prononcent d'une voix de basse : « La démocratie est un lait providentiel, comme disait Alexis de Tocqueville, » le public des tribunes ne rit pas, mais il a tort.

J'ai voulu savoir qui était ce solennel et plaisant Tocqueville. Si l'on commence à lire son œuvre, on a tout de suite envie de le connaître lui-même et de pénétrer dans son âme, car on la sent sincère. Quoique cette sincérité soit quelquefois au service de l'erreur, et d'une erreur triste, qui porte à la mélancolie, elle rend l'homme sympathique. J'ai étudié cet homme avec plaisir ; et l'on trouvera ici sur sa vie des détails qui n'étaient pas connus.

Il a recommandé la démocratie, mais sans l'aimer. Il a même un jour, sur un papier que j'ai retrouvé tout jauni, confessé qu'il la méprisait. Je préviens que, les pages où il a plaidé pour elle, je les ai lues avec mes lunettes, qui ne sont pas celles d'un démocrate.

Il a chéri la liberté et l'a fait aimer d'amour à l'homme d'autorité que je demeure après l'avoir lu. D'avoir marié en moi ces deux passions, de m'avoir fait sentir qu'elles n'étaient pas contradictoires, mais complémentaires, je lui ai su gré ; et je le dis dans ce livre.

Je souhaite que d'autres, à mon exemple et sans dommage pour leur sagesse, s'éprennent aussi d'une certaine liberté, noble et fortifiante, à laquelle il faudra bien, pour la reconnaître, qu'on attache solidement le nom de Tocqueville.

Alors on pourra écrire dans des livres ou prononcer dans des discours : « La liberté, comme disait Tocqueville... » Et ce ne sera pas ridicule.

Paris, 7 juillet 1924.

A. R.

Introduction

Pour tous ceux qui jusqu'ici ont ignoré Tocqueville.

[Retour à la table des matières](#)

Alexis de Tocqueville, dont ceux qui ne le connaissent pas ont au moins entendu dire qu'il fut, au XIX^e siècle, un des prophètes de la démocratie, était aristocrate jusqu'au bout des ongles.

Il naquit en 1805, d'une famille de gentilshommes normands, qui se flattait d'illustres alliances avec les Malesherbes, les Chateaubriand, les Damas. Ses manières, quoique nobles, n'étaient pas celles d'un seigneur altier. Ce tout petit homme, peu renté, menait un train discret. Les quelques portraits qu'on a de lui montrent un visage pâle, avec des cheveux noirs, longs et bouclés ; un grand nez mince ; une mâchoire un peu forte ; des lèvres fines ; un bon regard, qui donnait de la lumière et du charme à sa figure trop grave ; il usait à merveille, m'a-t-on dit, d'une admirable voix, dont raffolaient les femmes ; avec sa démarche vive, sa taille un peu chétive, mais souple, sa manière élégante de porter une ample redingote, souvent vieillotte, mais bien soignée, les gestes qu'il savait faire de ses mains effilées, tantôt jouant avec un petit morceau de verre carré, bordé d'ivoire, qui se balançait au bout d'un fil, tantôt le portant à l'œil, sans coquetterie, mais non sans grâce, il ressemblait vraiment à l'homme de tradition qu'il était, assagi par la Révolution, et condescendant, parce que cela lui paraissait raisonnable, à frayer avec les bourgeois de Louis-Philippe.

Le plus aristocratique en lui, c'était l'âme : une âme haute, affranchie des soins égoïstes et des petitesseaux auxquelles la foule humaine est habituellement asservie. Il ne se désintéressait pas de ses affaires personnelles, mais il se fût méprisé profondément s'il avait, une seule fois dans sa vie, préféré sa fortune ou son bonheur au moindre des intérêts généraux, dont il se considérait comme le défenseur naturel et le gardien. Il était aristocrate en cela, sinon dans le sens historique du mot, au moins dans le sens littéral, car la faculté de songer au bien public plus qu'au sien propre est une noble vertu ; c'est la vertu des meilleurs.

Le sentiment qu'il se flattait de ressentir le plus vivement était celui de sa dignité. On parle beaucoup de nos jours de la dignité humaine, mais l'idée qu'on s'en fait est basse. La dignité des écrivains de la démocratie, c'est l'exaltation de l'orgueil individuel, l'égoïsme érigé en vertu. La dignité aristocratique est ou devrait être exactement le contraire. Fierté des âmes indépendantes, c'est-à-dire détachées de tous les esclavages, et d'abord du pire de tous, celui de l'intérêt personnel ; intransigeance des consciences droites à l'égard d'elles-mêmes ; goût des grands devoirs, des responsabilités, des dévouements : voilà la vraie noblesse. Tocqueville estima que plusieurs descendants des grandes familles de France avaient perdu, au sortir de la crise révolutionnaire, cette hauteur d'âme, où lui-même se complaisait si fort. Il vit quelques-uns d'entre eux enchaînés à des lois viles, celles de leurs plaisirs, et, quand ils se mêlaient de politique, enclins à traiter despotiquement leurs semblables. Il se détourna de ces imprudents, qui croyaient défendre la religion et restaurer la morale en étouffant en eux et dans les autres des vertus généreuses et certainement chères à Dieu. Il avait vingt-cinq ans quand éclata la Révolution de Juillet. Il se rallia sans enthousiasme au nouveau régime, et saisit aussitôt une occasion qui s'offrait, d'aller en Amérique, où il respirerait peut-être un air plus pur.

En débarquant à New-York, il crut trouver du premier coup ce qu'il cherchait : des hommes libres ; et ce fut un émerveillement. Il vit là des gens qui, ne reconnaissant pas de maître, vivaient pourtant dans l'ordre et dans la paix. Ni frondeurs, ni jaloux d'aucune supériorité, ils n'avaient de haine contre aucun despote, et ne sentaient d'ailleurs pas le besoin d'être dirigés par un homme, ayant chacun le noble goût de se bien conduire, sous sa responsabilité. Le caractère mâle de ces républicains plut au fier Tocqueville. Il leur trouva autant de grandeur qu'aux gentilshommes de France ; et, bien qu'il fût perspicace comme pas un homme de son siècle, et devinât déjà, à certains indices, les vices profonds d'un état social qu'il devait bientôt analyser avec une sévérité qu'on n'a pas dépassée, il céda d'abord à l'enthousiasme dont son âme d'aristocrate était saisie, et se fit le prophète ému, l'apôtre un peu étonné, et, comme il disait lui-même, *terrifié*, de la démocratie.

Il revint en France avec un livre considérable sur l'Amérique, qui lui valut, tout jeune, un fauteuil à l'Académie, puis il se jeta dans la politique. Il eut tort. Bien qu'il professât qu'il n'y avait pas d'habileté, ni de rouerie, qui valût l'honnêteté toute simple pour gouverner les hommes, il dut convenir qu'il n'était pas fait pour ce rôle. Médiocre orateur et de piètre santé, il traversa le règne sans éclat de Louis-Philippe, tristement, comme un censeur un peu chagrin. Sa femme disait qu'il n'avait pas l'estomac d'un homme d'état : il avait un estomac de moraliste.

Il passa, en moraliste avisé, parmi les hommes et les événements de 1848. Il jugea sévèrement les premiers, hormis un, Cavaignac, dont la grandeur l'arrêta. Sur les événements, il n'eut pas une heure d'illusion. Il savait que le haïssable despotisme était au bout de cette anarchie. Il lutta cependant, avec une énergie exaspérée. Il eut le courage de devenir, un moment, le ministre du prince-

président. Trop clairvoyant pour se méprendre sur le succès de son effort, il voulait sans doute l'avoir tenté. Le coup d'État lui répondit.

Alors il se fit le peintre vigoureux, irrité, des faiblesses de ses contemporains. Du fond de la retraite à laquelle il s'était condamné, il entretenait avec des amis de choix une correspondance, où éclata sa colère d'honnête homme. Il ne pouvait comprendre que les meilleurs des Français fussent si dépourvus de dignité, qu'ils acceptassent, non seulement sans murmure, mais avec joie, le joug d'un despote d'aventure.

Il voulut remonter aux causes. Se souvenant, après vingt ans, que son premier livre l'avait porté au rang des grands écrivains, il se remit à écrire. Afin de connaître d'où était issue la société sans noblesse qu'il avait sous les yeux, il entreprit d'étudier d'abord l'ancien régime dans ses dernières années. Il fit, dans les archives des départements, les plus longues, les plus minutieuses recherches. Peu à peu, il s'aperçut qu'il s'était, avec tous les hommes de sa génération, mépris sur la portée de la Révolution dans l'ordre politique. Presque tout ce qu'elle avait cru fonder existait avant elle, au moins en germe. Tout ce qu'elle avait cru détruire avait à peu près disparu quand elle éclata. Son oeuvre, bonne ou mauvaise, s'effondrait donc, et la grande imposture apparaissait. La Révolution avait bien, par ses crimes, démoralisé brutalement tous les Français au milieu desquels Tocqueville vivait avec tristesse, mais elle n'avait rien engendré qui fût à elle seule, sinon l'anarchie, mère elle-même du despotisme. Le duc d'Aumale, blessé dans le culte qu'il portait à 1789, déclara, ayant lu son livre, que l'anarchie et le despotisme n'étaient que des bâtards de la Révolution¹. Tocqueville avait du moins montré du doigt ces bâtards.

Il ne put achever qu'un volume de l'oeuvre qu'il méditait. Ce volume, c'est *l'Ancien Régime et la Révolution*, c'est-à-dire le premier grand livre qu'on ait écrit sur cette partie de notre histoire.

Il mourut à Cannes en 1859, en pleine vigueur intellectuelle, à cinquante-quatre ans.

Il n'avait ménagé personne, ni la foule, ni l'élite. On l'oublia.

Pas tout à fait, et peut-être faut-il le regretter. Car plusieurs lignes de son oeuvre, quelques lignes seulement, à la fois solennelles, raisonnables et malheureuses, sont obstinément restées dans la mémoire de beaucoup d'hommes. Et ces lignes fatales, que je vais placer, moi aussi, en tête de cette étude, il semble que Tocqueville en ait lui-même subi le poids toute sa vie et qu'elles l'aient écrasé.

Voici, dans la Préface de sa *Démocratie en Amérique*, un de ces passages fameux : « Une grande révolution démocratique s'opère parmi nous : tous la voient, mais tous ne la jugent point de la même manière. Les uns la considèrent

¹ Lettre du duc d'Aumale à Cuvillier-Fleury du 17 juillet 1856.

comme une chose nouvelle, et, la prenant pour un accident, ils espèrent pouvoir encore l'arrêter ; tandis que d'autres la jugent irrésistible, parce qu'elle leur semble le fait le plus continu, le plus ancien et le plus permanent que l'on connaisse dans l'histoire. »

En voici un autre, extrait de la même *Préface*, et se référant encore à ce que l'auteur appelle *le fait providentiel de l'égalité des conditions* : « Le livre entier qu'on va lire a été écrit sous l'impression d'une sorte de terreur religieuse produite dans l'âme de l'auteur par la vue de cette révolution irrésistible qui marche depuis tant de siècles à travers tous les obstacles et qu'on voit encore aujourd'hui s'avancer au milieu des ruines qu'elle a faites ».

Tocqueville, pour les gens qui s'instruisent au théâtre, est un personnage sentencieux, prêtant à sourire. Pour ceux qui en savent plus long, c'est un gentilhomme libéral, qui s'est fait l'apôtre éloquent et passionné de la démocratie.

Je crois qu'il serait équitable de réviser, au moins en partie, ce dernier jugement. Il ne s'agit pas de nier que l'influence de Tocqueville se soit exercée dans un certain sens. Les formules que je viens de citer ont eu pour effet, depuis l'heure où elles sont tombées de sa plume jusqu'au jour où nous sommes, de faire naître et d'entretenir la foi démocratique dans l'esprit de beaucoup de personnes distinguées et, comme disait Tocqueville, de condition relevée. Mais il n'y a pas toujours un lien logique entre l'œuvre d'un homme et ce que lui-même, ses contemporains et la postérité ont tiré d'elle. La *Préface* de la *Démocratie en Amérique* n'est pas, comme on le professe d'habitude, une de ces pages lumineuses, qui éclairent vivement la pensée et la vie de celui qui les a écrites, mais un morceau un peu massif, derrière lequel est resté caché, depuis près d'un siècle, un homme plein de noblesse, de charme et de sagacité, que j'ai reconnu avec surprise, et que je désire faire apparaître à d'autres yeux, tel que je l'ai vu moi-même.

Chapitre 1

LES TRADITIONS

[Retour à la table des matières](#)

Dans une vallée de Normandie, tapissée d'herbe épaisse, repose un gros château. Ses toits roux ont de larges ondulations, comme une couverture bien chaude, qui, jetée sur la vieille charpente, tomberait presque jusqu'au sol. Aux extrémités, il y a des tours pesantes, qu'un bouquet de grands arbres cache à demi. De toutes parts, dans la clarté des pâturages, d'autres arbres géants étalent des taches d'ombre. Parmi des haies d'hortensias bleus, on voit des barrières blanches, parquant des bœufs, des moutons, des pelotons de poulains. Au loin apparaît une ceinture de bois touffus et, plus loin encore, une autre ceinture, couleur du temps, où la vue s'élance et va se perdre : c'est la mer.

Telle est la terre de Tocqueville, si bien située à l'extrême pointe du Cotentin, près de Barfleur, qu'on la croirait au milieu d'une île. C'est un lieu choisi. Le sol y est plantureux et les hommes se courbent volontiers sur lui. Quand ils se redressent, leur regard se baigne dans l'horizon limpide.

Tocqueville aimait son vieux château. Il l'appelait sa « bicoque », mais en pensait grand bien. À l'époque, c'était encore une gentilhommière assez rustique, avec une très grande cour entourée de communs. Le fumier avait disparu, mais on voyait que des seigneurs campagnards, avec leurs bêtes, avaient habité là.

Les ancêtres d'Alexis n'avaient acquis la terre, la seigneurie et le nom de Tocqueville qu'au XVII^e siècle, en cette année 1661, qui fut celle de la majorité et du plus radieux éclat de Louis XIV. Leur nom patronymique était Clérel. Ces Clérel passaient pour bons gentilshommes, et depuis longtemps. En vrai Normand, Tocqueville voulut savoir si l'un d'eux n'avait pas bataillé aux côtés de Guillaume-le-Conquérant, quand celui-ci était allé s'emparer de l'Angleterre. Il mit la main, un jour, sur un livre imprimé à la fin du XVIII^e siècle, et y lut, non sans émotion, le passage suivant, à la suite d'un récit de la bataille d'Hastings : « Les historiens ont conservé plusieurs listes de tous les gentilshommes normands qui eurent part à cette brillante expédition. Les titres qui peuvent établir une filiation exacte depuis une époque aussi reculée sont,

pour ainsi dire, impossibles à rassembler : l'on ne peut établir que de fortes présomptions. Cependant, voici les noms de plusieurs de ces chevaliers, sur les familles desquels j'ai trouvé des renseignements... » Suivent vingt noms, dont le quinzième nous intéresse : « Le seigneur de Clérel : ses descendants ont eu la seigneurie de Tocqueville et ils sont encore considérés dans la province ¹ ». Là-dessus, Tocqueville s'informe. Il apprend qui est l'auteur et ce que vaut l'ouvrage. Il écrit hâtivement, suivant son habitude, une note, qu'il place en signet dans le vieux volume et que j'y ai retrouvée, déjà jaunie. Le livre, lui a-t-on dit, est l'œuvre « de M. de Paulmy, neveu du marquis d'Argenson. C'est un ouvrage très estimé, dont toute la documentation est extraite de la bibliothèque même de l'auteur, bibliothèque immense, qui, vendue au roi en 1785, devint la bibliothèque de l'Arsenal. C'est donc dans cette dernière bibliothèque qu'on pourrait trouver les livres ou manuscrits, dont M. de Paulmy a tiré l'article qui concerne notre famille. »

Tocqueville n'a pas été à la bibliothèque de l'Arsenal. Il avait goûté la joie de lire son nom dans un auteur digne de foi, parmi ceux des hardis compagnons de Guillaume. Pourquoi eût-il cherché des précisions ? La preuve certaine de la filiation ne pouvait être faite. Il craignait sans doute que la légende ne tombât en poussière s'il y touchait. Respectons-la, comme lui. Aussi bien dix générations d'aïeux suffisent, quand elles sont bonnes.

Le plus ancien Clérel dont la généalogie soit certaine est justement le dixième aïeul d'Alexis. Il s'appelait Guillaume et vivait dans la terre de Rampan, près de Saint-Lô, à la fin du XV^e siècle. Je n'ai pas l'intention d'écrire son histoire, ni de raconter la vie de tous ceux qui sont venus après lui. Mais il y a eu, dans cette famille, à partir de la Renaissance, des événements plus marquants que les autres et j'en rapporterai plusieurs.

Deux traits m'ont frappé : ces Clérel sont presque tous, dans la vie privée, des chrétiens, c'est-à-dire des esclaves, soumis à la loi divine ; et, dans la vie publique, des affranchis, c'est-à-dire des hommes fiers, n'obéissant qu'à bon escient à leurs semblables. Plus tard, la doctrine du petit-fils tiendra justement dans ces deux termes. Tocqueville concevra une cité à la fois religieuse et libre, où le lien politique pourra flotter d'autant plus, que le lien moral sera plus serré.

Le goût prononcé que montra pour la liberté un certain Michel Clérel mit, quand vint la Réforme, l'avenir de sa race en danger. Gaillard turbulent, qui, de catholique, était devenu protestant, puis, de protestant, catholique, on le soupçonna d'avoir, dans ce dernier état, livré aux protestants, donc à l'ennemi, le plan d'une armée dirigée contre eux : c'était assez vilain, mais si parfaitement dans le goût du temps ! Disons que c'était du libéralisme aigu ².

¹ *De la lecture des livres français*. Livres de Géographie et d'Histoire imprimés en français au seizième siècle, Paris, chez Moutard, MDCCLXXXIII. Tome VIII, p. 29.

² Cf. Gustave Dupont. *Histoire du Cotentin et de ses îles*. Caen, 1885, tome III, p. 498. Voici quelques versets d'un vaudeville qui fut fait, vers 1574, sur le siège de Saint-Lô, qu'occupaient alors les protestants :

Matignon y était

Qui sans cesse disait :

Voici, d'autre part, un chanoine Clérel, qui parle aux *États* de Rouen, en 1574, exactement comme on devait le faire à ceux de Versailles deux bons siècles plus tard.

« Représentez-vous, s'il vous plaît, s'écrie-t il parlant au Gouverneur, les povres villageois de Normandie, ayant la teste nue, prosternés aux pieds de vostre Grandeur, maigres, déchirés, languoureux, sans chemise en dos ny soulier en pieds, ressemblant mieux hommes tirez de la fosse que vivans, lesquels, levans les mains à vous comme à l'ymage de Dieu, vous usent de ces paroles : – Jusques à quand sera-ce, Monseigneur, que les playes dont nous sommes affligés auront cours ?... Jusques à quand sera-ce que le mauvais conseil fera croire au Roy qu'il peut sans fin et sans mesure lever deniers, mesme contre les privilèges et loix de ce pays, sans en demander l'advis de son peuple ?... Jusques à quand aura tant la flatterie lieu, qu'elle fera entendre au Roy qu'il n'est point tenu aux loix, au serment qu'il a fait à son sacre, et à l'observation des contrats avec ses sujets... » Quand il a longtemps parlé ainsi, il termine : « Ce sont, Monseigneur, les lugubres et piteuses exclamations des trois estats ; lesquelles, si je voulais exagérer par le menu, le jour me défailirait plus tost que la matière, à vous discourir telles angoisses, indignitez, oppressions et tourmens qu'ils ont souffert, auxquels ils ne peuvent plus résister, et serait à craindre qu'ils n'entrassent en désespoir, si leurs doléances et très humbles remontrances, contenues en ce cayer ne sont mieux considérées qu'ils ont opinion qu'elles n'ont été par le passé ... ¹ »

Quand ils arrivèrent, venant de Saint-Lô, dans le nord du Cotentin, tous les environs de Barfleur furent rapidement peuplés de ces Clérel. C'est que l'un d'eux, Pierre, Seigneur d'Auville, a eu dix-sept enfants. Un de ces dix-sept est devenu curé de Tocqueville, un autre curé de Cosqueville, un troisième curé de Sainte-Geneviève, un quatrième curé d'Équeurdreville. Ces cadets auraient pu entrer dans les ordres, alors en pleine renaissance. Il leur parut meilleur de paître d'humbles brebis dans leur coin du Cotentin. Ainsi leur famille pénétra dans la vie locale. Un peu plus tard Charles Clérel, le premier seigneur de Tocqueville, épousa Elisabeth du Chemin, qui descendait de Pierre, frère de Jeanne d'Arc. Il la prit pour femme contre le gré du tuteur de la pauvre enfant, un chanoine têtue, qui, le 8 août 1659, avait été condamné par arrêt du Parlement de Rouen à consentir. Au XVIII^e siècle, la famille ne cessa de prendre du rang. Les cadets ont servi aux armées, s'y sont distingués. Nous sommes dans une région privilégiée, d'où les gentilshommes subissent moins qu'ailleurs l'attraction de la cour. Ils ont auprès d'eux une petite capitale, fameuse alors, Valognes. Les Tocqueville y possèdent un hôtel. Là, ils vivent, comme leurs pères, en chrétiens fervents. J'ai retrouvé, dans les archives familiales que le comte Christian de Tocqueville m'a très obligeamment permis de consulter, un aimable et singulier manuscrit, qui montre sous un jour charmant la société choisie de Valognes et des châteaux d'alentour peu d'années

Et sa gendarmerie
Rampan Clérel aussi
Aigneaux Sancte Marie

Colombière, rends-toi
Au grand Charles ton roi
Ou tu perdras la vie.

¹ Gustave Dupont. *op. cit.* t. III, p. 524.

avant la naissance du petit Alexis. Ce document précieux est de la main de la grand'mère de celui-ci. Elle s'appelait Antoinette de Damas-Crux. Son mari, Bernard de Tocqueville, étant mort en 1776, elle entendait laisser à son fils et à ceux qui viendraient après lui le souvenir de l'homme de bien qu'elle avait perdu. Elle mit au haut de son récit un joli titre, dans le goût du temps : « *Petit recueil ou abrégé de la vie et de la mort de l'homme le plus vertueux, du meilleur et, je peux dire, du plus chéri des époux. Dédié à la Reconnaissance* ». En 1772, la jeune femme avait mis au monde un enfant. C'était Hervé, qui devait être le père d'Alexis. « À peine cet enfant fut-il né, écrit-elle, que mon mari l'offrit à Dieu et le lui consacra. Il assista à la cérémonie du baptême, pénétré de foi et de religion. Je tiens de plusieurs personnes, qu'il n'y avait rien au monde de plus touchant et de plus édifiant que de le voir dans ce moment-là. Quand il fut revenu auprès de moi, il me dit qu'il avait été extrêmement ému et qu'il avait demandé de tout son cœur à Dieu de retirer du monde cet enfant, s'il devait être un mauvais sujet... Animé de ces sentiments, il a cherché à me les inspirer et il m'a répété souvent qu'il fallait tous les jours offrir à Dieu ce petit trésor et être prête à lui en faire le sacrifice, puisqu'il lui appartenait avant d'être à nous. »

La mort devait briser bientôt ces liens étroits. M^{me} de Tocqueville soigna courageusement son mari. Quand la fin fut proche, il demanda qu'on lui lût les prières des agonisants. « Je lui dis que j'allais le faire. Il me répondit que cela allait me pénétrer. Je l'assurai du contraire et que j'aimais mieux que ce fût moi qu'un autre. Effectivement, je remplis ce devoir avec un courage extraordinaire et dont je ne crains pas de parler ici, puisque c'est l'ouvrage de la grâce. J'avais toujours l'œil sec auprès de ce digne époux, et je me sentais une force au-dessus de l'humanité. »

« Il ne faut pas oublier, écrit-elle encore, le moment de la bénédiction de son fils. Je pris ce cher enfant dans mes bras et je l'assis sur le lit de son père, qui demanda à M. l'abbé de Fontenay de lui dicter ce qu'il devait lui dire. Il lui répondit : Monsieur, vous n'avez qu'à suivre ce que votre cœur vous inspirera. Il prononça d'une voix entrecoupée les paroles jointes ici. Je vais les répéter, telles qu'il les a dites, sans y ajouter une syllabe : Je vous donne de tout mon cœur ma bénédiction, mon cher enfant. Que Dieu vous bénisse de même... Soyez charitable et compatissant. Soulagez les pauvres et faites avec discernement le plus de bien que vous pourrez. Aimez la justice et la faites observer. Soyez équitable et ne donnez que de bons exemples. Aimez et respectez votre mère... Qu'elle soit en tout votre guide et votre meilleure amie. Voilà les derniers avis de votre papa, mon cher enfant... »

« Quand il eut fini de parler à son fils, ajoute la pauvre femme, je me jetai à genoux auprès de lui et le priai de me la donner aussi, cette bénédiction qui m'était si précieuse ».

Cet enfant, ce petit Hervé, que de tels parents n'ont accueilli qu'en tremblant, fut, au long de sa vie, un bien digne homme, mais il eut à traverser la Révolution, l'Empire, la Restauration, et peut-être ne montra-t-il pas toujours un caractère égal à de si grands événements. Et sans doute est-ce par réaction

contre les honnêtes gens de l'espèce de celui-là, qu'Alexis, son fils, dès qu'il eut l'âge de réfléchir, se tourna, avec une sympathie mêlée des pires inquiétudes, vers la démocratie. Ce que cherchait ce petit-fils de Catherine de Damas-Crux, c'était, en réalité, sous le nom de démocratie, la liberté ; et, derrière cet autre mot dangereux, l'assouvissement de la passion, noble entre toutes, que sa grand'mère et tous ses pères les plus lointains avaient entretenue dans leurs âmes fières : celle de leur dignité.

Il faut dire, à la décharge d'Hervé de Tocqueville, qu'il devait recevoir au cours de sa vie de rudes secousses, propres à ébranler un caractère. Il avait épousé le 24 mars 1793 M^{lle} de Rosanbo, petite-fille de Malesherbes. Deux mois après la mort du roi ! Ce jeune garçon entra assez courageusement en ménage. Les nouveaux mariés vécurent à Malesherbes jusqu'au 17 décembre. Ce jour-là, le concierge du château entra dans la salle à manger avec un visage bouleversé, et, se servant d'un langage inusité, dit : « Citoyen Rosanbo, il y a des citoyens de Paris qui vous demandent ». – « Nous pâlîmes tous », note Hervé de Tocqueville dans ses Mémoires¹. Deux jours après, M. de Malesherbes, ses enfants et ses petits-enfants étaient dirigés sur Paris et jetés en prison. M. de Rosanbo périt le premier. Il fut exécuté le 20 avril 1794.

« Quand le Tribunal révolutionnaire envoyait chercher un prisonnier, nous dit encore Hervé de Tocqueville, un guichetier se présentait et disait au détenu : Citoyen, on te demande au greffe. Le prévenu avait à peine le temps de prendre quelques hardes et de dire adieu à sa famille. Souvent, le guichetier ajoutait : Tu n'as besoin de rien. »

Tous les jours vers trois heures, on faisait ainsi des appels. Pour échapper à l'horreur de ce moment, Hervé de Tocqueville avait pris l'habitude de dormir un peu dans cette partie de l'après-midi. C'étaient d'affreux sommeils, pleins de cauchemars. Il se réveilla un soir avec les cheveux tout blancs, comme un vieillard. Il avait vingt ans.

« Le 21 avril, un guichetier de la mine la plus féroce entra, dit-il, dans notre chambre, et prononça ces terribles mots : Citoyen Malesherbes, citoyenne Rosanbo, Chateaubriand mari et femme, on vous demande au greffe. »

Louis de Chateaubriand, qui avait épousé aussi une Rosanbo, la soeur aînée de M^{me} de Tocqueville, savait, depuis plusieurs jours, que son heure et celle des siens était proche. Il avait héroïquement tenu le secret : « Cependant, raconte son beau-frère, quand il descendit dans la cour et qu'il se vit lié par le bras à celui de M. de Prémèsnil, qu'on avait été chercher dans une autre prison, la pâleur de la mort se répandit sur son visage, mêlée à une expression indéfinissable de colère et d'indignation. Au moment de nous séparer, j'étais parvenu à lui demander l'autorisation de me charger de ses enfants, et j'espère

¹ Les Mémoires du Comte de Tocqueville ont été publiés en partie dans le Contemporain, Revue d'Économie Chrétienne, numéro de janvier 1867.

que la promesse que je lui ai faite à cet égard aura répandu quelque consolation sur ses derniers moments.

« Le 22, à quatre heures du soir, les envoyés de la section vinrent s'emparer des effets des condamnés. Tout était consommé...

« M^{me} de Chateaubriand, avant de monter à l'échafaud, avait demandé à embrasser sa famille, ce qui lui fut accordé. Elle dit à sa mère, dont les forces étaient un peu affaissées : Courage, maman, dans un instant nous allons être réunies. L'intrépidité de Chateaubriand et le calme de M. de Malesherbes ne se démentirent pas un seul instant. Ce ne fut qu'après avoir entendu tomber la tête de tous ses enfants, que le vieillard livra la sienne au bourreau. »

Hervé de Tocqueville, sa femme, sa belle-sœur d'Aunay, son jeune beau-frère Louis de Rosanbo, enfant de 17 ans, restèrent en prison, haletants, prêts à la mort. Le 9 thermidor arriva. Ce fut la délivrance. Il était temps. Déjà leurs noms figuraient sur une liste de détenus, qui devaient être jugés et condamnés le 12. Les bourreaux prirent la place de leurs victimes. Quelques semaines plus tard, ce qui restait de la famille du vieux Malesherbes était rendu à la liberté.

La captivité avait duré dix mois. Six siècles de fortes traditions n'avaient pas laissé dans l'âme d'Hervé de Tocqueville une empreinte aussi vive que ces dix mois d'orage. Alexis va naître. Il m'a semblé qu'il était bon qu'on connût à la fois les vertus de sa race et les tragiques souvenirs du foyer de son père. Nous verrons que, malgré ses erreurs, il a finalement, au travers de ceux-ci, su retrouver la plupart de celles-là dans leur grandeur. Le mérite n'était pas mince. Depuis la Révolution, des générations de gentilshommes ont passé. Gens de bien dans leurs foyers, la plupart n'ont pas vécu dans la cité. Tout au plus ont-ils su, en face d'une certaine anarchie, être obstinément des hommes d'ordre, jusque dans leurs méthodes d'opposition, sans réfléchir que l'essence de l'aristocratie est d'être libre et violente à l'égard de toutes les usurpations, sans se demander si, au-dessus de l'ordre établi, il n'est pas un ordre meilleur, que la mission des aristocrates est de faire connaître à la foule. Ce n'est pas contre le roi, mais contre certains gentilshommes, autoritaires et serviles, domestiqués à Versailles et despotes dans leurs domaines, que la France s'est soulevée en 1789. Et la Révolution mériterait vraiment l'indulgence des Français, si elle avait accompli le seul bien qu'elle eût à faire : l'affranchissement des nobles.

Il existait d'ailleurs une quantité de familles nobles, avant 1789, qui n'avaient pas besoin d'être affranchies. Les Clérel de Tocqueville étaient du nombre. Ils avaient l'âme droite et fière. Ils servaient Dieu, le roi, leur prochain, et restaient libres.

Mais ces familles mêmes, si jalousement fidèles à la tradition, la laissèrent tomber par lassitude dans le choc épuisant de la Révolution, et, quand Alexis de Tocqueville eut l'âge de réfléchir, la crise, au lieu de sauver les mauvais aristocrates, achevait de perdre les bons.

Chapitre II

L'ENFANCE

[Retour à la table des matières](#)

J'ai dit qu'on avait oublié Alexis de Tocqueville. On a ignoré jusqu'ici le lieu où il est né. Les bons auteurs assuraient qu'il avait vu le jour à Verneuil, en Seine-et-Oise. Or c'est à Paris que j'ai retrouvé son acte de naissance, qui, brûlé dans l'incendie de l'Hôtel de Ville en 1871, a pu être reconstitué à l'aide des archives notariales. Il porte la date du onze thermidor, an XIII. L'enfant était venu au monde la veille, c'est-à-dire, dans le calendrier grégorien, le 29 juillet 1805. L'Empereur n'ayant pas encore pris le temps de faire connaître aux officiers de l'état civil que l'ère républicaine était finie, ceux-ci enregistrèrent le petit Alexis-Charles-Henri sous le nom de Clérel seulement. Ils omirent soigneusement la particule de Louise Madeleine Le Peletier de Rosambo, la mère.

L'acte indique, après la date, le lieu de la naissance. Ici, une remarque. La plupart des maisons de Paris ne portaient pas de numéros avant la Révolution. Après 1789, le conseil municipal décida qu'on mettrait des chiffres au-dessus de toutes les portes. Il n'y eut d'abord, dans chaque district, qu'une seule série de numéros. Une maison quelconque du quartier prit le numéro un, la voisine eut le numéro deux, et l'on continua ainsi, à travers les rues et les portions de rues, les parcourant toutes dans les deux sens, pour revenir à la maison la plus proche de la première. Voilà comment Alexis de Tocqueville a pu naître au numéro 987 de la rue de la Ville-l'Evêque, qui était bien, alors comme aujourd'hui, l'une des voies les plus courtes de la capitale. La maison existe encore. J'ai acquis l'assurance, en consultant les titres de propriété qui la concernent, que c'est maintenant le numéro 12 de cette rue tranquille. Le curé de la Madeleine y a installé une crèche. Aucune plaque n'indique au passant que dans le petit hôtel caché là, derrière des communs récemment surélevés d'un étage, un homme est né, qui a bien mérité ce banal hommage. C'est un oubli qu'il faudra qu'on répare.

Le baptême eut lieu trois ans plus tard, le 2 juin 1808, à Verneuil.

C'est dans la succession du Président de Rosanbo que le comte de Tocqueville avait trouvé la terre de Verneuil. Il l'occupa dès 1804, mais n'en devint le maître qu'au partage de cette succession, en 1807. Il vendit alors la maison de la rue de la Ville-l'Evêque et vint se fixer avec bonheur dans le fastueux domaine qui venait de lui échoir.

Verneuil est tout près de Paris, sur la ligne de Mantes. Le château est une très grande construction, toute blanche. Les gens du pays, qui exagèrent, racontent qu'il y a cent chambres dans la maison. Le chemin de fer a mutilé le parc, et quand on passe là, à des vitesses folles, frôlant des arbres séculaires, la façade blanche de la vieille demeure, à peine entrevue dans une éclaircie, produit une impression de majesté d'autant plus saisissante, qu'on vient de courir tout le long du jardin propre et bourgeois planté à Médan par le romancier Zola.

L'enfance d'Alexis s'est écoulée à Verneuil. La terre de Normandie, trop lointaine, trop modeste, fut délaissée pendant ces années de grande prospérité de la famille. Hervé de Tocqueville avait séjourné pour la dernière fois dans sa gentilhommière au cours de l'année 1790. La maison était encore en bon état. Les paysans avaient seulement brûlé le toit du colombier et massacré les 3 000 pigeons qui vivaient là, à leurs dépens. La vieille tour décapitée reste debout, à l'heure qu'il est. On ne peut songer sans mauvaise humeur que c'est au zèle un peu niais du comte de Virieu, dont le sang est aujourd'hui mêlé à celui des petits-neveux de Tocqueville, qu'il faut reprocher ce carnage et cette ruine. « Comme Catulle, s'était-il écrié dans la nuit du 4 août, je viens offrir mon moineau sur l'autel de la patrie. Je propose la suppression des colombiers. »

Le comte de Tocqueville avait beaucoup de goût pour certains biens fragiles, quelque peu dédaignés de ses ancêtres. Il aimait la richesse, les honneurs, le pouvoir.

Il vécut à Verneuil en grand seigneur, entouré d'une famille nombreuse. Tuteur des petits Chateaubriand, alors âgés, l'aîné, Louis, de 17 ans, le cadet, Christian, de 15 ans, il avait eu, avant Alexis, deux autres fils, Hippolyte, né en 1798, et Édouard, né en 1800. Ces cinq garçons étaient une charge trop lourde pour la comtesse de Tocqueville, pauvre femme souvent malade, toujours chagrine et mécontente, fleur trop rudement secouée par les épreuves de la Terreur.

En 1804, le nouveau châtelain avait accepté de l'Empereur les fonctions de maire de la petite commune qu'il habitait. Il prêta serment à cet homme, qu'au lendemain de sa chute, dès 1814, il devait appeler sans façon *l'usurpateur*. C'était dans les mœurs de l'époque. Bon administrateur, il signa de vigoureux arrêtés. J'en ai lu plusieurs dans les vieux registres de la commune. Il en est deux ou trois qui laissent deviner que ce maire sera plus tard, pour Louis XVIII, pour Charles X surtout, un préfet plein de zèle. Il trace au maître d'école une tâche que les instituteurs d'aujourd'hui ne rempliraient pas volontiers. – « Le maître d'école, arrête-t-il, est tenu de sonner matin et soir l'*Angelus*. Il assistera, en qualité de chantre, à tous les offices de l'Église. Il aidera M. le

Desservant dans l'éducation chrétienne des enfants. Il donnera aux enfants de chœur les premières notions du plain-chant. Il est tenu de balayer l'église et la sacristie tous les samedis. Il aura soin de plier et de ranger les ornements de l'église. » Le maire de Verneuil, en réglant avec tout ce soin les fonctions du sacriste, empiétait un peu sur les prérogatives de M. le Desservant et s'occupait, en somme, de ce qui, même à cette époque, ne le regardait pas. Un jour, en son absence, il chargea des affaires courantes son régisseur. On dut lui rappeler qu'il avait un adjoint.

Tandis qu'à la mairie le comte de Tocqueville s'exerçait au gouvernement des hommes, sa femme passait ses jours et ses nuits à regretter les douces années de son enfance, où régnait le bon roi Louis XVI. Elle chantait au petit Alexis des romances d'autrefois et celui-ci en avait le cœur si troublé que, près de cinquante ans plus tard, il s'en souvenait encore avec une poignante émotion – « Je me rappelle, écrivait-il en 1857, je me rappelle aujourd'hui comme si j'y étais encore, un certain soir, dans un château qu'habitait alors mon père, et où une fête de famille avait réuni à nous un grand nombre de nos proches parents. Les domestiques avaient été écartés : toute la famille était réunie autour du foyer. Ma mère, qui avait une voix douce et pénétrante, se mit à chanter un air fameux dans nos troubles civils et dont les paroles se rapportaient aux malheurs du roi Louis XVI et à sa mort. Quand elle s'arrêta, tout le monde pleurait, non sur tant de misères individuelles qu'on avait souffertes, pas même sur tant de parents qu'on avait perdus dans la guerre civile et sur l'échafaud, mais sur le sort de cet homme mort plus de quinze ans auparavant, et que la plupart de ceux qui versaient des larmes sur lui n'avaient jamais vu. Mais cet homme avait été le roi ¹. »

On recevait beaucoup de monde à Verneuil. Chateaubriand y séjourna plusieurs fois. « M. de Tocqueville, écrit-il dans *les Mémoires d'Outre-Tombe*, beau-frère de mon frère et tuteur de mes deux neveux orphelins, habitait le château de Madame de Senozan : c'étaient partout des héritages d'échafaud. Là je voyais croître mes neveux avec leurs trois cousins de Tocqueville, entre lesquels s'élevait Alexis, auteur de la *Démocratie en Amérique*. Il était plus gâté à Verneuil que je ne l'avais été à Combourg. Est-ce la dernière renommée que j'aurai vue ignorée dans les langes ? ² »

Chateaubriand écrivit à Verneuil une partie de son *Moïse*. « Assis dans un coin du salon, pendant qu'on jouait ou qu'on causait, on le voyait pensif et silencieux, étranger à tout ce qui l'entourait. Il composait ainsi des tirades entières de sa tragédie, qu'il transcrivait ensuite. Du reste, son humeur était toujours gaie... ³ »

Sur la gaieté de Chateaubriand, il n'y a pas beaucoup de documents. À Verneuil, le grand homme s'était déridé. On faisait des charades. « Je me

¹ *Œuvres complètes d'Alexis de Tocqueville*, Paris, Michel-Lévy, 1864 à 1867. 8 vol., tome VI, p. 383.

² *Mémoires d'outre-Tombe*, Édition Ed. Biré, Paris. Garnier. t. II, p. 467.

³ *Mémoires du Comte de Tocqueville* (partie inédite).

rappelle, disait plus tard Alexis, mon père revenant après une courte absence dans la maison pleine de monde. Nous nous amusions à le recevoir déguisés. Chateaubriand était en vieille femme.¹ »

On quitta Verneuil en 1814. Les gens du pays racontent qu'à la veille de son départ, le comte de Tocqueville maria d'un seul coup treize jeunes hommes, menacés d'être rappelés sous les drapeaux, parce qu'ils étaient restés célibataires. On alla dans les champs chercher des jeunes filles. On leur proposa ces maris pressés, et l'on revint avec elles à la mairie pour terminer l'affaire. M. de Tocqueville placarda si haut les publications qu'on ne put pas les lire. Cela n'était pas d'un bon serviteur de l'Empereur. Mais l'étoile du maître avait pâli.

Quelques semaines plus tard, la comtesse de Tocqueville et son mari étaient à Compiègne, aux pieds de la duchesse d'Angoulême.

Il faut se rappeler que la mère du comte de Tocqueville s'appelait Damas. Or il y avait tant de Damas dans l'entourage immédiat de la fille de Louis XVI quand elle revint de l'émigration, qu'on disait que sa maison était meublée en Damas et doublée de même.

Le père d'Alexis accepta d'aller servir le Roi dans l'administration d'un département lointain. On le fit préfet de Maine-et-Loire.

Alexis avait neuf ans. Il échappa, à ce moment, à la direction personnelle de son père. La comtesse de Tocqueville ne suivit pas son mari dans les postes nombreux où Louis XVIII et Charles X l'envoyèrent, à Angers, à Beauvais, à Dijon, à Metz, à Amiens. Elle demeura d'abord à Paris, puis se fixa longtemps dans la Côte-d'Or. Les enfants, tantôt chez leur père, tantôt près de leur mère, appartenrent à l'abbé Lesueur.

Qui était l'abbé Lesueur ? Rien, dans les papiers nombreux de la famille de Tocqueville, ne permet de le connaître avec précision. Choisi par la pieuse Catherine de Damas pour faire l'éducation du petit Hervé vers 1780, il mourut en 1831, ayant conduit au delà de leur majorité les trois fils de son premier élève. Il n'a rien laissé, de ces cinquante et un ans de services, qu'une courte correspondance, sans intérêt, avec Édouard de Tocqueville. Il n'y a pas d'autre document sur lui que les deux ou trois lettres déchirantes écrites d'Amérique par Alexis, quand il apprit sa mort.

« J'aimais notre bon vieil ami comme notre père, disait Alexis dans une de ces lettres. On ne s'habitue point à voir disparaître tout à coup le soutien de son enfance, l'ami, et quel ami ! de toute sa vie. J'espère parvenir à me roidir enfin contre ce malheur affreux ; mais il n'en restera pas moins au fond de mon âme l'idée poignante, parce qu'elle est vraie, que nous avons perdu ce que ni le

¹ Eugène d'EICHTAL : *Alexis de Tocqueville et la démocratie libérale*. Étude suivie de fragments des *Entretiens de Tocqueville avec Nassau William Senior*. (1848-1858). Paris, Calmann-Lévy, 1897, p. 270.

temps, ni l'amitié, ni l'avenir, quel qu'il soit, ne peut nous rendre, ce qui n'est donné qu'à peu de personnes de trouver dans ce monde : un être dont toutes les qualités, toutes les affections, se rapportaient à nous seuls ; qui ne semblait vivre que pour nous. Je n'ai jamais vu ni entendu parler d'un pareil dévouement ¹. »

Nous imaginons mal aujourd'hui quel pouvait être, dans une telle famille, le rôle de ce prêtre familial, qui, ayant élevé le père, veillait sur les fils, leur passait la tradition de la sainte aïeule, les entretenait à la fois dans l'horreur des souvenirs révolutionnaires et dans l'amour évangélique de ceux que paraissait avoir affranchis cette Révolution ; et qui les instruisait, les promenait, les gourmandait à table, et, le soir, suivant l'amusante formule de l'un d'eux, les « entortillait » dans leurs draps et soufflait la bougie.

« Si tu savais, écrit Alexis, quelle fête je me faisais de le revoir... Je vais trouver sa chambre déserte. Il ne me reste plus de lui que ses conseils et son exemple ². »

Aux conseils de l'abbé Lesueur et à son exemple, Alexis de Tocqueville a dû la droiture de son âme. Le saint homme était bien incapable d'enseigner à son élève les secrets de la politique. Il lui apprit seulement à faire le bien et à éviter le mal. C'étaient de bienfaisantes leçons, dont nous verrons le prix à mesure que nous avancerons dans cette étude. Il faudra qu'on se souvienne un peu, en louant le disciple à qui la gloire a souri, du vieux maître qui n'a pas eu d'histoire.

La carrière politique du père d'Alexis fut mouvementée. C'était, ai-je dit, un bon administrateur. Taine qui, dans *les Origines de la France Contemporaine*, a eu l'ingratitude de ne pas nommer une seule fois l'auteur de *l'Ancien Régime et la Révolution*, a cité dans une note, avec éloges, les Rapports envoyés par le comte de Tocqueville, préfet de la Restauration, à ses chefs³. Ce sont, en effet, des documents intéressants, qui témoignent du zèle laborieux de leur auteur. Celui-ci, dans ses *Mémoires*, avoue ingénûment, que, des deux parties de ses fonctions, l'administration et le gouvernement, il était propre « par la tournure de son esprit, par son goût au travail » à la première seulement.

Dans la seconde, le gouvernement, il eut les plus grands déboires. C'est qu'il était lié, par sa famille, par ses amitiés, par tous ses sentiments, au parti violent que dirigeait *Monsieur*. C'était un *ultra*, bien qu'il eût à la bouche, à tout propos, le nom de la liberté. Il divisait les populations qu'on confiait à sa garde en « deux parties distinctes sous le rapport de l'opinion : les personnes qui en

¹ Lettre à Édouard de Tocqueville, 10 septembre 1831. Œuvres, t. VII, p. 58.

² *Ibid.*

³ « Sur l'administration locale et sur les sentiments des différentes classes de la population, on trouvera aux archives nationales les renseignements les plus abondants et les plus précis... Les lettres de plusieurs préfets, M. de Chabrol, M. de Tocqueville... mériteraient souvent d'être publiées. Parfois, en marge, le ministre de l'intérieur a fait un trait au crayon avec cette mention : À mettre sous les yeux du roi. (*Les Orig.*, t. V, p. 390).

professaient une mauvaise et celles qui en professaient une bonne ». Pour ces dernières et pour lui-même, toutes les libertés étaient désirables. Il ressemblait à l'évêque de Benjamin Constant. Cet évêque, se trouvant sur un vaisseau prêt à couler bas, récitait ses prières : « Mon Dieu ! disait-il, sauvez-moi, ne sauvez que moi ! Je ne veux pas fatiguer votre miséricorde ! » À l'égard des gens qui ne professaient pas une bonne opinion, le comte de Tocqueville ne fatigua jamais la miséricorde de Dieu, ni la sienne.

C'est à Dijon qu'il rencontra les plus grandes difficultés. Là, les esprits étaient exaltés et le préfet jugea, dès son arrivée, qu'il n'avait d'autre alternative que de se jeter dans les bras des royalistes intransigeants ou dans l'opposition révolutionnaire. Il ne lui vint pas à l'idée d'user de son influence pour apaiser tout ce monde. Un jour vint où les Bourguignons se lassèrent. Il fallut en toute hâte remplacer le préfet. On l'envoya en Lorraine.

Dans ce nouveau poste, il resta six années. C'est là qu'Alexis fit sa rhétorique. Madame de Tocqueville, constamment malade et d'humeur chagrine, se sépara de son fils, qui fut mis au lycée de Metz. L'enfant passa ses heures de liberté à errer parmi les grandes salles de la Préfecture. Dans la solitude où son père le laissa, il exerça son esprit à la réflexion. Peu d'hommes ont réfléchi avec plus de puissance. Sainte-Beuve a très bien vu que Tocqueville n'avait guère lu. Il est probable qu'il lisait lentement, consacrant beaucoup de temps au même ouvrage et méditant sur ce qu'il y avait trouvé. Il est sûr, en tout cas, qu'il prit, à seize ans, dans la bibliothèque de son père, des livres que ne lisent pas toujours les enfants de cet âge et qu'il y perdit sa foi religieuse.

Sur cet accident, sur la blessure qu'il en reçut et dont il ne cessa de souffrir jusqu'à ses toutes dernières heures, je dirai plus loin ce que m'ont révélé divers documents inédits, qui sont d'un grand prix.

Il va donc vivre et penser en marge de la religion. En marge : car, s'il a rompu avec la foi des siens, il ne quittera jamais les abords, pas même l'ombre de cette Église, où les hommes et les femmes de sa race ont prié pendant des siècles.

Bon élève, il eut, à la fin de ses études scolaires, le prix d'honneur et deux autres premiers prix, dont celui d'amplification française. Il lut un jour à son abbé un *Discours sur le progrès des arts dans la Grèce*. Celui-ci en fut ravi. « Je défie, écrivit-il, qu'on puisse mieux faire. Son professeur le garde dans ses archives, pour le citer comme modèle à ses rhétoriciens futurs. Je suis sûr qu'il aurait été couronné au concours général de Paris. Quel dommage ce serait d'étouffer sous un casque un talent qui s'annonce avec tant de distinction. ¹ »

¹ Cette lettre de l'abbé Lesueur, comme la plupart des documents inédits qui seront cités ou signalés dans ce livre, appartient à la famille de Tocqueville. C'est aussi aux archives de cette famille que se trouvent, avec l'indication du lieu où sont gardés les originaux, les copies des documents que j'ai recueillis à d'autres sources.

Il était question à ce moment de faire d'Alexis un soldat. L'enfant avait un tempérament de feu et la carrière militaire pouvait le séduire. Il n'y songea pas longtemps. Plus tard, il lui arriva de penser qu'il eût mieux fait de s'y arrêter. Il avait, dans l'intervalle, appris à connaître les petites choses et les incertitudes de la vie politique.

Les archives du lycée de Metz ont été dispersées et le *Discours sur les progrès des Arts dans la Grèce* est perdu. Il ne faut pas le regretter. Tocqueville devait être un médiocre critique d'art. Il ne se souciait pas, en tout cas, de littérature. Hugo, Byron, Vigny, sont des noms qu'il paraît avoir à peine connus. De Lamartine, de Chateaubriand, il n'a considéré que le rôle politique. Il a passé à travers le romantisme sans se montrer un seul jour attentif. Ce raisonneur avait pourtant l'âme la plus passionnée, et dans celles de ses lettres où il s'est livré tout entier, on trouve des pages qui sont des œuvres d'art. Mais le culte du beau seul lui semblait un délassement auquel il n'eut jamais le temps de s'arrêter.

Ajoutons qu'il était trop aristocrate pour s'intéresser beaucoup aux manifestations artistiques de son temps. Il a expliqué, dans son livre sur l'Amérique, la différence qu'il y a entre la littérature des aristocraties et celle des démocraties. C'est le procès sommaire du romantisme au profit des classiques.

Il a pu faire violence à ses instincts de gentilhomme jusqu'à devenir, dans l'ordre politique, un apôtre du régime démocratique. Son zèle pour ce qu'il croyait le meilleur et le plus vrai l'y a contraint. Dans l'ordre littéraire, il n'a pas fait le même effort. Il n'a ni loué, ni blâmé les hardiesses de ses contemporains ; il les a purement ignorées. Quant à lui, il a écrit dans le style noble.

Au sortir du collège, il fit son droit, puis, à vingt ans, il alla parcourir l'Italie et la Sicile avec son frère Édouard. De ce voyage, il a laissé une relation, qui a été publiée en partie ¹.

On a souvent cité, à propos de l'ardeur dont il fit preuve dès cette petite expédition, une phrase qu'il écrivit, beaucoup plus tard, au fils de l'un de ses amis : « On ne réussit à rien, surtout dans la jeunesse, si on n'a pas un peu *le diable au corps*. À votre âge, j'aurais entrepris de sauter par dessus les trous de Notre-Dame, si j'avais su trouver de l'autre côté ce que je cherchais. » ²

Il fut rappelé de Sicile par une ordonnance royale du 5 avril 1827, le nommant juge auditeur au Tribunal de Versailles.

¹ *Œuvres*, t. V, p. 129.

² À Alexis Stoffels, le 4 janvier 1856. *Œuvres*, t. V, p. 476.

Son père, depuis près d'un an, résidait dans cette ville. Charles X l'avait fait préfet de Seine-et-Oise. Le comte de Tocqueville connut là et savoura la douceur de vivre auprès de la cour.

« Mes rapports avec la famille royale, a-t-il écrit dans ses *Mémoires*, étaient nombreux. Saint-Cloud, Villeneuve-l'Étang et Rosny se trouvaient dans le département de Seine-et-Oise. Charles X passait la belle saison à Saint-Cloud. Mon devoir m'obligeait à aller lui faire ma cour tous les dimanches.

« Quelquefois on me désignait pour un service de gentilhomme de la chambre. Ce service n'avait rien de pénible. Il consistait dans l'obligation d'accompagner le roi à la messe. Au retour, on restait quelques minutes dans le salon. Le roi disait des mots obligeants à chacun. Le dauphin et les princesses le saluaient profondément et se retiraient. Lui-même rentrait dans ses appartements et on était libre jusqu'à 8 heures du soir, où on se trouvait à l'ordre. La tâche était ainsi remplie.

« Les privilèges consistaient à prendre, si on le désirait, un excellent déjeuner et un très bon dîner à la table du premier maître d'hôtel et à rester au jeu du roi, honneur des plus ennuyeux.

« Le roi jouait au whist tous les soirs, le seul moment de sa vie où il se dépouillât de sa grâce accoutumée. Il grondait son partenaire et même ses adversaires. M. le Dauphin faisait une partie d'échecs et se retirait à 9 heures. Les personnes qui n'étaient pas employées ni à l'une ni à l'autre de ces parties jouaient à l'écarté. Madame la Dauphine travaillait à la tapisserie et quittait son canevas pour entrer à l'écarté à son tour.

« Tout cela était d'une froideur glaciale. Le respect s'opposait à aucune espèce d'abandon et commandait l'ennui. À dix heures et demie, la soirée finissait. »

Son fils Alexis, pendant ce temps, s'essayait à la pratique du droit. Il montrait, pour la carrière, un enthousiasme modéré.

« En somme, mon cher ami, écrivait-il à Louis de Kergorlay, je commence à croire que je prendrai l'esprit de mon état. C'est le point important. J'ai bien encore des moments de retour sur moi-même, qui sont cruels, et où je regrette amèrement de n'avoir pas pris une autre route ; mais, en général, je me concentre de plus en plus dans ma matière et je m'y concentre tellement, je vis tellement hors de toute société et de toute affection de cœur que j'en suis à craindre de devenir avec le temps une machine à droit, comme la plupart de mes semblables, gens spéciaux s'il en fut jamais, aussi incapables de juger un grand mouvement et de conduire une grande opération, qu'ils sont propres à déduire une suite d'axiomes et à trouver des analogies et des antinomies. J'aimerais mieux brûler mes livres que d'en arriver là ¹ » !

¹ À Alexis Stoffels, le 4 janvier 1058. *Œuvres*, t. V, p. 301.

Il n'en vint pas là, parce qu'il occupa, dès ce moment, ses loisirs à penser à la grande affaire de sa vie, la politique.

Nous allons le suivre à travers une carrière où il va débiter avec éclat par son voyage en Amérique. Nous nous souviendrons, au cours de ces pages, du foyer où s'est écoulée son enfance. Il avait vingt-six ans quand est mort l'abbé Lesueur, choisi sous l'ancien régime pour faire l'éducation de son père.

Ce dernier, le vieil Hervé de Tocqueville, ne devait s'éteindre lui-même qu'en 1856, après avoir lu le livre consacré par son fils à cette Révolution, qui avait fait blanchir ses cheveux. Et Catherine de Damas elle-même est ainsi toute proche d'Alexis ; cette Catherine de Damas, dont le mari pratiquait l'usage peu répandu de pleurer au baptême de ses enfants, et qui se flattait d'avoir l'œil sec tandis qu'elle aidait son époux mourant à penser à son âme, « parce qu'ils étaient, nous dit-elle dans son parler charmant, réciproquement dans cet usage lorsqu'ils approchaient des sacrements. »

Chapitre III

UN DOCUMENT

[Retour à la table des matières](#)

Tocqueville était comme beaucoup d'écrivains ; il laissait traîner des quantités de papier noirci sur son bureau. Quand venait l'heure de ranger, à la veille d'un voyage par exemple, il mettait tout pêle-mêle dans un dossier, avec une date. Quelquefois il inscrivait avant la date le mot anglais « *rubbish* », qui signifie détrit, vieilles hardes, ou, dans le cas présent, paperasses de rebut.

J'avais fouillé dans beaucoup de ces « *rubbish* » et, triste chiffonnier, je n'en avais rien tiré, quand, un jour, chez un marchand d'autographes, j'en découvris un, qui me fut cédé pour quelques francs. Il portait la date de Novembre 1841 et contenait trois feuilles de papier, divisées chacune en deux colonnes, par un pli encore apparent. Tocqueville avait porté sur la colonne de gauche des notes de discours sur la politique extérieure, et la colonne de droite constituait une marge pour les corrections et les observations. J'aurais dû lire pour commencer, les notes principales, à gauche. Mais la colonne de droite du premier feuillet était si bien remplie et précédée d'un titre si étrange que ce fut vers elle que ma curiosité se porta d'abord.

Ni l'orthographe ni la calligraphie de Tocqueville n'ont jamais été très sûres. Le titre vrai de la note que j'avais sous les yeux était certainement celui-ci : *Mon instinct, mes opinions*. Cependant si l'on regarde bien le fac-simile que j'ai cru devoir donner ici de cette pièce importante, on lira plutôt : *mon intérêt*. C'est, tout bien pesé, *Mon instinct* qu'il aura voulu écrire.

Ainsi, tout-à-coup, ayant noté à gauche ses réflexions sur la situation de la France révolutionnaire et libérale vis-à-vis de l'Europe, il a voulu s'examiner lui-même et préciser, en marge, pour son édification propre, ses opinions et ses instincts. C'est une confession que nous allons lire, une confession de la plus absolue sincérité, puisqu'elle a été faite pour lui seul, sur un chiffon de papier. Par quel prodige a-t-elle survécu ? Gustave de Beaumont ne la connaissait pas, puisqu'il ne l'a ni publiée, ni détruite. Comment est-elle sortie de ses dossiers ou de ceux que conserve soigneusement la famille de Tocqueville, pour

échouer dans les cartons d'un marchand d'autographes ? Nous l'avons, c'est l'essentiel. En voici le texte exact :

MON INSTINCT, MES OPINIONS

L'expérience m'a prouvé que chez presque tous les hommes, mais à coup sûr chez moi, on revenait toujours plus ou moins à ses instincts fondamentaux et qu'on ne faisait bien que ce qui était conforme à ces instincts. Recherchons donc sincèrement où sont mes instincts fondamentaux et mes principes sérieux.

J'ai pour les institutions démocratiques un goût de tête, mais je suis aristocratique par l'instinct, c'est-à-dire que je méprise et crains la foule.

J'aime avec passion la liberté, la légalité, le respect des droits, mais non la démocratie. Voilà le fond de l'âme.

Je hais la démagogie, l'action désordonnée des masses, leur intervention violente et mal éclairée dans les affaires, les passions envieuses des basses classes, les tendances irreligieuses. Voilà le fond de l'âme.

Je ne suis ni du parti révolutionnaire, ni du parti conservateur. Mais, cependant et après tout, je tiens plus au second qu'au premier. Car je diffère du second plutôt par les moyens que par la fin, tandis que je diffère du premier tout à la fois par les moyens et la fin.

La liberté est la première de mes passions. Voilà ce qui est vrai.

J'ai d'abord hésité à publier ce document, à cause des premiers mots : je méprise et crains la foule.

Tocqueville n'aurait jamais écrit cela pour le public. Il avait le cœur trop fier pour sentir du mépris à l'égard de n'importe quel autre homme fier, même appartenant au peuple le plus misérable. Et la foule, même innombrable et méchante, n'aurait pas fait trembler son corps chétif. Il était galant homme et courageux.

Mais il ressentait du dégoût pour les bas sentiments de la multitude et sans doute estimait-il que, du peuple assemblé pour les affaires de l'état, il y avait tout à redouter. Aristocrate, il se tenait pour responsable, par droit de naissance, du bien public, et la foule, incompétente et grossière, le gênait.

Il n'y a pas autre chose dans ces quelques mots violents et je ne me consolerais pas de les avoir mis à la lumière si on devait leur donner un sens déplaisant pour le caractère de Tocqueville. C'est un noble citoyen qui s'affirme ici, dans une formule impérissable. À quiconque viendra dire que Tocqueville a été un démocrate, Tocqueville répondra désormais lui-même avec hauteur : Je suis aristocratique par l'instinct, c'est-à-dire que je méprise et crains la foule. – Mais, lui dira-t-on, n'aimez-vous pas, du moins, la démocratie libérale ? – J'aime avec passion la liberté, la légalité, le respect des droits, mais non la démocratie. – Mais le peuple est roi... – Je hais la démagogie ! – Alors que voulez-vous ? – La liberté est la première de mes passions, voilà ce qui est vrai. – Mais quelle liberté ?

Cela, nous allons essayer de le dire au chapitre suivant.

Chapitre IV

LA LIBERTÉ

[Retour à la table des matières](#)

La liberté, c'est-à-dire la faculté de faire ce qu'on veut, n'existe pas : voilà ce qu'on peut avancer de plus certain sur la matière.

Ce qui existe, c'est la servitude de tous les hommes, même les plus fiers, à l'égard des lois : lois morales, lois naturelles, lois humaines.

Ainsi réduits en esclavage, tout ce que nous pouvons faire est d'opter entre les deux manières de servir : la manière noble et la manière dégradante.

En 1857, l'Empereur Napoléon III visitait une ville de Cotentin ; Tocqueville observa que l'évêque, allant au devant du maître, jeta fort peu d'eau bénite sur les fidèles qui se pressaient et lança tout le goupillon à la tête de Sa Majesté : voilà la mauvaise manière.

Aux premiers temps de l'Église, les évêques, pour le service de Dieu, allaient au martyre : c'était la manière noble.

Il n'y a pas de liberté, mais des degrés dans la servitude, et l'on peut, sous le joug, être un héros ou un laquais : au regard du laquais, le héros est un homme libre.

La seule affaire est de distinguer la bonne et la mauvaise obéissance, c'est-à-dire de reconnaître, parmi les lois, celles auxquelles il est de la nature de l'homme de se soumettre. Il peut y avoir du mérite, de l'héroïsme même, à céder, par raison, à ces lois inéluctables. On commet une faiblesse en se pliant bénévolement aux autres. L'homme libre ne prodigue pas sa docilité.

Mais où sont les lois nécessaires ?

Dans l'ordre matériel, elles existent, c'est indéniable : ce sont les lois naturelles. La pesanteur est une loi qu'il faut subir bon gré mal gré. Si l'on se révolte contre elle, on n'est pas pour cela un homme libre ; on est un fou. Il n'y

a que les fous qui s'élancent dans les airs par la fenêtre. Les gens raisonnables acceptent l'obligation de passer par l'escalier, afin d'aller trouver la rue. Ils savent que l'humiliant esclavage n'est pas d'obéir à la loi qui les rive au sol. La connaissance d'autres lois les aiderait à conquérir les airs, sans violer la pesanteur ; mais ils ne connaissent pas encore ou connaissent mal ces autres lois : voilà la faute. Il y a des gens hardis et des savants, qui consacrent leur existence à les chercher ; dès qu'ils les ont formulées, des industriels s'ingénient à les appliquer, c'est-à-dire à s'y soumettre. On appelle cela le progrès, ce qui prouve que, dans l'ordre matériel, le dernier mot du progrès n'est pas la liberté, mais la servitude intelligente de l'homme à l'égard des lois inéluctables ¹.

Dans l'ordre moral, c'est la même chose. Sauf les anarchistes purs, qui sont des fous, tous les hommes conviennent qu'il y a des lois. La difficulté est seulement de les connaître. Là-dessus, chacun a son fragile avis ou ses doutes, et c'est la Tour de Babel.

Il est toutefois une catégorie de gens qui peuvent se flatter de posséder sur la matière des certitudes : ce sont les hommes religieux, et plus spécialement, dans notre société occidentale et latine, les catholiques romains. Pour eux, il n'y a pas d'hésitation : ils croient en un Dieu, dont la loi est claire. Ils savent toute l'étendue de leur esclavage et, du même coup, sa limite. Ils sont serfs en deçà, affranchis au delà. Ce sont les plus asservis de tous les hommes et les plus libres.

Dans l'antiquité, certains hommes devaient à leur naissance, à leurs richesses, à leur génie, une belle indépendance ; mais la masse humaine était à la chaîne. Ceux mêmes qui émergeaient de la foule ne tenaient pas de leur qualité d'hommes, mais des circonstances, la liberté précaire dont ils jouissaient. Pour les autres, il était si peu question de la dignité de leur nature, qu'on les considérait comme des choses. Le Christ vint et changea tout cela. *Deposuit potentes de sede et exaltavit humiles*. Il renversa d'un seul coup les faux maîtres et brisa tous les liens. Il plaça chaque homme, même le plus misérable, en face de la divinité. Il fit de ces objets vils des êtres de noblesse, de ces esclaves des affranchis. Toutes les servitudes furent abolies, sauf une seule : à la condition d'obéir à Dieu, chacun devint souverainement libre à l'égard de ses semblables.

Alors s'ouvrit une ère, où, sous l'étroite autorité du maître de l'Univers, régna cependant la liberté, la noble et généreuse liberté, dont on parle toujours après vingt siècles, mais qu'on ne connaît plus.

¹ Ce passage figure à peu près textuellement dans un autre ouvrage, les *Méditations dans la Tranchée*, que j'ai fait paraître en 1916 chez Payot (pp. 52 et 53). Mais ce n'est pas aujourd'hui que je me copie moi-même. Ce fut en puisant, tandis que j'écrivais mon petit livre de guerre, dans les notes que j'avais déjà rédigées sur la liberté selon Tocqueville. J'aurais volontiers fait l'effort de formuler ici avec d'autres mots la même idée. Mais ces mots me paraissent exprimer exactement ce que j'ai à dire, et je prie qu'on me pardonne de les maintenir.

Il n'y eut pas de joug, hormis celui de Dieu, qu'un chrétien ne secouât fièrement. Le christianisme fut la première religion fière, et la fierté la première vertu chrétienne. Braver les puissants de la terre ; rester le seul maître, après Dieu, de soi-même ; regarder la mort avec insolence : voilà les joies orgueilleuses, qui grandissaient les âmes et faisaient les cœurs robustes.

La générosité fut une autre vertu des chrétiens. Quand le Christ releva Marie-Madeleine avec des paroles de bonté, il remplit de stupeur les hommes d'éducation païenne qui étaient là. C'est qu'il leur donnait deux enseignements nouveaux. Il exaltait, dans la personne de cette femme déchue, l'humanité elle-même et chacun fut prompt à considérer d'abord avec ivresse son propre ennoblissement. Le maître entendait, en outre, qu'ils considérassent désormais tous les hommes avec le respect dû à leur nature ennoblie. Il leur commandait d'être généreux, en même temps qu'ils étaient fiers. Il voulait qu'ils fussent à la fois des hommes libres et, comme on pourrait dire, si l'usage n'avait donné à ce mot le sens le plus équivoque, des « libéraux ». La leçon fut comprise et bientôt naquit cette admirable communauté chrétienne, où les fidèles connurent l'honneur de placer à leur tête les plus dignes, et ceux-ci la gloire d'être choisis pour leurs vertus par les plus nombreux.

La société moderne était fondée. Mais, sur ces chrétiens indépendants, un maître incontesté régnait. Ils n'étaient aussi libres entre eux que parce que Dieu les avait individuellement enchaînés à lui. L'obéissance à la loi du Ciel était le prix de l'affranchissement sur la terre. On ne pouvait pas plus concevoir la liberté sans religion, que la religion sans liberté.

Lisez Tocqueville. Il a conçu la liberté à peu près comme faisaient ces chrétiens.

Vous chercheriez en vain parmi ceux qui, de son vivant ou avant lui, ont traité de la liberté, un maître dont la doctrine ressemblât vraiment à la sienne. Il a appris tout seul à être libre et à vouloir que les autres le fussent. Il est probable qu'il se prit à aimer la liberté dans les premières années de son enfance, tandis que l'abbé Lesueur lui expliquait le catéchisme.

« L'un de mes rêves, a-t-il écrit ¹, le principal, en entrant dans la vie politique, était de travailler à concilier l'esprit libéral et l'esprit de religion, la société nouvelle et l'Église. » Il écrit encore : « La véritable grandeur de l'homme n'est que dans l'accord du sentiment libéral et du sentiment religieux, travaillant à la fois à animer et à contenir les âmes... » ²

Je pourrais multiplier les citations. Que signifient-elles ? Tocqueville a-t-il voulu être quelque chose comme un catholique libéral ? Un catholique libéral

¹ *Œuvres*, t. VI, p. 119.

² *Ibid.*, t. VI, p. 232.

est un catholique honteux, un catholique qui fait des avances aux mécréants. Tocqueville était tout le contraire. Il disait : « Je suis un mécréant » ; et il faisait des avances aux croyants. Il ne s'intéressait évidemment à la religion que comme moyen, non comme fin. Sa fin était la politique, une politique d'hommes libres. Son moyen était le catholicisme romain, avec ses dogmes et sa discipline. Il a eu de la sympathie pour Montalembert, mais sous l'Empire et parce que la même horreur de la servitude politique les rapprochait alors. S'il n'a pas aimé Veillot, c'est que leurs tempéraments se heurtaient ; mais que Veillot fût tout à la servitude chrétienne, cela n'était point pour scandaliser Tocqueville. Celui-ci voulait un clergé indépendant du pouvoir civil et soumis à Rome. Il ne lui semblait pas que les protestants fussent des chrétiens. Il considérait qu'une Église forte et fière était la condition même de la liberté politique : « Je crois, écrivait-il, que les fautes du clergé seront toujours infiniment moins dangereuses à la liberté que son asservissement ¹. » Et ce qu'il redoutait le plus était une « sorte d'arrangement qui ferait du gouvernement et de l'Église deux associés aux dépens de la liberté ². »

Le fond même de sa doctrine était que le pouvoir politique peut être d'autant plus modéré que les citoyens sont plus étroitement soumis à une religion qui règle leurs mœurs. Tocqueville n'a guère cru à la vertu des institutions et c'est d'ailleurs le procès, le gros procès, que peuvent lui faire les amis éclairés de son caractère et de sa doctrine. Il aime l'ordre, mais il compte, pour son établissement et son maintien, sur la sagesse des hommes plus que sur la force publique. Et, pour rendre les hommes sages, il attend tout de la religion seule.

C'est pourquoi il perd patience quand il voit le clergé, dont tout le rôle politique devrait être d'affranchir les citoyens, donner l'exemple de l'asservissement à César. Non seulement il ne veut pas de servitude politique, mais il est prêt même à refuser, au nom de Dieu, toute obéissance au maître. « Nous ne prenons ni l'un ni l'autre, écrit-il au prince de Broglie ³, au pied de la lettre et comme règle de morale publique, de rendre à César ce que nous lui devons, sans examiner quel est César et quel est le droit et la limite de sa créance sur nous. »

Et sans doute est-ce au nom de la souveraineté populaire, au nom des droits de l'homme, qu'il va contrôler la créance de César ? Point. Il ne connaît vraiment qu'une souveraineté : celle de Dieu.

Notez que Tocqueville n'est nullement un mystique ni un évangélique. Ce fils de Normands austères, rigoristes, qui font penser aux puritains et que le Jansénisme a certainement marqués un peu, croit en un Dieu sévère et lointain, ordonnateur des grandes disciplines sous lesquelles il n'y a qu'à courber le front. Et je ne le propose pas comme un écrivain d'édification, mais comme un homme qui, au lieu de chercher sa loi en lui, reconnaît celles qui le dominent.

¹ *Œuvres*, t. VI, p. 120.

² *Ibid.*

³ *Œuvres*, t. VI, p. 323.

La liberté, c'est, pour lui, le droit d'aller chercher ce Dieu et ces lois par-dessus la tête des hommes. C'est, d'une façon plus générale, le droit de faire sans entraves son devoir, notamment son devoir civique. Il faut des lois, il faut des maîtres. Il n'y a aucun esclavage à obéir aux lois sages, aux maîtres justes. Mais l'homme libre obéit à bon escient. Il est d'abord un homme vertueux, fort, soucieux de sa responsabilité, qui met le bien, y compris le bien public, au-dessus de tout. C'est un honnête homme.

Cela étant, Tocqueville devait chercher d'abord les hommes libres parmi ceux qu'on appelait alors les honnêtes gens. Il fut rapidement déçu.

Ouvrez son premier ouvrage. Au début même de l'introduction de la *Démocratie en Amérique*, il s'exprime ainsi, parlant de la France :

« Où sommes-nous donc ?

« Les hommes religieux combattent la liberté et les amis de la liberté attaquent les religions ; des esprits nobles et généreux vantent l'esclavage et des âmes basses et serviles préconisent l'indépendance ; des citoyens honnêtes et éclairés sont ennemis de tous les progrès, tandis que les hommes sans patriotisme et sans mœurs se font les apôtres de la civilisation et des lumières.

« Tous les siècles ont-ils donc ressemblé au nôtre ? L'homme a-t-il toujours eu sous les yeux, comme de nos jours, un monde où rien ne s'enchaîne, où la vertu est sans génie et le génie sans honneur, où l'amour de l'ordre se confond avec le goût des tyrans et le culte saint de la liberté avec le mépris des lois... ? »

Voilà qui est peut être écrit d'une manière un peu solennelle. N'y faisons pas attention. Ces esprits nobles et généreux dont parle Tocqueville, ces champions de la vertu, de l'honneur, de l'ordre, ces hommes qui ne sont pas libres et qui devraient l'être : ce sont ses amis, ses pairs, tous ses proches, hommes religieux.

Les autres, qui aiment la liberté et ne devraient pas l'aimer, ces âmes basses et serviles, ces hommes sans patriotisme et sans mœurs ce sont les ennemis de la religion.

« Ce qui m'a le plus frappé de tout temps dans mon pays, écrit-il en 1836 à son ami Kergorlay, ça été de voir rangés d'un côté les hommes qui prisaient la moralité, la religion, l'ordre ; et de l'autre ceux qui aimaient la liberté, l'égalité des hommes devant la loi. Ce spectacle m'a frappé comme le plus extraordinaire et le plus déplorable qui ait jamais pu s'offrir aux regards d'un homme, car toutes ces choses, que nous séparons ainsi, sont, j'en suis certain, unies indissolublement aux yeux de Dieu ; ce sont toutes des choses *saintes*...¹ »

¹ *Œuvres*, t. V, p. 429.

Et il ajoute : « Je montrerai donc franchement ce goût de la liberté... Mais, en même temps, je professerai un si grand respect pour la justice, un sentiment si vrai de l'amour de l'ordre et des lois, un attachement si profond et si raisonné pour la morale et les croyances religieuses, que je ne puis croire qu'on n'aperçoive pas en moi *un libéral d'une espèce nouvelle*, qu'on me confonde avec la plupart des démocrates de nos jours. Voilà mon plan tout entier. »

Ce fut son plan jusqu'au bout. En 1857, quelques mois avant sa mort, il écrivait encore à Corcelle : « Me trouvant dans un pays où la religion et le libéralisme sont d'accord, j'avais respiré... Car depuis ma jeunesse, la vue d'un spectacle différent pèse sur mon âme. J'exprimais ce sentiment, il y a plus de vingt ans, dans l'Avant-Propos de la *Démocratie*. Je l'éprouve aujourd'hui aussi vivement que si j'étais jeune encore et je ne sais s'il y a une seule pensée qui ait été plus constamment présente à mon esprit ¹. »

Ce qui étonne, ce qui stupéfie et déconcerte Tocqueville, c'est que les chrétiens, détenteurs de beaucoup de vertus privées, ne pratiquent pas la vertu dans la vie publique comme ils l'observent à leur foyer, ne soient pas des hommes libres en même temps qu'ils sont des honnêtes gens. Car, dans la cité, la vertu première, c'est l'indépendance. Les âmes timorées et sans noblesse croient que la liberté c'est le désordre, la désobéissance, l'anarchie. Pour Tocqueville, à la fois fier et rangé, la liberté à un nom : c'est la vertu.

Il y a dans sa correspondance deux lettres à Madame Swetchine, dont l'importance est extrême ; il y résume toute sa pensée sur ce point essentiel. Qu'on me permette de les citer presque en entier : elles sont admirables.

La première est du 10 septembre 1856.

« Il y a, écrit-il, ce me semble, dans la morale deux parties distinctes, aussi importantes l'une que l'autre aux yeux de Dieu, mais que, de nos jours, ses ministres nous enseignent avec une ardeur très inégale. L'une se rapporte à la vie privée ; ce sont les devoirs relatifs des hommes, comme pères, comme fils, comme femmes ou maris... L'autre regarde la vie publique : ce sont les devoirs qu'a tout citoyen vis-à-vis de son pays, de la société humaine dont il fait spécialement partie. Me trompé-je en croyant que le clergé de notre temps est très préoccupé de la première portion de la morale et très peu de la seconde ? Cela me paraît plutôt sensible dans la manière de sentir et de penser des femmes. Je vois un grand nombre de celles-ci qui ont mille vertus privées dans lesquelles l'action directe et bienfaisante de la religion se fait apercevoir : qui, grâce à elle, sont des épouses très fidèles, d'excellentes mères ; qui se montrent justes et indulgentes envers leurs domestiques, charitables envers les pauvres... Mais, quant à cette partie des devoirs qui se rapporte à la vie publique, elles ne semblent pas même en avoir l'idée. Non seulement elles ne les pratiquent pas pour elles-mêmes, ce qui est assez naturel, mais elles ne paraissent pas même avoir la pensée de les inculquer à ceux sur lesquels elles ont de l'influence.

¹ *Œuvres*, t. VI, p. 395.

C'est une face de l'éducation qui leur est comme invisible. Il n'en était pas de même dans cet ancien régime, qui, au milieu de beaucoup de vices, renfermait de fières et mâles vertus. J'ai souvent entendu dire que ma grand'mère, qui était une très sainte femme, après avoir recommandé à son jeune fils l'exercice de tous les devoirs de la vie privée, ne manquait point d'ajouter : « Et puis, mon enfant, n'oubliez jamais qu'un homme se doit avant tout à sa patrie ; qu'il n'y a pas de sacrifices qu'il ne doive lui faire ; qu'il ne peut rester indifférent à son sort, et que Dieu exige de lui qu'il soit toujours prêt à consacrer, au besoin, son temps, sa fortune et même sa vie, au service de l'État et du Roi. ¹ »

Un mois plus tard (20 octobre 1856), Tocqueville, écrivant toujours à Madame Swetchine, précisait sa pensée :

« Je ne demande point aux prêtres, écrivait-il, de faire aux hommes dont l'éducation leur est confiée ou sur lesquels ils exercent une influence, je ne leur demande pas de faire à ceux-ci un devoir de conscience d'être favorables à la République ou à la Monarchie ; mais j'avoue que je voudrais qu'ils leur disent plus souvent qu'en même temps qu'ils sont chrétiens, ils appartiennent à l'une de ces grandes associations humaines que Dieu a établies sans doute pour rendre plus visibles et plus sensibles les liens qui doivent attacher les individus les uns aux autres : associations qui se nomment des peuples et dont le territoire s'appelle la Patrie. Je désirerais qu'ils fissent pénétrer plus avant dans les âmes que chacun se doit à cet être collectif avant de s'appartenir à soi-même, qu'à l'égard de cet être-là, il n'est pas permis de tomber dans l'indifférence, bien moins encore de faire de cette indifférence une sorte de molle vertu qui énerve plusieurs des plus nobles instincts qui nous ont été donnés ; que tous sont responsables de ce qui lui arrive et que tous, suivant leurs lumières, sont tenus de travailler constamment à sa prospérité et de veiller à ce qu'il ne soit soumis qu'à des autorités bienfaisantes, respectables et légitimes. ² »

Tocqueville n'était pas un libéral comme les autres.

De la page que je viens de citer, il résulte d'abord qu'il voulait, non pas exalter chaque individu, mais les unir entre eux pour le bien public. Il entendait, en outre, chasser de leurs maisons les indifférents et les dormeurs.

Il était ainsi, tout en servant mieux que personne la liberté, proprement le contraire de ce qu'on est convenu d'appeler un libéral.

Car il n'était pas individualiste, alors que, par définition, les libéraux le sont tous.

¹ *Œuvres*, t. VI, p. 338.

² *Ibid.*, t. VI, p. 346.

Et il n'aimait pas les égoïstes, alors que les libéraux le sont presque tous, par tempérament.

Il eut quelque mérite à ne pas tomber dans l'individualisme. C'était une doctrine dont le principe ressemblait, à s'y méprendre, au sien même. Mais il a su voir que le détail par où il divergeait était essentiel.

Il a certainement pensé que l'homme libre était celui qui obéissait aux lois supérieures seules. Il aurait pu penser, comme les individualistes, que l'homme libre était celui qui obéissait à sa loi intérieure seule. C'est presque la même chose et c'est plus commode. Il est certain que si j'agis seulement suivant ma conscience, je suis indépendant à l'égard de tous les hommes et de leurs lois : je suis libre.

L'avantage apparent d'une pareille définition, c'est qu'elle est bonne pour tous les hommes, y compris ceux qui sont asservis à une religion. La conscience de ceux-ci est régie par la loi de leur Dieu : ils ne connaissent que cette loi. Les autres ignorent les lois divines, mais trouvent, dans leur conscience, d'autres lois, qu'ils suivent. Et cette docilité, comme celle des croyants, les libère des contraintes illégitimes.

Mais Tocqueville n'a pas voulu faire de la philosophie. Nous ne traitons pas ici d'une liberté abstraite : nous parlons de la liberté dont peuvent réellement jouir les hommes que nous voyons en société.

L'homme qui disserte sur son « moi » peut considérer que la seule règle à laquelle il soit tenu d'obéir est celle de sa conscience – le philosophe est un sujet d'élite dont la conscience est supérieurement façonnée par l'éducation et la méditation. Sa conscience lui dicte des lois raisonnables. Il s'y plie : c'est fort bien.

Encore est-il quelquefois prudent de ne pas abandonner un homme libre de cette espèce au milieu des autres hommes. Nous avons aujourd'hui des penseurs à qui leurs consciences suggèrent de singuliers devoirs et de fâcheuses révoltes. On a pu prêcher, au nom de la conscience humaine, le mépris du drapeau et l'insurrection générale en temps de guerre. Philosophiquement, on ne peut rien objecter à cela : tous les systèmes sont discutables, peut-être même toutes les expériences sont-elles légitimes. Humainement, c'est autre chose.

C'est qu'il y a plus d'un homme sur la terre. Nous sommes des millions, qui devons vivre côte à côte. Une société libre est, nous dit-on toujours, celle qui est organisée de telle manière que chacun y jouisse de la plus grande indépendance sans dommage pour l'indépendance de ses semblables. Pour assurer cette harmonie, sans laquelle nous serions asservis les uns aux autres, il est nécessaire que nous suivions chacun notre conscience, notre conscience seule ; mais aussi que nos consciences ne se heurtent point entre elles et soient des consciences parallèles, soumises à une loi supérieure, la même pour toutes.

Et les sociétés qui ne trouvent pas cette loi dans une religion commune sont vouées au despotisme, parce que, la loi nécessaire, ce n'est pas un Dieu qui l'impose alors aux consciences, ce sont des hommes.

La conclusion n'est pas gaie pour les peuples modernes. Il n'y a pas de liberté dans une société si chacun y possède une conception différente du vrai et du faux, du bien et du mal. Et il n'y a aucun espoir d'y introduire la liberté, parce qu'il faudrait d'abord y réaliser l'unité, en exerçant sur les consciences une contrainte arbitraire qu'aucun homme n'est qualifié pour imposer à ses pareils.

Tocqueville sentait cela. Comme les anciens humanistes, comme les philosophes du libre examen, comme tous les sectateurs de l'éternelle Révolution, il plaçait dans la conscience le suprême recours contre les lois injustes. Il était donc tout près d'être un libéral de leur espèce. Mais il n'omettait pas comme eux d'éclairer sa lanterne. Dans la conscience, il plaçait un Dieu. Et quel Dieu ? Celui de son enfance, celui de ses ancêtres normands. Cela impliquait, pour cet homme libre, la reconnaissance du Décalogue, l'acceptation d'une hiérarchie, l'obéissance à des quantités de lois précises et impérieuses.

Aux lois qui nous dominent. Le monde a toujours été divisé, il l'est aujourd'hui plus que jamais, en deux camps qui ne fraterniseront jamais. Il faut choisir si l'autorité vient de Dieu ou du caprice des hommes. Là-dessus on va d'un côté ou de l'autre de la barricade. Les catholiques romains, parce que leur religion le commande, les peuples de langue et de civilisation latines, parce que leurs traditions, leur tempérament, la solidité de leur esprit les y portent, consentent à obéir à des lois qu'ils n'ont pas fabriquées. Tous les autres, – et une partie de la France s'est mise depuis la fin du XVIII^e siècle étourdimement à leur remorque, – sont en révolte contre la nécessité de se plier à de telles lois. Tocqueville, être libre plus qu'aucun autre, est resté dans le premier camp, celui des hommes qui acceptent une discipline supérieure. Mieux que cela, il a saisi toutes les occasions de marquer sa répulsion pour les révoltés : il n'a pas aimé, je l'ai dit, les protestants, malgré la ferveur de son culte pour les Américains et les Anglais ; il a détesté non seulement la doctrine, mais le nom même de l'individualisme ; et, s'il s'est laissé prendre volontiers au vocabulaire des libéraux, il s'est tenu toute sa vie en garde contre leur métaphysique. Aujourd'hui, où le conflit entre les deux camps a pris une ampleur tragique, où notre pays représente l'intelligence ordonnée soumise à ses lois impérieuses, en face de toutes les révoltes, de toutes les barbaries déchaînées, Tocqueville ne serait certainement pas dans le camps des libéraux, mais dans celui de la France. Il était bien, suivant sa formule, « un libéral d'une espèce nouvelle », d'une espèce qu'on n'avait jamais vue.

On avait vu, on voit encore, dans le camp soumis à l'ordre éternel et à l'autorité, d'autres hommes qui se disent et se croient libres : par exemple, ceux qu'on appelle aujourd'hui les catholiques libéraux.

Mais pour nourrir en soi tout ensemble le goût de l'autorité et celui de la liberté, sans dommage pour l'une ni pour l'autre, il faut faire à chacune sa part très nette. Tocqueville y pourvoit courageusement. Il obéit aux lois de Dieu : voilà pour l'autorité. Il s'affranchit de toutes les autres : voilà pour la liberté. Les catholiques libéraux ne font pas, n'ont jamais fait, même les plus sages, cette distinction. Ils obéissent à Dieu, quant à eux ; mais ils concèdent que d'autres hommes, au nom de la liberté, ne lui soient pas soumis : ils portent ainsi une atteinte essentielle à l'autorité dont ils se disent les serviteurs. Et la liberté qu'ils revendiquent, ce n'est pas de désobéir eux-mêmes aux fausses lois ; c'est que d'autres violent les lois justes. Il n'y a pas d'hommes plus dissemblables entre eux que Tocqueville, incontestable ami de l'ordre, et tous ceux-là, qui sont, sans y penser, des anarchistes.

Les individualistes sont d'ailleurs de diverses sortes. À côté des philosophes et des raisonneurs, il y a les hommes pratiques. Ces derniers ne s'occupent pas des droits imprescriptibles de la conscience humaine. Ils demandent à vivre, en fait, en état de liberté. Leur doctrine est à peu près celle du libéralisme économique : « Laissez faire, laissez passer. » Ils disent plus simplement : « Qu'on nous laisse tranquilles. »

Benjamin Constant, qui était de ceux-là, a écrit sur la liberté de très belles pages. Il s'est occupé toute sa vie de détacher les individus les uns des autres, afin de rendre chacun d'eux indépendant à l'égard de tous et du pouvoir. « La liberté, disait-il, c'est, pour chacun, le droit de dire son opinion, de choisir son industrie et de l'exercer, de disposer de la propriété, d'en abuser même ; d'aller, de venir, sans en obtenir la permission et sans rendre compte de ses motifs ou de ses démarches. C'est, pour chacun, le droit de se réunir à d'autres individus, soit pour conférer sur ses intérêts, soit pour professer le culte que lui et ses associés préfèrent, soit, tout simplement, pour remplir ses jours et ses heures d'une manière plus conforme à ses inclinations, à ses fantaisies¹ » On ne saurait mieux dire.

Ayant écrit ces choses apparemment raisonnables, vous croyez que Benjamin Constant se mit en devoir d'être libre ? Non pas ! Napoléon lui ayant offert la servitude, il plia la tête avec un pieux enthousiasme. Il fut dignitaire de l'Empire, et le plus heureux, le plus satisfait des esclaves.

Ne dites pas que ce fut une défaillance ; c'était une conséquence.

Il est banal d'affirmer que l'individualisme conduit à la servitude. Mais on envisage ordinairement la question sous un seul aspect. Tout le monde sait que, dans une société où chaque individu s'est isolé des autres, la foule des citoyens ne forme plus un corps puissant, mais un innombrable troupeau, dont chaque tête est sans force vis-à-vis du pouvoir. L'individualisme, c'est l'humanité mise

¹ *Œuvres*, t. II, p. 541.

en poussière. Que puis-je, séparé de tous les autres, contre un tyran ? Je suis libre, mais faible, quand le gage de la liberté, c'est la force vis-à-vis des dominateurs.

Mais il y a pis. L'individualisme est absolument la même chose que l'égoïsme : ce sont deux mots pour un seul objet. Et il va de soi qu'un égoïste désire avant tout sa tranquillité. L'individualiste est celui qui ne connaît que soi-même : il ignore les autres hommes. Il entend être libre, ce qui signifie qu'on lui laisse la paix. Il ne faut pas demander à un pareil homme de se mêler des affaires publiques. Il ne veut pas se soucier de son prochain et il désire que les affaires de l'état, s'il est vrai qu'un état soit nécessaire, marchent en dehors de lui, très loin de lui. Que voulez-vous de mieux, pour un pareil homme, qu'un bon tyran, ou même un mauvais, pourvu que ce tyran prenne seul toutes les responsabilités et laisse mon égoïste à peu près en repos dans une molle servitude ? Ainsi l'individualiste, non seulement est sans force contre le tyran, mais il aime la tyrannie et sa liberté consiste à se décharger sur un maître du pesant devoir social.

Après cela, relisez la lettre à Madame Swetchine : « Chacun se doit à cet être collectif (la patrie) avant d'appartenir à soi-même.... À l'égard de cet être-là, il n'est pas permis de tomber dans l'indifférence » Et lisez, du reste, toute l'oeuvre de Tocqueville. Il s'indigne contre ces avocats, ces juges, ces agriculteurs ou ces soldats « qui ne s'intéressent plus, et surtout ne veulent plus s'intéresser qu'à la petite affaire particulière dont ils s'occupent ¹ ». Il les compare à « des laboureurs qui, las des travaux du jour, quittent leur champ la tête basse, et regagnent leur demeure sans plus vouloir songer à rien qu'à leur pitance ou à leur lit. ² » « Vous me peignez, écrit-il à son ami Corcelle, vous me peignez cependant, de manière à faire venir l'eau à la bouche, la satisfaction qu'on doit éprouver en dehors de l'arène politique, sans colères, sans entraînements, jugeant chaque chose du milieu d'une atmosphère de sérénité et d'impartialité éternelles ; je vous avoue qu'il me prend des envies de vous battre quand je vous entends dire de ces choses. Morbleu ! mon cher ami, ce n'est pas là de la politique. Nous avons un but honnête et grand ; et comment y tendre, sinon par un effort passionné de ses amis et de soi-même ³ ? »

Voilà donc un curieux libéral. Il n'est pas pour le libre examen des philosophes. Il n'est pas non plus pour la libre insouciance des économistes. Il ne veut pas qu'on puisse tout faire, ni qu'on se repose. Il s'écrie, parlant des passions : « Je les aime quand elles sont bonnes et je ne suis même pas bien sûr de les détester quand elles sont mauvaises. C'est de la force ; et la force, partout où elle se rencontre, paraît à son avantage au milieu de la faiblesse universelle qui nous environne. Je ne vois que poltrons qui tremblent à la moindre agitation du cœur humain et qui ne vous parlent que des périls dont les passions vous menacent. Ce sont, à mon avis, de mauvais bavards. Ce qu'on rencontre le

¹ *Œuvres*, t. VI, p. 416.

² *Ibid.*, t. VI, p. 417.

³ *Ibid.*, t. VI, p. 126.

moins de nos jours, ce sont des passions, de vraies et solides passions, qui enchaînent et conduisent la vie...¹ »

Quel rapport, direz-vous, entre les passions et la liberté ? C'est que l'homme libre de Tocqueville est celui qui se détache de tout le reste pour se donner au bien public ; qui rompt les chaînes inutiles pour s'attacher avec passion à son devoir. Il y a d'ailleurs deux sortes de liberté. Celles que concède ou refuse le pouvoir et celles qu'on prend sur soi-même en s'affranchissant, par vertu civique, de la paresse, de la peur, de toutes les bassesses humaines. C'est à cette liberté intérieure que l'ardent Tocqueville attachait surtout du prix.

Il y a une sorte d'individualisme dont on ne se méfie pas et qui est aussi funeste que les autres à la liberté.

Tocqueville, qui était vraiment un ennemi de l'individualisme sous toutes ses formes et dont l'originalité fut de détester, justement parce qu'il aimait la liberté, tout ce qui ressemblait à l'exaltation, tantôt orgueilleuse et tantôt égoïste, de l'individu, démasqua un jour ce qu'on est bien forcé d'appeler l'individualisme chrétien.

Les premiers chrétiens étaient libres, parce qu'ils savaient s'affranchir, pour servir Dieu, de toutes les lois contraires à celle de leur maître souverain. Poussez un peu leur doctrine. Au lieu de les mettre tous ensemble sous la loi divine, prenez chacun d'eux isolément et placez le face à face avec Dieu. Vous avez, au lieu d'un peuple, une série d'individus détachés les uns des autres et pratiquant, avec la divinité, l'égoïsme à deux.

Il y a des individualistes qui prononcent avec orgueil – ma personne consciente. D'autres disent cyniquement : mon repos. D'autres soupirent : Dieu et moi. – En politique, ils se valent tous.

On peut ne pas aimer beaucoup l'un des moyens dont s'est servi Tocqueville pour préciser sa pensée là-dessus. Il y a, dans sa correspondance avec Kergorlay, une lettre assez vive contre l'*Imitation de Jésus-Christ*. Gustave de Beaumont a eu soin de supprimer, dans son édition, le nom du livre, et cela ôte quelque prix à la lettre². J'ai eu le manuscrit original sous les yeux. C'est bien de l'*Imitation* qu'il s'agit. Si Tocqueville avait mieux connu ce livre admirable, il y aurait trouvé la formule même de la liberté, telle qu'il aimait à la concevoir : « Ô agréable et douce servitude de Dieu, par laquelle l'homme devient véritablement libre ».

¹ *Œuvres*, t. VI, p. 115.

² *Œuvres*, t. CII, p. 129. Non seulement l'*Imitation* n'est pas nommée dans l'édition de G. de Beaumont, mais la lettre, qui fut écrite en réalité en août 1857, y est, on ne sait pourquoi, datée de Dublin, juillet 1835.

Il a, sans doute, été heurté par d'autres passages, et certes il n'en manque point, qui peuvent, à la première lecture, scandaliser un esprit inquiet comme le sien. Je cite au hasard : « La grande sagesse, c'est de tendre au ciel par la voie du mépris du monde (I.1) – Celui-là est vraiment prudent, qui regarde toutes les choses de la terre comme du fumier. (LIII) – Si vous voulez être ferme et avancer dans la vertu, regardez-vous comme un étranger et un exilé sur la terre. (LXVII). – Comportez-vous sur la terre comme un voyageur et un étranger, qui n'a point intérêt aux affaires du monde. (I.XXIII). Il faut que vous vous regardiez seul et que vous comptiez pour rien tout le reste. » (II.V)

Il est certain qu'en les lisant mal on peut tirer de ces formules une doctrine d'égoïsme implacable. *L'Imitation* a-t-elle été écrite pour des moines ? Sa lecture, en tous cas, est profitable à tout le monde. Mais c'est un manuel de vie intérieure : ce n'est pas un code de la vie civique.

Il faut mettre *L'Imitation* hors de cause. Ce qu'on peut blâmer, c'est l'erreur d'une quantité de chrétiens, qui, sous prétexte de faire leur salut et de mépriser les misères et les tentations du monde, prennent à la lettre le conseil de « se regarder seul et de compter pour rien tout le reste. »

Là-dessus Tocqueville a raison.

Quand on vient implorer le dévouement d'une certaine sorte d'honnêtes gens, on les trouve au coin du feu, jouissant de leurs vertus. Ils répondent avec sérénité qu'il n'y a rien à tenter pour améliorer leurs semblables. Jésus leur a dit : « Que vous importe ceci ou cela ? Pour vous, suivez-moi ». Sous prétexte d'écouter Dieu, ils se détournent des hommes.

Jésus, cependant, en brisant l'esclavage antique, en affranchissant les humains les uns à l'égard des autres, n'a pas voulu leur apprendre à se mépriser, mais à se respecter entre eux. Il avait si bien prévu que des maladroits s'enorgueilliraient sans mesure d'avoir été libérés par lui, qu'il a voulu immortaliser, sous les traits du pharisien, le type de ces faux justes, enivrés de leurs vertus et contempteurs de la foule pécheresse. Et l'on peut s'étonner que les détracteurs de la religion aient habituellement donné leur effort contre les faux dévots, au lieu de s'en prendre aux mauvais dévots, et que le *Tartufe*, qu'on ne rencontre pas très souvent, ait usurpé la renommée du pharisien, dont la société des gens de bien est encombrée.

Maintenant, pour assembler tout ce que nous avons dit, remontons à l'abbé Lesueur et au catéchisme.

Un homme libre, dans la vie privée, est celui qui se garde des chaînes du péché. Qu'on ne s'enorgueille pas : ce n'est pas seulement la vérité chrétienne, c'est l'éternelle vérité. Nous ne sommes libres que dans la mesure où nous obéissons à la loi morale. Un homme en faute n'est plus un homme fier. Au lieu de dire

qu'il est enchaîné, on peut dire, si on veut, qu'on le tient par un fil ou qu'il traîne un boulet : c'est toujours la même chose. Il n'est plus libre.

D'instinct, Tocqueville a transposé dans la morale publique cette vérité de morale privée.

Un homme libre, en politique, est celui qui ne sert qu'un maître, le bien public : encore faut-il, s'il secoue les autres jougs, qu'il accepte allègrement celui-là.

Dans la vie domestique, la liberté consiste à ne connaître d'autre loi que son devoir : ainsi dans la vie sociale la liberté peut-elle se définir *le droit* de faire son devoir.

Un libéral est celui qui revendique ce droit, *et qui en use*.

D'où deux aspects du libéralisme selon Tocqueville.

Il faut revendiquer la liberté, et c'est assez banal.

Mais il faut aussi *en user*, et la pensée de Tocqueville, qui se réfère surtout à des devoirs, devient alors curieuse.

Il y avait là, en tout cas, pour ceux des Français qui voulaient demeurer fidèles à la tradition religieuse, une doctrine intéressante. Et Tocqueville, qu'on a toujours représenté comme une sorte de républicain libéral, comme un fils, aussi raisonnable et modéré que possible, de la Révolution, m'apparaît plutôt comme un professeur de morale civique à l'usage des gens de sa famille et de son monde.

Il leur dit : « Faites de la politique. » Et c'est un bon conseil. Les meilleurs croient avoir tout fait en s'adonnant aux oeuvres. Les œuvres sont excellentes. Mais la politique est autre chose. La politique, c'est la collaboration de tous, suivant un ordre et une hiérarchie déterminés, au bien public. Le devoir politique est très lourd. Il entraîne des responsabilités qui varient avec la valeur des individus, mais dont nul ne peut se décharger sans trahison. Tocqueville a vainement passé son existence à rappeler ce devoir à ses amis de droite. Il jugeait d'ailleurs inutile de le rappeler aux autres, qui s'occupaient, avec un zèle brouillon, non du bien, mais de la chose publique. Ce sont les hommes d'ordre qu'il aurait voulu convaincre.

Et ceux-ci, qui le comprenaient mal quand il les suppliait de s'intéresser au bien de l'état, ne le comprenaient absolument plus quand il ajoutait : pour faire utilement de la politique, sauvegardez d'abord votre liberté.

Ils le prenaient alors pour un anarchiste, ou tout au moins pour un maniaque. Il avait pourtant raison, seul contre tous.

Beaucoup d'hommes religieux ont l'instinct de la liberté. Ils ont, en tout cas, une défiance assez légitime à l'égard du despotisme et principalement du despotisme personnel. Mais, trompés par l'abus qu'ont fait certains hommes du mot de liberté, ils sont libéraux avec ceux-là au détriment de leur religion : ils donnent la main à leurs ennemis, les révoltés, et croient bien faire. À ces imprudents, Tocqueville offre un moyen d'être des hommes libres, sans pactiser avec la doctrine de négation religieuse qu'est par définition le libéralisme.

Les autres se défient de la liberté, parce qu'ils ont appris à craindre les sophismes libéraux. Qu'ils laissent donc les sophismes, et même, s'ils veulent, le nom de la liberté. Tocqueville employait rarement ce nom seul. Il disait presque toujours : la liberté et la dignité. Qu'ils soient donc dignes, sans plus.

Être digne, c'est sentir l'horreur de certaines servitudes ; c'est détester, pour les autres autant que pour soi-même, les obéissances avilissantes et vouloir que les hommes d'ordre ne soient pas des moutons, mais des hommes.

Tocqueville a eu un tort : c'est de n'avoir pas expressément formulé sa doctrine. Il aurait pu consacrer sa vie à enseigner les Français sages. Il se contenta de lancer contre eux des imprécations. Il leur reprochait de méconnaître des vérités lumineuses pour lui seul et qu'il ne songea même pas à leur expliquer. J'ai tiré de son œuvre une définition de la liberté : pourquoi n'est-elle inscrite dans aucun de ses livres ? Il avait l'âme libre et ne concevait pas qu'on fût fait autrement que lui. La tâche était justement de libérer les âmes françaises à l'exemple de la sienne.

Et pour cela, de les instruire. Nous avons vu que la liberté consiste à obéir aux lois justes, à elles seules. Dans la pratique, nous trouvons des gens qui méconnaissent ces lois justes : ce sont des mauvais citoyens. Les autres observent ces lois. Mais qui nous dira s'ils sont vraiment, à l'égard des lois injustes ou des lois inutiles, des affranchis. Il est honteux de servir de faux maîtres et de ramper, comme des bêtes, devant n'importe quel homme armé d'un bâton. Mais comment voir, si l'on n'a pas à la main un traité de droit public, quelles lois sont justes, quels maîtres sont légitimes, quelles obéissances sont honorables ? Moi, qui suis dans la foule, comment saurai-je où finit le service public et où commence la servilité ?

Si je veux m'en tirer avec des formules, je suis à peu près sûr de me tromper. C'est pour avoir ergoté interminablement sur la liberté que nous avons abouti à la tyrannie démagogique en passant par la dictature impériale. Ne bavardons plus.

Alors, que faire ? Mais, prendre la liberté pour ce qu'elle est, c'est-à-dire pour une vertu de l'âme, un état du tempérament, une forme du caractère. On a l'âme libre, le tempérament fier, le caractère digne : alors on est un citoyen. On a le cœur bas, l'échine souple, le genou fléchissant ; alors, même si l'on reste, dans sa maison, un honnête homme, on est, sur la place publique, un triste personnage. Et le problème revient à apprendre aux Français à être, dans la cité, des hommes de cœur, comme on enseigne aux enfants à ne pas mentir.

Celui qui voudrait entreprendre de nous donner des leçons de liberté aurait à nous montrer d'abord qu'un païen pouvait s'accommoder de la dictature, parce qu'il ne connaissait que son bien-être matériel et qu'on peut toujours imaginer des prisons dorées ; mais il nous dirait aussi qu'un chrétien, un homme qui connaît tout le prix de son être, n'a pas le droit, sous peine de s'avilir, d'accepter la domination sans contrôle d'un chef omnipotent. Les Césars, passés et futurs, sont des maîtres qu'un chrétien ne tolère pas.

Lisez Tocqueville et vous apprendrez comment on hait le césarisme. Peut-être ne trouverez-vous pas, dans toute cette correspondance fameuse que, de 1851 à la fin de sa vie, il entretenait avec les hommes les plus illustres de son temps, un réquisitoire précis contre tous les méfaits du régime. Les raisons ne sont données que çà et là, sans méthode. Ce qui éclate, c'est la haine, non contre l'homme, mais contre l'attentat que cet homme a commis en mettant un beau matin toute la France à son service.

Haine généreuse, dont les contemporains et les amis mêmes de Tocqueville n'ont pas senti la beauté. Ils s'accommodaient de l'esclavage. Parce que le maître acceptait les hommages des évêques et défendait les propriétaires et leurs biens contre les premières menaces du socialisme, les hommes d'ordre pliaient la tête. Pour une âme bien faite, le spectacle était écœurant. Mais où sont les âmes bien faites ?

Il y a chez nous des guerriers de valeur, des aventuriers superbes, des inventeurs fameux et des héros ; il y a peu de citoyens. On voit des gens qui utilisent la politique et d'autres qui la méprisent. Il y a tous ceux qui en parlent et la mettent en systèmes. Il n'y a pas de sensibilité civique dans les cœurs français.

C'est cette sensibilité qu'a voulu nous enseigner Tocqueville.

Réduite à cet objet, son oeuvre est belle, et nous pourrions en faire aujourd'hui notre profit. Si on veut instaurer en France un régime d'ordre qui soit viable, il faut que les bénéficiaires du nouvel état de choses, ceux qui auront le pouvoir, l'influence, le crédit sur la foule, ceux qui exerceront les magistratures, n'aient point l'âme servile. Il faut qu'ils aient des colères toutes prêtes contre ceux qui, au nom de l'ordre, voudraient étouffer la liberté. Qu'ils aiment eux-mêmes à respirer : alors on respirera.

Tout ce qu'il a écrit, pensé, senti sur la liberté, n'empêche pas que Tocqueville a été un assez mince personnage politique. Il lui a manqué, nous le verrons plus tard, un tempérament égal à son âme ; et il n'a pas eu, nous pouvons le juger maintenant, une doctrine forte. Il possédait une doctrine, mais morale, non politique. Si on veut admirer Tocqueville à son aise, il ne faut pas le classer dans les politiques, mais dans les moralistes.

Les moralistes ont l'esprit d'analyse d'abord, et ce sont souvent des désenchantés et des destructeurs. Chez Tocqueville, l'amour du bien animait et commandait tout. C'était un honnête homme avec passion, un honnête homme énergique, l'espèce d'homme la plus belle, la plus rare et, en politique, la plus puissante. Ce n'est donc pas parce qu'il a aimé d'abord la liberté qu'il a été un mauvais politique ; c'est parce qu'il l'a aimée à ce point qu'il n'a pensé qu'à elle et qu'il a, pour elle, négligé tout le reste.

Son grand-père Malesherbes, vieil honnête homme désabusé et d'ailleurs entêté, lui avait légué bien des sophismes. La cervelle d'Alexis de Tocqueville en était lourde quand il entra dans la vie politique. Il a toujours admiré, les yeux fermés, la constitution anglaise ; il a cru, comme un chrétien croit en Dieu, à la vertu des institutions parlementaires ; il a, ce passionné qui eut pu faire un homme d'ordre de la grande espèce, de l'espèce violente, professé, avec l'énergie des timides, le culte de la légalité. C'est dommage. Il aurait pu briser de telles chaînes.

Il n'en a pas pris la peine. Il aurait pu, parce qu'il aimait la France d'abord et pouvait la servir avec intelligence, travailler à réédifier son statut politique. Son œuvre est, à cet égard d'une incroyable indigence. En 1830, il tremble, il pleure sur sa foi monarchique qui s'en est allée. Sous le second Empire, il se désespère et semble, à certains jours, prendre son parti de l'incapacité de la France à fixer son destin. C'est qu'il n'a personnellement aucune recette : il ne sait plus... À vrai dire, il n'a jamais su. Si la politique est l'art de conduire la société, il n'a pas exercé cet art-là. Nous allons toujours, même les plus grands, même les plus forts parmi les hommes, à l'essentiel, à ce qui presse. Tocqueville néglige tout pour ce qui lui paraît le plus important : que les honnêtes gens servent l'État, ne soient attachés qu'à lui, se libèrent des petites servitudes pour la grande. Il a dit cela toute sa vie ; il l'a écrit de 1828 à 1859 ; il est mort en y pensant, en priant Dieu que la leçon ne fût pas perdue. La leçon m'a paru belle, rare et, de nos jours, pleine d'à propos. Et j'ai moi-même écrit ce livre dans la pensée que je ferais une action louable en tentant de remettre à la mode un enseignement de cette qualité.

Chapitre V

L'AMÉRIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Un soir d'avril 1831, un brick voguait sur l'Atlantique. Il faisait nuit noire et la mer était couverte d'étincelles de phosphorescence. À l'avant du navire, à cheval sur le beaupré, un tout jeune homme regardait l'eau, que la proue faisait jaillir en « écume de feu. »

Ce n'est pas pour le vain plaisir de camper Tocqueville dans une attitude amusante que je tire ce détail d'une lettre qu'il écrivit à sa mère au cours de la traversée ¹. Tocqueville, homme grave, était d'abord un homme ardent. Il s'en allait à la découverte du nouveau monde avec des yeux perçants. À la pointe du voilier, il était à sa place : il voyait mieux, et seul, il pouvait méditer.

Qu'allait-il faire en Amérique ? On était au lendemain des tragiques journées de juillet. Tocqueville avait été véritablement étourdi par ce qui s'était passé. Le 24 mars 1830, il avait fait une prophétie à son frère Édouard.

Il devait en risquer dans sa carrière de plus heureuses. Il tenait, sans doute, à celle-là, puisqu'il avait terminé la lettre qui la contenait en priant qu'on gardât désormais tout ce qu'il écrirait relativement à la politique : « Nous serons peut-être curieux, ajoutait-il, de le relire un jour ² ». Sa prophétie était qu'il n'y aurait « bien certainement pas grand chose de nouveau en France avant le 1^{er} septembre. » Il fut pris au dépourvu par l'événement, qu'il semble avoir accepté, si l'on consulte seulement la correspondance publiée, avec une tristesse résignée. En réalité, il eut une crise d'affolement. Quand il dut prêter serment au nouveau gouvernement avec ses collègues du Parquet de Versailles, il écrivit simplement à son frère : « C'est un moment désagréable ». Mais il y a des lettres inédites, qu'on peut lire avec profit. Voici ce que j'ai trouvé dans l'une d'elles : « Ah ! nous devrions être honteux de vivre. Je ne puis vous faire

¹ Lettre du 26 avril 1831. *Œuvres*, t. VII, p. 1. Le document original porte : « J'ai été me placer sur le mât de l'avant, qu'on nomme le beaupré ; (Édouard vous expliquera sa position) ».

² Lettre inédite.

comprendre la foule de sensations de désespoir qui remplissent mon cœur. Si vous saviez quel dégoût je sens de la vie, comme je me suis détaché de moi-même... Quant aux Bourbons, ils se sont conduits comme des lâches et ne méritent point la millième partie du sang qui vient de couler pour leur querelle ». Et du serment, de ce « moment désagréable », voici ce qu'il dit dans une autre lettre, également inédite, adressée à la même personne : « Je viens enfin de le prêter, ce serment ! Ma conscience ne me reproche rien, mais je n'en suis pas moins profondément blessé et je mettrai ce jour au nombre des plus malheureux de ma vie. Depuis que je suis au monde, c'est la première fois qu'il me faut éviter la présence de gens que j'estime tout en les désapprouvant. Oh ! Marie, cette idée me déchire. Tout l'orgueil que j'ai reçu en partage se révolte en moi ; et cependant, je n'ai pas manqué à mon devoir. J'ai même fait ce que je devais à mon pays, qui ne peut trouver son salut que dans la domination qui, s'élève en nous sauvant de l'anarchie. Mais ai-je fait tout ce que je devais à moi-même, à ma famille, à ceux qui sont morts pour la cause que je cesse de servir au moment où tout l'abandonne ? Je ne suis pas un enfant. Je ne m'abandonne point à une douleur faible. Mais je ressens vivement le coup que je viens de recevoir. Je le ressens plus que je ne l'exprime. Je suis en guerre avec moi-même. C'est un état nouveau, affreux pour moi. Voilà le premier pas fait. Où m'arrêterai-je ? Oh ! que j'avais donc raison d'appeler de mes vœux la guerre civile ! Que la marche eût été simple, alors que le devoir eût été d'accord avec toutes les susceptibilités de l'honneur... Comme ma voix a changé au moment où j'ai prononcé ces trois mots ! Je sentais que mon cœur battait à briser ma poitrine. »

À qui donc écrivait-il ainsi ? À une femme, à une Anglaise, à cette Marie Mottley qu'il devait épouser cinq ans plus tard et dont nous parlerons beaucoup, parce que son influence sur lui fut immense. Il vient de perdre sa foi monarchique après sa foi religieuse. Il jette aux pieds d'une étrangère son âme de Français désespéré. On dirait qu'il tremble de honte et de pitié pour son pays, devant cette citoyenne d'une nation libre.

Dès ce moment, l'Angleterre est dans sa tête. En Amérique, quelques mois plus tard, c'est l'Angleterre que, sans bien s'en rendre compte, il découvrira d'abord. Déjà il avait eu l'esprit hanté par elle, quand, à dix-huit ans, il avait rêvé d'y aller faire un tour avec son ami Kergorlay. Il voulait aller voir « une bonne fois ces coquins d'Anglais, qu'on nous peint si forts et si florissants ¹ ».

Maintenant il n'a plus rien à faire en France. Il faut qu'il parte, comme après un grand amour déçu. Il a voyagé naguère en Italie, en Sicile. Il l'a fait avec entrain, supportant de rudes fatigues pour son plaisir, donnant un grand effort pour un mince objet. « Mais, écrivait-il, si le but était futile, nous y marchions comme s'il ne l'eût pas été et nous arrivions. Pour moi, – et c'est ainsi qu'il termine son journal de route, – je ne demande à Dieu qu'une grâce : qu'il m'accorde de me retrouver un jour voulant de la même manière une chose qui en vaille la peine. » Est-ce lui, est-ce son ami Gustave de Beaumont, qui eut le

¹ *Œuvres*, t. VI, p. 297.

premier l'idée d'un voyage au Nouveau Monde ? Le but assurément valait un bel effort. Les Américains étaient quelque chose comme des Anglais merveilleux. La décision fut bientôt prise et l'affaire arrangée en quelques semaines. Les deux jeunes gens obtinrent un congé de dix-huit mois à dater de la fin de février 1831. Le garde des Sceaux les chargeait d'une mission aux États-Unis, à l'effet d'étudier le système pénitentiaire. Ils ne réclamèrent et ne reçurent aucune indemnité. Le gouvernement leur promit spontanément les frais de traversée, qu'il tarda d'ailleurs à acquitter. Et voilà nos deux voyageurs au Havre. C'est le 9 avril. J'ai consulté les journaux locaux de l'époque. Depuis un mois, on pouvait y lire, tous les deux jours, l'annonce suivante : « Le superbe brick américain *Havre*, du port de 300 tonneaux, capitaine Pearce, partira pour New-York, le 5 avril prochain fixe. Ce navire presque neuf, doublé, cloué et chevillé en cuivre, et d'une marche reconnue supérieure, offre aux passagers les emménagements les plus commodes. S'adresser pour frêt à MM. Lehure, Dorey et Lemaistre, ses consignataires : et, pour passagers, à M. Price, quai de la Barre ou à son courtier, M. Victor Lacôme. » Je ne sais si ce fut à M. Price ou à M. Lacôme que s'adressa le comte de Tocqueville. L'ancien préfet de Charles X vint lui-même, accompagné de ses deux aînés, Hippolyte et Édouard, assister, au Havre, à l'embarquement de son fils et de l'ami de son fils.

Ce dernier était un de ces garçons distingués à qui leurs parents n'omettent point de faire apprendre quelque art d'agrément. Il cultivait l'un des plus innocents et, dans sa malle de cabine, il eut soin de mettre le précieux instrument de musique dont il savait user. On partit, après force embrassades, le 10 avril, cinq jours après la date fixe portée sur les annonces. Un soir, en plein océan, on s'avisa de danser sur le pont du navire. Il faisait beau. Nos compagnons étaient de bonne humeur, et Beaumont tira sa flûte.

On trouvera quelques détails sur cette traversée dans la longue lettre de Tocqueville à sa mère que j'ai déjà citée. Beaumont, qui a publié cette lettre en tête du tome VII des *Œuvres complètes* de son ami et qui n'a pas été toujours un éditeur très respectueux des textes, a biffé l'histoire de la flûte. Je l'ai retrouvée dans l'original ; je l'ai même retrouvée avec l'orthographe très personnelle de Tocqueville, qui n'hésitait pas à écrire *flutte* avec deux t. Je suppose qu'à soixante ans, Gustave de Beaumont avait renoncé à souffler dans des pipeaux et qu'il ne désirait point passer à la postérité dans une attitude virgilienne. Il a eu tort. Il faut toujours respecter les textes.

Sur leur pauvre voilier, tanguant et roulant, ils travaillaient. Ils se hâtaient de parfaire leur connaissance de l'anglais. Ils eurent trente-cinq jours de traversée. Comme ils étaient sur un navire américain, il leur arriva une petite mésaventure : ce fut de ne pas éprouver, en débarquant sur le sol du Nouveau Monde, la grande surprise qu'ils avaient escomptée. Tocqueville s'en expliqua ainsi dans une lettre à son ami Ernest de Chabrol : « Il faut, lui dit-il, que vous rendiez à Beaumont et à moi un autre service, qui est, vous allez rire peut-être, de nous mander le plus longuement possible ce qu'on pense chez nous de ce pays-ci ? Depuis que nous avons quitté la France, nous avons vécu avec des Américains... Il en est résulté que nous nous sommes habitués par degrés et sans transitions brusques au nouvel ordre des choses au milieu desquelles nous

vivons. Nous avons déjà perdu en grande partie nos préjugés nationaux sur ce peuple-ci... Recueillez donc autant que vous le pourrez vos pensées et celles des autres sur cette matière et envoyez-nous les... J'ai envie, pendant que j'y suis, de vous faire une série de questions, auxquelles vous répondrez si vous voulez. » Il fit, en effet, le questionnaire, et Chabrol lui répondit de la meilleure grâce. Ce Chabrol était, comme lui, magistrat au Parquet de Versailles et c'étaient, au moment du voyage en Amérique, les deux meilleurs amis du monde. Chabrol avait été chargé par le voyageur de veiller sur leur voisine, Marie Mottley, à qui fidèlement il transmet les lettres ardentes envoyées d'Amérique. Les lettres de Tocqueville à Chabrol n'ont pas encore été publiées. Elles sont très belles et j'en userai au cours de ce chapitre. Je ne sais si toutes celles que Tocqueville écrivit à Marie Mottley existent encore. Les originaux sont peut-être entre les mains des héritiers de Gustave de Beaumont, héritier lui-même de M^{me} de Tocqueville. Peut-être aussi ont-ils été détruits par celle-ci, qui, après la mort de son mari, les a relues dévotement, prenant, des plus beaux passages de quelques-unes, une pieuse copie, peut-être imparfaitement fidèle, que j'ai sous les yeux.

Si Tocqueville se préoccupait si fort de connaître l'opinion de ses amis de France sur l'Amérique, c'est probablement que lui-même n'avait jamais eu, sur le sujet, des vues très précises. Je crois, en tous cas, qu'il ne songeait pas spécialement, quand il décida de partir, à appeler l'attention des Français sur la démocratie, encore moins à la leur recommander. Il découvrit celle-ci en Amérique même. Et s'il alla là-bas pour chercher quelque chose, ce fut la liberté seule. Un autre homme, à cette époque, tournait volontiers les yeux vers la démocratie américaine. C'était Chateaubriand. Mais Tocqueville n'aimait pas le personnage. Voyez comme il en parle dans une lettre ¹ à son frère Édouard : « M. de Chateaubriand s'est élancé à la tribune... Il y a dans son discours des portions d'une vérité frappante... mais il y règne un orgueil si puant, une fatuité si insupportable, que personne n'en a été satisfait. Pas une voix ne s'est élevée pour demander l'impression, ce qui a fort mortifié le noble pair. » Vous direz que, tout de même, Tocqueville a pu écouter avec intérêt les rêveries démocratiques de cet homme qu'il n'aimait pas. Mais justement ce qu'il paraît avoir aimé le moins en lui c'est son goût pour la démocratie spécialement pour la démocratie américaine. Et de ce que j'avance, j'ai la bonne fortune de pouvoir fournir la meilleure preuve. Chateaubriand ayant célébré les Républiques américaines dans le *Journal des Débats* ², Tocqueville prit sa belle plume et écrivit son premier article – il avait vingt ans – pour protester avec indignation. L'article ne fut pas publié. Je ne sais si le jeune auteur en conçut de l'amertume. Plus tard, il écrivit en haut du manuscrit : *très médiocre*. Il ne le déchira cependant pas, ce dont il faut lui savoir gré. Voyez comment il commençait : « De tous les spectacles que nous présentent sans cesse l'inconséquence et la faiblesse humaines, le plus déplorable, c'est celui du génie égaré dans de fausses voies et faisant servir à la ruine de ses concitoyens et de sa patrie cette haute raison que le ciel lui avait donnée pour un autre but. »

¹ Inédite du 15 mars 1831.

² 24 octobre 1825.

Quel crime avait donc commis le journaliste de génie ? Celui-là même dont Tocqueville allait se rendre coupable quelques années plus tard : il présentait aux Français l'exemple de la démocratie d'Amérique. Il y a bien des différences entre les deux ouvrages, et je suis tout prêt à condamner Chateaubriand pour son article des *Débats*, et à donner l'absolution à Tocqueville pour le réquisitoire contre la démocratie qu'est, en partie, son livre sur l'Amérique. Ce qui reste curieux, c'est que le premier écrit de Tocqueville ait été justement pour recommander qu'on laissât aux Américains leur démocratie, et qu'on n'imitât pas en France, où elles ne sauraient réussir, des méthodes qui convenaient à des gens d'un autre monde. Il le dit en propres termes dans ces lignes, qui résument tout son article : « Je ne reconnais en Amérique qu'une République, celle des États-Unis. La seule tâche digne du génie eut été de nous montrer la différence qui existe entre elle et nous, et non de nous abuser par une ressemblance mensongère. »

J'ai songé un instant à publier ce premier essai de Tocqueville. Je crois mieux faire en m'abstenant. Le détail de son texte est vraiment sans grand intérêt. Il suffit que nous en connaissions la substance. Et l'auteur, en qualifiant de « très médiocre » cette œuvre de début, a clairement indiqué qu'il ne désirait point qu'elle fut présentée au public.

En somme, il arrivait en Amérique l'esprit libre de tout préjugé démocratique. Il était dans l'état d'un homme qui vient de laisser une machine détraquée et dont les yeux vont s'émerveiller à contempler une autre machine, à peu près neuve et paraissant fonctionner à souhait.

Il pose le pied sur le sol du Nouveau-Monde et, tout de suite, il aperçoit des hommes qui l'émerveillent. Il les salue avec piété. Ce sont des démocrates, tandis qu'il cherche des citoyens libres. Il est dans la joie tout de même. Il a trouvé l'égalité et, dans le premier éblouissement, il l'a prise pour la liberté. C'est une vieille erreur, vieille comme le monde.

Il n'a pas la naïveté de croire, comme les Anciens, que la liberté consiste à faire des lois ou comme Rousseau, qu'on est libre du moment que c'est la majorité qui tyrannise. Il est fixé sur les institutions démocratiques, mais il ne s'agit pas des institutions. Il s'agit, pour le moment, des hommes qui sont là, devant ses yeux. Il ne juge pas la démocratie : il est en présence de démocrates. Or, un homme qui a l'orgueil de l'égalité est assez semblable, au premier aspect, à un homme libre. On peut bien s'y tromper.

Je voudrais insister sur cette erreur de Tocqueville. Il est très certain qu'il l'a commise, et non moins certain qu'elle a pesé sur son œuvre et sur sa vie.

La preuve qu'il l'a commise se trouve dans la Préface même de son livre sur l'Amérique. J'ai cité dans le chapitre précédent un passage de cette préface : c'est une sorte de lamentation sur l'état d'esprit des Français, qui ne savent pas être à la fois des hommes d'ordre et des hommes libres. J'aurais pu prolonger la citation. Il y a là quelques pages très belles et éloquentes.

« On rencontre parmi nous, écrit-il, des chrétiens pleins de zèle, dont l'âme religieuse aime à se nourrir des vérités de l'autre vie ; ceux-là vont s'animer, sans doute, en faveur de la *liberté* humaine, source de toute grandeur morale. Le christianisme, qui a rendu tous les hommes égaux devant Dieu, ne répugnera pas à voir tous les citoyens *égaux* devant la loi. Mais, par un concours d'étranges événements, la religion se trouve momentanément engagée au milieu des puissances que la démocratie renverse, et il lui arrive souvent de repousser l'*égalité* qu'elle aime, et de maudire la *liberté* comme un adversaire, tandis qu'en la prenant par la main, elle pourrait en sanctifier les efforts. »

Dans ces quelques lignes, la liberté et l'égalité sont mêlées et presque confondues. On dirait que Tocqueville les tient pour une même chose. Il ne faudrait d'ailleurs pas lui chercher querelle pour ce passage pris en lui-même. Après tout, il y a des points de rencontre entre les deux notions. Elles ont, en tous cas, un point de départ commun, et c'est bien en les faisant égaux que le christianisme a rendu les hommes libres les uns à l'égard des autres, comme c'est en les voulant tous libres, sans exception, qu'il en a fait, sur un point, des égaux.

Il est cependant difficile d'expliquer la présence de ce passage et surtout des quelques pages suivantes consacrées à la seule liberté, dans un morceau destiné à célébrer exclusivement l'égalité démocratique, aux premiers feuillets d'un livre où il ne sera plus question que de la démocratie égalitaire. Voici le raisonnement de Tocqueville : « Les Américains sont démocrates. Faisons comme eux : soyons libres ». Il manque, au milieu, un terme : « Les démocrates sont des hommes libres ». Mais Tocqueville n'a pas inscrit cette proposition. Il savait qu'elle était fausse.

La vérité, c'est qu'il avait vu des individualistes. Il sera toute sa vie ballotté entre son aversion pour la doctrine de ces sophistes et son goût pour leur vocabulaire : qu'ils prononcent avec dévotion le nom de la liberté et voilà ses yeux qui brillent. Les Américains d'alors sont restés des puritains et sont encore d'anciens colons anglais. Ils ont leurs vertus d'origine, accrues par les circonstances. Un Anglais tout court a déjà le culte de sa personnalité. S'il s'expatrie, s'il va chercher fortune au loin, il ne compte plus que sur ses bras et toute sa philosophie tient dans un mot : l'indépendance. C'est alors que la démocratie le guette et va l'enchaîner. Encore le joug sera-t-il léger au début. C'est l'âge d'or ; c'est l'heure où Tocqueville est venu faire sa visite ; c'est le moment précieux où le rêve des amants de la vraie liberté semble réalisé : des hommes fiers dans un état ordonné. L'indépendance est organisée et les citoyens, spectacle merveilleux, donnent l'illusion qu'ils sont à la fois libres et sages.

Dès le premier contact, Tocqueville est séduit. À Paris, la démocratie ne l'intéressait pas : elle l'enchantait ici. Il va la juger avec la plus grande impartialité ; il verra et publiera ses pires défauts ; il n'en va pas moins, par amour de la liberté, devenir une sorte de prophète de l'égalité. C'est un homme de tête, mais, ce jour-là, c'est bien son imagination qui l'a conduit.

J'ai retrouvé sa première lettre datée d'Amérique. Elle est adressée à Ernest de Chabrol et n'a pas encore été publiée. Elle me paraît aussi intéressante à elle seule que son livre tout entier, car tout son livre est en elle. Je vais en reproduire plusieurs passages. Nous vivrons ainsi, un moment, avec ce voyageur ardent et curieux. Il va formuler devant nous des idées générales. Autour d'elles, il accumulera plus tard les pièces justificatives ; mais son siège, dès cette lettre, est fait. James Bryce, l'homme qui a le plus équitablement jugé la Démocratie en Amérique et son auteur, a très bien vu que Tocqueville avait l'esprit déductif, plutôt que l'esprit d'examen. C'était un observateur pénétrant, mais ses observations ne dirigeaient pas son argumentation : elles arrivaient à point pour l'étayer : « Il est, nous dit James Bryce, d'une sincérité admirable, n'éludant jamais sciemment un fait qu'il prévoit contraire à ses théories. Toutefois, comme il est prévenu par certains principes abstraits, les faits ne tombent pas sur son esprit comme des semences sur un sol vierge. » Au fait, y a-t-il un seul homme intelligent dont le cerveau soit comme un sol vierge ? Tocqueville était sincère, et c'est quelque chose. Il était passionné : c'est encore mieux. Nous allons surprendre sa passion à l'heure du coup de foudre. Voici la lettre d'un amoureux :

« Imaginez-vous, mon cher ami, si vous le pouvez, une société formée de toutes les nations du monde : Anglais, Français, Allemands... tous gens ayant une langue, une croyance, des opinions différentes : en un mot une société sans racines, sans souvenirs, sans préjugés sans routine, sans idées communes, sans caractère national, plus heureuse cent fois que la nôtre. Plus vertueuse ? J'en doute. Voilà le point de départ.

« Qui sert de lien à des éléments si divers ? Qui fait de tout cela un peuple ? *l'intérêt*. C'est là le secret. L'intérêt particulier, qui perce à chaque instant ; l'intérêt, qui, du reste, se produit ostensiblement et s'annonce lui-même comme une théorie sociale. Nous voilà bien loin des Républiques anciennes, il le faut avouer, et pourtant ce peuple-ci est républicain et je ne doute pas qu'il le soit longtemps encore. Et la République est pour lui le meilleur des gouvernements.

» Je ne m'explique ce phénomène qu'en pensant que l'Amérique se trouve, quant à présent, dans une situation physique si heureuse, que l'intérêt particulier n'est jamais contraire à l'intérêt général, ce qui certes n'est pas le cas en Europe. Qu'est-ce qui porte, en général, les hommes à troubler l'État ? D'un côté, l'envie de gagner du pouvoir ; de l'autre, la difficulté de se créer une existence heureuse par des moyens ordinaires. Ici il n'y a point de pouvoir public et, à vrai dire, il n'y en a pas besoin. Les circonscriptions territoriales sont très bornées ; les États n'ont point d'ennemis, conséquemment point d'armées ; point d'impôts ; point de gouvernement central ; le pouvoir exécutif n'est rien ; il ne donne ni argent, ni puissance. Tant que les choses resteront ainsi, qui voudra tourmenter sa vie pour y arriver ?

» Maintenant, en voyant l'autre partie de la proposition, on arrive au même résultat ; car, si la carrière politique est à peu près fermée, mille, dix mille autres sont ouvertes à l'activité humaine. Le monde entier semble ici une matière malléable que l'homme tourne et façonne à son gré. Un champ

immense, dont la plus petite partie a encore été parcourue, est ici ouvert à l'industrie.

« Il n'y a pas d'homme qui ne puisse raisonnablement espérer atteindre aux douceurs de la vie. Il n'y en a pas qui ne sache qu'avec l'amour du travail, son avenir est certain.

» Ainsi, dans cet heureux pays, rien n'attire l'inquiétude de l'esprit humain vers les passions politiques ; tout, au contraire, l'entraîne vers une activité qui n'a rien de dangereux pour l'État. Je voudrais que tout ceux qui, au nom de l'Amérique, rêvent la République pour la France, puissent venir voir eux-mêmes ce qu'elle est ici.

» Cette dernière raison que je viens de vous donner, raison à mon sens capitale, explique également les deux seuls caractères saillants qui distinguent ce peuple-ci : l'esprit industriel et l'instabilité du caractère.

» Rien n'est plus facile que de s'enrichir en Amérique ; naturellement, l'esprit humain, qui a besoin d'une passion dominante, finit par tourner toutes ses pensées vers le gain ; il en résulte qu'à la première apparence, ce peuple-ci semble une compagnie de marchands, réunis pour leur négoce ; et, qu'à mesure qu'on creuse plus avant dans le caractère national des Américains, on voit qu'ils n'ont cherché la valeur de toutes les choses de ce monde que dans la réponse à cette seule question : combien cela rapporte-t-il d'argent ?

» Quant à l'instabilité du caractère, elle perce par mille endroits : un Américain prend, quitte, reprend dix états dans sa vie ; il change sans cesse son domicile et forme continuellement de nouvelles entreprises. Moins qu'aucun homme du monde, il craint de compromettre une fortune acquise, parce qu'il sait avec quelle facilité il peut en acquérir une nouvelle.

» Le changement d'ailleurs lui paraît l'état naturel de l'homme et comment en serait-il autrement ? Tout remue sans cesse autour de lui : les lois, les opinions, les fonctionnaires publics, les fortunes ; la terre elle-même ici change tous les jours de face. Au milieu de ce mouvement universel qui l'entoure, l'Américain ne saurait rester immobile.

» Il ne faut donc chercher ici ni cet esprit de famille, ni ces anciennes traditions d'honneur et de vertu, qui distinguent si éminemment plusieurs de nos vieilles sociétés d'Europe. Un peuple qui ne semble vivre que pour s'enrichir ne saurait être un peuple vertueux dans la stricte acception de ce mot ; mais il est *rangé*. Tous les riens qui tiennent à la richesse oisive, il ne les a pas : ses habitudes sont régulières ; on a fort peu ou point de temps à sacrifier aux femmes, et on ne semble les estimer que comme mères de famille et directrices de ménage. Les mœurs sont pures, ceci est incontestable ; le *roué* d'Europe est absolument inconnu en Amérique ; la passion de faire fortune entraîne et domine toutes les autres.

» Vous sentez que tout ce que je vous dis là, mon cher ami, ne sont que des à peu près. Je suis depuis bien peu de temps dans ce pays-ci. Mais j'ai déjà eu une multitude d'occasions de m'instruire. Mon père vous a dit, sans doute, que nous avons été reçus ici avec la plus extrême bienveillance. Non seulement nous avons trouvé un appui très grand dans les gens en place, mais toutes les maisons particulières nous ont été ouvertes, et, si nous avons à nous plaindre de quelque chose, c'est de la multitude des devoirs de société que l'empressement de nos hôtes nous impose. Vivant ainsi du matin au soir avec des hommes appartenant à toutes les classes de la société, parlant mal la langue, mais la comprenant assez bien pour que peu de choses nous échappe, ayant de plus un désir immodéré de connaître, nous sommes assez bien placés pour nous instruire vite ; cependant, ne prenez tout ce que je viens de vous dire que comme des premières impressions, que je modifierai peut-être moi-même un jour. »

Tocqueville a été si bien conquis par l'Amérique dès le premier regard, qu'on dirait qu'elle est sa chose ; il la connaît déjà, semble-t-il, jusqu'au fond. Un voyageur moins épris nous peindrait à grands traits ce qu'il a vu. Tocqueville formule, sans sourciller, les lois qu'il a dégagées de ses observations passionnées. Il ne nous nomme pas un seul Américain : il disserte sur l'Américain même. Et qu'en dit-il ?

Les Américains sont rangés et leurs femmes sont vertueuses : voilà qui est décidé. Tout de même, c'est aller vite. Comment a-t-il vu cela ? Montesquieu, sans doute, l'a aidé. La médiocrité des mœurs en démocratie est de dogme et l'on entend par là que, dans les sociétés égalitaires, il n'y a ni grands vices ni vertus héroïques ; on est rangé. Mais les livres ne sont pas la vie. Les Américains, à l'heure présente, ne sont ni plus ni moins déréglés que les gens d'Europe. Tocqueville a vu des fils de puritains, fort occupés à édifier un grand état et à faire personnellement fortune ; tant de travail les rendait sages, mais c'était provisoire.

Je sais bien que la thèse même de Tocqueville, dans cette lettre à son ami Chabrol, c'est que les Américains sont républicains et démocrates par accident. Ils se trouvent dans des conditions matérielles et physiques qui commandent la forme démocratique. Là-dessus, ses explications sont curieuses et pleines d'intérêt. Mais il en a tiré des déductions excessives, et lui-même, un jour, s'en est aperçu.

À la fin de son livre, à l'heure des conclusions, il a écrit, en effet, cette page excellente :

« L'Union américaine n'a point d'ennemis à combattre ; elle est seule au milieu des déserts comme une île au milieu de l'Océan. Mais la nature avait isolé de la même manière les Espagnols de l'Amérique du Sud, et cet isolement ne les a pas empêchés d'entretenir des armées... Il n'y a que la démocratie anglo-américaine qui, jusqu'à présent, ait pu se maintenir en paix.

» Le territoire de l'Union présente un champ sans bornes à l'activité humaine ; il offre un aliment inépuisable à l'industrie et au travail. L'amour des richesses y prend la place de l'ambition et le bien-être y éteint l'ardeur des partis... Mais dans quelle portion du monde rencontre-t-on des déserts plus fertiles, de plus grands fleuves, des richesses plus intactes et plus inépuisables que dans l'Amérique du Sud ? Cependant, l'Amérique du Sud ne peut supporter la démocratie... Les causes physiques n'influent donc pas autant qu'on le suppose sur la destinée des nations. »

Mais qui donc a supposé que ces causes avaient une si grande influence ? C'est Alexis de Tocqueville en personne. La démocratie, dès le premier instant, lui paraît, en Amérique, inéluctable et providentielle. Là-dessus il cherche des causes, les trouve ; il généralise et voilà son livre à peu près bâti. La lettre à Chabrol est la première pierre de l'édifice, celle qui soutiendra tout l'ouvrage. Nous voyons le cas qu'il est obligé d'en faire à la fin.

Voilà donc, dans l'œuvre de Tocqueville sur l'Amérique, deux traits : extraordinaire faculté de généralisation ; et, vous vous souvenez que nous l'avons dit tout à l'heure, ingratitude extraordinaire à l'égard de la liberté.

On peut soutenir que la faculté de généraliser est une qualité : je m'y emploierai dans un instant. Pour l'ingratitude, c'est une autre affaire. Il avait le choix, vis-à-vis de la liberté, entre deux positions. Il pouvait proclamer d'abord la nécessité de la démocratie, et rechercher ensuite les moyens de sauver quand même la liberté. C'est bien ce qu'il a fait. Avouons que, pour une âme libre, ce n'était pas brillant. On veut consacrer sa vie à la plus sainte des causes, et on va la passer, comme un pauvre, à ramasser des miettes.

L'autre attitude consistait à proclamer d'abord la nécessité de la liberté, et à décider que, pour être libre, il faut vivre en démocratie.

Tocqueville, si féru qu'il pût être de l'égalité, ne pouvait pas tenir un raisonnement pareil. C'eût été, pour son caractère, la marche la plus honorable, mais, pour son génie, la plus fâcheuse.

Le génie l'a emporté, et le caractère a fait une autre chute, plus triste encore. Tocqueville, infidèle à la liberté, a voulu, vers la fin de son livre, nous donner l'illusion, ou se la donner à soi-même, qu'il ne l'avait point trahie. Il a écrit là toute une page qui est pleine d'équivoques. Il nous y donne à croire qu'il a recommandé la démocratie dans l'intérêt même de la liberté. Il nous met dans l'alternative d'être gouvernés par un despote unique ou par la foule, et c'est la foule qu'il est bien obligé de choisir. Il jette par-dessus bord la solution libératrice, et condamne d'un trait de plume toutes les institutions raisonnables qu'a bouleversées chez nous la tourmente révolutionnaire. Il en fait d'ailleurs, en passant, un admirable éloge, mais, d'une pirouette, il s'en détourne ; et voilà, au nom de la liberté, la démocratie sacrée reine du monde. C'est à la fin du chapitre IX, dans la deuxième partie, que vous trouverez ce passage. Il est en contradiction flagrante avec tout l'ouvrage. Si Tocqueville a réussi à prouver quelque chose dans son livre, ce n'est pas que les hommes libres devraient être

des démocrates, mais que les démocrates feraient bien, s'ils pouvaient, de devenir des hommes libres.

Quant aux généralisations de Tocqueville, gardons-nous d'en médire. Il ne suffit pas, pour être perspicace, de voir les faits, mais leurs lois ; et généraliser, c'est éclairer ce qu'on voit. Tocqueville est, à cet égard, un observateur parfait.

L'Amérique qu'il a étudiée était, notons-le, fort différente de celle que nous connaissons. D'abord elle était peuplée de quinze millions d'hommes et non de cent cinq millions comme aujourd'hui. D'autre part des événements devaient surgir, que l'écrivain le plus sagace n'aurait pu prévoir. D'autres, dont on peut dire après coup qu'ils étaient en germe dans les mœurs et les institutions d'alors, se sont développés dans un sens qu'avait peut-être escompté Tocqueville, mais avec une force que cet homme prudent n'aurait pas osé prédire.

Les plus considérables de ces événements, ceux qui ont exercé par la suite la plus forte influence sur le destin des États-Unis, sont la guerre de 1846 avec le Mexique, qui a eu pour effet l'annexion aux États-Unis de vastes territoires, comme la Californie et le Nouveau-Mexique ; la construction des voies ferrées ; l'établissement des lignes rapides de navigation commerciale, qui ont mis l'Amérique à six jours de l'Europe, alors qu'au temps de Tocqueville on traversait l'Atlantique en cinq ou six semaines, selon le vent ; l'immigration irlandaise d'abord, l'immigration allemande ensuite, qui ont notablement modifié le type primitif du citoyen américain ; la guerre de Sécession ; la pose des câbles sous-marins, qui ont, en fait, supprimé toute distance entre les deux mondes et qui nous permettent aujourd'hui de penser, sinon en commun, du moins en même temps, des deux côtés de l'Atlantique ; le développement prodigieux des grandes villes ; celui des grandes fortunes. L'Amérique, au temps de Tocqueville, n'était ni le pays des cités géantes, ni celui des milliardaires. Ni celui, et sur ce point on peut se louer sans réserves d'une nouveauté qui se trouve être un progrès, ni celui des Universités.

Tenons le plus grand compte de ces modifications apportées par le temps en Amérique et ne demandons à Tocqueville que ce qu'il pouvait alors nous donner. Sa part est d'ailleurs belle encore. Il a recherché ce qui était permanent dans le caractère de ce peuple neuf et changeant. Ce voyageur de 1830 avait, à l'égard du Nouveau Monde, la même curiosité qui nous anime encore aujourd'hui. Il éprouva, en posant le pied sur le sol de la grande République, à peu près exactement les étonnements de nos contemporains, qui, après un siècle, refont le même voyage. La seule différence, c'est qu'il a été plus perspicace qu'aucun de nous. Il a écrit dès le premier jour à Ernest de Chabrol que l'Américain changeait facilement de position, et à tout âge. Aujourd'hui, les gens qui reviennent du Nouveau Monde nous annoncent, en d'autres termes, la même nouvelle. Tandis qu'un Français choisit sa voie à seize ou dix-huit ans et, si elle est mauvaise, accepte son destin sans réagir, un citoyen des États-Unis ne croit pas, même à soixante ans, avoir manqué sa vie : il la recommence et, vieillard, redevient un apprenti. Il y a là, pour nous, matière à méditer. Mais ces

sujets de réflexion, il est inutile de prendre le bateau pour aller les chercher. Le livre de Tocqueville, vieux de près de cent ans, en est encore tout chargé.

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux institutions de la Nouvelle-Angleterre : c'est un beau cours de droit public américain. Personne, à l'heure présente, n'oserait étudier la constitution des États-Unis sans consulter d'abord le livre de Tocqueville. Ceux qui, comme James Bryce ou Ostrogorski, sont venus cinquante ou quatre-vingts ans après lui, ont pu relever des erreurs dans quelques-uns de ses jugements et constater la vanité de plusieurs de ses prédictions. Ils ont proclamé d'abord l'excellence de sa méthode et loué sa sagacité.

Dans sa lettre à Chabrol, vous avez remarqué qu'il croit à l'indifférence des Américains en matière politique. L'épreuve du temps n'a pas été favorable à ce jugement. Les passions politiques règnent aux États-Unis, et nous en avons une nouvelle preuve à chaque élection présidentielle. Il reste cependant que ce n'est pas, comme il arrive quelquefois chez nous, pour des idées, mais pour un intérêt très positif, que s'engagent là-bas les batailles électorales. Il n'y a pas de discussions politiques, mais la guerre, et la plus âpre, entre gens qui convoitent certaines places et la puissance qu'elles procurent. Tocqueville a vu du premier coup que ces fils de puritains étaient des gens pratiques. M. Wilson, l'homme des quatorze points et des combinaisons électorales, qui prêchait pour les autres et, quant à lui, réalisait, est tout entier dans les premières lignes de la première lettre du jeune écrivain français.

Nous ne nous arrêterons qu'un instant à cette première partie de l'ouvrage, où il s'agit des institutions. C'est, aux yeux des Américains, la plus précieuse. Là, il est leur Montesquieu. Je signalerai seulement l'admirable peinture qu'il y a faite de la vie communale aux États-Unis.

« C'est dans la commune, écrit-il, que réside la force des peuples libres. Sans institutions communales, une nation peut se donner un gouvernement libre, mais elle n'a pas l'esprit de liberté. »

Et vous devinez tout de suite pourquoi les pages qu'il va consacrer à la commune seront si belles : il est ici dans son sujet, celui qu'il aime, non d'un goût de tête, mais avec son cœur.

Il faut bien avouer que peu d'entre nous liraient aujourd'hui sans fatigue cette *Démocratie en Amérique*, qui eut, à l'époque, l'incroyable succès d'un tirage à 4 000 exemplaires. Mais je voudrais que dans toutes les anthologies figurât le tableau qui, pour un Français, restera toujours surprenant et nouveau, de la vie communale, telle qu'il la découvrit chez les Américains de son temps. Là, il multiplie les observations de détail, qu'il commente avec flamme et dont il tire les déductions les plus variées et les plus séduisantes. Et il conclut avec une sorte d'allégresse : « L'habitant de la Nouvelle-Angleterre s'attache à sa commune parce qu'elle est forte et indépendante ; il s'y intéresse parce qu'il concourt à la diriger ; il l'aime parce qu'il n'a pas à s'y plaindre de son sort ; il place en elle son ambition et son avenir ; il se mêle à chacun des incidents de la

vie communale. Dans cette sphère restreinte, il s'essaye à gouverner la société ; il s'habitue aux formes sans lesquelles la liberté ne procède que par révolution, se pénètre de leur esprit, prend goût à l'ordre... »

Il n'est pas toujours aussi heureux ; et quand, remontant de la commune aux États, puis des États au Gouvernement fédéral, il cherche, là aussi, quelle place est faite à la liberté, on discerne quelque gêne dans son esprit. Il s'émerveille des pouvoirs du juge en matière politique et, sans doute, pour nous, Français accoutumés à la centralisation, c'est-à-dire à la servitude, c'est toujours un objet de surprise et d'admiration que d'apprendre qu'un juge américain peut ne pas appliquer la loi si la loi lui semble injuste ou mal fabriquée. Mais en s'évertuant à chercher dans l'équilibre des pouvoirs la sauvegarde de la liberté, Tocqueville s'étourdissait lui-même. Il savait bien que la tyrannie démagogique est plus forte que toutes les barrières constitutionnelles inventées par les hommes. Il le savait et il l'a dit à l'occasion avec fermeté.

Mais il vivait en un temps où l'on admirait la constitution anglaise, qui passait pour le modèle des pouvoirs balancés. On n'avait pas encore vu que, dans la démocratie britannique comme dans toutes les autres, il n'y a qu'un maître : dans l'espèce, la Chambre des Communes. Les auteurs de la constitution américaine ont en vain cherché à opposer entre eux le Président, le Sénat et la Cour suprême de Justice. L'un de ces pouvoirs finira par venir à bout des deux autres. En fait, la question est de savoir aujourd'hui si c'est le Président qui brisera le Sénat, ou le Sénat qui brisera le Président. Ce qu'on peut dire, c'est que, dans toutes les grandes crises, l'Amérique a été gouvernée par un seul homme et que, dans la dernière, le dictateur n'a dû céder à la fin la prééminence au Sénat que par l'excès d'une sottise qui confinait à la démence.

Tocqueville a voulu espérer que la République des États-Unis échapperait à une telle dictature, et parmi les raisons de sa confiance, il a signalé avec un peu de candeur la liberté de la presse. Lui, qui, dès le premier jour, a noté le goût des Américains en particulier et des démocrates en général pour le gain, n'a pas soupçonné que cet appétit pour l'argent aboutirait à la création d'une classe nouvelle de dominateurs, et que la presse, devenue une industrie, serait un jour, aux mains des maîtres les plus durs qui soient, les ploutocrates, un épouvantable instrument d'asservissement et d'avilissement.

N'en ai-je pas assez dit pour que vous sentiez déjà toute l'émotion qui peut se dégager d'un tel livre, tout l'ascendant qu'il eut sur les esprits quand il parut ? C'était vraiment un angoissant problème que celui que Tocqueville avait posé et cherchait à résoudre : alors que le pouvoir central, débarrassé des résistances d'ordre aristocratique qui, en France, le retenaient, tendait à la toute-puissance et à la tyrannie, comment trouver, où chercher de nouveaux moyens de défense, de nouvelles garanties pour la liberté ? Comment sauver la démocratie de ses vices ? Comment respirer sous son règne étouffant ?

Un des reproches qu'on a pu lui faire est de n'avoir pas assez vu que l'Américain de son temps n'était peut-être ni un homme libre, ni même un démocrate : c'était essentiellement un Anglais, un Anglais transplanté. Partant

de là, il aurait, avec ses yeux perçants, admirablement démêlé les transformations, déformations ou progrès, du type anglais primitif sous l'influence du climat et des conditions particulières de la vie dans les immenses territoires vierges du Nouveau-Monde. Pour connaître l'Américain, il faut partir de l'Anglais, de l'Anglais dont la sensibilité et le caractère sont supérieurs à l'intelligence ; qui est puritain comme il est commerçant, c'est-à-dire avec aveuglement ; qui règle la vie de son âme, quand il a soin d'elle, avec la même application que sa comptabilité ; et qui mène en ce moment le monde à la dérive pour faire les affaires de l'humanité et celles de ses marchands.

Ajoutons tout de suite que les institutions américaines et les conditions particulières de la vie de l'autre côté de l'Atlantique n'ont pas amélioré le type originaire anglais. Nous l'avons vu à la guerre. Quelles que fussent les préventions de beaucoup d'entre nous contre la vieille Angleterre, si longtemps notre rivale, notre adversaire sur tant de champs de bataille, quelque goût que nous eussions à l'avance pour les citoyens de la grande République sœur, nous dûmes bientôt convenir, ceux d'entre nous, du moins, qui voisinèrent avec eux sur les champs de bataille, que nous étions plus près, physiquement, intellectuellement, moralement, des soldats de Georges V que de ceux de M. Wilson. Avec les Britanniques nous nous sentions entre Européens, entre gens d'une civilisation également vieille, soutenue par des traditions sacrées et souvent communes. Les Américains, auprès d'eux, nous faisaient un peu l'effet d'hommes puissants, mais peu dégrossis. Nous avions affaire, avec les Anglais, à des gentlemen ; avec les Américains, à de grands enfants aux gestes encore gauches, à d'honnêtes enfants, mais qui n'auraient pas eu de parents pour les élever.

C'est sans doute que le régime démocratique n'a pas la vertu d'affiner les mœurs et voilà qui nous ramène à Tocqueville.

N'oublions pas qu'il avait mal à l'estomac. C'est une condition essentielle pour faire un bon moraliste. Et je voudrais maintenant détacher de son œuvre quelques-unes des belles maximes dont elle est émaillée et qu'il a marquées de son génie.

Écoutez ce qu'il dit du pouvoir de la majorité sur la pensée :

« Je ne connais pas de pays où il règne en général moins d'indépendance d'esprit et de véritable liberté de discussion qu'en Amérique... En Amérique, la majorité trace un cercle formidable autour de la pensée. »

Et remarquez cette formule : « Les monarchies absolues avaient déshonoré le despotisme ; prenons garde que les Républiques démocratiques ne le réhabilitent ».

Son esprit tout à coup se porte en France :

« La Bruyère habitait le palais de Louis XIV quand il composa son chapitre sur les grands, et Molière critiquait la Cour dans des pièces qu'il faisait représenter devant les courtisans. Mais, ajoute-t-il, la puissance qui domine aux États-Unis n'entend point ainsi qu'on la joue. Le plus léger reproche la blesse, la moindre vérité piquante l'effarouche : et il faut qu'on loue depuis les formes de son langage jusqu'à ses plus solides vertus. Aucun écrivain, quelle que soit sa renommée, ne peut échapper à cette obligation d'encenser ses concitoyens. La majorité vit dans une perpétuelle adoration d'elle-même ; il n'y a que les étrangers ou l'expérience qui puissent faire arriver certaines vérités jusqu'aux oreilles des Américains.

» L'inquisition n'a jamais pu empêcher qu'il ne circulât en Espagne des livres contraires à la religion du plus grand nombre. L'empire de la majorité fait mieux aux États-Unis : elle a ôté jusqu'à la pensée d'en publier. »

Il ajoute d'ailleurs que cette farouche vertu ne lui donne pas le change. Ce qui l'intéresse, c'est le pouvoir qu'exerce le plus grand nombre : « Ce pouvoir irrésistible est un fait continu et son bon emploi n'est qu'un accident ».

Voilà une belle page. Tocqueville y déploie toutes ses qualités. D'abord, il est sincère. Chaque fois qu'il dénonce un vice de la démocratie, son accent s'élève ainsi et prend une vigueur saisissante. Je le crois aussi soucieux de vérité quand il s'épuise, par exemple, à exposer les causes qui tempèrent, à son avis, l'omnipotence de la majorité aux États-Unis. Mais son éloquence tombe alors. Il écrit un chapitre curieux, où le souci d'être exact apparaît à chaque ligne : il montre à souhait ce qu'est l'esprit légiste et comment cet esprit sert de contrepoids à la démocratie. Cependant, tout cela est un peu froid. Il ne s'échauffe tout à coup que pour donner encore un coup de massue à la tyrannie démagogique.

« S'il venait jamais, écrit-il, à se fonder une république démocratique comme celle des États-Unis dans un pays où le pouvoir d'un seul aurait déjà établi et fait passer, dans les habitudes comme dans les lois, la centralisation administrative, je ne crains pas de le dire, dans une semblable république, le despotisme deviendrait plus intolérable que dans aucune des monarchies absolues de l'Europe. Il faudrait passer en Asie pour trouver quelque chose à lui comparer. »

Sur certains vices de la démocratie, Tocqueville a des mots terribles. « Dans les pays libres, nous dit-il, on rencontre beaucoup plus de gens qui cherchent à spéculer sur les faiblesses du souverain et à vivre aux dépens de ses passions, que dans les monarchies absolues. Ce n'est pas que les hommes y soient naturellement pires qu'ailleurs ; mais la tentation y est plus forte et s'offre à plus de monde en même temps. Il en résulte un abaissement bien plus général dans les âmes. »

Ailleurs il ajoute : « Le peuple ne pénétrera jamais dans le labyrinthe obscur de l'esprit de cour ;... mais voler le Trésor public, ou vendre à prix d'argent les

faveurs de l'État, le premier misérable comprend cela et peut se flatter d'en faire autant à son tour ».

Il ne se fait aucune illusion sur ce que les démocrates fervents attendent de l'instruction obligatoire. « On aura beau, dit-il, faciliter les abords des connaissances humaines, améliorer les méthodes d'enseignement et mettre la science à bon marché, on ne fera jamais que les hommes s'instruisent et développent leur intelligence sans y consacrer du temps. »

Point d'illusions non plus sur la politique étrangère des gouvernements démocratiques : « C'est, écrit-il, dans la direction des intérêts extérieurs qu'ils me paraissent décidément inférieurs aux autres ».

Et l'on trouve partout des observations ingénieuses qui portent à réfléchir, comme celle-ci : « Il faut bien distinguer l'arbitraire de la tyrannie. La tyrannie peut s'exercer au moyen de la loi même et alors elle n'est point arbitraire ; l'arbitraire peut s'exercer dans l'intérêt des gouvernés ; alors il n'est pas tyrannique. » Ajoutons qu'il a toujours confondu l'un et l'autre dans le même ardent mépris.

Voici enfin une remarque pleine de sagesse :

« En Amérique, il arrive quelquefois que le même homme laboure son champ, bâtit sa demeure, fabrique ses outils, fait ses souliers et tisse de ses mains l'étoffe grossière qui doit le couvrir. Ceci nuit au perfectionnement de l'industrie, mais sert puissamment à développer l'intelligence de l'ouvrier. Il n'y a rien qui tende plus que la grande division du travail à matérialiser l'homme et à ôter de ses œuvres jusqu'à la trace de l'âme. » D'avance il opposait ainsi à l'Amérique des premiers pionniers, l'Amérique industriellement organisée, l'Amérique mécanique, c'est-à-dire barbare, que nous voyons se développer aujourd'hui.

Et quant à la servitude où conduit l'égalité, il y revient sans cesse et sous toutes les formes : « L'égalité produit, dit-il, deux tendances ; l'une mène directement les hommes à l'indépendance et peut les pousser tout à coup jusqu'à l'anarchie ; l'autre les conduit par un chemin plus long, plus secret, mais plus sûr, vers la servitude. Les peuples voient aisément la première et y résistent ; ils se laissent entraîner vers l'autre sans la voir. »

Lisez encore ceci, qui est si frappant : « Lorsqu'un homme ou un parti souffre d'une injustice aux États-Unis, à qui voulez-vous qu'il s'adresse ? À l'opinion publique ? C'est elle qui forme la majorité. Au corps législatif ? Il représente la majorité et lui obéit aveuglément. Au pouvoir exécutif ? Il est nommé par la majorité et lui sert d'instrument passif. À la force publique ? Elle n'est autre chose que la majorité sous les armes. Au Jury ? C'est la majorité revêtue du droit de prononcer des arrêts. Les Juges eux-mêmes, dans certains États, sont élus par la majorité... »

Et l'effet de cette omnipotence de la majorité sur les mœurs, le voulez-vous connaître ? « Ce pouvoir immense et tutélaire se charge, écrit-il, d'assurer les jouissances des peuples et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle, si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance... Un tel gouvernement ne brise pas les volontés, mais il les amollit, les plie et les dirige ; il force rarement d'agir, mais il s'oppose sans cesse à ce qu'on agisse. Il ne détruit point, il empêche de naître ; il gêne, il comprime, il énerve, il éteint, il hébète, et il réduit enfin chaque nation à n'être plus qu'un troupeau d'animaux timides et industriels, dont le gouvernement est le berger. »

Comment Tocqueville a-t-il pu nous recommander un gouvernement pareil ? La vérité est qu'il ne l'a point souhaité, mais qu'il l'a cru inévitable. Sa faute est de s'être laissé lui-même étourdir par la découverte qu'il avait faite de la permanence et de la progression constante, à travers le temps et l'espace, de ce qu'il a appelé le *fait démocratique*. Ce fait est indéniable et sa permanence et sa progression le sont aussi. Il y a là une loi qu'il a reconnue, dont il a montré à merveille le développement impérieux au cours de l'histoire. Et les pires ennemis du gouvernement démocratique ne peuvent que s'incliner devant la plupart des formules saisissantes dont est tissée sa fameuse préface de la *Démocratie en Amérique*. Oui, le mouvement des hommes vers l'égalité est une loi ; mais ce n'est pas, comme Tocqueville l'a cru avec épouvante, la loi des lois. Ce n'est qu'une loi parmi les autres. Il le savait bien pourtant, lui que soulevait, en vertu d'une autre loi éternelle, ce noble instinct de la liberté, mis par Dieu dans certains cœurs : c'est aussi une loi parmi les autres, que l'élite des hommes ait pour mission d'arracher le vulgaire aux bas instincts et à toutes les chaînes avilissantes. En vertu de cette loi, impérieuse elle aussi, il aurait pu collaborer au travail incessant de l'intelligence humaine contre les fléaux qui la menacent. Il aurait pu faire, non à la démocratie, qui est contraire à toute sagesse, mais à l'égalité sa large et juste part, et sauvegarder, en face d'elle, les droits sacrés de l'autorité à laquelle adhérait sa raison. Mais il a, devant la démocratie américaine, laissé tomber ses bras. Il a cru ce jour-là que le monde allait à la dérive et que le mal était sans espoir. Il s'est dès lors condamné à la tristesse, et ses lecteurs avec lui.

Singulier homme ! Il ne croyait pas à l'affranchissement, mais à l'avilissement fatal des humains ; et cependant il les adjura toute sa vie de se faire libres.

Il ne croyait plus au Dieu, qu'on lui avait appris à prier dans son enfance et pourtant il ne cessa de tourner vers lui un regard assuré. Tout son chapitre sur le catholicisme aux États-Unis est un chef-d'œuvre. Ses instincts les plus fiers le soulèvent alors. Il aime la religion pour la raison que nous connaissons bien, et qu'il formule une fois de plus. Sa démocratie sera religieuse, pour être libre. « Quand les républicains, dit-il, attaquent les croyances religieuses, ils suivent leur passion, et non leurs intérêts. C'est le despotisme qui peut se passer de foi, et non la liberté. La religion est beaucoup plus nécessaire dans la république qu'ils préconisent que dans la monarchie qu'ils attaquent, et dans les

républiques démocratiques que dans toutes les autres. Comment la société pourrait-elle manquer de périr, si, tandis que le lien politique se relâche, le lien moral ne se resserrait pas ? Et que faire d'un peuple maître de lui-même, s'il n'est pas soumis à Dieu ? »

Et s'il ne trouve point que les protestants soient de bons démocrates, c'est que ces indépendants sont des libéraux de l'espèce qu'il réprouve, des individualistes et c'est tout dire.

Ce qu'il aime, c'est la vraie indépendance des catholiques aux États-Unis. Il a vu là certains bienfaits de l'absolue séparation de l'Église et de l'État, et, dans un temps où une pareille affirmation pouvait faire scandale, il a prédit les profits d'ordre moral que tirerait le catholicisme de la situation où ses ennemis l'ont mis en France aujourd'hui.

La Démocratie en Amérique est un livre cher à tous les amis des États-Unis. En Amérique, en Angleterre, en Allemagne, Tocqueville jouit d'une considération qu'on ne lui accorde pas en France. Peut-être n'a-t-il manqué à la *Démocratie en Amérique*, pour devenir chez nous le livre de chevet des détracteurs autorisés de la démagogie anti-chrétienne, que d'être plus facile à lire.

J'ai relevé dans ses manuscrits des ratures et des corrections significatives. Il efface la *mer* pour écrire les *flots*. Même il préfère *le sein des flots*. Il aime à se mouvoir dans des *sphères*. Il veut nous expliquer l'empire des croyances en Amérique ; et, songeant à la France, il écrit : « En Europe, presque tous les désordres de la société prennent naissance autour du foyer domestique et non loin de la couche nuptiale... Agité par les passions tumultueuses qui ont souvent troublé sa propre demeure, l'Européen ne se soumet qu'avec peine aux pouvoirs législateurs de l'État. Lorsque, au sortir des agitations du monde politique, l'Américain rentre dans sa famille, il y rencontre aussitôt l'image de l'ordre et de la paix. Là, tous ses plaisirs sont simples et naturels, ses joies innocentes et tranquilles... »

Il y a dans tout cela trop de joies innocentes, trop de seins, trop d'images, trop de couches nuptiales. Nous n'aimons plus qu'on écrive ainsi : l'a-t-on jamais beaucoup aimé ? C'était dans le goût du temps. Disons que Tocqueville a eu tort de se plier à ce mauvais goût. Ajoutons qu'il était alors très jeune et que, par la suite, il n'a pas recommencé.

Chapitre VI

SA FEMME, SES AMIS

[Retour à la table des matières](#)

Alexis de Tocqueville, quelques mois après la publication de sa *Démocratie en Amérique*, c'est-à-dire alors que la gloire lui souriait et que semblait l'attendre un avenir chargé d'honneurs, fit discrètement le mariage le plus modeste et le plus singulier : il épousait une Anglaise sans beauté, sans naissance, sans fortune, et, ce qui achève de dérouter, sans aucune fraîcheur, puisqu'elle avait neuf ans de plus que son fiancé et les dents jaunes. Cette aventure eut sur la destinée de Tocqueville une influence dont il ne cessa de se louer, mais sur laquelle nous, qui payons les fautes des hommes de ce temps-là, nous ferons peut-être des réserves.

Marie Mottley, dont les parents habitaient Stonehouse, dans le Devonshire, vivait à Versailles, en compagnie de sa tante, Madame Belam, quand, à la fin de 1828, trois jeunes gens, Alexis de Tocqueville, Gustave de Beaumont et Ernest de Chabrol, devinrent ses voisins. Où, comment, fit-on connaissance ? Je n'ai pu, malgré les plus indiscrètes recherches, trouver la moindre trace des premières rencontres entre cette jeune fille et ces jeunes gens. Ce qui est sûr, c'est qu'un peu plus tard Alexis écrivait d'Amérique à Marie les lettres les plus tendres et que déjà ils avaient lié leur cœurs. Au retour il était célèbre, et d'autres que lui eussent délaissé la compagne des jours modestes. Il força le consentement de son père et de ses proches. Marie Mottley alla quelque temps à Boulogne-sur-Mer, où elle abjura le protestantisme, puis le mariage eut lieu à Saint-Thomas d'Aquin, le 26 octobre 1836.

Qui était-elle ? De toutes les recherches que j'ai faites ou fait faire tant à Stonehouse qu'à Portsmouth, qui semble avoir été le berceau de la famille, je n'ai tiré que des renseignements incertains. Elle avait un grand nombre de frères, dont plusieurs servirent dans la marine. On disait, dans l'entourage de la vieille Madame Belam, que Marie était la seule fille parmi onze enfants, ce qui était inexact, car j'ai retrouvé les traces de trois au moins de ses soeurs. On ajoutait que ses parents l'avaient confiée, à quatre ans, à cette tante, qui était veuve et seule au monde. Mais cette mère adoptive, que faisait-elle en France ? À Chamarande, où elle se retira après le mariage de sa nièce, il paraît qu'on

l'appelait irrévérencieusement la pharmacienne. Dans les journaux de Portsmouth, vers 1825, on trouve bien aux annonces des *Belam's pills and remedies*, mais aucun annuaire, local ne porte l'indication d'un *chemist* répondant à ce nom de Belam. Le certain, c'est que Tocqueville dut bousculer violemment, pour se marier ainsi, les préjugés de sa race. Sans doute eut-il, pour prendre un tel parti, des raisons graves, disons des raisons nobles. Il semble qu'il en ait été hautement récompensé. Pas nous, car cette étrangère, restée puritaine, ne pouvait manquer d'être sourdement hostile à la société à la fois conservatrice et primesautière à laquelle appartenait Tocqueville par sa naissance. Et celui-ci, dont la mission, la mission providentielle, pour parler son langage, était de demeurer parmi ses pairs et d'initier ces hommes d'ordre à la liberté, fut probablement incité à les tenir pour incorrigibles et peu dignes d'attention, dès le jour où il décida de faire de la politique, c'est-à-dire dès Versailles et les premiers regards jetés sur lui par cette fille aux yeux sévères.

Elle a laissé le plus mauvais souvenir à ceux qui n'ont pas pénétré dans son âme. Par contre, ceux qui étaient dans l'intimité du ménage l'ont aimée et grandement respectée. À la juger sur les dehors, on ne pouvait que se fâcher ou sourire. Autoritaire, têtue, sèche, elle garda toujours un fort accent anglais, et s'obstina à mettre au féminin les canapés et les pianos de ses belles-sœurs, qui pouffaient en se cachant du mari ; elle mangeait avec une lenteur qui désespérait son ardent compagnon de table ; un jour, comme elle n'en finissait pas de grignoter du pâté, Alexis se leva, lui prit son assiette et la jeta sur le parquet. « Redonnez-moi encore du pâté », dit-elle d'une voix sereine au domestique. Dans le ménage c'était elle qui commandait, et la langue courante était l'anglais. Ils n'eurent pas d'enfants, mais on a conservé dans la famille le souvenir de toute une série de chiens, de roquets, qui furent choyés tour à tour comme des fils, dont il fallait prendre des nouvelles quand ils tombaient malades et que, morts, on dut pleurer. Et voilà, de cette Anglaise perdue parmi des Français nés moqueurs, tout le mal qu'on a pu dire.

Sous cette enveloppe ni séduisante, ni sympathique, Tocqueville trouva une âme digne de la sienne et ce n'est pas un mince éloge. Il y eut des scènes entre ce mari et cette femme, et tous deux, qui avaient mauvais caractère, ont dû vivre parfois, en tête à tête, des journées, peut-être des semaines assez maussades. Mais leur correspondance vaudrait qu'on la publiât tout entière pour l'édification et aussi l'enchantement de nos ménages.

« Je te jure, mon amie chérie, que je crois que mon amour pour toi me rend meilleur. En pensant à toi, je sens que mon âme s'élève... »

« Il y en a qui regardent le monde comme une salle de bal, et moi je suis sans cesse tenté d'y voir un champ de bataille, où chacun se présente à son tour pour combattre, recevoir des blessures et mourir. Et je crois, je le crois en vérité, que cela me donne pour aimer une énergie que n'ont pas les autres hommes. »

« Je n'éprouve jamais une impression honorable que je ne sois sûr de te trouver en sympathie, et c'est un de tes plus grands charmes à mes yeux, mon

amie chérie, c'est un présent inestimable de Dieu qu'une femme qui vous attire sans cesse vers le bien et vous y retient... »

« Si je deviens grand un jour, ce que j'espère, Dieu seul saura sans doute jamais à quel point cela aura été ton ouvrage.... »

« Tu choisis avec un art adorable parmi toutes les choses que tu pourrais me dire celles qui sont de nature à adoucir et à rendre moins pénibles mes pensées... Oh ! mon amie, tout ce soin, tout cet effort, crois-le, ne sont pas perdus. Le souvenir s'en grave dans mon cœur ; il s'ajoute à tous ceux qui font de toi l'être unique, mon ange gardien, mon tout. Car que serais-je sans toi ? L'expérience du monde commence à me montrer de tous côtés des horizons bornés ; plus je vis, plus je m'arrête et je m'enfonce dans cette pensée, que le seul bien solide et réel que je possède sur la terre, c'est notre attachement mutuel ; c'est l'union si extraordinaire de nos deux âmes ; c'est le charme dont tu environnes mon existence.... »

Ils s'écrivaient dès qu'ils étaient loin l'un de l'autre, avec autant de fidélité que de ferveur. Et je pourrais citer telle lettre qui commence de cette façon charmante – « Quoique je t'aie écrit ce matin, je veux le faire encore.... » Il existe beaucoup de lettres, toutes inédites, de Tocqueville à sa femme. Il leur arrivait, en effet, trop souvent d'être séparés. La situation du ménage était modeste et les menues misères d'argent fréquentes. On n'avait qu'une maison, le château de Normandie, et, pendant les sessions parlementaires, on vivait en quelque appartement meublé, ce qui devait être fort onéreux, ou bien, dans les petites années, à l'hôtel, et Madame de Tocqueville demeurait alors à la campagne.

Il souffrait, quant à lui, de ces séparations ; car il avait besoin d'elle. C'est surtout, a-t-il écrit dans ses *Souvenirs*, « dans les moments de difficultés et de périls que son courage et son grand sens me sont de secours. » On trouve dans sa correspondance avec ses amis des témoignages nombreux du culte qu'il lui rendait. Un an après son mariage, il écrivait à Louis de Kergorlay une lettre qu'il faut citer, parce qu'elle contient, à peu près dans les mêmes termes, les hommages qu'il n'a cessé de lui rendre jusqu'à sa mort.

« ... Je ne puis te dire le charme inexprimable que j'ai trouvé à vivre ainsi continuellement avec Marie, ni les ressources nouvelles que je découvrais à chaque instant dans son cœur. Tu sais qu'en voyage plus encore qu'à l'ordinaire je suis inégal, irritable, impatient. Je la grondais bien souvent et presque toujours à tort ; et dans chacune de ces circonstances je découvrais en elle des sources inépuisables de tendresse et d'indulgence ; et puis je ne saurais te dire quel bonheur on éprouve à la longue dans la compagnie habituelle d'une femme chez laquelle tout ce qu'il peut y avoir de bien dans votre âme se réfléchit naturellement et paraît mieux encore. Quand je fais ou dis une chose qui semble complètement bien, je lis aussitôt dans les traits de Marie un sentiment de bonheur et de fierté qui m'élève moi-même. De même que, quand ma conscience me reproche quelque chose, j'aperçois immédiatement un nuage dans ses yeux. Quoique maître de son âme à un point rare, je vois avec plaisir

qu'elle m'intimide ; et tant que je l'aimerai comme je fais, je suis sûr de ne jamais me laisser entraîner à quelque chose qui ne soit pas bien. ¹ »

Quoiqu'on ait dit des amitiés de Tocqueville, le culte qu'il portait à sa femme primait tous les autres. Il lui écrivait, le 6 décembre 1841 : « Beaumont me témoigne comme toujours la plus vraie et la plus utile amitié. Je suis sûr qu'il la ressent. Toutefois ce n'est plus là l'amitié du premier âge, mais cette autre amitié de l'âge mûr, qui se retient sans cesse et cache toujours plus de l'âme qu'elle n'en montre. Je fais plus ou moins la même remarque auprès de tous mes amis... Et cela me prouve qu'il n'y a qu'un seul sentiment dans lequel le cœur puisse se confier complètement et se mettre à l'aise, c'est l'affection mutuelle qui naît dans un bon et tendre ménage. »

Voilà une sage, une grande formule, qui mérite qu'on lui donne de la publicité. Elle est d'un écrivain qui ne pensait pas à la légère et pesait ses mots. La femme qui l'a inspirée a droit à des égards. Et quoiqu'elle ait fâcheusement entretenu la méfiance de Tocqueville à l'endroit d'une France traditionnelle qu'elle ne pouvait pas aimer, nous lui saurons gré d'avoir été pour lui plus qu'une femme, son premier ami.

Le second ami, ce fut Gustave de Beaumont, que plusieurs fois déjà nous avons nommé. Si je prétendais écrire une histoire solennelle et définitive d'Alexis de Tocqueville, je m'interdirais tout jugement passionné sur lui-même et sur ses proches, et sans doute parlerais-je avec une aimable gravité de ce Beaumont, qui fut le noble et charmant compagnon de toute sa vie. Mais je n'aime pas Beaumont ; je crois que son influence sur Tocqueville a été mauvaise, et je préfère le dire. Il est resté dans mon esprit, après le long commerce que, pour préparer ce travail, je viens d'avoir avec lui, le joueur de flûte du voyage vers l'Amérique. Il a passé sa vie à célébrer la liberté, mais sur un mode grêle et ennuyeux. Il professait, avec une conviction louable, mais terne, ce que son ami sentait avec éclat. Il ne comprit pas un seul jour que celui-ci était un libéral de l'espèce particulière que nous avons dite. Lui qui l'était suivant la formule la plus courante, celle qui consiste à céder par principe aux partis de désordre, eut sur Tocqueville un ascendant fâcheux. Il en fit, comme on disait déjà, un homme de gauche, que nous allons voir se débattre dans une carrière politique irritante et stérile.

J'ai un autre grief contre Gustave de Beaumont : c'est d'avoir été un éditeur peu scrupuleux des œuvres de son ami. Tocqueville étant mort avant sa femme, celle-ci, devenue légataire de tous les papiers et documents laissés par son mari, les légua à son tour à Beaumont.

Elle n'aimait pas sa belle-famille et le lui marqua par cet acte disgracieux. C'est donc à Beaumont que revint le soin de publier la correspondance laissée par le grand homme. Il s'acquitta de ce travail avec une grande piété, mais en prenant avec le texte des libertés vraiment intolérables. Non seulement il a

¹ *Œuvres*, t. V, p. 328.

tronqué des lettres, ou corrigé, amendé, refait des passages entiers ; mais il n'a pas craint de fabriquer tantôt une seule lettre avec deux ou trois, et tantôt deux ou trois avec une seule. Le souci qui apparaît dans ces tripotages est presque toujours d'adoucir, d'estomper, de remplacer de vives couleurs par de la grisaille. Si nous vivions en d'autres temps et qu'il fût possible de publier encore, comme on faisait si facilement autrefois, de gros volumes de correspondance, il y aurait plaisir à livrer au public, non seulement les innombrables lettres inédites que j'ai pu recueillir soit auprès de la famille de Tocqueville ou des héritiers de Gustave de Beaumont, soit chez les descendants de tous ses correspondants, Kergorlay, Chabrol, Dufaure, Corcelle, Lanjuinais, J.-J. Ampère, Duvergier de Hauranne, Circourt, Molé, Odilon Barrot, Madame Swetchine, Montalembert, Lamoricière, et, à l'étranger, Stuart Mill, Reeve, Senior, Grote et sa femme, mais à rééditer, en les restituant dans leur vrai texte, toutes celles qu'a données et maquillées Gustave de Beaumont dans son édition. Souhaitons qu'on le puisse faire un jour. Et puissions nous-même, en attendant, dans ce trésor. Nous y verrons de quels amis rares Tocqueville avait su s'entourer, et comment il les traitait.

Les plus curieuses lettres du début de sa vie publique sont sans doute celles que je n'ai pas réussi à atteindre et que peut-être on ne découvrira jamais. Mais Tocqueville, pour celles-là avait fait des brouillons. Son correspondant méritait des égards. L'auteur de la *Démocratie en Amérique*, alors âgé de trente et un ans, estimait, si célèbre qu'il fût déjà, qu'il ne pouvait écrire au courant de la plume à M. Royer-Collard. Ces brouillons, que j'ai retrouvés, nous avons toutes les bonnes raisons de croire que Tocqueville en a envoyé la copie à leur destinataire, puisque nous possédons les réponses de celui-ci.

Royer-Collard ressentait pour le caractère du jeune Tocqueville de l'amitié et du respect. « Cette amitié, lui écrivait-il un jour ¹, a mis dans ma vieille vie un intérêt qui lui manquait ». Et, dans la même lettre, il traitait deux sujets chers à Tocqueville : il disait du bien de l'honnêteté en politique et du mal de M. Thiers. « La politique hors de la morale n'est qu'un jeu de dupes et de fripons... Je ne sais, ajoutait-il aussitôt, si vous avez lu une histoire de la Révolution en dix volumes de l'ex-président du Conseil ; c'est la thèse contraire à la nôtre. Comme l'auteur n'est pas naturellement méchant ni pervers, il succombe souvent sous la difficulté, mais sans se révolter jamais ; c'est dans ce mauvais livre la seule victoire de l'honnête sur l'utile ». Et voici la réponse de Tocqueville : « Vous me parlez du livre de M. Thiers, Monsieur, et vous me demandez si je l'ai lu. C'est un des premiers ouvrages politiques qui me soient tombés sous les mains après être sorti du collège. J'étais dans tout l'élan des sentiments honnêtes qui sont naturels à la jeunesse et, de plus, les traditions de famille avaient conservé sur mon imagination leur vivacité première. L'histoire de la Révolution me causa donc un dégoût profond et la plus violente antipathie pour son auteur. Je regardais M. Thiers comme le plus pervers et le plus

¹ Inédite du 19 nov. 1836. Archives du Comte Ch. de Tocqueville.

dangereux de tous les hommes. L'été dernier, lors d'un voyage que j'ai fait à Paris, je l'ai rencontré un jour dans une maison tierce ; j'ai eu longtemps l'occasion de parler avec lui, car il a bien voulu faire beaucoup de frais en ma faveur. Je l'ai trouvé au-dessus et au-dessous de ce que je pensais. Je lui supposais à tort un dégoût naturel pour le bien ; je croyais qu'à utilité égale il préférerait le mal ; et je pense maintenant que seulement le bien lui est indifférent ; d'une autre part je lui accordais un certain génie machiavélique dans la pensée, dont j'avoue que je n'ai pas trouvé la trace. Il m'a paru exploiter spirituellement et superficiellement un petit nombre de lieux communs. Son principal mérite, et c'en est un grand, m'a semblé être de donner un tour heureux et simple ou une forme pratique à des sentiments peu élevés et à des pensées vulgaires, de telle sorte que les hommes médiocres qui l'entendent doivent le considérer comme le plus bel idéal qu'ils puissent se proposer et ne peuvent manquer de se sentir, en l'écoutant, contents d'eux-mêmes et de lui. Voilà, Monsieur, les impressions que m'a laissées cette entrevue. Je ne sais si je me trompe. En tout cas, je vous prie de me garder le secret, car je n'ai pas plus envie de faire de M. Thiers mon ennemi que mon ami... »

Notez qu'il ne s'agit pas, entre ce vieillard et ce jeune homme, de cet autre débat sur la morale et la politique qui a pour objet de déterminer si on doit opposer les préceptes évangéliques au salut public. Je crois que Tocqueville, homme de gouvernement, eût, pour servir l'État, commis d'un cœur léger de grands péchés. Mais il ne voulait pas que les gens chargés du bien général eussent l'âme basse et que leurs procédés de gouvernement fussent tortueux. Ils étaient d'accord là-dessus tous les deux. Parlant de l'Ancien Régime, Royer-Collard écrivait à son ardent correspondant : « Ce n'est pas la vieille forme de la société que je regrette, mais les hommes qui en sortaient ; les esprits, les âmes, les caractères. Il me faut *de la grandeur, n'en fût-il plus au monde* ; je ne redemande pas assurément les privilèges de la noblesse, mais je redemande *le gentilhomme*, et je ne le retrouve pas dans notre société. » Il le retrouvait en Tocqueville. Celui-ci, mis en confiance, découvrait volontiers son âme à un tel homme. Un jour, à la veille des élections qui devaient, pour la première fois, le porter au Parlement, il écrit à Royer-Collard : « Je désire être nommé, car je n'ai point pour le succès cette indifférence que vous m'exprimiez un jour, je l'avoue. Je ne suis pas froid, comme il serait plus sage de l'être, aux discours des hommes. Je ne voudrais point brûler le temple d'Ephèse pour qu'on parlât de moi, mais j'avoue qu'une grande et belle réputation, acquise par de beaux et bons moyens, m'a toujours semblé le plus précieux bien de ce monde et le seul qui valût le sacrifice de son temps, de ses forces, et même au besoin de sa vie. » Et ils renchérisaient volontiers à tour de rôle sur ce thème de la belle honnêteté. Royer-Collard lui écrit le 16 septembre 1836 ¹ : « Vous avez trop raison ; l'utile, exploité par la plus grande habileté, est encore au-dessous de l'honnêteté, non seulement comme but, mais comme moyen. J'ai passé ma vie dans cette comparaison ; l'expérience a toujours prononcé pour l'honnête. » Et Tocqueville répond le 30 octobre : « J'ai toujours pensé qu'à égalité de capacité, on finirait par réussir dans ses desseins plus sûrement encore en restant honnête

¹ Inédite. *Ibid.*

qu'en ne l'étant pas, si on ne se lassait pas si vite de l'être. » Par ce dernier trait d'une saisissante vérité, il montre qu'il ne poursuit pas une chimère et que, s'il croit au succès de la vertu, il connaît les conditions humaines de ce succès. Il faut, à l'honnête homme qui veut l'emporter sur les autres, plus que ne dit Tocqueville : il lui faut un plus grand génie qu'à ses rivaux ; en tout cas, à génie égal, plus de patience. Et si je relève cette formule admirable, c'est que lui-même y a conformé sa vie, et que la fortune, nous le verrons, fut à la fin contrainte de saluer plus bas que les autres cet honnête homme.

Il voulut un jour lire Machiavel. Dès le livre fermé, il écrivit à Royer-Collard : « Il y a dans cet ouvrage un grand étalage de scélératesse ; on y professe savamment l'art du crime en matière politique ; c'est une machine très compliquée, dont l'astuce, la fourberie, le mensonge forment les ressorts ; mais à quoi tout cela aboutit-il, après tout ? Il me semble que je vois à chaque instant l'élève de Machiavel qui s'embarrasse lui-même dans ses propres rêts ; en voulant se fortifier d'un côté, il se découvre par quelque endroit ; ses héros ne sont jamais assez habiles pour qu'on ne voie pas qu'ils sont habiles ; leurs trahisons ne sont jamais assez cachées pour qu'ils ne passent enfin pour des traîtres ; s'ils connaissent les faiblesses et les turpitudes des humains, ils n'ont jamais l'air de se douter qu'il existe au fond du cœur des hommes un sentiment vague, mais puissant, de justice, qui tôt ou tard se fait jour. » Il conclut en constatant qu'on « ne saurait être plus laborieusement criminel et qu'assurément il serait encore moins difficile de se tirer d'affaire en étant simplement honnête. » Là-dessus son siège est fait. Il n'en démordra pas de sa vie. Et nous trouverions, à travers sa correspondance avec tous les autres, les amis de sa jeunesse qu'il a gardés jusqu'à sa mort, et ceux de sa maturité, le même enthousiasme pour le bien et ceux qui le servent, le même dégoût pour toute bassesse. La seule différence, c'est que, n'ayant pas, pour ces correspondants moins solennels, écrit d'abord ses lettres au brouillon, il y a mis plus d'élan, des formules plus vives et quelquefois d'étonnantes maximes, qui resteront dans la mémoire des hommes. Vers la fin de sa vie, écrivant à Kergorlay, qui fut pour lui un ami moins présent, mais plus tendre que Beaumont, et plus près de son cœur d'aristocrate, il lui disait : « Je compare l'homme à un voyageur qui marche sans cesse vers une région de plus en plus froide et qui est obligé de remuer davantage à mesure qu'il va plus loin. La grande maladie de l'âme, c'est le froid. » Vous vous souviendrez de ce mot quand je parlerai de ses derniers moments. Et peut-être penserez-vous avec moi que cet homme, dont l'âme avait si grand besoin de chaleur, est en effet mort de froid.

Il ne trouvait pas de ces formules ardentes quand il écrivait à Beaumont. Il est probable que celui-ci, quand d'aventure son ami se haussait avec lui à un certain ton, prenait peur. Il est certain en tout cas qu'il biffa, dans l'édition qu'il nous a laissée de la correspondance de Tocqueville, ce beau passage d'une lettre qu'il avait reçue de lui le 6 juillet 1836 : « C'est une chose bien difficile que celle que nous entreprenons. Rester soi-même au milieu des partis qui divisent son pays ; réhabiliter l'honnêteté en politique dans une nation qui est devenue presque indifférente sur le bien et sur le mal et qui n'adore que le succès, ce n'est certes pas là une petite entreprise. Mais qu'importe ? Il vaut encore mieux échouer en faisant cela, que réussir autrement. »

Je n'en finirais pas si je voulais donner seulement une idée de ce qu'on découvre dans cette correspondance de Tocqueville, si vivante, si chargée d'idées et d'émotions, et si nombreuse. J'ai retrouvé un millier de lettres inédites, dont la plupart mériteraient d'être publiées et j'en pourrais signaler des quantités, peut-être d'autres milliers, que leurs détenteurs, on ne sait pourquoi, veulent garder secrètes. Heureux temps, où l'on pouvait, où l'on savait écrire ; heureux homme, qui jouissait à plein cœur des plaisirs de l'amitié.

À plein cœur ? Ici, je vais faire une observation qui étonnera d'abord, mais qu'on me pardonnera si l'on veut suivre ma pensée jusqu'au bout. Je ne crois pas que le cœur ait eu la première part dans les amitiés de Tocqueville. Je ne crois pas d'ailleurs que l'amitié soit nécessairement et surtout une affaire de cœur. J'ai été amené à réfléchir sur la nature des sentiments de Tocqueville à l'égard de ses amis en lisant ses *Souvenirs*, dont nous allons parler dans un instant, et où sont démasqués, en des portraits d'une vérité âpre et quelquefois féroce, tous ceux avec qui il a entretenu, avant et après avoir porté sur eux de tels jugements, la correspondance la plus intime et apparemment la plus amicale.

Cet honnête homme avait-il donc l'âme d'un fourbe ? Fort loin de là, mais les amitiés masculines sont d'abord un commerce de l'esprit. Elles n'existent qu'entre gens cultivés ou, pour le moins, diserts. L'amour peut se complaire dans le silence ; l'amitié, point. Ce sont les conversations qui l'entretiennent et qui la vivifient. Les paroles sont aussi nécessaires pour faire des amis que le bois ou le charbon pour faire du feu. Tocqueville a été recherché par beaucoup d'hommes distingués, parce qu'il avait toujours quelque chose à leur dire ou à leur écrire.

Ces hommes prenaient plaisir à l'entendre ou à le lire, mais aussi s'attachaient à lui. Ce n'étaient pas seulement des curieux, mais vraiment, à divers degrés, des confidents. C'est qu'au commerce de leurs esprits un autre s'ajoutait alors : celui de leurs âmes. Je ne dis pas de leurs cœurs. Il ne peut pas être question de tendresse entre des hommes, mais de confiance, c'est-à-dire d'un sentiment plus puissant et d'une qualité plus sûre. En amitié, il faut que l'un des deux au moins soit honnête, et qu'il porte l'autre à des hauteurs, où, détaché des misères et de la boue du monde, on n'ait, en se regardant dans les yeux, qu'à s'admirer.

En amour aussi, d'ailleurs. Ce qui déshonore le théâtre contemporain, c'est que tous les amants qu'on met à la scène ont l'âme basse. Dans la vie, les grands amoureux sont d'abord des êtres nobles, et la droiture foncière de Tocqueville, qui aurait pu le mieux servir en politique, a du moins fait de lui le mari le plus heureux et le plus rare des amis.

Chapitre VII

DÉPUTÉ

[Retour à la table des matières](#)

Voici donc, vers 1835, un gentilhomme qui atteint à peine la trentaine et que son livre sur l'Amérique a rendu célèbre. À quoi va-t-il s'occuper ? On lui fait fête dans Paris. Il va un soir chez M^{me} Récamier, où Chateaubriand va lire une partie des ses *Mémoires*. « J'ai trouvé là, écrit-il à Beaumont, un paquet de célébrités en herbe ou toutes venues, un petit salon très bien composé ; Chateaubriand d'abord, Ampère, Ballanche, Sainte-Beuve, le duc de Noailles et le duc de Laval, le même à qui j'avais entendu dire à Rome il y a dix ans : « Saquédié ! j'ai passé des moments agréables avec cette femme-là ! » Chateaubriand m'a présenté à tout ce monde-là, de manière à me faire des amis de quelques-uns, et de sincères ennemis du plus grand nombre. Les uns et les autres m'ont adressé beaucoup de compliments. Après avoir ainsi procédé à la petite pièce, les véritables acteurs sont entrés en scène. Il serait trop long de vous dire tout ce que j'ai entendu. C'est la première Restauration et les Cent Jours. Du mauvais goût quelquefois, quelquefois de la bile âcre, de la profondeur dans la peinture des embarras de Napoléon sur le trône, de la verve partout, de la poésie à pleines mains ; la marche de Napoléon sur Paris après le retour de l'île d'Elbe, peinte comme auraient pu le faire Homère et Tacite réunis, la bataille de Waterloo décrite de manière à faire frémir tous les nerfs, quoique ce ne soit que le retentissement lointain du canon... Que vous dirais-je ? J'étais ému, agité réellement et profondément remué, et, en exprimant une admiration extrême, je n'ai fait que rendre ma pensée ¹. »

Six mois après, il renonçait, en épousant une femme sans fortune, à la vie brillante que cette lettre nous fait entrevoir qui l'attendait.

« Nous vivons, devait-il écrire un jour, dans un temps où l'argent est nécessaire, même pour faire les choses qui valent mieux que lui. Il faut le mépriser et le garder. »

¹ *Œuvres*, t. VI, p. 26.

Le souci de cet argent méprisable le gêna constamment. Mais il acceptait cette gêne d'un cœur ferme. « Vous savez, écrivait-il à Gobineau, ma théorie sur ce point : il n'y a de notre temps qu'une seule force durable, c'est celle qu'on tire de son caractère. Il n'est qu'une seule façon de conserver intact avec certitude son caractère ; c'est de n'avoir jamais besoin d'argent. Ergo, je conclus que quand on ne peut pas augmenter son revenu, il faut savoir borner sa dépense ¹. »

Il sut la borner toute sa vie. Mis en possession de la terre de Tocqueville à la suite d'un partage entre ses frères en 1836, il dut réparer et entretenir à grands frais cette lourde propriété. Il se fixa dès lors à la campagne. L'Académie lui avait décerné, le 11 Août 1836, un prix exceptionnel de huit mille francs. Deux ans plus tard, il était élu membre de l'Académie des Sciences morales et politiques ; puis, en 1841, de l'Académie française. En 1837, on le faisait chevalier de la Légion d'honneur, sur quoi il écrivait à Royer-Collard ². « Je ne suis pas l'ennemi systématique des distinctions de cette espèce ; mais je crois que la manière dont elles ont été données depuis plusieurs années et les motifs pour lesquels elles ont été accordées leur ont ôté toute espèce de prix aux yeux des hommes sensés et honnêtes... De plus une distinction de cette espèce est une faveur : c'est un mot qui sonne mal à mes oreilles. La faveur est en général achetée par quelque chose. Rarement elle arrive sans être provoquée. Elle enveloppe jusqu'à un certain point dans la même nuance morale et politique celui qui accorde et celui qui accepte. Tout cela ne me convient point.

« Voilà, Monsieur, les réflexions pénibles que la lecture du journal a fait naître. Sont-ce des idées de malade ? Verrez-vous là un mauvais orgueil ? Un esprit exagéré d'indépendance ? Je ne sais, mais j'ai voulu vous les faire connaître.... S'il était possible, ce que je n'espère guère, de refuser sans grossièreté, sans esprit de parti et surtout avec modestie, je n'hésiterais pas à le faire. » Ce dernier mot est joli. Il tranche une question qui, périodiquement soulevée, est presque toujours résolue sans élégance. Il eut, quant à lui, la modestie de mettre à sa boutonnière le ruban rouge que, très certainement, il eût préféré qu'on ne lui donnât pas.

Quelques mois plus tard, nouvel incident. Il a décidé de se présenter aux élections. On lui offre des sièges de tous côtés, à Paris, à Versailles, à Valognes. Il se présentera en Normandie. Mais voici que le Président du Conseil, M. Molé, qui est son parent, croit bien faire en recommandant aux électeurs de voter pour un candidat si distingué. Là-dessus le candidat s'échauffe. « Je viens d'apprendre, écrit-il au président, que le préfet m'avait fortement recommandé aux électeurs de Valognes.... Il m'est impossible d'accepter une candidature officielle.... Je sais à qui je parle, et si M. le président me blâmait, j'en appellerais hardiment à M. Molé.... Je veux être en état de prêter un concours intelligent et libre, et c'est ce que je ne pourrais pas

¹ SCHEMANN : *Correspondance entre Tocqueville et Gobineau*. Paris, Pion, 1909, p. 175.

² Lettre inédite.

faire si je me faisais nommer par le gouvernement. Je sais bien qu'il y a des gens qui, en arrivant à la Chambre, oublient les moyens par lesquels ils y sont entrés : mais je ne suis pas de ces gens-là. J'y veux arriver avec la position que j'y veux tenir, et cette position est indépendante¹ » Molé lui répondit qu'il donnerait aussitôt l'ordre qu'on ne le soutint nulle part et qu'il était en conséquence assuré d'être combattu et battu – ce qui eut lieu.

« Je n'ai pas été faire une visite, avait écrit Tocqueville à son père, ni écrit une lettre, et, malgré cela, presque toute la portion éclairée et respectée du pays vote et agit pour moi. Si je ne suis pas nommé, je me console dans la minute.... »

Il était patient. Il nous a averti déjà qu'on réussit plus sûrement dans ses desseins en restant honnête qu'en ne l'étant pas, mais à condition, comme nous dirions aujourd'hui, de « tenir ». Il a « tenu » toute sa vie. En 1839, il fut élu avec éclat. Et plus tard, sa renommée s'affermissant il eut, lors de l'élection de l'Assemblée Constituante en 1848, un succès qui prit le caractère d'un hommage et d'une récompense : plus de cent dix mille suffrages sur cent vingt mille votants. Il a raconté, dans ses *Souvenirs*, comment il conduisit aux urnes ce jour-là les électeurs de sa commune. « Le matin de l'élection, tous les électeurs (c'est-à-dire toute la population mâle au-dessus de vingt ans) se réunirent devant l'église. Tous ces hommes se mirent à la file deux par deux, suivant l'ordre alphabétique... Au bout ... venaient sur des chevaux de bât ou dans des charrettes des infirmes ou des malades qui avaient voulu nous suivre. Arrivé au haut de la colline qui domine Tocqueville, on s'arrête un moment.... ». Ici, je passe la parole à un survivant que j'ai eu la bonne fortune de rencontrer à Valognes il y a déjà fort longtemps et de qui je tiens la lettre la plus savoureuse : « À notre prière, écrit-il, Monsieur Alexis est monté à ce moment sur un fossé ; il nous a indiqué ce que nous devons faire. Sa voix éclatante et forte, ses yeux noirs, brillants d'intelligence et lançant les éclairs de son génie, nous ont plongés dans l'admiration. » Tocqueville leur recommanda de ne pas se laisser accoster ni détourner par les gens du bourg : « Que personne, dit-il, n'entre dans une maison pour prendre de la nourriture ou pour se sécher (il pleuvait ce jour-là) avant d'avoir accompli son devoir ». Ils votèrent tous en bon ordre, et pour lui. Quant à Jean Lécivain, le vieillard qui m'a dit, puis écrit le souvenir qu'il a gardé de cette journée, je ne résiste pas à la tentation de publier le portrait qu'il m'a fait de son grand homme : « Sa figure était pâle ; ses yeux noirs vous laissaient voir sa grande âme énergique ; sa voix était fortement timbrée et ses paroles toujours empreintes de la plus haute raison. Sa chevelure d'un beau noir d'ébène pendait en boucles soyeuses et encadrait son cou ; un chapeau de feutre mou ordinairement coiffait sa tête ; ses mains étaient petites, maigres ; les doigts allongés, couronnés de longs ongles. » Ne trouvez-vous pas ce dernier trait charmant ? Croyez d'ailleurs qu'il n'est pas désobligeant pour Tocqueville. Il signifie seulement que M. Alexis ne portait pas, comme Jean Lécivain, les ongles ras.

¹ *Œuvres*, t. VI, p. 71.

Le voici à la Chambre. Sur sa carrière politique, très agitée, de 1839 à 1848, nous nous arrêtons sans plaisir. Lui-même va tout de suite nous justifier de n'y pas attacher un grand prix. « Je perds, a-t-il écrit ¹, le fil de mes souvenirs au milieu de ce labyrinthe de petits incidents, de petites idées, de petites passions, de vues personnelles et de projets contradictoires, dans lequel s'épuisait la vie des hommes politiques d'alors. »

Là-dessus il nous montre comment la classe moyenne était devenue en 1830 non seulement la directrice unique de la société, mais sa *fermière*. « Elle se logea, nous dit-il, dans toutes les places, augmenta prodigieusement le nombre de celles-ci et s'habitua à vivre presque autant du Trésor public que de sa propre industrie. »

Alors, ajoute-t-il, « il se fit un très grand apaisement dans toutes les passions politiques, une sorte de rapetissement universel en toutes choses et un rapide développement de la richesse publique ». Et il analyse aussitôt l'esprit de cette classe moyenne, « esprit actif, industriel, souvent déshonnête, généralement rangé, téméraire quelquefois par vanité et par égoïsme, timide par tempérament, modéré en toutes choses, excepté dans le goût du bien-être, et médiocre ; esprit qui, mêlé à celui du peuple ou de l'aristocratie, peut faire merveille, mais qui, seul, ne produira jamais qu'un gouvernement sans vertu et sans grandeur. Maîtresse de tout comme ne l'avait jamais été et ne le sera peut-être jamais aucune aristocratie, la classe moyenne, devenue le gouvernement, prit un air d'industrie privée ; elle se cantonna dans son pouvoir et, bientôt après, dans son égoïsme, chacun de ses membres songeant beaucoup plus à ses affaires privées qu'aux affaires publiques et à ses jouissances qu'à la grandeur de la nation. »

À toutes ces raisons de ne pas nous attarder volontiers dans une époque sans éclat, il faut ajouter la suivante, dont Tocqueville ne parle pas : c'est qu'il y lit lui-même une assez décevante figure. Très décevante pour nous, qui avons trop loué le personnage pour n'éprouver pas quelque gêne à le juger avec désintéressement dans sa vie parlementaire.

Ni dans ses lettres ni dans ceux de ses écrits qui resteront, il n'a été, on l'a vu, un libéral au sens habituel du mot. Il le fut pourtant à la Chambre des Députés et dans les journaux où il écrivit sous la monarchie de juillet. Il le fut, où s'efforça de l'être, à la façon courante, celle des individualistes qui l'entouraient. Il ne perdit pas une occasion de se réclamer de la Déclaration des Droits de l'homme, d'affirmer son attachement au principe de la Souveraineté populaire et de croire, ou de parler comme s'il croyait, que la France datait de la Révolution. Cela même ne surprendrait pas. Puisque la démocratie lui semblait, depuis son voyage en Amérique, d'institution divine, on peut concevoir qu'il ait

¹ *Souvenirs d'Alexis de Tocqueville*, publiés par le Comte de Tocqueville, Paris, Calmann-Lévy, 1893, p. 5.

pris sur lui d'accepter les dogmes révolutionnaires, qui sont la démocratie mise en formules ; et l'on devine quel effort sans issue il a pu faire pour empêcher les démocrates de son temps de s'accommoder de la tyrannie démagogique, pour sauver du péril la liberté, sa chère liberté. Il demeurait ainsi dans sa ligne. Mais, comme il arrive dans la vie parlementaire, il prit, sans y penser, le vocabulaire de ses voisins ; n'ayant point, à l'égard de la liberté, une doctrine ferme, mais un sentiment, il ne se méfia pas de la doctrine des autres. Il ne vit pas nettement qu'il désignait, avec les mêmes mots que ses amis, une autre chose ; il voulait être libre et le disait naturellement avec eux, dans un langage dont le sens lui eût fait horreur s'il y avait réfléchi. Car comme tous les amoureux, il ne pensait plus, il chantait quand il s'agissait de son amour.

C'est ainsi qu'à lire ses articles dans le malheureux journal dont il prit un moment la direction, le *Commerce*, on croirait vraiment avoir affaire au démocrate libéral qu'on a toujours dit qu'il était et que j'estime qu'il ne fut pas.

Il n'est pas toujours commode de déterminer quels articles de cette feuille ont été écrits par lui. Dans une lettre inédite à son ami Corne, datée du 1^{er} décembre 1844, on trouve cet aveu : « J'ai cru devoir y mettre (dans le *Commerce*) un article signé, qui sera suivi d'un ou deux autres. J'ai eu deux objets en vue en agissant ainsi : le premier a été d'être utile au journal ; le second, de bien établir, aux yeux du monde politique, que je n'écrivais dans le *Commerce* que ce que je signais et qu'en conséquence je ne prenais la responsabilité de rien de plus.... » Entendait-il renier ainsi tant d'autres articles non signés dont il était évidemment l'auteur, ou craignait-il seulement qu'on lui attribuât la paternité de tout le fatras solennel et déplaisant dont les rédacteurs de ce temps-là avaient coutume d'assommer leurs lecteurs ? Je ne crois pas aux défaillances de caractère d'un homme comme Tocqueville. Je pense, par contre, qu'il se souciait beaucoup qu'on ne le confondît pas avec le vulgaire. À nous de le reconnaître dans ces colonnes, où l'on dirait que, tout de même, il s'efforce d'être aussi gris et sentencieux que ses médiocres confrères. Le 15 décembre 1844, à propos de l'accession des jésuites au pouvoir à Lucerne, je vois un article qui est certainement de sa plume. Il y dénonce les jésuites avec une violence qui, venant d'un tel esprit, scandalise. Il y fait d'ailleurs une remarque intéressante, et prend soin de ne s'attaquer ni à la religion même, qu'il a toujours respectée, ni aux ordres monastiques, devant lesquels il s'incline. Il observe que les jésuites sont un ordre à part de tous les autres, parce qu'il n'est pas spécialisé. « Chez eux, dit-il d'abord, le même homme ne s'occupe jamais de deux choses : celui-ci est missionnaire, celui-là, prédicateur ou confesseur, cet autre, professeur ou maître d'études. Il ne sera jamais que cela toute sa vie, et, en conséquence, il parviendra à faire cette chose aussi bien que possible ; mais l'ordre lui-même n'a pas de spécialité il entreprend à la fois toutes les œuvres ; il se mêle à la fois de tout ce dont l'Église s'occupe il fait à la fois tout ce que le clergé a à faire ; ou plutôt, c'est, en quelque sorte, un autre clergé à côté du clergé : c'est un gouvernement à côté et au milieu du gouvernement légitime de l'Église. »

Jusque-là, rien à dire. Mais, prenant alors le ton des hommes de gauche avec lesquels il a lié partie, il poursuit : « C'est un gouvernement monacal qui

dirige les intérêts généraux de la société chrétienne suivant les vues d'une corporation particulière ; qui a besoin sans cesse d'allumer les passions pour se créer une force qui lui soit propre ; de faire naître la guerre pour se rendre nécessaire ; d'entreprendre quelque chose de plus que le clergé ordinaire pour se singulariser et attirer vers soi les regards. En un mot, c'est l'Église livrée à l'administration turbulente et mal réglée d'un parti. » La suite importe peu. J'aurais même pu laisser tout le document où il est, dans la collection poussiéreuse d'un journal dont tout est oublié, le rôle, la couleur et même le nom. Ainsi nul n'aurait pu reprocher à Tocqueville ces lignes qui n'ajoutent rien à sa gloire.

Après cela, lisez ce que Tocqueville écrivait le 2 décembre 1844, à propos de la liberté d'enseignement, qu'il défendait alors avec âpreté contre ses amis de gauche eux-mêmes. Aux yeux de ceux-ci, nous dit-il, « la liberté d'enseignement semble être une servitude imposée par la Charte. Nous l'admettons comme un des grands bienfaits que la Révolution nous a assurés.... » Il croit encore, il croit de tout son cœur, aux bienfaits de la Révolution. Il sait, de science sûre, que la démocratie conduit à la servitude, mais la Révolution démocratique par excellence, la Révolution niveleuse de 1789, celle qui a abattu tous les hommes à la fois, en les détachant les uns des autres et de leurs racines, il persiste à dire qu'elle a fondé la liberté. Voyez comme il s'émeut, dans le même article, en rappelant la grande date sur laquelle Sainte-Beuve avait bien vu que cet aristocrate n'entendait pas la plaisanterie : « Ne donnons pas aux légitimistes cette joie, écrit-il, et à ceux qui sont restés fidèles au culte de 1789 cette douleur, de croire que cet immense mouvement de la Révolution française, qui a remué presque toute l'espèce humaine, n'a abouti après tout qu'à satisfaire des intérêts nouveaux, et non à faire triompher dans le monde de nouveaux droits et de nouvelles garanties. »

Pour en finir avec Tocqueville journaliste, disons que le *Commerce* n'eut qu'un temps, que le projet de faire paraître un nouveau journal, le *Soleil*, échoua, et qu'il faut s'en féliciter. Sans penser grand bien des journaux qui ont la vogue à présent, on peut tenir les plus fameuses gazettes d'alors pour des papiers assez misérables. On y écrivait et on y faisait la polémique comme dans les feuilles qui s'impriment aujourd'hui dans les chefs-lieux de canton. Et les gens d'autrefois avaient la gravité en plus, c'est-à-dire le ridicule. Voici un échantillon de ce qu'on écrivait, par exemple, au *Globe*, le 10 juin 1842, concernant le pauvre Tocqueville et son ami Beaumont :

« M. de Cormenin, le gentilhomme républicain, a envoyé à l'Académie des Sciences morales et politiques, où il convoite un fauteuil, un mémoire sur les empoisonnements par l'arsenic. L'académie, par une assimilation épigrammatique, a nommé pour rapporteurs du mémoire du publiciste radical MM. de Tocqueville et Beaumont, les publicistes jumeaux. Le moindre défaut de ce titre si vague de *publiciste*, assigné aux écrivains qui ne possèdent aucune spécialité, est de faire croire qu'ils sont propres à toute chose. Aucune science ne leur est étrangère, et ils tranchent avec autant d'aisance une question délicate qu'un fait de stratégie.

» Le rapport de MM. de Tocqueville et Beaumont n'est pas sorti des nuages dont ces publicistes font leur demeure habituelle. Plus d'un front célèbre dans la magistrature s'est froncé à leurs paradoxes aventureux, et maint philosophe hautement placé a dédaigneusement souri à l'outrage boursoufflé de ces messieurs. C'est toujours le même amphigouri de grands mots entortillés en phrases vides et redondantes : la même superficialité de pensée qui, sur l'approbation bénévole des journaux et du public, plus pressés de louer l'ouvrage que de le lire, ont valu à l'auteur de la *Démocratie en Amérique* l'extravagante réputation si heureusement exploitée par lui... »

On se demande ce qu'un homme comme le délicat, sage et savant Tocqueville allait faire dans cette galère...

Il ne devait pas réussir beaucoup mieux à la tribune, mais là on n'a pas l'impression qu'il s'abaisse. L'art oratoire, même dans les parlements médiocres, reste une grande chose. Les plus beaux orateurs sont parfois de tristes personnages. Mais tous les grands hommes, tous ceux qui pensent avec puissance et que torture le besoin d'agir sur les autres, ont rêvé de bien parler en public. C'est une pitié que de voir Tocqueville en proie à ce tourment. Ici nous allons puiser dans le meilleur de son œuvre, dans sa correspondance, particulièrement dans les lettres à sa femme, qu'il serait si désirable qu'on éditât un jour. Vous allez voir comme le ménage fit bien de se séparer quelquefois pendant les sessions. Le député faisait part alors de ses émotions à la châtelaine restée en Normandie et lui contait sa vie politique en des pages charmantes, que nous allons feuilleter.

Voici une lettre du 17 août 1842, qu'il faut lire tout entière, parce que, dans tous ses détails, elle va nous instruire :

« Les lettres reflètent naturellement, écrit-il, l'état de l'esprit dans le moment où on les écrit, plutôt que le fond même des pensées. Tu ne t'étonneras donc pas, ma petite amie chérie, si, tout en étant content de toi et, en général, de ma condition, je t'écris une lettre mécontente et troublée. Décidément l'approche de cette tribune me tue et l'effet qu'elle produit sur moi finira par me forcer à renoncer à la vie politique. Il y a peu de chances pour que je puisse parler dans cette discussion. Je ne suis pas inscrit. Il y a dix à parier contre un que l'occasion de dire mon mot ne se présentera pas ; eh bien, la seule possibilité de la chose me rend soucieux, distrait, agité, impropre même au travail qui serait nécessaire pour réussir dans cette épreuve. Cela est triste, mais qu'y faire ? Cette malheureuse disposition semble tenir à la constitution même de mon âme, tant je sens d'impossibilité de la modifier. Il est toujours probable que la Chambre finira samedi. La chose est loin d'être sûre pourtant. Ma lettre de vendredi pourra, j'espère, lever tes doutes à cet égard.

» Je vois bien qu'il faudra remettre à l'an prochain tes visites ; puisque, pendant le mois où tu as été seule, tu n'as pas pu trouver trois jours pour les faire, il est bien clair qu'une raison où une autre t'empêcheront toujours. Je trouve la raison que tu me donnes dans ta dernière lettre très plaisante. C'eût été manquer à mon père que de l'aller attendre à Valognes au lieu de l'attendre à

Tocqueville. Jamais, je crois, on n'avait entendu les convenances de cette manière-là.

» Je m'aperçois que je grogne. Je voudrais m'en empêcher, car cela ne sert à rien. Mais cette maudite vie politique crée un fond de mauvaise humeur contre lequel on ne sait comment lutter ; cela sort toujours par quelque bout.

» J'ai eu ce matin cependant une émotion qui avait son prix, J'ai été voir un général couvert de blessures que nous avons élu, l'autre jour, questeur, ce qui est une fortune pour lui. Ces places sont payées et bien payées. Comme il appartient à l'opposition, on croyait généralement qu'il ne serait pas élu ou plutôt réélu, car il était déjà questeur l'an dernier. Sa femme est, en ce moment, à trois cents lieues d'ici. Il en recevait une lettre quand j'étais là. Je vis que cette lettre lui causait une grande impression. Enfin, les larmes lui vinrent aux yeux et il me tendit la lettre en me disant avec cette émotion profonde, mais contenue, d'un vieux soldat : « Voyez, Monsieur, quelle femme j'ai là ! et si, tout pauvre que je suis, j'ai lieu de me plaindre de mon sort. » Je lus la lettre. Elle était admirable. Elle était écrite sous le coup d'une lettre où il annonçait qu'il allait échouer : « Ne vous inquiétez ni de moi, ni de nos enfants ! Ne songez qu'à soutenir votre honneur qui est le nôtre. Depuis longtemps, nous sommes pauvres, parce que vous avez voulu conserver vos opinions. Nous avons vécu, quoique avec peine. Nous saurons faire de même encore et nous serons fiers au moins de porter votre nom. » N'est-ce pas un beau langage ? J'étais vraiment ému en lisant cela. Tu sais qu'une belle action ou une belle parole ne m'a jamais laissé calme. Je serrai la main à mon homme en lui disant : Général, vous n'avez pas, en effet, à vous plaindre de votre sort. Et j'ajoutai tout bas : Ni moi du mien ; ma femme ne m'écrit pas d'un autre style en circonstance pareille. Plus je vais, en effet, et plus je suis convaincu que de toutes les circonstances heureuses qui se sont rencontrées dans ma vie, la plus heureuse de toutes est sans contredit de t'avoir trouvée. Je t'aime de toute mon âme et je te quitte au plus vite, de peur qu'il ne me prenne l'envie de te quereller sur quelque misère. »

Un autre jour, il a parlé ; il devrait être apaisé après ce grand effort. Ses nerfs en restent surexcités et voici le billet qu'il envoie, tout secoué d'émotion, à sa femme :

« Vendredi matin. Ma petite amie chérie, j'ai parlé hier à la Chambre. Le moment était très défavorable. Il était près de six heures. La Chambre était pressée. Cela m'a troublé et j'ai cru avoir horriblement mal parlé. D'après tout ce que j'entends dire ce matin, il semble que je me suis fort exagéré cette impression et que, si le discours d'hier n'est pas un succès, ce n'est pas non plus un échec. Dans le premier moment, je t'avais écrit une lettre qui t'aurait affligée. Je viens de la brûler, non seulement parce que je ne veux pas te faire de la peine, mais encore parce que mes impressions, en t'écrivant, dépassaient, je le pense, la vérité. Aujourd'hui, je ne suis point désolé, mais pourquoi cacher que je suis très triste ? J'ai fait hier de nouveau l'expérience que le manque absolument du talent qui, dans ce gouvernement, est tout, du talent d'improviser.

» J'ai voulu répliquer, hier, et je n'ai fait que dire une partie du discours que j'avais préparé et qui ne s'adaptait pas complètement à la circonstance. C'est ce qui fait qu'une partie de la Chambre a mal écouté. Je ne veux point m'appesantir sur ce sujet. À quoi cela servirait-il qu'à t'attrister !

» J'aime mieux songer que je vais te revoir. De ce côté, il n'y a que des joies douces et qui ne sont jamais empoisonnées par ces affreuses amertumes que donne l'orgueil blessé ou souffrant. Je vais te revoir. Ce mot suffit pour remplir mon cœur de bonheur. Il faut, dimanche soir, envoyer une voiture à Valognes. Je ne suis pas encore sûr, cependant, que la Chambre me permette de partir. Pour le savoir maintenant, tu n'as plus qu'un moyen, c'est, dimanche soir, d'envoyer chercher à Barfleur le journal. Ce sera celui de samedi matin ; il pourra prévoir ce qui va venir le lendemain. Mais non. Voici un autre moyen plus sûr. Si, dans la journée de samedi, je vois que la loi ne peut finir ce jour-là, je t'écirai poste restante à Barfleur. Dimanche soir, tu enverras chercher la lettre. S'il n'y a pas de lettre, c'est que j'arriverai le lendemain. Aussitôt arrivé à Valognes, je monterai en voiture et j'irai à Tocqueville. J'ai faim et soif de te voir. Mon cœur a besoin d'immenses compensations pour l'aridité de ces derniers temps. Où puis-je les trouver, sinon près de toi ? Je t'arriverai donc mourant du désir de te voir, de te parler, de te serrer dans mes bras.

» Je t'aime, je t'embrasse, je t'adore de toute mon âme et je dévore, en idée, les trois jours qui me séparent encore de toi. »

« 10 heures. Point de lettre de toi. Je n'en avais jamais désiré une plus vivement. Elle m'aurait fait du bien et du plaisir, mais je ne suis pas en heureuse veine et il faut se résigner. Je suis bien triste. »

Au début de la même session, il avait songé à l'appeler auprès de lui.

« Notre plus grand bonheur n'est-il pas en nous-mêmes ? Et n'aurions pas tort de nous en priver pendant une douzième de l'année, quand nous pouvons faire autrement ? Je sais qu'il y a toujours cette maudite considération d'argent qui se présente. J'ai peur que ton séjour ici ne nous coûte cher. Il me semble cependant que cette dépense pourrait être diminuée par beaucoup d'économies... Songe bien à tout cela. Je ne puis dissimuler que j'aurais un bien grand plaisir à te sentir de nouveau près de moi. Tu devrais aimer nos séparations, car à peine t'ai-je quittée, qu'il me semble aussitôt avoir mille raisons nouvelles de t'aimer... »

Cela dit, il lui montre et nous explique admirablement à nous-mêmes sa situation douloureuse au milieu des partis :

« Je ne te dis rien de l'intérieur des affaires, puisque tu vois les journaux. Quant à moi, la vue du monde politique m'a rejeté dans la mélancolie noire que tu me connais. Je suis toujours dans le même cul-de-sac. L'opposition se divise en deux bandes : l'une composée de modérés que M. Thiers et ses amis exploitent de telle façon qu'on ne peut se joindre à celle-là sans paraître fripon ou dupe ; l'autre, composée de gens violents ou inintelligents, aussi incapables

de se conduire eux-mêmes que de conduire les autres ; gens avec lesquels il est difficile de marcher dans un moment donné, impossible de marcher habituellement. Une opposition *honnête* et *modérée* ne se rencontre, à vrai dire, que chez moi et mes amis ; et ceux-là ne sont pas en état de faire un parti à part. Je suis donc retombé dans tous les tiraillements, les incertitudes et les mécontentements intérieurs qui m'ont rendu jusqu'ici la vie politique si pénible et souvent si douloureuse.

» Je t'embrasse mille fois et du fond de mon cœur, comme je t'aime. Quand serai-je seul avec toi dans notre cher Tocqueville ? »

Au cours des années, il ne cessera de parler avec la même tendresse de son vieux château. En 1845, il écrit de Paris à son *amie chérie* :

« Ah ! que je soupire après notre chère solitude de Tocqueville, et toi seule pour compagne, ne fut-ce que pendant quelques jours, pour pouvoir enfin parler, penser, agir suivant ma nature, sans crainte d'être mal jugé ou mal compris. Plus je vis, plus je découvre que je ne puis jouir de ce bonheur qu'avec un seul être au monde, qui est toi, et que tu me deviens plus nécessaire et plus chère, à mesure que le reste de l'humanité me devient plus indifférent et plus déplaisant. Et tu dis que je ne t'aime point ! Tu es archifolle et tu m'impatientes et m'irrites profondément, quand tu m'écris de telles billevesées... »

Cette femme devait être insupportable, et il l'adorait.

« 1842. Paris, ce mercredi soir. Ta lettre de ce matin m'a fait bien plaisir, mon amie chérie. Quand je crois que tu as du chagrin, je ne sais que devenir moi-même. Je ne puis penser alors qu'à toi et tout m'apparaît sous un jour triste, en moi et autour de moi. Je voudrais bien savoir comment cela se nomme, sinon aimer. Sans cause réelle de chagrin, j'étais accablé de tristesse durant les quinze jours qui viennent de s'écouler. Aujourd'hui que rien n'est changé, je me semble un autre homme. Je suis plus content de moi et des autres. Pascal a écrit quelque part que le temps n'influe guère sur son humeur, qu'il avait sa pluie et son soleil en lui. Moi, je les ai en toi. Quand tu es triste et affligée, ta tristesse me parût-elle déraisonnable ou même offensante, elle me gagne et je m'en sens plus pénétré que si elle m'était propre. La raison de tout ce phénomène, c'est que je t'aime de tout mon cœur et que tu as fini par te loger dans tous les plus petits coins de mon âme, à ce point qu'elle se sent souffrante de partout quand tu souffres toi-même. »

« ... Tu te plains que je ne te parle pas politique. Il s'agissait bien du sort des empires, quand nous nous querellions. Je t'assure qu'il n'y a pas de jour où je n'aie pensé bien plus souvent et bien plus profondément à notre dissentiment qu'à la Charte et à la Monarchie : ce en quoi j'avoue, du reste, que j'ai eu tort. Ma dernière lettre a dû cependant te donner en gros des notions sur ce qui se passe. Quant aux détails, je ne saurais te les donner que de vive voix. La Chambre, ainsi que je te l'ai dit, est fort semblable à sa devancière. Deux grands partis égaux ; entre eux, une poignée d'intrigants, faisant alternativement passer la victoire d'un bord à l'autre. Mon attitude est aussi à

peu près la même. Je n'ai rien fait de bien considérable. Quelques députés nouveaux et gens de mérite semblent désirer marcher avec nous. Je ne crois pas à l'avenir de ces associations, mais elles n'ont pas d'inconvénients avec des hommes nouveaux et non classés. Je m'y prête, sans en attendre beaucoup. La grande affaire sera, comme je le disais, dans les preuves que je donnerai de ma capacité et de mon caractère. Ai-je l'un et l'autre, dans un degré éminent ? C'est ce qui est loin de m'être encore prouvé à moi-même, Il est possible que j'aie l'occasion de parler la semaine prochaine dans la loi de Régence : je désire le pouvoir... »

L'heure d'intervenir dans cette affaire de la Régence approche. Il s'affole.

« Ma petite amie chérie... j'ai l'esprit troublé et inquiet par l'approche de la discussion de la Régence... La tribune est pour moi un objet d'horreur et de terreur, et sa vue, même de loin, me cause un trouble profond dont je ne suis pas le maître... »

On ne se lasserait pas de parcourir ces lettres, où il proteste de son amour, où il semble s'accrocher, comme un pauvre homme que déçoit la vie publique, à la seule âme qu'il sente égale à la sienne.

« Est-ce que tu ne vois pas, lui écrit-il un jour, qu'indépendamment de beaucoup de qualités aimables et charmantes que je trouve en toi, il y a une chose qui t'élève et t'élèvera toujours à mes yeux à mille pieds au-dessus de toutes les femmes que je connais ; et cette chose, pour la rendre en un mot, c'est que tu as une grande âme. »

Il aime cette femme et le lui dit tous les jours :

« Je t'aime de tout mon coeur, tu le sais bien. Tu es la seule personne au monde qui ait ma confiance, le seul coeur dans lequel je me fie, le seul auquel je me sois complètement ouvert. Tu es nécessaire, non seulement à mon bonheur, mais à ma vie : car, après toi, il n'y a rien que l'isolement et le désespoir... »

« Plus je vis et plus je suis convaincu que toute la part de bonheur que nous pouvons espérer dans ce monde vient de notre union. Je ne puis te dire avec quelle douceur, quelle émotion et quelle reconnaissance je songe à notre intérieur, mais aussi avec quel tremblement je pense que nous avons mis l'un et l'autre dans un seul être toutes nos chances. Car que deviendrais-je sans toi ? En vérité, il n'y aurait pas sur la terre d'homme plus malheureux que moi, malheureux de ce malheur irrémédiable dont chaque jour, chaque incident, chaque circonstance font sentir de plus en plus la profondeur. Mais j'espère, Dieu merci, que tu vivras plus que moi. »

Nous allons revenir à la politique, mais cette parenthèse charmante, il fallait bien l'ouvrir et ne pas la refermer trop vite. Ce que nous savons maintenant du coeur de Tocqueville et du feu qui consumait ce coeur nous aura éclairés : le mari parfait de Marie Mottley ne pouvait faire qu'un député médiocre. Non que les grandes passions ne soient utiles en politique ; mais l'amour souffrant pour

une femme est, dans une âme masculine, à la fois la source et le signe d'une grande faiblesse. Chez Tocqueville, la sensibilité était presque malade. Il aurait pu, nous le verrons, faire un grand ministre. Il manquait de sang-froid pour la vie parlementaire.

« Vous me désespérez, écrit-il à Beaumont ¹ en me parlant d'un grand rôle. Je sais mieux que personne ce qui me manque pour un rôle de cette espèce, à commencer par la confiance en moi-même. De plus, que voulez-vous faire de considérable sur cette mer morte de la politique ? Ce qui fait les grands rôles dans les affaires publiques, ce sont les grandes passions politiques. Il n'y a pas d'homme qui puisse lutter avec éclat contre l'apathie, l'indifférence et le découragement de toute une nation. J'ai beau allumer un grand feu dans mon imagination ; je sens le froid général qui pénètre de toutes parts en moi ; malgré mes efforts, il éteint le verbe. »

Dans des notes inédites, je trouve sur l'état de la France, cette formule, qu'une voix illustre devait rendre un jour immortelle : « Comment veut-on que le pays ne tombe pas peu à peu dans un profond ennui ? » Oui la France s'est ennuyée pendant les années qui ont précédé 1848. Tocqueville le sentait plus vivement que d'autres ; et longtemps, sans doute, il fut seul à l'avoir écrit ou dit. Ses collègues du Parlement, tout occupés de leurs petites ou grandes affaires, ne connaissaient pas ce mal de l'ennui. Les meilleurs mêmes ne voyaient pas que les mœurs politiques se dégradaient autour d'eux. L'honnête Gustave de Beaumont a pris soin de laisser de côté, dans la correspondance de son ami, toutes les lettres ou les parties de lettres où Tocqueville dénonce les bas appétits des partis. La perspicacité, le don de prophétie même, ne consistent pas tant à voir l'avenir, qu'à discerner dans le présent un mal nouveau, qui va grandir. Ce mal, dont souffrent toutes les démocraties modernes et qui a fini chez nous par discréditer aux yeux de trop de gens la politique et ceux qui la font, Alexis de Tocqueville nous le montre à sa source. Les bourgeois du temps de Louis-Philippe s'enrichissaient, sans se soucier du reste. Les ploutocrates d'aujourd'hui subordonnent à leurs affaires la politique du monde. Aux yeux de Tocqueville, c'est Thiers, bien plus que Guizot, qui personnifie cet avilissement de la politique. On a pu prêter à Guizot, à la suite d'un mot malheureux, des intentions qu'il n'avait point. Thiers, chef de l'opposition, n'avait pas l'excuse d'être ministre. Ce n'est pas le pouvoir qui l'a corrompu : la corruption était en lui.

Voici une lettre que Beaumont n'a pas publiée. Elle lui fut adressée par Tocqueville le 14 décembre 1846. J'en citerai ici la plus grande partie, car elle me paraît capitale.

« Je vois sans beaucoup de surprise, mais avec beaucoup de chagrin, que, quoique d'accord sur le but vers lequel on doit tendre, ayant en définitive les mêmes goûts et les mêmes opinions générales en politique, nous sommes malheureusement divisés sur la conduite à tenir en ce moment. Cela me peine

¹ Lettre inédite du 22 novembre 1842.

extrêmement et me fait sentir le besoin, même au milieu de la vie agitée que je mène, de reprendre encore le sujet avec vous et vous bien expliquer les motifs qui me font agir dans cette circonstance, sinon contrairement à vous, du moins différemment de vous. Je voudrais que cette différence d'opinion ne desserrât en rien le lien si fort et si ancien d'affection et d'estime qui nous unit ; ce qui est, je crois, facile, en se parlant toujours à coeur ouvert.

« J'ai trop d'expérience du monde politique pour ne pas savoir que toute séparation ostensible de M. Thiers mène, dans un temps plus ou moins long, à faire la guerre à M. Thiers. Seulement cette conclusion peut être plus ou moins rapidement tirée. Ni mon goût, ni mon intérêt, ni mon devoir ne me portent à combattre immédiatement M. Thiers et je crois qu'avec quelque prudence des deux parts on peut marcher assez longtemps, faisant une guerre parallèle au cabinet sans se heurter. Je ne suis donc pas disposé, pour ma part, à prendre une position hostile et militante à l'égard de M. Thiers. Mais je considère comme d'une importance immense d'en prendre vis-à-vis de lui, aux yeux du pays, une qui soit réellement et nettement indépendante, et il y a longtemps que je l'aurais fait publiquement si je n'avais été seul. Voici, en bien peu de mots, mes raisons :

« Comme je vous parle à coeur découvert, je vous avouerai sans détour que la première et la plus forte de mes raisons, c'est le besoin de me satisfaire moi-même. De tous les hommes qui existent dans le monde, M. Thiers est assurément celui qui heurte et qui froisse le plus complètement tous les sentiments que je suis habitué à considérer comme les plus élevés, les plus purs et les plus précieux de tous ceux que je rencontre hors de moi et en moi. Je sens, sans le vouloir, autrement que lui sur presque toutes les choses de ce monde ; ce que j'aime, il le hait ou le ridiculise ; ce qu'il aime, je le crains ou le méprise ; et cela, de part et d'autre, sans préméditation, par le seul mouvement instinctif de nos deux natures. Vivre en contact habituel et en communauté d'action avec cet homme-là ; concourir dans une certaine mesure à l'accomplissement de ses desseins ; travailler malgré moi à lui livrer le pouvoir ; découvrir tous les jours que je suis, soit volontairement, soit à mon insu, l'instrument de ses plans et de sa politique, cela finirait par me faire une si misérable existence à mes propres yeux qu'il n'y a que l'impossibilité la plus absolue d'en avoir une autre qui pût me décider à la mener encore. Je ne sais pas si je n'aimerais pas mieux quitter la vie politique.

« Maintenant que je vous ai donné en premier lieu la raison, qui, parlant à un autre, n'eût été donnée par moi que la seconde, permettez-moi d'être aussi explicite et aussi franc sur celle-ci. Non seulement je trouve l'union avec M. Thiers pénible et compromettante, mais au point de vue des grands intérêts de notre pays et de notre patrie, je la tiens pour très pernicieuse. Je crois que ceux, qui comme Barrot et comme vous-même, mon cher ami, pensent pouvoir enchaîner M. Thiers, le modifier, le contenir, le tenir, sont dans une illusion. M. Thiers a une personnalité trop indomptable dans sa souplesse, trop éclatante, trop puissante, pour qu'on puisse en arriver là. Vous pouvez bien obtenir de lui telle concession en retour de telle autre, le faire céder sur tel point, lui imposer tel sacrifice. Vous ne changerez ni sa nature ni ses tendances profondément

hostiles aux vôtres, et vous ne l'empêcherez pas, une fois arrivé aux affaires, même par vous et avec vous, de donner au gouvernement son esprit comme son nom. On ne domine et on ne contient M. Thiers que par la force et l'on n'est fort contre lui que quand on s'appuie sur la portion du pays qui n'a ni ses sentiments ni ses idées. Or c'est cette force-là que l'union avec lui vous fait perdre. Nous considérons tous comme le plus grand mal et le plus grand péril de la situation présente l'indifférence profonde dans laquelle tombe le pays, indifférence croissante qui se manifeste par les symptômes les plus redoutables. Il y a beaucoup de causes à ce mal ; mais assurément l'une des principales est la croyance chaque jour plus profondément enracinée dans la masse que la vie politique n'est plus qu'une partie où chacun ne cherche qu'à gagner ; que la politique n'a de sérieux que les ambitions personnelles dont elle est le moyen ; qu'il y a une sorte de duperie et presque de bêtise et de honte à se passionner pour un jeu sans réalité et pour des chefs politiques qui ne sont que des acteurs, qui ne s'intéressent même plus au succès de la pièce, mais seulement à celui de leur rôle particulier. Je puis me tromper ; mais je crois fermement que rien n'a été plus propre à donner et à accroître cette croyance que l'union dans laquelle l'opposition parlementaire a vécu avec M. Thiers. Car, quoiqu'on fasse, M. Thiers sera toujours pour le pays le symbole le plus complet et le type de la personnalité, de l'insincérité et de l'intrigue en matière politique. »

Voilà, contre Thiers, un dur procès. Comment Tocqueville n'a-t-il pas vu que le grand malheur n'est pas que de tels hommes existent, mais qu'ils l'emportent fatalement, en régime parlementaire, sur tous les autres ? Ce n'est pas contre la bassesse de certaines âmes qu'il faut s'élever, mais contre les institutions qui favorisent, au détriment du bien général, la fortune des intrigants bien doués. Il le savait d'ailleurs, mais il croyait nécessaires ces institutions malheureuses. Il en faisait l'expérience avec une allégresse naïve, qui se muait tout à coup en tristesse et en désespoir. Il lui est arrivé plus d'une fois de douter de la France et tous les jours de gémir sur lui-même. Il voyait bien que la Révolution continuait, que ses ravages n'étaient pas finis et il en souffrait. Mais puisque la Révolution était voulue de Dieu...

Gustave de Beaumont a publié une lettre très curieuse à Kergorlay, dans laquelle Tocqueville, qui venait d'étudier l'histoire de l'Angleterre après la révolution de 1688, convient que, de l'autre côté de la Manche et, sans doute, de ce côté aussi, les travers, les faiblesses et les vices des hommes « tiennent à la forme même des institutions et à leur action spéciale sur la portion corrompue du cœur humain. » Il ajoute : « Le rôle que jouent les passions égoïstes, vénales, le défaut de principes, la versatilité des opinions, la démoralisation et la corruption presque constante des hommes politiques dans cette histoire constitutionnelle de l'Angleterre est immense. » Il est bien dommage qu'il n'ait pas entrepris, partant de là, une étude sévère des institutions anglaises pour lesquelles il est de ceux qui ont professé le respect le plus superstitieux. On pourra lire cette lettre, qui est intéressante, aux *Œuvres complètes* publiées par Beaumont¹. Mais un passage y manque et on me

¹ *Œuvres*, t. V, p. 369.

permettra de le donner ici. Comme toujours, l'éditeur, dont l'âme n'avait pas la délicatesse ombrageuse de son ami, et dont l'intelligence n'entrait pas dans le beau débat sur la probité des mœurs politiques, a omis ce qui pouvait nous faire le mieux comprendre et aimer Tocqueville. Il s'agit, une fois de plus, des scrupules que ressent cet honnête homme et de l'embarras constant où il se trouve au milieu des partis. « Les qualités qui me manquent, écrit-il, m'empêchent de prendre un premier rôle, dès à présent, dans la Chambre ; et je ne vois pas un seul homme que j'estime assez pour marcher derrière lui. Cela semble me condamner à un isolement sans compensation et qui me désespère. Il me faut un apprentissage, mais comment et sous qui le faire ?... Cette lettre est restée interrompue pendant plus de trois semaines au bout de la phrase précédente... Je la reprends dans le même état d'esprit. C'est toujours, au milieu d'impressions assez douces, un fond de désaffection de moi-même et d'inquiétude de l'avenir qui gâte le présent. L'approche de la prochaine session me préoccupe péniblement. La rupture de M. Thiers avec la gauche et la part que j'ai prise à cet événement me forcent de vivre moins isolé de l'opposition que je ne l'ai fait jusqu'ici, de prendre une part plus active dans les affaires de tous les jours. La difficulté pour le faire est très grande. Je ne veux marcher avec l'opposition et me mêler à elle qu'à la condition d'agir sur elle et de conserver, même dans une action commune, la couleur qui m'est propre. Cela ne serait pas impossible si les événements étaient plus considérables et les esprits plus agités ; mais au milieu du calme absolu des choses et des hommes, il est bien difficile de mettre en relief d'une manière quelconque les nuances particulières d'une opinion et d'un caractère. Une autre difficulté est celle-ci : M. Thiers, dans l'espérance d'endormir la nation et de rassurer le roi, de manière à se faufiler jusqu'au pouvoir, est d'avis qu'il n'y a rien de nouveau à faire. Je suis à peu près du même avis pour des raisons très différentes. Je crois que cette rage du nouveau que montre l'opposition fatigue et dégoûte le pays à ce point qu'au lieu de l'exciter à marcher en avant, on finit par ne plus pouvoir même l'empêcher de reculer. Défendre les libertés que nous possédons, en obtenir tout ce que les lois actuelles en promettent me paraît déjà bien assez faire. J'arrive à peu près, en fait, au point où est M. Thiers mais j'y arrive par un chemin si différent et j'y apporte des sentiments et des instincts si contraires que l'accord entre nous est absolument impossible. Or la difficulté est extrême pour faire comprendre au pays cette position compliquée ; et faire la guerre à M. Thiers, à ses principes, à ses tendances, à la plupart de ses idées, sans cependant demander dans le moment présent beaucoup plus que lui, voilà l'un des problèmes qui se présentent le plus souvent à mon esprit et dont la solution m'embarrasse davantage. »

Vraiment, plaignons-le.

Gustave de Beaumont a pu, dans les notes biographiques qu'il a publiées sur lui, s'évertuer à nous expliquer que son ami joua un rôle important à la Chambre ; il a pu rassembler, dans l'édition qu'il a fait paraître de ses œuvres, quelques discours, d'ailleurs d'une belle tenue et noblement pensés. Nous n'avons pas très envie de les connaître. Nous ne sommes pas du tout disposés à nous faire des illusions sur la carrière parlementaire de l'homme qui a écrit les lettres que nous avons lues. Nous savons, sur sa vie publique, tout l'essentiel :

c'est qu'il a bien regardé les gens et les partis de son temps et que cette vue l'a attristé. Comme, par ailleurs, la part de son intelligence est assez belle, il ne nous déplaît pas qu'à la Chambre, à défaut d'un grand talent, il nous ait montré sa souffrance. La souffrance de Tocqueville a deux sources. Elle vient de la terreur que lui inspira, toute sa vie, le fait « providentiel » de la démocratie. Elle vient aussi, et c'est plus honorable pour sa tête et pour son cœur, du don qu'il avait de voir au fond des âmes. Sa douleur en face des partis, c'était la forme aiguë de sa clairvoyance.

Chapitre VIII

1848

[Retour à la table des matières](#)

Dans un discours du 29 janvier 1848, le plus beau, le seul grand de sa carrière, Tocqueville annonça à la Chambre des Députés, avec une sorte de divination, la Révolution toute prochaine.

« On dit qu'il n'y a point de péril parce qu'il n'y a pas d'émeute.... Sans doute le désordre n'est pas dans les faits, mais il est entré bien profondément dans les esprits. »

Et, montrant que les passions des classes ouvrières, de politiques, sont devenues sociales, et ne vont pas seulement à renverser telles lois, tel ministère, tel gouvernement même, mais la société, il s'écrie : « Je crois que nous nous endormons à l'heure qu'il est sur un volcan ».

Il donne avec éloquence ses raisons, puis se reprend à vaticiner : « Est-ce que vous ne ressentez pas, dit-il, par une sorte d'intuition instinctive qui ne peut pas s'analyser, mais qui est certaine, que le sol tremble de nouveau en Europe ? Est-ce que vous ne sentez pas... que dirais-je ?.... un vent de révolution qui est dans l'air ? Ce vent, on ne sait où il naît, d'où il vient, ni, croyez-le bien, qui il enlève : et c'est dans de pareils temps que vous restez calmes en présence de la dégradation des mœurs publiques... La dégradation des mœurs publiques vous amènera dans un temps court, prochain peut-être, à des révolutions nouvelles.... Est-ce que vous avez, à l'heure où nous sommes, la certitude d'un lendemain ? Est-ce que vous savez ce qui peut arriver en France d'ici à un an, à un mois, à un jour peut-être ? Ce que vous savez, c'est que la tempête est à l'horizon ; c'est qu'elle marche sur nous ; vous laisserez-vous prévenir par elle ? » Et plus loin : « Gardez les lois, si vous voulez ; quoique je pense que vous ayez grand tort de le faire, gardez-les ; gardez même les hommes, si cela vous fait plaisir ; mais, pour Dieu, changez l'esprit du gouvernement ; car, je vous le répète, cet esprit-là vous conduit à l'abîme ».

Tocqueville tenait beaucoup à sa renommée de prophète. Il a eu soin de recopier, dans ses *Souvenirs*, tous les passages que je viens de citer de ce fameux discours. Il faut avouer que, ce jour-là, il a prédit juste.

Pour annoncer l'avenir, faut-il plus de sensibilité ou d'intelligence ? Un autre devin, qui ne réfléchissait pas sur le destin, mais le sentait, Lamartine, nous avait promis, sous Louis-Philippe, la guerre franco-allemande et la commune. Je crois que les poètes voient quelquefois plus loin que les autres, parce qu'ils sont plus profondément ébranlés par toutes sortes de phénomènes mystérieux que les hommes ordinaires ne sentent pas. La sensibilité de Tocqueville, à la veille de 48, avait quelque chose de frémissant. Toute sa prédiction, il l'a basée sur cette dégradation des mœurs, dont le spectacle lui causait vraiment du malaise, et dont il est facile, du moment qu'on est seul à la bien voir, d'être seul à dénoncer les conséquences.

Il a fait d'autres prédictions, mais jamais avec cette assurance. C'est qu'il était à la fois curieux et circonspect : curieux de l'avenir vers lequel il jetait des regards pleins d'angoisse, et prudent comme un Normand. Il poussait jusqu'au scrupule le souci de bien comprendre les événements et de n'en tirer que des déductions sages. Et, par exemple, il se défiait de cette recette des faux prophètes, qui consiste à chercher dans le passé des situations analogues à celles du présent et à croire que les dénouements seront les mêmes. « J'ai toujours remarqué, a-t-il écrit, qu'en politique on périssait souvent pour avoir eu trop de mémoire. » Voilà une belle formule et qu'il a illustrée par de frappants exemples. Louis-Philippe, nous explique-t-il, dans une page curieuse de ses *Souvenirs*, avait été déçu, comme tous ses ministres, « par cette lueur trompeuse que jette l'histoire des faits antérieurs sur le temps présent ». Et il ajoute – « On pourrait faire un tableau singulier de toutes les erreurs qui se sont ainsi engendrées les unes des autres sans se ressembler. C'est Charles I^{er} poussé à la violence et à l'arbitraire par la vue des progrès qu'avait faits l'esprit d'opposition en Angleterre, sous le règne bénin de son père ; c'est Louis XVI déterminé à tout souffrir parce que Charles I^{er} avait péri en ne voulant rien endurer ; c'est Charles X provoquant la Révolution, parce qu'il avait eu sous les yeux la faiblesse de Louis XVI... » Ailleurs, dans une conversation avec l'Anglais Senior, il reproche à Louis-Napoléon d'être essentiellement un *copiste* : « Il a tout pris, dit-il, au plus dangereux des modèles. Il vaudrait mieux qu'il oubliât l'histoire de son oncle. » ¹

Ainsi Tocqueville se méfie des leçons du passé, mais il ne les méprise pas. Il s'agit de les comprendre. Et il écrit : « L'histoire même de nos jours, quelque nouvelle et impérieuse qu'elle paraisse, appartient toujours par le fond à la vieille histoire de l'humanité, et ce que nous appelons des faits nouveaux ne sont le plus souvent que des faits oubliés » ². Je cite à dessein cette formule après l'autre. Elles sont également saisissantes, également propres à faire réfléchir, mais contradictoires. On voit ainsi comment travaillait le cerveau de cet

¹ D'EICHTAL, *Op. cit.* p. 325.

² *Souvenirs*.

homme scrupuleux, qui ne cessait de lancer en avant, puis de contraindre sa pensée, de l'animer et de la contrôler.

Trois semaines après qu'il l'avait prédite, la Révolution éclatait et le trône de Louis-Philippe tombait en pièces. À partir de maintenant, c'est à Tocqueville lui-même que je vais passer la parole. Nous allons puiser dans ses *Souvenirs*, qui sont un petit livre extraordinaire et peut-être son chef-d'œuvre. Dans ces pages, que le comte de Tocqueville, son petit-neveu, nous a fait connaître seulement en 1893, ses contemporains et lui-même sont peints d'un trait vif, souvent brutal. Sa pensée sur les hommes, leurs passions, leur sottise, sur les événements, leurs causes et leurs suites, il paraît que, si riche qu'elle nous paraisse, si ingénieuse, si profonde, quelquefois si méchante, nous ne l'y trouvons pas encore dans toute sa couleur et sa force, et que l'éditeur et ses conseils ont fait comme Gustave de Beaumont : les passages les plus durs, disons les plus beaux, ils n'ont pas voulu nous les montrer. On assure qu'il y avait, en particulier, dans le manuscrit un portrait de Louis-Philippe auquel ne ressemble pas tout-à-fait celui qui a paru. J'en demande pardon à ceux à qui je dois la connaissance de tant d'autres richesses inédites ; mais au risque de leur paraître indiscret, je leur donne publiquement l'assurance qu'ils serviront la gloire dont ils sont les premiers gardiens, en nous donnant le plus tôt possible à admirer les tableaux du peintre vigoureux qu'était leur oncle, avec les couleurs choisies par lui.

Ces *Souvenirs*, nous pouvons les lire en confiance. Tocqueville était sincère et sans vanité. J'estime qu'ils ont, quand il parle de lui-même, la valeur d'une confession. Ce, que cachent d'habitude les auteurs de *Mémoires*, ce ne sont pas leurs fautes, mais les mobiles, souvent bas, de leurs actes, même heureux. Avec Tocqueville, on est tranquille. Sa conscience est droite. On sent que, s'il s'analyse, il dit tout.

S'il analyse le prochain aussi. Dès la Révolution déchaînée, deux traits marquent la physionomie de cet homme : un courage endiablé, et une curiosité aiguë, à qui rien n'échappera.

On a d'abord l'impression, quand on lit, dans ses *Souvenirs*, les pages consacrées aux journées de février, puis à celles de juin, qu'il est à son affaire dans l'émeute. Rien de plus faux. Son ami Beaumont fut un des meneurs de la campagne des banquets ; pas lui. Le 24 février, il voit Odilon Barrot et Beaumont escortés par une foule turbulente. Il les peint, le chapeau enfoncé jusque sur les yeux, les habits poussiéreux, la joue creuse, l'œil fatigué. « Jamais triomphateurs, ajoute-t-il narquois, ne ressemblèrent mieux à des gens qu'on va pendre. » Il les tient évidemment pour des hommes égarés. Ampère fait ce jour-là un discours enflammé à ses élèves du collège de France et s'écrie : « Loin de nous les démagogues, mais salut à la démocratie ! » Tocqueville, qui dîne avec lui le même soir, se fâche tout rouge et le traite d'homme de lettres, qui ne connaît rien à la politique. « Quelle que soit la suite des événements, lui dit-il, ni la liberté ni nos amis n'y gagneront. » Il a annoncé la Révolution, il ne l'a pas désirée.

Mais la voici ; alors il la regarde. Il va la voir aux bons endroits, dans la rue. Il a d'ailleurs tous les courages, le moral et le physique. C'est ainsi qu'à la Chambre, tandis que la populace a envahi les tribunes puis les gradins, et se fait menaçante, il se hâte de gagner sa place accoutumée. « J'ai toujours eu pour maxime que, dans les moments de crise, il faut non seulement être présent à l'assemblée dont on fait partie, mais s'y tenir à l'endroit où on a l'habitude de vous voir. » Les combattants de 1914 ont connu des chefs qui préféraient lâchement exposer leurs corps en première ligne que de rester, un peu plus en arrière, au poste des responsabilités. Tocqueville, à la guerre, aurait passé, soldat, son temps dans les fils de fer, et, capitaine, au centre de sa compagnie. Je fais à dessein cette comparaison. Car, dans ces grandes heures, ceux qui n'ont pas eu à rougir de leur âme ont tous ressenti cette ardeur à regarder la guerre et à s'y mêler, qui l'animait lui-même en 1848, tandis qu'il courait à travers les rues, comptait et mesurait les barricades, cherchait à comprendre et à servir. Parce qu'il ne connaît pas, ou, ce qui est mieux, ne veut pas connaître la peur, il a vite aperçu la poltronnerie de beaucoup d'autres. Crémieux et Cormenin, qui devaient avec lui s'en aller en députation dans une direction où l'on se battait, obliquèrent tout à coup vers les Tuileries, assurant avec animation qu'ils seraient plus utiles de ce côté-là. « J'ai toujours trouvé, dit Tocqueville, qu'il était assez intéressant de suivre les mouvements involontaires de la crainte chez les gens d'esprit. Les sots montrent grossièrement leur peur toute nue, mais les autres savent la couvrir d'un voile si fin et si délicatement, tissu de petits mensonges vraisemblables, qu'il y a quelque plaisir à considérer ce travail ingénieux de l'intelligence. »

Et goûtez ce qu'il dit de cet autre qui, un peu plus tard, s'affolait à l'excès : « M. Thiers survint alors et se jeta au cou de Lamoricière en lui disant qu'il était un héros. Je ne pus m'empêcher de sourire de cette effusion, car ils ne s'aimaient point ; mais le grand péril est comme le vin, il rend les hommes tendres. »

Tocqueville était brave, parce qu'il était un brave homme : tels sont les trésors qu'on trouve dans la langue de nos pères. Ils mettaient un seul adjectif pour dire honnête ou courageux ; c'était pour eux la même chose. Et le courage s'appelait en latin *virtus*. Nous tolérons aujourd'hui des vertus molles. Celles de Tocqueville étaient de vraies vertus, fières et vigoureuses.

La Révolution, qui ne le surprit pas, l'offensa. Et cependant elle lui apporta, il le confesse dans ses *Souvenirs*, un certain soulagement. « Je souffrais pour mon pays, écrit-il, de ce terrible événement, mais il était clair que je n'en souffrais pas pour moi-même. » Le monde parlementaire, dans lequel il avait enduré toutes les misères que nous savons, s'était effondré ; et, franchement, il n'en était pas fâché. De cette aventure était sortie, il est vrai, « une société désordonnée, confuse, mais où l'habileté devenait moins nécessaire et moins prisée que le désintéressement et le courage, où le caractère était plus important que l'art de bien dire ou de manier les hommes, mais surtout où il ne restait plus aucun champ libre à l'incertitude de l'esprit : ici le salut du pays, là sa perte. Il n'y avait plus à se tromper sur le chemin à suivre : on allait y marcher au grand jour, soutenu et encouragé par la foule. » Et il ajoute « La route paraissait

dangereuse, il est vrai mais mon esprit est ainsi fait qu'il redoute bien moins le péril que le doute. Je sentais, d'ailleurs, que j'étais encore dans la force de l'âge, que j'avais peu de besoins et surtout que je trouvais dans ma maison l'appui, si rare et si précieux en temps de révolution, d'une femme dévouée, qu'un esprit pénétrant et ferme, et une âme naturellement haute devaient tenir sans effort au niveau de toutes les situations, et au-dessus de tous les revers. Je me décidai donc à me jeter à corps perdu dans l'arène, et à risquer pour la défense, non pas de tel gouvernement, mais des lois qui constituent la société même, ma fortune, mon repos, et ma personne. Le premier point était de se faire élire, et je partis aussitôt pour mon pays de Normandie, afin de me présenter aux électeurs. »

Cette joie forte n'empêcha point qu'arrivé à Tocqueville, il se mit à pleurer. Il le dit à sa femme dans une lettre qui mérite que nous la lisions. Car cette compagne, dont il était si fier, il dut, par économie, la laisser à Paris, tandis qu'il allait visiter ses électeurs. Quand il écrit qu'il n'a pas de besoins et que, sa fortune même, il est prêt à la risquer pour son pays, il tient un propos grave. Il était pauvre et ce qu'il offrait au bien public, c'était son nécessaire.

« Tocqueville, ce 20 mars 1848. Je suis arrivé ici, mon amie chérie, il y a deux heures. J'y venais chercher des impressions paisibles et douces, et, à peine arrivé, j'ai été saisi du plus grand abattement auquel je me sois livré depuis un mois. Quand je me suis trouvé en face de ce lieu, le seul qui me soit cher dans ce monde, que j'ai pensé à tous les moments heureux, à toutes les douces heures que j'y avais connues avec toi, alors, me reportant de ces souvenirs au milieu du présent, et de l'avenir plus sombre encore qu'on voit au delà, je me suis senti un serrement de cœur extraordinaire et (ce que je n'oserais dire qu'à toi) j'ai pleuré comme un enfant.... Dans le temps où nous vivons, des émotions comme celle que je viens d'avoir ne sont pas bonnes. Elles énervent. J'espère y échapper désormais, car j'ai bien besoin de mes forces. Je suis tout à la fois effrayé et attendri en voyant l'espoir que toute cette population met en moi, qui ne peux rien cependant sur sa destinée. Il semble que je tiens dans mes poches tout leur avenir. Et pourtant, qui peut rien aujourd'hui pour l'avenir de personne dans ce grand jeu de hasard que joue la France ?

» J'ai tout trouvé en ordre dans le château. Médor m'a reçu avec tous les bonds de joie que son âge lui permet encore de faire. Lubin m'a paru velu comme un ours ; il cabriole comme s'il était jeune. Les myrtes devant le château ont beaucoup souffert de l'hiver. Je n'ai pas encore vu le curé. Je lui ai fait demander de venir ce soir. J'ai peur de ma solitude. Si seulement j'avais les deux lettres de toi qui m'attendent à Valognes, cela peuplerait un peu le château.

» Je viens de causer avec Birette ; il n'a pas encore vendu le foin. Je lui ai parlé de l'emprunt de 3 000 francs ; il va s'en occuper. Je dépense, comme tu peux croire, le moins que je puis.... Si je suis élu, nous aurons l'indemnité, mais ce sera de l'argent bien péniblement gagné...

» Mardi – Valognes. – J'ai vu, en passant, les S... ; ils sont bien tristes et bien affligés. Ils ont raison de l'être, car, comme ils me le disaient eux-mêmes,

les manufacturiers sont à cette révolution ce que les nobles étaient à la première...

» Tes lettres ne m'ont déplu que sur un point, c'est en ce que tu me dis de l'effet produit par la fatigue sur ta santé. Au nom de Dieu, ne fais rien qui compromette cette santé ! Elle est non seulement ton premier bien, mais mon premier bien. Quelque privés que nous soyons d'argent, ne fais *pas une économie* dont le résultat puisse réagir sur ta santé.. Quelle folie d'avoir supprimé le beurre de ton déjeuner. »

Mais aussi, entre nous, qu'avait-elle besoin de le lui dire ? L'héroïsme n'est pas de se priver, mais de le faire en secret. Cette femme supérieure avait le don de jeter mal à propos dans l'émoi son mari.

J'ai dit qu'après son courage, l'autre vertu de Tocqueville, au temps de 1848, fut de savoir regarder avec intensité les choses et les hommes.

Sur les événements, il a porté d'adroits jugements et les a formulés, ce qui ne gâte rien, dans une langue parfaite, à la fois précise et colorée.

« J'ai entendu plusieurs fois, nous dit-il, M. Guizot, et même M. Molé et M. Thiers dire qu'il ne fallait attribuer le succès de la Révolution de février qu'à une surprise et ne le considérer que comme un pur accident, un coup de main heureux et rien de plus. J'étais toujours tenté de leur répondre, ainsi que le Misanthrope de Molière à Oronte :

Pour en juger ainsi, vous avez vos raisons. »

Ils avaient dirigé, avec Louis-Philippe, les affaires pendant dix-huit ans et n'étaient pas disposés à convenir que leur malheur, c'était eux qui l'avaient préparé.

« La Révolution de février, leur répliqua Tocqueville, naquit de causes générales, fécondées par des accidents....

» La révolution industrielle qui, depuis trente ans, avait fait de Paris la première ville manufacturière de France, et attiré dans ses murs tout un nouveau peuple d'ouvriers, auquel les travaux des fortifications avaient ajouté un autre peuple de cultivateurs maintenant sans ouvrage ; l'ardeur des jouissances matérielles... ; le malaise démocratique de l'envie... ; les théories économiques et politiques, qui tendaient à faire croire que les misères humaines étaient l'œuvre des lois et non de la Providence et qu'on pouvait supprimer la pauvreté... ; le mépris dans lequel était tombée la classe qui gouvernait et surtout les hommes qui marchaient à sa tête ; la centralisation qui réduit toute l'opération révolutionnaire à se rendre maître de Paris... ; la mobilité enfin de toutes choses, dans une société qui a été remuée par sept grandes révolutions en

moins de soixante ans... ; telles furent les causes générales sans lesquelles la Révolution de février eût été impossible.

» Les principaux accidents qui l'amènèrent furent les passions de l'opposition dynastique qui prépara une émeute en voulant faire une réforme ; la répression de cette émeute, d'abord excessive, puis abandonnée ; la disparition soudaine des anciens ministres venant rompre tout à coup les fils du pouvoir, que les nouveaux ministres, dans leur trouble, ne surent ni ressaisir à temps ni renouer ; les erreurs et le désordre d'esprit de ces ministres, si insuffisants à raffermir ce qu'ils avaient été assez forts pour ébranler ; les hésitations des généraux ; l'absence des seuls princes qui eussent de la popularité et de la vigueur ; mais surtout l'espèce d'imbécillité sénile du roi Louis-Philippe, faiblesse que nul n'aurait pu prévoir, et qui reste encore presque incroyable après que l'événement l'a montrée. »

Voilà donc une révolution qui peut être n'était pas fatale. Elle avait des causes lointaines et Louis-Philippe était sur une pente, mais Tocqueville conçoit à peine qu'il n'ait pas su, à la minute suprême, se raidir et sauver la partie : témoignage intéressant sous sa plume.

Nous allons, par contre, retrouver un peu plus loin l'homme qui a écrit la Préface de la *Démocratie en Amérique*. S'il a nettement vu les causes fondamentales ou accidentelles de la Révolution de 1848, il est moins précis sur l'avenir des doctrines sociales qui ont animé cette révolution.

« Le socialisme, écrit-il, restera-t-il enseveli dans le mépris qui couvre si justement les socialistes de 1848 ? Je fais cette question sans y répondre. Je ne doute pas que les lois constitutives de notre société moderne ne soient fort modifiées à la longue ; elles l'ont déjà été dans beaucoup de leurs parties principales ; mais arrivera-t-on jamais à les détruire et à en mettre d'autres à la place ? Cela me paraît impraticable. Je ne dis rien de plus, car, à mesure que j'étudie davantage, je suis tenté de croire que ce qu'on appelle les institutions nécessaires ne sont souvent que les institutions auxquelles on est accoutumé, et qu'en matière de constitution sociale, le champ du possible est bien plus vaste que les hommes qui vivent dans chaque société ne se l'imaginent. » Comment parlerait-il autrement, puisqu'il a, aux premiers pas dans sa carrière, douté de l'essentiel, dénié à l'intelligence des hommes le pouvoir de conduire les événements et placé le troupeau humain sous une loi mystérieuse, qu'en l'appelant providentielle, il n'a pas rendue plus rassurante.

Il a d'ailleurs regardé les socialistes et les émeutiers de 1848 avec de bons yeux. Dès le 24 février, il est dans la rue et il observe. Le voici, avec son ami Corcelle, sur les boulevards. « On n'y apercevait presque personne, écrit-il, quoiqu'il fût près de neuf heures du matin ; et l'on n'y entendait pas le moindre bruit de voix humaine ; mais toutes les petites guérites, qui s'élèvent le long de cette vaste avenue, semblaient s'agiter, chanceler sur leurs bases et, de temps en temps, il en tombait quelque une avec fracas, tandis que les grands arbres des bas-côtés s'abattaient sur la chaussée comme d'eux-mêmes. Ces actes de destruction étaient le fait d'hommes isolés, qui les opéraient silencieusement,

régulièrement et à la hâte, préparant ainsi les matériaux de barricades que d'autres allaient élever. Rien ne m'a jamais paru mieux ressembler à l'exercice d'une industrie. Je ne sais si, dans tout le cours de la journée, je fus aussi vivement ému qu'en traversant cette solitude.... »

À la Chambre, par contre, il n'éprouva qu'une émotion médiocre. Il vient de nous raconter l'inoubliable séance où parut la Duchesse d'Orléans : « J'ai assisté, écrit-il, pendant le cours de la Révolution de février, à deux ou trois spectacles qui avaient de la grandeur ; celui-ci en manqua absolument, parce que la vérité ne s'y rencontra jamais. Nos Français, surtout à Paris, mêlent volontiers les souvenirs de la littérature et du théâtre à leurs manifestations les plus sérieuses ; cela fait souvent croire que les sentiments qu'ils montrent sont faux, tandis qu'ils ne sont que maladroitement ornés. Ici l'imitation fut si visible, que la terrible originalité des faits en demeurait cachée. C'était le temps où toutes les imaginations étaient barbouillées par les grosses couleurs que Lamartine venait de répandre sur les Girondins. Les hommes de la première Révolution étaient vivants dans tous les esprits ; leurs actes et leurs mots présents à toutes les mémoires. Tout ce que je vis ce jour-là porta la visible empreinte de ces souvenirs ; il me semblait toujours qu'on fût occupé à jouer la Révolution française plutôt qu'à la continuer. »

Dans son ensemble, cette révolution nouvelle lui paraît stupide : « Il y a eu des révolutionnaires, nous dit-il, plus méchants que ceux de 1848, mais je ne pense pas qu'il y en ait jamais eu de plus sots. » Et, pour illustrer cette opinion dépourvue d'aménité, il nous conte une anecdote. « Je me rappelle avoir lu, écrit-il, dans les journaux d'alors cette annonce, qui me frappe encore comme un modèle de vanité, de poltronnerie et de bêtise, agréablement mêlés ensemble : « Monsieur le Rédacteur, y était-il dit, j'emprunte la voix de votre journal pour prévenir mes locataires que, voulant mettre en pratique à leur égard les principes de fraternité qui, doivent guider les vrais démocrates, je délivrerai à ceux de mes locataires qui la réclameront quittance définitive du terme prochain. »

À l'égard du peuple seulement, il est indulgent, et c'est un signe de race. Il en parle toujours avec clairvoyance et bonté, alors qu'il n'a envers les bourgeois médiocres aucune patience. Parce qu'il éprouve ce sentiment des hommes d'élite, des vrais gentilshommes et des chefs, qu'est l'amour intelligent des petits, il se tient pour un démocrate, et il a tort. Il nous raconte une fois de plus, dans ses *Souvenirs*, que le rêve de toute sa vie a été de défendre la cause de la dignité humaine. Et il ajoute : « Protéger les anciennes lois de la société contre les novateurs à l'aide de la force nouvelle que le principe républicain, pouvait donner au Gouvernement ; faire triompher la volonté évidente du peuple français sur les passions et les désirs des ouvriers de Paris ; vaincre ainsi la démagogie par la démocratie, telle était ma seule visée. Jamais but ne me parut à la fois ni plus haut ni plus visible. Je ne sais si le trajet un peu hasardeux qu'il fallait faire avant de l'atteindre ne me le rendait pas encore plus attrayant, car j'ai un penchant naturel pour les aventures, et une petite pointe de péril m'a toujours paru le meilleur assaisonnement qu'on puisse donner à la plupart des actes de sa vie. » Il est là tout entier, et ce qu'il dit est fort bien. Mais il se

méprend sur la valeur des mots. Il veut combattre la démagogie, voilà qui est clair. Il veut la combattre en rassemblant toutes les forces honnêtes qu'il reconnaît dans le pays ; en s'appuyant, pour vaincre, sur cette puissance nouvelle qu'est, pour l'heure, le principe républicain : ce sont là des paroles d'homme d'état, non de démocrate. Il se sent proche du peuple, voilà la vérité. Il l'aime pour ses vertus foncières. Il s'aperçoit que les femmes prennent une part active à la révolution et ne s'en fâche pas.

« Tandis que les hommes combattaient, nous explique-t-il, elles préparaient les munitions. On peut dire que ces femmes apportaient au combat des passions de ménagères ; elles comptaient sur la victoire pour mettre à l'aise leurs maris, et pour élever leurs enfants. Elles aimaient cette guerre, comme elles eussent aimé une loterie. » Quant aux maris, ce sont de bons artisans, qui font avec conscience la guerre civile : « Je trouvai le peuple occupé à établir des barricades ; il procédait à ce travail avec l'habileté et la régularité d'un ingénieur, ne déparant que ce qu'il fallait pour fonder, à l'aide des pierres carrées qu'il se procurait ainsi, un mur épais, très solide et même assez propre. » En vérité tous ces gens-là sont charmants et sympathiques. On les a trompés : voilà le mal. Et, sur cette erreur, Tocqueville ne plaisante pas. Un de ses confrères de l'Institut lui a conté qu'il a pris à son service le fils d'un pauvre villageois, dont la misère l'avait touché : « Le soir du jour où l'insurrection commença, il entendit cet enfant, qui disait en desservant le dîner de la famille – Dimanche prochain (on était au jeudi), c'est nous qui mangerons les ailes de poulet.... À quoi une petite fille, qui travaillait dans la maison, répondit : Et c'est nous qui porterons les belles robes de soie. » Tocqueville trouve que cette scène enfantine donne une idée exacte de l'état des esprits. Ce qui l'amuse, c'est que son ami se garda bien de paraître entendre ces marmots. « Ils lui faisaient grand'peur, » nous dit-il. Et il ajoute, achevant de mettre tout ce monde à sa place : « Ce ne fut que le lendemain de la victoire, qu'il se permit de reconduire ce jeune ambitieux et cette petite glorieuse dans leur taudis. »

Tocqueville a bien regardé les gens de la rue. Mais il a encore mieux vu ses collègues de l'Assemblée. Et les portraits qu'il a tracés de quelques-uns d'entre eux sont fameux. J'en citerai plusieurs. Vous remarquerez qu'en chaque personnage il a saisi le trait qui fait réfléchir, le trou au visage par où on voit l'âme. C'est la méthode de Barrès, quand, pour faire apparaître la turpitude des gens du Panama, il nous montra leurs figures.

Voici Duchatel, qui préside la dernière séance de la Chambre. On discute nonchalamment la création d'une banque à Bordeaux. Tocqueville s'approche du personnage, qui lui dit que tout va bien. « Il dit cela d'un air assuré et agité à la fois, qui me parut suspect. Je remarquai qu'il remuait le cou et les épaules (ce qui était son tic habituel) beaucoup plus vivement et plus fréquemment que de coutume ; je me rappelle que cette petite observation me donna plus à réfléchir que tout le reste. » Ainsi vous ne prendrez pas ce que Tocqueville va nous dire maintenant pour de la méchanceté. Il avait de bons yeux, voilà tout.

Son portrait de Lamartine est célèbre : « Je ne pense pas, dit-il, qu'il lui fût possible, quelque conduite qu'il eût tenue, de garder longtemps le pouvoir ; je

crois qu'il ne lui restait que la chance de le perdre avec gloire, en sauvant le pays. Lamartine n'était assurément pas homme à se sacrifier de cette manière. Je ne sais si j'ai rencontré, dans ce monde d'ambitions égoïstes, au milieu duquel j'ai vécu, un esprit plus vide de la pensée du bien public que le sien. J'y ai vu une foule d'hommes troubler le pays pour se grandir ; c'est la perversité courante ; mais il est le seul, je crois, qui m'ait semblé toujours prêt à bouleverser le monde pour se distraire. Je n'ai jamais connu non plus d'esprit moins sincère, ni qui eût un mépris plus complet pour la vérité. Quand je dis qu'il la méprisait, je me trompe ; il ne l'honorait point assez pour s'occuper d'elle d'aucune manière. En parlant ou en écrivant, il sort du vrai et y rentre sans y prendre garde ; uniquement préoccupé d'un certain effet qu'il veut produire à ce moment-là. » Il ajoute, un peu plus loin : « En fait, je le tenais pour capable de tout, excepté d'agir lâchement et de parler d'une façon vulgaire. » Et voici une anecdote qu'il tient de Marrast : On avait formé à la hâte une liste de candidats pour le gouvernement provisoire ; il s'agissait de la faire connaître au peuple ; je la donnai, dit Marrast, à Lamartine, en le priant de la lire à haute voix du haut du perron. « Je ne puis, me répondit Lamartine, après en avoir pris connaissance ; mon nom s'y trouve. » Je la passai alors à Crémieux, qui, après l'avoir lue : « Vous moquez-vous de moi, me dit-il, de me proposer de lire au peuple une liste sur laquelle mon nom ne se trouve pas ! »

Voici Ledru-Rollin. Ce n'était « qu'un gros garçon très sensuel et très sanguin, dépourvu de principes et à peu près d'idées, sans véritable audace d'esprit ni de cœur, et même sans méchanceté, car il voulait naturellement du bien à tout le monde et était incapable de faire couper le cou à aucun de ses adversaires, si ce n'est peut-être par réminiscence historique ou par condescendance pour ses amis ».

Voici Dupin : « Je lui connaissais un cœur habituellement intéressé et lâche, sujet seulement de temps à autre à des soubresauts de courage et d'honnêteté. Je l'avais vu, pendant dix ans, rôder autour de tous les partis sans y entrer et courir sus à tous les vaincus ; moitié singe et moitié chacal, sans cesse mordant, gambadant et toujours prêt à se jeter sur le malheureux qui tombait. »

Voici Lamennais. « Il avait beau porter des bas blancs, un gilet jaune, une cravate bariolée et une redingote verte, il n'en était pas moins resté prêtre par le caractère et même par l'aspect. Il avançait à petits pas pressés et discrets, sans jamais détourner la tête ni regarder personne, et se glissait ainsi dans la foule d'un air gauche et modeste, comme s'il fût sorti d'une sacristie, et avec cela un orgueil à marcher sur la tête des rois et à tenir tête à Dieu. »

Voici Crémieux : « Janvier a dit de lui que c'était un *pou éloquent*. Que ne l'a-t-il vu ce jour-là, harassé, débrillé, dégouttant de sueur et souillé de poussière, entortillé d'une longue écharpe qui se tournait plusieurs fois en divers sens autour de son petit corps, mais trouvant sans cesse des idées nouvelles ou plutôt des tours et des mots nouveaux... Je ne crois pas qu'on ait jamais vu et je ne crois pas qu'on ait jamais imaginé un homme qui fût plus laid ni plus disert. »

Voici Louis Blanc. « Plusieurs hommes le saisirent dans leurs bras et le promenèrent ainsi en triomphe dans la salle. Ils le tenaient par ses petites jambes au-dessus de leurs têtes ; je le vis qui faisait de vains efforts pour leur échapper ; il se repliait et se tordait de tous les côtés, sans pouvoir glisser d'entre leurs mains, tout en parlant d'une voix étranglée et stridente ; il me faisait l'effet d'un serpent auquel on pince la queue. »

Et voici le plus vilain : « Je vis paraître, à son tour, à la tribune un homme que je n'ai jamais vu que ce jour-là, mais dont le souvenir m'a toujours rempli de dégoût et d'horreur ; il avait des joues hâves et flétries, des lèvres blanches, l'air malade, méchant et immonde, une pâleur sale, l'aspect d'un corps moisi, point de linge visible, une vieille redingote noire collée sur des membres grêles et décharnés ; il semblait avoir vécu dans un égout et en sortir ; on me dit que c'était Blanqui. »

Il est moins dur avec les femmes, mais tout de même il les voit comme elles sont. Il a rencontré George Sand chez un Anglais de ses amis. Il remarque avec plaisir que ses manières et son langage ont de la simplicité. Mais ses vêtements en ont trop. « Je confesse, dit-il alors, que, plus ornée, elle m'eût paru plus simple. »

Il ne ménageait d'ailleurs pas ses amis. Voici comment il arrange tout ensemble Dufaure et Molé. Le roi vient de congédier Guizot. « Je sortis, dit Tocqueville, avec M. Dufaure,... je sentis tout aussitôt qu'il se sentait dans la situation critique et compliquée d'un chef de l'opposition près de se transformer en ministre, et qui, après avoir tenté l'utilité dont lui étaient ses amis, commence à penser aux embarras que leurs prétentions pourraient bien lui causer. M. Dufaure avait un esprit un peu surnois, qui donnait volontiers entrée à de pareilles pensées et une sorte de rusticité naturelle, qui, entremêlée d'une grande honnêteté, ne lui permettait guère de les cacher.

« ... À sa place M. Molé eût senti bien plus d'égoïsme et d'ingratitude encore, mais il n'en eût été que plus ouvert et plus aimable. »

Tous ces portraits sont évidemment d'un peintre sincère et qui voyait dans les âmes. Si Tocqueville a pu, en des heures si troublées, regarder froidement les gens qui s'agitaient autour de lui, c'est qu'il avait plus de désintéressement que la plupart de ses amis eux-mêmes. « Il y avait dans la foule, dit-il un jour à son ami Senior, cinquante personnes qui voulaient chacune être le héros du jour. » Il savait bien, quant à lui, que son heure n'était pas venue.

Chapitre IX

MINISTRE

[Retour à la table des matières](#)

Son heure arriva le 2 juin 1849.

Comment cet homme perspicace, qui se piquait à l'occasion de prophétiser, a-t-il pu devenir ce jour-là le ministre d'un prince, dont il aurait bien dû deviner qu'il mettrait un jour la France en esclavage ? Tocqueville répondrait modestement que ce personnage ambitieux ne lui paraissait pas voué à une telle fortune. Il redoutait bien quelque sottise et sans doute avait-il envisagé que le Président serait violemment tenté de rétablir l'Empire à son profit. Mais il ne croyait pas au succès facile d'un rêve aussi fou. Il pensait, en tout cas, que le devoir d'un homme sérieux était d'entourer cet élu du peuple et de l'aider à gouverner avec sagesse. C'est dans cette pensée qu'il accepta d'entrer avec Dufaure, Lanjuinais et Falloux dans le ministère qui fut alors constitué, sous la présidence d'Odilon Barrot.

Ce qu'il y avait de chimérique dans cette entreprise, il le vit plus tard et l'a écrit dans ses *Souvenirs* : « Nous voulions faire vivre la République ; le Président voulait en hériter. Nous ne lui fournissions que des ministres, quand il avait besoin de complices ».

Quoiqu'il en soit, voici Tocqueville au gouvernement. Peut-être apprendra-t-on sans surprise que cet ami de la liberté, cet homme qui a certainement montré, par crainte du despotisme, une complaisance extrême pour le parlementarisme, se trouva fort à son aise quand il posséda tout à coup le pouvoir et qu'au lieu de parler des affaires publiques, il eut à les conduire. Il advint qu'il avait la tête et les nerfs d'un chef.

Il s'en est fort bien expliqué dans une belle page des ses *Souvenirs*.

« Je m'étais senti, écrit-il, perplexe, plein de soucis, de découragement et d'agitation désordonnés, en présence de responsabilités petites. J'éprouvai une tranquillité et un calme singuliers quand je me vis en face des plus grandes. Le sentiment de l'importance des choses que je faisais alors m'éleva sur-le-champ

à leur niveau et m'y retint. L'idée d'un échec m'avait paru jusque-là insupportable : la perspective d'une chute éclatante sur un des plus grands théâtres du monde où j'étais monté, ne me troublait point, ce qui me fit bien voir que mon faible n'était pas la timidité, mais l'orgueil... J'ai dit combien je m'étais fait autrefois d'ennemis en me tenant à l'écart de gens qui n'attiraient mon attention par aucun mérite, et comme on avait pris souvent pour de la hauteur l'ennui qu'on me causait ; je redoutais fort pour moi cet écueil dans le grand voyage que j'allais entreprendre. Mais je remarquai bientôt que, si l'insolence croît chez certaines personnes en proportion exacte du progrès de la fortune, il en était autrement pour moi, et qu'il m'était beaucoup plus aisé de me montrer prévenant et même empressé quand je me sentais hors de pair, que dans la foule. Cela vient de ce qu'étant ministre, je n'avais plus la peine d'aller chercher les gens, ni la crainte d'en être froidement reçu... Cela vient encore de ce que, comme ministre, je n'avais plus seulement affaire aux idées des sots, mais à leurs intérêts, qui fournissent toujours un sujet de conversation tout trouvé et facile. »

Avec Tocqueville ministre, il ne sera pas question de métaphysique, mais de psychologie. C'est, pour un homme d'action, moins dangereux, et c'est pratique. Tout de suite il regarde ceux qui l'entourent, et derrière les faits qu'on lui signale, il cherche les hommes et leurs mobiles. Il s'agit de ne pas gouverner en l'air, mais avec des êtres de chair, qui ont des intérêts, des passions, et d'abord avec ce Prince-Président, curieux homme.

Il l'analyse, celui-là, avec un rare bonheur ; et vraiment le portrait qu'il a tracé de lui dans ses *Souvenirs* est de main d'ouvrier. Il commence avec esprit. « Il était, nous dit-il, très supérieur à ce que sa vie antérieure et ses folles entreprises avaient pu faire penser à bon droit de lui... Il déçut sur ce point ses adversaires et peut-être plus encore ses amis. » Ceux-ci ne l'avaient choisi, en effet, que pour user de lui et, s'il devenait gênant, le briser. « En quoi, conclut Tocqueville, ils se trompèrent lourdement... »

Il continue ainsi : « Louis-Napoléon avait, comme homme privé, certaines qualités attachantes : une humeur bienveillante et facile, un caractère humain, une âme douce et même assez tendre, sans être délicate, beaucoup de sûreté dans les rapports, une parfaite simplicité, une certaine modestie dans sa personne, au milieu de l'orgueil immense que lui donnait son origine... Sa conversation était rare et stérile ; chez lui, nul art pour faire parler les autres et se mettre en rapport intime avec eux ; aucune facilité à s'énoncer lui-même, mais des habitudes écrivassières et un certain amour-propre d'auteur. Sa dissimulation, qui était profonde comme celle d'un homme qui a passé sa vie dans les complots, s'aidait singulièrement de l'immobilité de ses traits et de l'insignifiance de son regard ; car ses yeux étaient ternes et opaques, comme ces vers épais destinés à éclairer les chambres des vaisseaux, qui laissent passer la lumière, mais à travers lesquels on ne voit rien. Très insouciant du danger, il avait un beau et froid courage dans les jours de crise et, en même temps, chose assez commune, il était fort vacillant dans ses desseins. On le vit souvent changer de route, avancer, hésiter, reculer à son grand dommage : car la nation l'avait choisi pour tout oser, et ce qu'elle attendait de lui, c'était de l'audace et

non de la prudence... Son intelligence était incohérente, confuse, remplie de grandes pensées mal appareillées, qu'il empruntait tantôt aux exemples de Napoléon, tantôt aux théories socialistes, quelquefois aux souvenirs de l'Angleterre où il avait vécu ; sources très différentes et souvent fort contraires. Il les avait péniblement ramassées dans des méditations solitaires, loin du contact des faits et des hommes, car il était naturellement rêveur et chimérique. Mais, quand on le forçait à sortir de ces vagues et vastes régions pour resserrer son esprit dans les limites d'une affaire, celui-ci se trouvait capable de justesse, quelquefois de finesse et d'étendue, et même d'une certaine profondeur, mais jamais sûr et toujours prêt à placer une idée bizarre à côté d'une idée juste.

» En général, il était difficile de l'approcher longtemps de très près sans découvrir une petite veine de folie courant ainsi au milieu de son bon sens...

» Il avait eu, avant d'arriver au pouvoir, le temps de renforcer ce goût naturel que les princes médiocres ont toujours pour la valetaille. Je crois que la difficulté qu'il avait à exprimer ses pensées autrement que par écrit l'attachait aux gens qui étaient depuis longtemps au courant de ses idées et familiers avec ses rêveries, et que son infériorité dans la discussion lui rendait, en général, le contact des hommes d'esprit assez pénible... »

Tocqueville réussissait d'ailleurs à se faire entendre mieux que tout autre de cet homme compliqué. « Il m'écoutait volontiers, nous assure-t-il, sans laisser percevoir l'impression que produisait sur lui mon langage : c'était son habitude. Les paroles qu'on lui adressait étaient comme les pierres qu'on jette dans les puits ; on en entendait le bruit, mais on ne savait jamais ce qu'elles devenaient. » Il a tout le temps des images ou des formules de cette qualité. « Le président, nous dit-il ailleurs, se taisait, mais ne se rendait pas. » Dans une lettre inédite à G. de Beaumont ¹ il nous le montre « sympathique et apathique..., aussi ingouvernable qu'incapable de gouverner ». Tocqueville connaissait la manière d'user d'un caractère dont il avait si bien dénombré les rouages : le problème était, nous dit-il, de décourager le rêveur et de flatter l'épicurien. « Ce qui m'avait toujours frappé, c'était la nécessité qu'il y avait de nourrir son esprit d'une espérance quelconque, si l'on voulait tenir celui-ci en repos. » Alors Tocqueville détournait la pensée de cet homme de toute entreprise aventureuse, mais lui laissait entendre qu'on pourrait, s'il était sage, le garder longtemps dans la ouate à la tête de la République.

Car Tocqueville, à cette époque de sa vie, a été républicain, mais pas pour la République, pour la France. « Je ne croyais pas plus alors que je ne crois aujourd'hui que le gouvernement républicain fût le mieux approprié aux besoins de la France ; ce que j'entends à proprement parler par le gouvernement républicain, c'est le pouvoir exécutif électif. Chez un peuple où les habitudes, la tradition, les mœurs ont assuré au pouvoir exécutif une place si vaste, son instabilité sera toujours, en temps agité, une cause de révolution ; en temps de calme, de grand malaise. » Il voulait pourtant maintenir la République, parce

¹ 4 novembre 1849.

qu'il ne voyait alors rien de prêt, ni de bon à mettre à sa place. « Louis-Napoléon, nous dit-il, était seul préparé à prendre la place de la République... Mais que pouvait-il sortir de son succès, sinon une monarchie bâtarde, méprisée des classes éclairées, ennemie de la liberté et gouvernée par des intrigants, des aventuriers et des valets ? »

Et il ajoute ceci, que notre expérience a singulièrement confirmé. « La République était sans doute très difficile à maintenir, car ceux qui l'aimaient étaient, la plupart, incapables ou indignes de la diriger, et ceux qui étaient en état de la conduire la détestaient, *mais elle était assez difficile à abattre.* » Ce que nous formulerions aujourd'hui en disant qu'on peut, pour se débarrasser d'un roi, lui trancher le cou et qu'il n'y a malheureusement pas moyen, si mécontent qu'on soit d'elle, de couper celui de la République.

Voilà donc, non un idéologue, mais un réaliste, aux affaires. Il jette un premier regard sur ses agents, et voit tout de suite le cas médiocre qu'il faut faire des rapports officiels des préfets. « J'avais vu, nous dit-il, à la fin de l'administration de Cavaignac, comment un gouvernement pouvait être entretenu dans des espérances chimériques par la complaisance intéressée de ses agents. Je vis cette fois comment ces mêmes agents peuvent travailler à accroître la terreur de ceux qui les emploient : chacun d'eux, jugeant que nous étions inquiets, voulait se signaler par la découverte de nouvelles trames et nous fournir à son tour quelque indice nouveau de la conspiration qui nous menaçait. Quant au personnel diplomatique, « la plupart de nos ambassadeurs, écrit-il, craignaient de s'attacher à aucune politique dans le pays où ils nous représentaient et redoutaient même de manifester à leur propre gouvernement des opinions dont on eût plus tard à leur faire un crime. Ils avaient donc soin de se tenir cachés et bien à couvert dans un fouillis de petits faits, dont ils remplissaient leurs correspondances (car en diplomatie il faut toujours écrire, ne sût-on rien ou ne voulût-on rien dire) ; ils se gardaient bien d'y montrer ce qu'ils pensaient des événements dont ils faisaient le récit, et encore moins d'indiquer ce que nous devions en conclure. Cette *nullité volontaire*, à laquelle se réduisaient nos agents et qui, à la vérité, chez la plupart d'entre eux, n'était qu'un perfectionnement artificiel de la nature, me porta, dès que je l'eus reconnue, à employer dans les grandes cours des hommes nouveaux. »

Des hommes à lui, dont il savait qu'il pourrait compter sur le zèle et l'absolu désintéressement : Lamoricière en Russie, Beaumont à Vienne, Corcelle à Rome. Il faut seulement ajouter que le choix de Lamoricière fut à double fin. « À la tête de nos adhérents dans l'Assemblée nationale se trouvait, nous dit-il, le général Lamoricière, dont je redoutais fort la pétulance, les imprudents propos et surtout l'oisiveté... J'entrepris de lui donner une grande ambassade lointaine. » Il choisit fort bien celle de Russie, « où il n'y a guère que les généraux, et les généraux célèbres, qui réussissent. »

La situation, quand les nouveaux ministres prirent le pouvoir, était difficile. Au dehors, l'expédition de Rome. À l'intérieur, en connexion avec l'aventure lointaine, une émeute menaçante, qui éclatera d'ailleurs onze jours plus tard, le

13 juin. Et, par là-dessus, le choléra. Il paraît que Thiers s'en crut atteint un jour. Tocqueville, qui n'épargne jamais celui-là, nous le représente, au début de l'insurrection, « plongé dans un grand fauteuil, les jambes étendues sur un autre, et se frottant le ventre, » car, nous dit-il, « il ressentait quelques atteintes de la maladie régnante ». Ajoutez ce détail, dont Tocqueville, observateur comme un romancier, précis comme un metteur en scène, connaît toute l'importance : les débats parlementaires avaient lieu dans une salle de délibération trop petite. C'était l'ancienne Chambre des députés, préparée pour quatre cent soixante membres, et dans laquelle ils sont maintenant sept cent cinquante. « On s'y touchait donc, tout en se détestant... La gêne y augmentait la colère... Un duel dans un tonneau. »

Mais on ne finirait pas de relever les mots de cet homme sur les choses et sur les gens. Il en a de fameux sur Falloux, qu'il estimait et admirait, mais avec des réserves : « Sincère, nous dit-il de lui, en ce sens qu'il ne considérait que sa cause et non son intérêt particulier, mais, au demeurant, très fourbe et d'une fourberie peu commune et très efficace, car il parvenait à mêler momentanément dans sa propre croyance le vrai et le faux, avant de servir ce mélange à l'esprit des autres ; seul secret qui puisse donner l'avantage de la sincérité dans le mensonge et permettre d'entraîner vers l'erreur qu'on juge bienfaisante ceux qu'on pratique et qu'on dirige. » Plus loin, parlant du même homme, il dit ceci : « Il avait cédé à un moment irréfléchi, ce qui lui arrivait quelquefois ; car la nature l'avait fait léger et étourdi, avant que l'éducation et l'habitude l'eussent rendu calculé jusqu'à la duplicité. » De Molé, il dira, non pas à nous, mais à Beaumont, dans cette lettre inédite du 4 novembre 1849, que j'ai déjà citée : « Il est toujours à vendre. » Quant aux violents, aux Burgraves, dont il n'y a aucune conduite soutenue à attendre, « ce sont, nous dira-t-il, des bâtons flottants sur un océan de vanité ¹ ».

Parmi tant d'hommes divers, il gardera d'ailleurs intacts son esprit, sa volonté : « Mon secret, nous dit-il, consista à flatter leur amour-propre, en même temps que je négligeais leurs avis ». Et cette bonne recette, il la détaille en une page remarquable, qu'il faut lire. Écoutez ceci : « J'avais fait, dans les petites affaires, une remarque que je jugeais très applicable aux grandes : j'avais trouvé que c'est avec la vanité des hommes qu'on peut entretenir le négoce le plus avantageux, car on obtient souvent d'elle des choses très substantielles, en donnant en retour fort peu de substance ; on fera toujours de moins bonnes affaires avec leur ambition ou leur cupidité ; mais il est vrai que pour traiter avantageusement avec la vanité des autres, il faut mettre entièrement de côté la sienne propre et ne s'occuper que du succès de ses desseins ; c'est ce qui rendra toujours ce genre de commerce difficile. Trois hommes, par le rang qu'ils avaient occupé jadis, se croyaient surtout en droit de diriger notre politique étrangère : c'étaient M. de Broglie, M. Molé et M. Thiers. Je les accablai tous les trois de déférence ; je les fis venir souvent chez moi, et me rendis quelquefois chez eux pour les consulter et leur demander, avec une sorte de modestie, des conseils dont je ne profitai presque jamais ; ce

¹ Lettre inédite à G. de Beaumont, du 24 novembre 1849.

qui n'empêcha pas que ces grands hommes ne se montrassent très satisfaits. Je leur agréais davantage en leur demandant leur avis sans le suivre, que si je l'avais suivi sans le leur demander. » Voilà qui est dur pour le régime parlementaire, où ce n'est pas l'homme d'action, mais les donneurs d'avis qui font la loi. « Ce fut surtout avec M. Thiers, ajoute Tocqueville, que ce manège me réussit merveilleusement. Rémusat, qui, sans prétentions personnelles, désirait sincèrement la durée du cabinet, et qu'une pratique de vingt-cinq ans avait familiarisé avec tous les faibles de M. Thiers, m'avait dit ni, jour : « Le monde connaît mal M. Thiers ; il a bien plus de vanité que d'ambition ; il tient aux égards plus encore qu'à l'obéissance, et aux apparences du pouvoir qu'au pouvoir même. Consultez-le beaucoup et faites ensuite comme il vous plaira. Il tiendra plus de compte de votre déférence que de vos actes. » Ainsi fis-je, et avec le plus grand succès. Dans les deux principales affaires que j'eus à traiter pendant mon ministère, celle du Piémont et celle de la Turquie, je fis précisément le contraire de ce que voulait M. Thiers, et nous n'en restâmes pas moins jusqu'à la fin bons amis. »

Il eut à traiter trois affaires et non pas deux. Il oublie là celle des réfugiés en Suisse. Il y eut aussi la liquidation de l'expédition romaine, mais dont nous ne dirons qu'un mot, pour l'écarter.

Ce que nous faisons ici n'étant pas une histoire du ministère, mais du caractère de Tocqueville, il importe peu que nous entrions dans le détail de toute cette affaire romaine, qui demanderait un volume à elle seule et que Tocqueville débrouilla comme il put, mais sans bonne humeur. Il trouva les choses mal engagées à son arrivée au pouvoir. Dans quelle mesure aida-t-il à leur dénouement et faut-il souscrire au jugement de l'historien Pierre de la Gorce, qui lui a reproché de s'être montré dans la circonstance nerveux et impressionnable ? Pour ma part, je m'abstiendrai de tout avis tant que n'auront pas été publiées ou que je n'aurai pas eu sous les yeux les lettres particulières échangées entre Tocqueville et son ambassadeur auprès du Pape, son ami Corcelle. Cette correspondance, très précieuse, non seulement pour l'étude de l'affaire romaine, mais parce que c'est avec Corcelle que Tocqueville a, toute sa vie, débattu avec le plus de passion la question religieuse et celle qui le préoccupait tant, des rapports de l'autorité et de la liberté, il faut souhaiter que ses détenteurs actuels se décident à la publier ou à la montrer. Jusque-là il vaut mieux, faute d'un élément essentiel, réserver son jugement sur l'ambassadeur, sur le ministre et sur ce qu'ils ont fait ensemble, tantôt d'accord et tantôt se disputant.

Il y a d'ailleurs moyen de juger Tocqueville ministre sur d'autres pièces.

C'est d'abord l'affaire des révolutionnaires réfugiés en Suisse. On sortait d'une période de troubles violents. On avait, en Allemagne, en Italie, en France, battu et chassé des bandes rebelles et tout ce monde turbulent s'était réfugié en Suisse. Ils étaient là dix à douze mille, toujours prêts à venir troubler l'ordre dans les États voisins. La Prusse, l'Autriche, la Russie se plaignaient fort, menaçant la Confédération, si elle entretenait chez elle ce personnel inquiétant, d'envahir le territoire helvétique et d'y venir faire la police.

« J'essayai d'abord, nous dit Tocqueville, de faire entendre raison aux Suisses et de leur persuader de ne point attendre qu'on les menaçât, mais de chasser eux-mêmes de leur territoire, comme le droit des gens les y obligeait, tous les principaux meneurs qui menaçaient ouvertement la tranquillité des peuples voisins... Si vous allez ainsi au devant de ce qu'on peut vous demander de juste, répétais-je sans cesse au représentant de la Confédération à Paris, comptez sur la France pour vous défendre contre toutes les prétentions injustes ou exagérées des cours. Nous risquerons plutôt la guerre que de vous laisser opprimer ou humilier par elles. » Ici, il faut interrompre Tocqueville pour noter comme il sait prendre ses responsabilités. Nous allons le voir, dans les autres affaires, même importantes, comme dans celle-ci qui l'est peu, poser si nettement la question, qu'on voit aussitôt ce que la France permettra ; hors de quoi, ce sera la guerre. Il est crâne, mais parce qu'il sait où il va. En politique, il faut être intelligent d'abord, courageux ensuite. Les deux sont nécessaires, et dans cet ordre. Le langage qu'il tenait ainsi aux Suisses avait d'ailleurs peu d'effet « car, nous dit-il, rien n'égale l'orgueil et la présomption des Suisses. Il n'y a pas un de ces paysans qui ne croie fermement que son pays est en état de braver tous les princes et tous les peuples de la terre ». Alors Tocqueville eut une idée, une idée de grand politique, bien que l'aventure fût petite. « Ce fut, nous explique-t-il, de conseiller aux gouvernements étrangers qui n'y étaient, du reste, que trop disposés, de n'accorder pendant quelque temps aucune amnistie à ceux de leurs sujets qui s'étaient réfugiés en Suisse, et de leur refuser à tous, quelle que fût leur culpabilité, la permission de revenir dans leur patrie. De notre côté nous fermâmes nos frontières à tous ceux qui, après s'être réfugiés en Suisse, voulaient traverser la France pour se rendre en Angleterre ou en Amérique, à la foule des réfugiés inoffensifs aussi bien qu'aux meneurs. Toutes les issues étant ainsi bien closes, la Suisse resta encombrée de ces dix ou douze mille aventuriers, gens les plus remuants et les moins ordonnés qui fussent en Europe. Il fallut les nourrir, les héberger, et même les solder, afin qu'ils ne missent pas le pays à contribution. *Cela éclaira tout à coup les Suisses sur les inconvénients du droit d'asile.* Ils se fussent bien arrangés de conserver indéfiniment parmi eux les chefs illustres, malgré le danger que ceux-ci faisaient courir aux voisins ; mais l'armée révolutionnaire les incommodait fort. « Alors ils cédèrent, expulsèrent les meneurs et, après avoir failli s'attirer toute l'Europe sur les bras plutôt que d'éloigner ces hommes de leur territoire, les Suisses les en chassèrent volontairement afin d'éviter une gêne momentanée et une médiocre dépense. » Tocqueville ne peut s'empêcher de donner, pour conclure, un coup de griffe au régime démocratique. « Jamais on ne vit mieux, dit-il, le naturel des démocraties, lesquelles n'ont, le plus souvent, que des idées très confuses ou très erronées sur les affaires extérieures, et ne résolvent guère les questions du dehors que par des raisons du dedans. »

Il fut également heureux et ferme dans le débat qu'il s'agissait de clore entre l'Autriche et le Piémont. Battus à Novare, les Piémontais étaient sur le point de signer la paix avec leurs vainqueurs, et Tocqueville s'était, nous dit-il, très ardemment entremis entre les deux parties, « parce que la France avait intérêt à la fin de cette affaire. » Déjà, il se félicitait qu'il ne restât qu'une mince question d'argent à résoudre, quand, brutalement, l'Autriche envoya à Turin un ultimatum, avec menace d'hostilité dans les quatre jours. Alors, le ministre

français qui, tout en soutenant les Piémontais dans leur résistance à certaines exigences déraisonnables des Autrichiens, leur avait nettement dit et écrit qu'il ne fallait pas qu'ils escomptassent le concours militaire de la France, n'hésita pas à jeter sur l'heure même notre épée dans la balance. « Je vis, a-t-il écrit dans ses *Souvenirs*, que c'était là une de ces circonstances extrêmes que j'avais envisagées d'avance où il convenait de risquer non seulement mon portefeuille, ce qui, il est vrai, n'était pas risquer grand chose, mais le sort de la France. » Il ordonna que l'armée de Lyon fût concentrée au pied des Alpes ; il fit savoir à notre représentant à Turin, par une lettre écrite de sa main, « car le style flasque de la diplomatie, nous assure-t-il, ne convenait pas à la circonstance, » que si le Piémont était attaqué, nous le défendrions ; enfin il appela chez lui le ministre d'Autriche et profita de ce que les habitudes de la réserve diplomatique devaient lui être encore peu familières pour lui faire une scène violente, telle que le pauvre homme, il devait l'avouer plus tard, n'en avait jamais subi de sa vie. Tout cela finit fort bien. L'Autriche n'avait élevé le ton que pour hâter le dénouement. Elle ne demanda rien de plus que ce qui lui était accordé déjà et signa. Mais la France, par la voix de Tocqueville, avait affirmé sa politique et sa force.

Cette affaire à peine finie, une nouvelle histoire de réfugiés menaçait d'incendier l'Europe. Les Hongrois venaient de se faire écraser par l'Autriche ; et leurs chefs, ainsi qu'un certain nombre de généraux polonais, qui s'étaient associés à leur cause, s'étaient sauvés en Turquie. De là, les deux principaux d'entre eux, Denbiski et Kossuth, avaient écrit à notre ambassadeur à Constantinople, réclamant la protection de la France. Au même moment les ambassadeurs d'Autriche et de Russie priaient le gouvernement turc de leur livrer ces hommes. Les deux ambassades, surprises qu'on n'obéît pas aussitôt à leurs injonctions, menacèrent. Les Turcs, d'une voix douce, répondirent qu'on ne les ferait pas céder. « Si je perds le pouvoir pour ceci, disait le grand vizir, j'en serai fier. » Et il ajoutait : « Dans notre religion, tout homme qui demande merci doit l'obtenir. » Tocqueville constate, dans ses *Souvenirs*, que ces Turcs parlaient ainsi comme des gens civilisés et des chrétiens. « Les ambassadeurs, ajoute-t-il, se bornèrent à répondre, en vrais turcs, qu'il fallait livrer les fugitifs, ou subir les conséquences d'une rupture, qui irait probablement jusqu'à la guerre. » Puis le tsar écrivit de sa main une lettre comminatoire au sultan. Celui-ci refusa de se plier à cette nouvelle injonction et congédia sans ménagements le porteur de la missive. Alors la Russie et l'Autriche rompirent les rapports diplomatiques : c'étaient les hostilités toutes proches.

Là-dessus, gros émoi en Angleterre, où l'on décide de faire tout de suite des représentations au tsar et à l'empereur d'Autriche, et d'envoyer la flotte au secours de la Turquie. Tocqueville, si porté qu'il fût à soutenir le Sultan, trouva, cette fois, qu'on tirait un peu vite l'épée du fourreau. Il est intéressant de voir avec quelle indépendance il juge ses amis anglais, quand il n'est plus question de faire avec eux de la philosophie politique, mais d'agir dans le monde. Les Anglais, dans l'affaire du Piémont, nous avaient abandonnés sans vergogne. Cette fois ils voulaient nous entraîner avec eux dans une aventure où ils ne risquaient que quelques bateaux et nous notre existence. Malheureusement leur ambassadeur à Paris avait capté Louis-Napoléon qui, à son tour, convainquit

les ministres. Falloux même, le seul sur qui comptât Tocqueville pour réagir contre un état d'esprit qui lui semblait fou, acquiesça étourdiment aux vues anglaises. Il ne resta plus au ministre des Affaires étrangères que d'atténuer, par son action personnelle, la gravité de la faute. Il envoya alors à Lamoricière des instructions pleines de sens : « Engagez l'affaire très doucement, lui mandait-il par lettre particulière ; gardez de mettre contre nous l'amour-propre de nos adversaires ; évitez une trop grande et trop ostensible intimité avec les ambassadeurs anglais, dont le gouvernement est abhorré dans les cours où vous êtes, tout en conservant pourtant avec ces ambassadeurs de bons rapports. Pour arriver au succès, prenez le ton de l'amitié et ne cherchez pas à faire peur... »

Il arriva que Lamoricière, avant d'avoir reçu ces instructions, se conduisit comme s'il les avait connues. C'est d'un grand ministre que d'être exactement servi par ses agents. Cela prouve qu'on a su les choisir, et pour une politique qu'ils peuvent entendre. « Lamoricière, nous dit Tocqueville, se hâta de lui-même d'exprimer très vivement, quoique sur un ton amical, qu'il blâmait ce qui venait de se passer à Constantinople ; mais il se garda de faire des représentations officielles et surtout menaçantes. Tout en se concertant avec l'ambassadeur d'Angleterre, il évita soigneusement de se compromettre avec lui dans des démarches communes ; et quand Fuad Effendi, porteur d'une lettre du sultan au tsar, arriva, il lui fit dire secrètement qu'il n'irait pas le voir, afin de ne pas compromettre le succès de la négociation, mais que la Turquie pouvait compter sur la France. » C'est toujours, chez Tocqueville et ceux qui servent sa pensée, la même fermeté, digne d'un pays fort, mais avec les mêmes façons adroites, par où s'est distinguée, à toutes ses grandes heures, la politique de la France. Le tsar céda, non aux Anglais, mais aux Turcs. La note déplaisante que Palmerston destinait à la Russie arriva à Saint Pétersbourg quand l'affaire était déjà réglée. « Le mieux, dit fort à propos Tocqueville, eût été de ne plus rien dire ; mais tandis que dans cette affaire nous n'avions visé qu'au succès, le cabinet anglais avait, de plus, cherché le bruit. Il en avait besoin pour répondre à l'irritation du pays. » La note fut donc présentée au comte de Nesselrode. « Le Russe répliqua qu'il ne concevait ni le but ni l'objet de cette demande ; que l'affaire dont, sans doute, on voulait parler, était arrangée, et que, d'ailleurs, l'Angleterre n'avait rien à y voir. Lord Bloomfield demanda où en étaient les choses. Le comte de Nesselrode refusa avec hauteur de lui donner aucune explication ; parce que ce serait, dit-il, reconnaître le droit de l'Angleterre de s'immiscer dans une affaire qui ne la regarde point. Et comme l'ambassadeur anglais insistait pour laisser du moins copie de la note dans les mains du comte de Nesselrode, celui-ci, après s'y être d'abord refusé, reçut enfin la pièce de mauvaise grâce et le congédia en disant nonchalamment qu'il allait répondre à cette note, qu'elle était terriblement longue et que ce serait fort ennuyeux. « La France, ajouta le chancelier, m'a déjà fait dire les mêmes choses ; mais elle les a fait dire plus tôt et mieux. »

Quelques jours plus tard, Tocqueville, qui avait bien servi la France en des circonstances difficiles, était, avec tous ses collègues du ministère, congédié par le maître. L'heure des ministres était passée. Les complices allaient entrer en scène.

Tocqueville avait un tempérament d'homme d'état. Louis-Napoléon, devenu empereur, devait tenter plusieurs fois de le rappeler aux affaires. Et s'il avait vécu, l'auteur de la *Démocratie en Amérique*, eût certainement joué, après la guerre de 1870, un grand rôle. Pendant son ministère si court, il ne cessa d'intervenir dans des affaires qui, toutes, pouvaient nous engager dans la guerre. Il estimait que la France n'était pas en état, en tous cas n'avait pas le goût d'accomplir de grandes choses. Et cependant il parla et agit avec tant de vigueur et de souplesse à la fois, que notre prestige sortit des dures épreuves de cette période non seulement intact, mais agrandi.

Au bas d'une lettre à Beaumont, je trouve ce *post-scriptum* qui n'a pas été publié : « Je suis fatigué, tourmenté et un peu découragé en vous écrivant. Il y a en ce moment trop et de trop grandes affaires. Je plie sous le faix. Et puis, mon cher ami, quelle misère que de diriger les affaires étrangères d'un peuple, qui, ayant le souvenir d'une force immense, et, dans la réalité, une puissance limitée, aspire à tout, et, au fond, ne veut, et peut-être ne peut rien oser. Il vaudrait mieux planter ses choux. »

Tout Tocqueville est dans ces quelques lignes. Tempérament mélancolique, dû au pitoyable état de son estomac, dû aussi aux prémisses qu'au temps de son imprudente jeunesse, il a inscrites dans une *Préface* fameuse, et dont, à l'automne de sa vie, il aperçoit, avec plus d'épouvante que jamais, où elles mèneraient le monde et d'abord la France, si vraiment il fallait en tirer les déductions logiques. Mais tempérament de feu. « À votre âge, j'aurais sauté sur les tours de Notre-Dame ! » disait-il à des jeunes gens qu'il trouvait mous. Et l'on se souvient comme il secoua Corcelle, le menaçant de lui donner des coups de bâton, parce que cet ami plus calme ne s'excitait pas sur la politique. Ainsi, au total, une âme trépidante dans un corps délabré. Cela étant, si on écrit ou qu'on laisse aller son esprit de déduction en déduction, on peut bien, sous l'influence de nerfs malades, se tromper un peu ou beaucoup. Quand on passe aux actes et que c'est pour ou contre la France, pour ou contre le bien public, qu'il va falloir prendre des décisions, encourir des responsabilités, alors le mécanisme intellectuel fonctionne, comme on dit aujourd'hui, à plein rendement ; et l'intelligence de Tocqueville était vive et nourrie à des sources dont une expérience séculaire a éprouvé la qualité.

Oui, grand ministre, d'une école qu'on a vainement essayé de discréditer : celle du réalisme. Mais surtout, ministre maître d'agir, détaché de toutes les chaînes dont tant d'autres ont les membres embarrassés ; ministre libre, vis-à-vis des autres et de soi-même, ne connaissant ni la peur, ni le bas intérêt, ni les intrigues par où la plupart ont accédé et se maintiennent au pouvoir. Il n'y a pas de plus belle illustration de l'idée que Tocqueville se faisait de sa liberté, que le spectacle de sa noble, vigilante et rayonnante activité au quai d'Orsay.

Il est un point sur lequel on pourrait lui chercher chicane. Dans le débat, qui nous passionne aujourd'hui, sur la politique de la France en Europe centrale en face de l'hégémonie prussienne, on a d'abord l'impression que Tocqueville n'avait pas une doctrine sûre et que peut-être il eût été de ceux qui ont si malheureusement laissé croître la puissance de la Prusse.

Au moment où il arriva au pouvoir, la Prusse venait de prendre, à la date du 26 mai 1849, la tête d'une confédération, dont les provinces s'étendaient de Memel à Bâle et qui réunissait, sous son pouvoir, vingt-sept millions d'Allemands. Il y avait de quoi faire réfléchir un homme d'état français. Tocqueville réfléchit, en effet, et consigna sa pensée dans un passage de ses *Souvenirs*, qu'on aimerait mieux ne pas trouver sous une telle plume : « L'intérêt de la France est-il que le lien de la Confédération germanique se resserre ou se relâche ?... La réponse qu'on fera à cette question dépend de la réponse qu'on fera à cette autre : quel est au vrai, de nos jours, le péril que fait courir la Russie à l'indépendance de l'Europe ? Quant à moi, qui pense que notre occident est menacé de tomber tôt ou tard sous le joug ou du moins sous l'influence directe et irrésistible des tsars, je juge que notre intérêt est de favoriser l'union de toutes les races germaniques, afin de l'opposer à ceux-ci. » On ne pouvait pas alors se tromper plus lourdement.

Mais dans une lettre inédite à Beaumont, je trouve ces mots : « Je sais très bien tout ce qu'il y a de dangereux pour la France, au point de vue de sa politique permanente, à ce qu'il se fonde une unité gouvernementale en Allemagne ».

Et voici un passage des entretiens de Tocqueville avec Nassau Senior ¹.

« 27 juillet 1848. Conversation sur la politique de lord Palmerston concernant l'Allemagne. Tocqueville dit qu'il la trouvait *trop favorable à la Prusse*.

» SENIOR : L'Autriche menaçant ruine, – puisqu'elle deviendra impuissante si elle perd la Hongrie, et qu'elle passera sous l'influence de la Russie, si elle la garde, – il est important de lui substituer une puissance qui puisse s'élever entre l'Europe occidentale et la Russie : la Prusse n'est-elle pas le seul État capable de remplir ce rôle ? Par suite, si la politique de lord Palmerston tend vers ce but, elle me paraît louable.

» TOCQUEVILLE : Ceci peut être vrai en ce qui concerne les intérêts de l'Angleterre, mais la France ne peut pas voir avec plaisir un nouvel accroissement d'une grande puissance militaire tout contre sa frontière. »

Voilà qui nous rassure. Le passage des *Souvenirs* est, il est vrai, postérieur à cette conversation. Mais qu'importe ? Tocqueville a formulé là deux avis contradictoires, et dans le mauvais ordre, puisque c'est le fâcheux qui a suivi l'excellent ; mais, les deux fois, il a considéré la France et non une philosophie, ni des principes. Il n'a pas mis, comme Voltaire, son pays aux pieds d'un roi philosophe, ni servi, avant sa patrie, le principe des nationalités comme on devait faire après lui. Il a regardé de son mieux la carte d'Europe. Il a, nous ne le voyons qu'aujourd'hui, surestimé la Russie, mais il n'a pas haï l'Autriche ; il a seulement constaté sa faiblesse. Et s'il a parlé avec détachement de l'unité

¹ D'EICHTAL, p. 230.

allemande, ce fut à une heure où elle apparaissait, après les rêves de 1848, comme chimérique. Que Palmerston favorise effectivement la Prusse, voilà un fait précis et menaçant. Alors l'homme d'état prend la parole et prononce que la France n'a que faire à ses portes d'une grande puissance militaire. Nous pouvons être tranquilles, Tocqueville n'aurait pas, en 1919, au congrès de Versailles, demandé le démembrement de l'Autriche, mais celui de l'Allemagne.

Il n'est pas possible de clore ce court chapitre de la vie de Tocqueville, sans nommer l'homme qui remplit auprès du ministre les fonctions de chef de son cabinet, le comte J. Arthur de Gobineau. Celui-ci avait alors trente-quatre ans. Le volume de correspondance entre Tocqueville et lui, qu'a publié en 1909 l'Allemand Schemann nous révèle que Gobineau se flattait, dès 1843, « d'être en très bonne posture auprès de M. de Tocqueville. » Ce dernier l'avait chargé de faire pour l'Académie des Sciences morales et politiques un grand travail sur l'état des doctrines morales au XIX^e siècle. Le jeune homme s'acquittait de sa tâche à la satisfaction du maître. « J'ai déjeuné avec lui il y a quelques jours, écrit-il, et il m'a fait des tendresses infinies. »

À vrai dire, Tocqueville ne fut pas toujours tendre à l'excès pour l'écrivain, s'il demeura fidèle à l'ami. J'avais remarqué dans sa correspondance inédite plusieurs passages sévères à l'endroit de Gobineau¹, et je savais que le gros ouvrage que celui-ci avait consacré à *l'Inégalité des races humaines* l'avait fort mécontenté. Dans les lettres que M. Schemann, gobiniste fervent, a retrouvées et publiées, on trouve les raisons, qui sont curieuses, de ce mécontentement.

Tocqueville reproche à Gobineau d'avoir une doctrine triste et de ne laisser aux hommes aucun goût pour réagir contre un destin qu'il leur présente comme fatal. Gobineau aurait pu répondre à Tocqueville que, lui aussi, croyait à une fâcheuse fatalité et que sa terreur religieuse en présence d'une certaine démocratie providentielle, n'était pas non plus une doctrine gaie. Mais en Tocqueville, je l'ai dit, il y a toujours eu deux hommes : l'un qui a écrit la *Préface de la Démocratie en Amérique*, l'autre qui n'a cessé de témoigner contre cet écrit de jeunesse. L'un des deux s'est assurément trompé.

Nous allons voir avec quelle force, en 1853, puis en 1858, dans des lettres admirables, il parle à Gobineau un langage qu'eût entendu avec profit le Tocqueville de 1831.

« Vous vous comparez, lui écrit-il, à un médecin qui annonce à un malade qu'il a une maladie mortelle, et vous dites : qu'y a-t-il là d'immoral ? Je réponds que si l'acte n'est pas immoral en lui-même, il ne peut produire que des conséquences immorales ou pernicieuses. Si mon docteur me venait dire un de ces matins : « Mon cher Monsieur, j'ai l'honneur de vous annoncer que vous avez une maladie mortelle, et, comme elle tient à votre constitution même, j'ai

¹ *Œuvres*, t. VI, p. 236. Le nom de Gobineau n'est pas cité par Beaumont, mais figure dans la lettre originale. Voit aussi t. VII, P. 500.

l'avantage de pouvoir ajouter qu'il n'y a absolument aucune chance pour en réchapper d'aucune manière », je serais d'abord tenté de battre le médecin. Secondement, je ne verrais plus autre chose à faire que de me mettre la tête sous la couverture et d'attendre la fin prédite, ou si j'avais l'humeur qui animait les personnages de Boccace durant la peste de Florence, je ne songerais qu'à m'abandonner sans effort à tous mes goûts en attendant cette fin inévitable, afin de faire au moins ma vie, comme on dit, courte et bonne. Encore je pourrais mettre à profit la sentence en me préparant à la vie éternelle : mais il n'y a pas de vie éternelle pour les sociétés ¹. »

Gobineau prétendait expliquer la destinée des différents peuples par les caractères, les tares ou les vertus de leurs races. « Quel intérêt, lui répond Tocqueville, peut-il y avoir à persuader à des peuples lâches qui vivent dans la barbarie, dans la mollesse ou dans la servitude, qu'étant tels de par la nature de leur race, il n'y a rien à faire pour améliorer leur condition, changer leurs mœurs ou modifier leur gouvernement ?... Quand on a vu un peu longtemps et d'un peu près la manière dont se mènent les choses publiques, croyez-vous qu'on ne soit pas parfaitement convaincu qu'elles réussissent précisément par les mêmes moyens qui font réussir dans la vie privée ; que le courage, l'énergie, l'honnêteté, la prévoyance, le bon sens sont les véritables raisons de la prospérité des empires comme de celle des familles et, qu'en un mot, la destinée de l'homme, soit comme individu, soit comme nation, est ce qu'il la veut faire. ² »

Les sages, les mâles paroles ! Et comme on aime à les lire sous la plume de ce Tocqueville qui eût si facilement laissé croire, par d'autres de ses écrits, qu'il était, lui aussi, un fataliste et un désespéré.

Et voyez comme il se fâche quand on met en cause le destin de la France. « Quant à vous, écrit-il à Gobineau ³ soit naturel, soit conséquence des luttes pénibles auxquelles votre jeunesse s'est courageusement livrée, vous vous êtes habitué à vivre du mépris que vous inspire l'humanité en général et en particulier votre pays. Comment voulez-vous, par exemple, que je ne sois pas un peu impatienté, quand je vous entends dire que votre nation n'a jamais pris les choses que par le côté petit et mesquin et n'a pas produit d'esprit hors ligne, si ce n'est peut-être cet ignoble Rabelais dans les œuvres duquel je ne suis jamais arrivé à trouver un louis d'or qu'après avoir remué, à grand dégoût, des tas d'ordures ? Comme si plusieurs grandes choses de ce monde n'avaient pas été faites par nous ? Comme si ce n'était pas nous, surtout, qui depuis trois cents ans, par une succession non interrompue de grands écrivains, avons le plus agité l'esprit humain, l'avons le plus poussé, animé, précipité dans tout le monde civilisé, en bien ou mal, cela peut se discuter, mais puissamment, qui en doute ? Je ne connais pas un étranger, si ce n'est peut-être quelque cuistre de professeur allemand, qui porte sur la France le jugement que vous, Français, portez sur elle. »

¹ Schemann, *op. cit.* p. 287.

² Schemann, *op. cit.* p. 287.

³ *Ibid*, p. 334.

Voilà de dures paroles, plus dures sans doute que ne les voulait Tocqueville, car il ne prévoyait évidemment pas alors que les Allemands découvriraient un jour Gobineau et serviraient sa gloire avec un zèle aussi désobligeant pour elle que pour nous.

Chapitre X

SECOND EMPIRE

[Retour à la table des matières](#)

Après le coup d'État, Tocqueville se retira de la vie publique. Il se sentait physiquement épuisé ; et sa souffrance morale était aiguë. Nous allons écouter sa plainte. Ce sera l'occasion d'admirer encore son tempérament d'écrivain ; et nous pourrons, sur des documents inédits et de grand prix, le situer parmi les adversaires de l'Empire, lui donner la place, le rang qui lui appartiennent, et que voici : il est devenu, sous le coup de la douleur, plus raisonnable que jamais ; s'il a pu lui arriver, au cours de sa carrière, de désirer la liberté pour elle seule, il la revendique nettement aujourd'hui au nom et pour l'amour de l'ordre. Il va falloir, pour connaître dans leur ardeur et leur vérité ses sentiments profonds, que nous lisions plusieurs de ses lettres intimes et l'on aura ici la primeur de quelques-uns des plus beaux cris qu'ait inspirés la passion du bien public. On chercherait en vain de ces accents dans la correspondance qu'a publiée Gustave de Beaumont. Parce que je ne veux pas accabler ce fidèle et touchant ami de mon héros, nous dirons que Beaumont, s'il sentait mal le prix des pages qu'il a volontairement laissées dans l'oubli, pouvait tout de même invoquer cette excuse ou ce prétexte, qu'on était encore, lorsqu'il publia les lettres de son ami, trop près des événements pour qu'il osât livrer au public certains jugements, vraiment un peu durs. Venons tout de suite au fait. Tocqueville était peut-être démocrate sous la Monarchie de juillet. Sous l'Empire, c'est évidemment un ami des vieilles traditions de sa classe, la tradition monarchique et la tradition religieuse, qui a écrit la lettre suivante. Il l'a adressée à l'un de ses frères, qui venait, par une circulaire électorale, de donner une sorte d'adhésion implicite au nouveau régime. Nous sommes au 14 février 1852.

« Que résulte-t-il de ta lettre ? lui écrit-il. Ceci : que tu étais partisan du coup d'état avant même que ce coup d'état eût lieu, que tu as approuvé et légitimé autant que tu l'as pu par ton vote celui du 2 décembre et ce qui l'a suivi jusqu'au 20 décembre, jour de l'élection ; que tu loues le Président d'avoir énergiquement réprimé le *mal* et que tu lui promets ton loyal concours, s'il continue à se bien conduire.

» Je crois, mon cher ami, que, quand l'excitation de la lutte électorale sera passée, tu regretteras d'avoir été aussi loin et que tu t'apercevras qu'avec le cœur le plus droit et les intentions les plus honnêtes, tu as froissé les sentiments respectables d'un grand nombre d'honnêtes gens, ce qui est toujours un malheur regrettable.

» Relis, en effet, toutes les adhésions qui ont été données au nouveau gouvernement, tu n'en trouveras pas une seule qui soit plus explicite, plus complète que la tienne ; remarque qu'aucune restriction n'est indiquée par toi, au moins pour le passé, aucune ; et que si le gouvernement ne se hâte pas de prendre pour candidat un homme comme toi, qui tiens un tel langage, il n'a pas le sens commun. Ton exemple sera suivi, je n'en doute pas, mais jusqu'à présent il est unique.

» Quand au fond de la question, je serai bref. Tu as passé le *Rubicon*. Les discussions seraient désormais pénibles sans être utiles.

» Je comprends très bien, sans la partager, l'opinion de ceux qui pensent que tout ce que nous voyons est une crise nécessaire, une médecine honteuse, mais indispensable, dont avait besoin un corps social corrompu... Mais ce qui se passe n'en est pas moins une de ces œuvres basses, que la Providence laisse faire quelquefois à des coquins et auxquelles les gens de bien et de cœur ne doivent pas prêter le secours et l'appui moral de leur vertu, que surtout ils ne doivent pas honorer publiquement de leur adhésion. Qu'on subisse le gouvernement actuel, qu'on ne l'attaque pas, que même on l'aide, faute de mieux, dans les fonctions que la confiance des populations vous confie, je le comprends. Mais qu'on semble donner son approbation publique à ce qu'il a fait et qu'on lui promette son concours, voilà, je te le confesse, ce qui me froisse profondément.

» Il ne s'agit pas de soutenir L. N., dit-on, mais de raffermir l'autorité, la morale, la religion. Ce sont là paroles de philosophes, mon cher ami, et non d'hommes politiques. Il ne s'agit pas de ce que l'on veut, mais de ce que l'on fait.

» Est-ce que tu peux croire un instant d'ailleurs que ce soit en employant les moyens qu'on a employés et en faisant ce que l'on a fait qu'on rétablit l'autorité ? N'aperçois-tu pas que ceci est de la Révolution sous une autre forme, que ce gouvernement est aussi excessif dans son genre et bien plus que celui auquel il succède ; qu'il établit un état de choses extrême qui appelle invinciblement l'extrême contraire ; que tous ses procédés sont révolutionnaires, empruntés aux plus mauvaises époques de la révolution, et que la seule différence est qu'ils sont employés, contre nos ennemis et non plus contre nous-mêmes ? Différence immense aux yeux des hommes, mais nulle aux yeux de Dieu.

» Crois-tu qu'on rétablisse la morale en donnant au monde l'exemple le plus éclatant qui ait jamais été donné dans l'histoire, de la ruse, de la violence et du parjure triomphant aux acclamations que la peur arrache à une partie des

classes élevées et honnêtes ? Crois-tu qu'on rétablisse la morale ébranlée en donnant l'exemple de la violation de toutes les lois, par la vue de l'élite du pays mise dans les voitures cellulaires, des plus grands généraux du temps traités comme des forçats, ou bannis comme des ennemis publics, pour le seul crime d'avoir été fidèles à leur mandat et aux lois de leur pays ; crois-tu même qu'on rétablisse la morale, en frappant au hasard ceux qu'on regarde comme les ennemis de la morale, en arrêtant sans mandats, jugeant sans tribunaux, déportant sans arrêts des milliers d'hommes ? Peux-tu le croire un seul instant ?

» Et quant à la religion, rappelle-toi bien ceci, pour t'en souvenir un jour : il n'y a jusqu'à présent, Dieu soit loué, qu'une partie du clergé qui ait adhéré publiquement à ce gouvernement. Si le malheur voulait qu'il restât dans l'opinion publique cette impression, que le clergé tout entier à embrassé cette cause, rien ne porterait un coup plus terrible à la religion dans notre pays. Cela n'achèverait pas, sans doute, de la détruire dans les masses, mais l'ébranlerait dans les esprits élevés et délicats, qui forment partout l'élite des sociétés et qui tôt ou tard dirigent l'opinion. Je t'avoue que, pour ma part, quelque sympathique que je sois aux croyances religieuses, je me sens attristé et troublé plus que je ne l'ai jamais été, en voyant une partie du clergé se laisser si facilement gagner par les appâts grossiers qu'on lui offre, lorsque j'aperçois chez tant de catholiques cette aspiration vers la tyrannie, cet attrait pour la servitude, ce goût de la force, du gendarme, du censeur, du gibet. »

Ainsi ce n'est pas contre l'autorité qu'il s'élève : il tremble pour elle, au contraire, et il le dit expressément. Et si les autres adversaires de l'Empire, ceux qui, plus tard, devaient, sur ses ruines, fonder la République, ont, comme s'y attendait Tocqueville, confondu dans la même haine le despote et les prêtres, lui, qui n'avait pas la foi, aimait à ce point la religion que la défaillance politique du fervent chrétien qu'était son frère fut sa plus cuisante douleur.

Sa souffrance au spectacle qu'il eut sous les yeux du 2 décembre jusqu'à sa mort, il l'a exprimée tantôt avec une force qui ébranle l'esprit, tantôt avec une douleur qui touche le cœur. Nul romantisme, mais l'explosion toute naturelle des sentiments qu'au contact de certaines bassesses peut ressentir une âme droite. Et c'est pourquoi je ne crois pas qu'il y ait un seul écrivain dont l'oeuvre soit plus propre à discréditer, aux yeux des gens de cœur, s'ils ont, par surcroît, quelque aptitude à la réflexion, le régime qui devait aboutir à la défaite, au démembrement et à la Commune.

À Gustave de Beaumont, il avait écrit, un peu avant la lettre que je viens de citer, cette page vraiment émouvante, qui est restée inédite :

« Tout travail m'est, quant à présent, impossible. J'attribue cette incapacité pénible aux faits et aux conversations *perturbatrices* qu'on rencontre à chaque moment à Paris. Si j'étais à la campagne, je l'attribuerais à la solitude. La vérité est qu'elle naît d'une maladie de l'âme et ne cessera que quand celle-ci se portera mieux, ce qui ne peut venir que du temps ; c'est le grand médecin de la douleur. Il faut attendre le plus patiemment possible qu'il ait fait son œuvre. Du reste, cette douleur, comme toutes les douleurs vraies et légitimes, m'est chère

en même temps qu'elle m'est cruelle. La vue de ce qui se fait, et surtout de la manière dont on le juge, froisse tout ce qui se rencontre en moi de fier, d'honnête et de délicat. Je serais bien fâché d'être moins triste. Sous ce rapport, j'ai pleine satisfaction, car, en vérité, je suis triste à mourir. Je suis arrivé à l'âge où je suis à travers bien des événements différents, mais avec une seule cause, celle de la liberté régulière et modérée ; cette cause est perdue sans ressource ; je le croyais déjà en 1848, j'en ai la dernière démonstration aujourd'hui. Non que je ne sois convaincu que ce pays ne soit destiné à revoir les institutions constitutionnelles, mais il ne les verra pas durer, ni elles, ni aucune autre. C'est du sable et il ne faut pas se demander s'il restera fixe, mais quels sont les vents qui le remueront. »

Il allait, à ce moment, jusqu'au désespoir et nous pouvons bien le lui pardonner.

Nous allons lire maintenant une bien belle lettre, inédite comme les autres. Son destinataire était Lamoricière. On conviendra que, si Tocqueville haïssait l'Empire et en médissait, c'était en assez bonne compagnie.

Paris, 24 Novembre 1852.

« Je ne sais, mon cher ami, où et comment vous parviendra cette lettre. Je charge Bedeau de vous la faire tenir. Vous courez les pays, sans faite connaître à vos amis, du moins à ceux que je puis interroger, votre itinéraire, de façon qu'on ne sait où vous prendre...

« Je ne puis rien vous dire des affaires publiques que vous ne sachiez par les journaux. Vous apprenez de loin, comme nous le voyons de près, à quel point le gros de la nation se rue dans la servitude, pour prendre une expression de Tacite. Ce n'est pas pourtant qu'il y ait le moindre enthousiasme, soit pour l'homme, soit pour le système, mais il y a l'enthousiasme de la peur et de la cupidité. On ne voit qu'une chose : être délivré des socialistes et pouvoir gagner sans crainte de l'argent. Combien de temps durera cet entraînement ? Il y a des moments de tristesse, où je me demande si la nation n'a pas trouvé son gouvernement naturel, le seul dont elle soit digne. Je persiste à ne pas le croire. L'ère révolutionnaire n'est close ni ici, ni ailleurs. Et ceci n'est encore qu'un incident du grand drame qui n'est pas près de finir. Ceux mêmes qui jouent la farce actuelle n'ont aucune foi dans la durée de la pièce. Chacun ne songe qu'à jouir beaucoup et vite, de peur de ne pas jouir longtemps. Les classes éclairées refusent obstinément leur confiance ; les hommes de mérite dans tous les genres, leur concours. Sous ce rapport, L. N. est aussi isolé que le 3 décembre. La prospérité matérielle a assurément reparu. Mais les affaires ont un caractère fébrile. Ce qui se passe à la Bourse ne peut se comparer qu'à ce qu'on a vu du temps de Law. Les travaux publics sont multipliés d'une manière extravagante. Aussi sais-je d'une source certaine que les principaux banquiers s'attendent à une crise financière et retirent leur argent de toutes les entreprises industrielles, afin de l'y faire rentrer quand *la lessive sera faite*.

» Le ridicule commence aussi à se mêler beaucoup à l'odieux de ce nouveau régime. Tous ces *escrocs* et m... qui, suivant Changarnier, formaient, il y a trois ans, le fond du parti bonapartiste (c'est ce qu'il me disait dans ce temps-là, lorsqu'il était lui-même cependant fort avant dans la boutique), ces industriels de toutes espèces, en un mot, devenus les grands seigneurs et les grandes dames de cette cour, commencent à faire toutes sortes d'extravagances, qui ne feront assurément que s'accroître avec l'autorité du maître.

» Eh bien, malgré tout cela, à moins que ce gouvernement ne fasse d'énormes fautes, il durera un temps assez long et personne n'est encore en état de dire ni comment il finira, ni par qui il sera remplacé.

» La funeste révolution de février a créé une disposition d'esprit qui le soutiendra, tant qu'elle durera, à travers le ridicule, la souffrance et le mépris.

» J'ai désiré jusqu'à présent qu'on vous permit de rentrer en France et que vous puissiez venir passer près de nous ce temps de rude épreuve. J'avoue que je ne le désire plus. Vous êtes le seul homme auquel on fasse l'honneur de le craindre, le seul dont on saisisse les images et les statuettes chez les marchands. On ne vous laisse pas même trôner sur les pipes, quoique votre passion pour le tabac doive vous assurer cet empire-là. L'autre jour, une centaine de pipes portant votre buste ont été saisies chez un marchand. Il est clair qu'on ne serait pas longtemps sans saisir la personne d'un homme dont la figure fait ainsi trembler.

» Je vous aime donc mieux en dehors qu'au dedans de nos frontières, malgré les tracasseries qu'on prétend que les gouvernements étrangers vous font et qui, assurément, sont plus honteuses pour eux que fâcheuses pour vous.

» Personne ne doute que la diminution de l'effectif, qui n'est point accompagnée d'une diminution dans les cadres, ne soit une frime, dont l'objet est de faciliter l'acquiescement de l'Europe au nouvel Empire. C'est prendre un soin bien inutile, je pense. L'Europe eût acquiescé sans cela. Elle consentira à tout ce que l'on voudra, jusqu'à ce qu'on vienne lui marcher sur les pieds. Ira-t-on jusque là ? Je suis sans aucune lumière de ce côté, n'ayant aucune relation avec les gens qui touchent le monde officiel. Ce n'est guère que dans un an qu'on pourra avoir des notions sur ce point. Nous sommes encore dans l'ère des progrès, des tâtonnements, de la prudence. Il me tardait que l'Empire fût enfin proclamé, qu'on eût ainsi atteint le faite de la fortune et de la puissance, que non seulement toute résistance, mais toute velléité d'opposition fût détruite, tout frein ôté au maître et aux valets, pour qu'on pût enfin juger ce qu'il avait dans l'esprit et ce qu'il savait faire. J'ai toujours pensé que ce serait alors seulement que tout ce que l'homme et le système renferment de mauvais commencerait à se produire librement, que l'entraînement de la foule trouverait son point d'arrêt, et qu'enfin les véritables difficultés et les vrais périls du nouveau régime naîtraient. Cela sera bien loin d'être aperçu par le vulgaire, mais cela sera, soyez-en sûr. L'expérience de toute ma vie, m'a appris que c'était quand un homme, un parti, un prince se croyait décidément le maître, pensait n'avoir rien à craindre de ses ennemis et n'avoir plus qu'à jouir de son

triomphe, qu'il commençait à s'acheminer vers sa ruine. Auparavant, il n'avait affaire qu'à ses ennemis, mais maintenant à lui-même, à ses passions, à ses préjugés, à son enivrement, à ses idées fausses ou imprudentes. Croyez qu'il en sera de même ici.

» Après tout, on ne me persuadera pas qu'un gouvernement absolu et sans aucun contrôle, privé de l'appui de la partie la plus habile, la plus sage et la plus honnête de la nation, et conduit par une bande d'aventuriers et de coquins, ait en lui-même des conditions de sagesse et par conséquent de durée. Cela est vieux comme le monde, mais n'en est pas moins vrai. Pardon de ma philosophie, de mes théories. Ce qui n'est pas une vaine théorie, c'est la tendre amitié que je vous conserve et qui s'augmente avec la persécution qui vous frappe et qui, du reste, peut nous atteindre tous demain. Car il est visible que ce gouvernement, suivant la loi ordinaire, devient plus ombrageux, plus tracassier et plus impatient de toute opposition, à mesure qu'il devient plus fort.

» Lanjuinais vient d'arriver à Paris. Il compte vous aller voir d'ici à un mois en Belgique.

» Freslon me paraît en train de faire de bonnes affaires au barreau. Je m'en réjouis, car c'est un homme d'or. Dufaure a aussi fait son début avec faveur sur ce nouveau théâtre. Je dirais volontiers de celui-là que c'est un homme de pierre, aussi immuable et impassible. Nos autres amis sont encore absents, mais tous fermes comme des pieux.

» Adieu, mon cher ami, je vous aime et vous embrasse de tout mon cœur. »

Et voici enfin une lettre également inédite, que je ne résiste pas à la tentation de publier. Celle-là est dure. Tocqueville y parle sans tendresse d'une femme que nous avons tous respectée dans sa longue infortune. Mais le morceau est éloquent et, dans ses dernières lignes, singulièrement prophétique.

« Vous savez par les journaux, écrit-il à Beaumont le 24 janvier 1853, le grand événement du mariage impérial. Je pense que vous approuvez pleinement notre Empereur de s'être, comme il le dit lui-même, livré à son penchant. Tous ses amis sont fort abattus de cette escapade et tous ses adversaires très satisfaits. On ne parle point d'autre chose et c'est un déluge d'historiettes et de cancans. Ceci achèvera de le perdre dans le faubourg St-Germain. Violer l'humanité et les lois, passe. Mais une mésalliance ! fi donc ! nous voyons bien que cet homme n'est qu'un aventurier et un fou. Ce qui serait de l'Histoire et ce qui, en attendant l'Histoire, doit faire rire dans le présent, c'est le désespoir et la terreur auxquels sont livrés la plupart des gens de la maison. Ce diable d'homme a trompé toute cette valetaille, comme il avait trompé l'Assemblée nationale. Il n'a rien laissé percer de ses desseins jusqu'au dernier moment et a permis de croire jusqu'à la fin qu'il ne s'agissait pour lui que d'une maîtresse. De là, toutes sortes de propos légers et d'actes peu révérencieux qu'on avait cru pouvoir se permettre contre la donzelle ; toutes sortes de petites noirceurs dont les bonnes amies de l'endroit ne s'étaient pas fait faute à son égard ; puis, un beau jour, le maître rassemble tout ce monde-là

et dit sans préambule : « Voici l'Impératrice ! » « Il nous a annoncé cela, disait le soir Fleury, comme s'il nous avait tiré à l'improviste un coup de pistolet dans la tête. » En somme, il était difficile de faire une plus grande faute, ni qui montre mieux la nature de l'homme. Mais qu'importent les fautes, quand on a assez de force pour en commettre tant impunément ! Il n'y a que la guerre qui puisse le perdre vite, et la guerre nous perd tous avec lui. Quelle horrible situation ! Du reste, il serait trop long de vous conter, mais vous pouvez tenir pour certain qu'il y a *quinze jours*, il a été sur *le point* de se jeter de lui-même, avec une folie sans exemple, dans cette faute, la seule mortelle. »

La douleur de Tocqueville ne l'aveuglait pas. Elle avivait au contraire sa clairvoyance. Le régime, il l'a senti, durerait longtemps. Et la guerre, qui devait à la fin perdre le despote et nous perdre avec lui, il l'a, dix-sept ans à l'avance, annoncée dans cette lettre.

Chapitre XI

LE COMTE DE CHAMBORD

[Retour à la table des matières](#)

Que, dans sa colère et sa douleur, Tocqueville ait songé au seul recours qui restât à la France à la fois contre le despotisme et contre l'anarchie, au seul régime, la monarchie régulière, dont on pût alors attendre en même temps l'ordre et la liberté, rien d'étonnant.

Encore importe-t-il de le prouver avec des textes, tant, par un abus fâcheux des mots, nous avons coutume en France, à l'heure présente, de nous imaginer qu'on ne peut tenir un compte raisonnable du fait démocratique ni sauvegarder sa liberté, qu'à la condition d'adhérer à la doctrine, au moins à la formule républicaine. La question de la République ne se posait pas au temps de Tocqueville. Il avait été lui-même ministre de la République, mais sous le Prince-Président, et l'aventure par où s'était conclue cette courte expérience n'était pas pour lui donner le goût qu'on la recommençât. Ce qu'on peut dire, c'est que cet homme, qui avait vécu sous tant de régimes, ne tenait à aucun expressément. Il mettait la France d'abord, la liberté ensuite, au-dessus de toutes les querelles de parti.

À n'écouter que son cœur, il serait resté légitimiste. Il était devenu successivement, par raison, orléaniste et républicain. Le dégoût, l'horreur, que la dictature impériale lui inspirait, le ramenaient naturellement vers l'une ou l'autre des deux branches de la dynastie royale ; et sans doute eût-il été quelque peu déchiré entre elles, sans la fusion qui se négociait alors et qui semble l'avoir vivement intéressé.

Pour juger combien cet homme avait besoin de retrouver une foi politique, il faut se représenter dans quel état il se trouve depuis l'effondrement de la monarchie de juillet. « Ce que vous comprendrez difficilement, écrivait-il à Gobineau en 1850, c'est à quel degré d'apathie je suis tombé. Je suis à peine à l'état de spectateur ; car du moins le spectateur regarde et moi je ne me donne pas cette peine. Cela vient surtout de cette obscurité de plus en plus profonde qui se répand sur le tableau toujours si obscur qu'on nomme l'avenir. Figurez-vous un homme qui voyage par une nuit de décembre sans lune et doublée de brouillards, et dites-moi un peu l'agrément qu'il aurait à regarder par la portière les effets du paysage. Cet homme, c'est la France entière. C'est une nuit de cette

espèce qui nous environne. Les hommes qui ont des lunettes n'y voient pas plus loin que ceux qui n'ont que leurs yeux et tous ces aveugles cheminent ensemble, se frappant les uns les autres dans les ténèbres, en attendant qu'ils arrivent tout ensemble au fossé qui se trouve peut-être au bout de la route... ¹ »

Il ne cesse, sous Louis-Napoléon, de penser aux Bourbons. Dans un de ses entretiens avec Senior, en 1851, je trouve ceci : « On dit que les Bourbons sont une race usée et on donne comme exemples Louis XVI, Ferdinand I^{er} de Naples, Charles IV d'Espagne ; mais qui peut être plus Bourbon que la famille de Louis-Philippe, issue des Bourbons de France et de ceux de Naples ? Et cependant elle ferait une famille remarquable dans la vie privée. Je ne puis croire, ajoute-t-il, que les Bourbons de France ne soient pas destinés à jouer encore un grand rôle ; leur fortune présente les y prépare ². »

Il tient à ce moment à la branche cadette plus qu'à l'autre. « Les Orléanistes, explique-t-il au même Senior, n'ont aucun droit au trône, ils ont peu d'amis et, par suite, peu de chances immédiates de succès... mais il n'est pas vrai qu'ils n'aient pas de perspectives d'avenir. S'ils ont moins d'amis qu'Henri V, ils ont moins d'ennemis ; ils représentent pour le peuple français une forme de gouvernement qui nous convient mieux que la République, sans les souvenirs de l'insolence féodale de l'ancien régime, ni des guerres et des catastrophes de l'Empire... Plus tard, ajoute-t-il, nous pourrions songer à cette branche cadette, comme au meilleur levier, pour nous sortir du bourbier de la « liberté, égalité et fraternité... »

Car il n'aime pas les formules républicaines. Il l'a dit expressément à ses électeurs, en 1848 dans sa profession de foi : « Il y en a qui croient que la République doit être conquérante et propagandiste : je ne suis pas républicain de cette manière. » Il n'aurait pas été républicain sous notre troisième République : il aurait haï une certaine dictature démagogique dont nous arrivons, par habitude, à ne plus toujours sentir le poids. Et l'impuissance foncière d'un tel régime l'avait frappé dans un temps où la France n'en avait pas encore fait la coûteuse expérience.

Par contre, s'il parle de la *fusion*, de la réconciliation des deux branches, et de la remise de la couronne à Henri V, avec la succession au comte de Paris, il conclut : « Ceci est peut-être notre meilleure chance ».

Comment fut-il amené, sinon à entrer dans les conseils du comte de Chambord, du moins à rédiger pour celui-ci la note qu'on va lire, je n'ai rien trouvé dans les papiers qu'il a laissés qui m'ait apporté la moindre lumière sur les circonstances et les raisons de cet acte important de sa vie. C'est au hasard d'une conversation avec le comte de Blois, le père du sénateur actuel, que l'existence de ce document me fut révélée. Mon interlocuteur avait entendu dire que Tocqueville avait remis, vers 1852 ou 1853, un mémoire au Prince et que,

¹ SHEMANN, *Op. cit.*, p. 35.

² D'EICHTAL, *op. cit.*, p. 305.

sans doute, on en trouverait trace en consultant les archives de Forsdorff. J'ai vainement fait faire en Autriche les recherches les plus minutieuses, et je désespérais de retrouver ce document, auquel j'attachais un grand prix, quand le comte de Kergorlay m'en fit parvenir une copie qu'il tenait de son père, le fidèle ami de Tocqueville.

Nous allons lire cette pièce curieuse.

Elle porte la date du 14 janvier 1852. Mais je me demande s'il n'y a pas eu, chez le copiste, erreur de lecture. Au lendemain du coup d'état, Tocqueville n'eût pas été en état de rédiger une telle note avec sang-froid. Je suppose qu'il faut lire 14 janvier 1853. Une note du comte Louis de Kergorlay indique que ce travail avait été sollicité par le duc de Lévis, qui faisait alors partie de la maison du comte de Chambord, et qu'elle fut effectivement remise au Prince.

En voici le texte :

Paris, 14 janvier 1852 (1853).

« L'époque actuelle est triste mais elle n'est pas obscure. Jamais il n'a été plus facile de voir les causes d'un grand événement, son caractère et les moyens à prendre pour en produire un contraire, si cela est possible, chose qui reste le secret de Dieu.

» Ce que je vais dire me paraît si clair, qu'il me semble impossible que cela soit contesté, si ce n'est par des passions aveugles ou vulgaires, ou bien par la vanité plus insurmontable encore des chefs de parti n'ayant pas le temps d'attendre le développement naturel des faits et voulant se donner une importance immédiate dans les conseils où il importe de faire parvenir l'exakte vérité. – Je ne puis guère qu'énoncer dans leur ordre mes idées, n'ayant ni le temps ni la volonté de les développer.

» 1° Le premier point qui me paraît hors de doute, c'est que le gouvernement actuel me paraît mieux placé qu'aucun autre qu'on pourrait imaginer, mais surtout que celui de la branche aînée, pour exercer le pouvoir absolu, et que, si le naturel de la France est, non pas momentanément altéré, comme je le crois, mais changé, comme on le dit, le gouvernement actuel durera, parce qu'il est celui qui répondra le mieux à ce nouvel état des esprits et des mœurs. Il a plusieurs facilités pour exercer le pouvoir absolu que nul ne peut avoir comme lui.

» Il est révolutionnaire dans son origine et ses traditions, de telle façon qu'il n'alarme aucun des grands intérêts que la Révolution a créés ; il ne fait craindre ni le retour de l'ancien régime, ni la prépondérance des nobles, ni la domination du clergé ; il satisfait, en un mot, à tous les instincts nouveaux, sauf celui de la liberté, et c'est en s'appuyant sur tous ces instincts qu'il peut parvenir à comprimer le dernier. On dit que le Gouvernement de Louis-Napoléon ne pourra durer parce que c'est celui d'un aventurier. Je réponds que c'est

précisément parce qu'il est un aventurier que son gouvernement a des chances de durée en restant absolu.

» Indépendamment de l'origine révolutionnaire, il a l'origine militaire et napoléonienne, ce qui lui permet d'abord de trouver dans l'armée, indépendamment même de la nation, un appui solide, l'armée étant devenue, par son avènement, une sorte d'aristocratie, et secondement, d'user de tous les procédés du gouvernement militaire et de rétablir toutes les traditions du despotisme impérial, position que ne pourrait jamais occuper la vieille race de nos rois qui, étant un pouvoir régulier, civil, moral dans son origine, doux et modéré dans ses habitudes, serait bientôt embarrassé par ses bons principes, plus gêné que servi par l'appareil du despotisme, et ne parviendrait guère, voulant l'utiliser, qu'à faire naître les résistances sans y trouver les moyens de les réprimer.

» D'où je conclus, comme chose non seulement vraisemblable ou même vraie, mais évidente, que le seul gouvernement qui puisse user du pouvoir absolu est celui-ci ; que si l'esprit de la liberté est éteint en France, il durera et qu'il ne sera renversé que si cet esprit se réveille.

» 2° Ce qui me semble non moins certain, quoique d'une moindre évidence, c'est que cet esprit se réveillera ; le moment du réveil seul est douteux.

» Je ne suis pas de ceux qui disent avec assurance que la longue et terrible révolution à laquelle nous assistons depuis soixante ans, aboutira nécessairement et partout à la liberté.

» Je dis, au contraire, qu'elle pourrait bien finir par mener partout au despotisme. Mais ces temps sont encore loin de nous, s'ils doivent jamais venir. Je tiens l'établissement du pouvoir absolu impossible aujourd'hui. – Il y a dans nos qualités, dans nos défauts, dans nos vices même quelque chose qui s'y oppose encore invinciblement. Nos habitudes luttent avec avantage contre lui, alors même qu'il se trouve momentanément aidé par nos idées. – L'esprit général du temps, en un mot, y résiste et en aura raison, malgré les circonstances accidentelles et passagères qui le servent.

» Ce qui rend, en France, tous les gouvernements et si forts et si faibles, c'est qu'en politique comme presque en toutes choses, nous n'avons que des sensations et pas de principes : nous venons de sentir les abus et les périls de la liberté, nous nous éloignons d'elle. Nous allons sentir les violences, les gênes, la tyrannie tracassière d'un pouvoir militaire et bureaucratique, nous nous éloignerons bientôt de lui.

» Croire que la France fasse une révolution nouvelle, pour changer le gouvernement absolu actuel contre un gouvernement absolu d'une autre espèce, est une chimère ridicule. Je le répète, le gouvernement de Louis-Napoléon durera, ou bien il sera renversé par l'esprit de liberté. Je mets toujours à part les causes de ruine qui pourront venir de l'étranger, causes presque aussi funestes

au gouvernement qui y prendrait naissance, qu'à celui qui y trouverait la mort, ce qui est, par conséquent, très à désirer de ne pas voir se produire.

» La conduite à tenir pour le représentant de la Monarchie traditionnelle est donc indiquée à l'avance avec une clarté plus grande que celle qui éclaire d'ordinaire, dans des temps aussi difficiles que les nôtres, le chemin à suivre.

» Il faut qu'il représente, aux yeux des Français, la liberté régulière, et qu'il donne d'avance à l'esprit de liberté des garanties suffisantes.

» Monseigneur le comte de Chambord est mieux placé que personne pour prendre ce rôle ; il lui est plus nécessaire qu'à un autre de la prendre.

» 1° Il est mieux placé qu'aucun autre : Lui seul, en effet, peut rassurer complètement ceux qui tout en ayant le goût de la liberté, ont peur d'elle : ce qui est la majorité. Un pouvoir traditionnel qui s'appuie naturellement sur les classes supérieures et morales de la nation, donne toutes sortes de garanties que, dans ses mains, la liberté ne sera pas tournée contre l'ordre. Il répond plus qu'aucun autre à l'idée de liberté régulière et modérée qui reste au fond de l'esprit des Français, au milieu même de l'entraînement anti-libéral dans lequel la peur du socialisme les a précipités.

» 2° Il est plus nécessaire à Mgr le comte de Chambord qu'à aucun autre de prendre ce rôle.

» Je l'ai déjà dit : la branche aînée a contre elle tous les instincts que la Révolution a créés, sauf un : l'instinct de la liberté. Si elle n'est pas libérale, elle est, de fond en comble, contre-révolutionnaire, ce qui la rend inacceptable pour les masses. Elle ne se rattache honorablement et utilement au monde nouveau que par le libéralisme.

» Ce qui rendait sa cause sans ressource durant les vingt années qui viennent de s'écouler, c'est que, durant ces vingt années, elle ne pouvait apparaître que comme une réaction contre la liberté. Elle était réduite alors à ne représenter que l'autorité qui, dans ses mains, réveille toujours l'idée de l'ancien régime. Aujourd'hui, sans cesser d'être le pouvoir qui donne le plus de puissance au principe de l'autorité, elle s'offre naturellement comme une réaction contre le despotisme. Pour la première fois, depuis 1830, tout le monde peut croire à son libéralisme, parce que chacun sent que le libéralisme est devenu sa force et son moyen. Dans ce sens, on peut dire que le coup d'État du 2 décembre, qui est si funeste à la France, est une merveilleuse fortune pour la branche aînée des Bourbons.

« Ce qui achève de lui rendre le rôle libéral un rôle nécessaire, c'est que, si elle ne le prend pas, il sera rempli par la maison d'Orléans : celle-ci le tient déjà par tradition et par nécessité, et il ne faut pas se dissimuler qu'il lui donne une grande force.

» Tant que la branche aînée ne remplira pas ce rôle, elle le laisse à la cadette, et la fusion des deux branches est impossible, car la position de représentant unique de la liberté constitutionnelle est trop haute et trop forte pour qu'on puisse jamais croire que la maison d'Orléans veuille l'abandonner tant qu'on la lui laissera occuper seule. Je n'oserais, pour ma part, y pousser, si j'étais dans ses conseils. – Ce n'est qu'en devenant franchement libérale que la branche aînée peut ôter à la branche cadette l'intérêt que celle-ci conserve de se tenir à part et lui fournir un terrain honorable et facile de ralliement.

» 3° Il est bien nécessaire que la branche aînée se hâte de donner des gages à la liberté, afin de ne pas laisser s'éloigner d'elle les espérances et les regards des libéraux. Ceux-ci (ceux du moins qui ont des principes et des volontés arrêtées) sont, en ce moment, en petit nombre ; mais il faut bien voir qu'ils forment le noyau de la résistance contre le pouvoir actuel ; c'est eux qui ramasseront bientôt et réuniront ensemble les mécontentements épars que le gouvernement fera naître ; ils donneront à ces mécontentements un corps, une voix, un but, en feront un esprit d'opposition systématique et marcheront à la tête de tous les ennemis divers que ceux qui gouvernent en France ne tardent jamais à se faire. Ce sont donc ces hommes-là qu'il faut gagner, sinon par des actes publics qui pourraient être intempestifs en ce moment, du moins par des engagements pris en particulier, et auxquels la parfaite bonne foi qu'on reconnaît à Mgr le comte de Chambord donnerait, sur l'esprit de ceux vis-à-vis desquels on les prendrait, une grande puissance.

» Parmi les libéraux, un certain nombre n'ont jamais eu de préjugés contre la branche aînée ; les préjugés des autres se sont presque effacés en présence des derniers événements. Tous sentent que Mgr le comte de Chambord est le mieux placé, s'il le veut, pour donner tout à la fois des garanties suffisantes à l'ordre et à la liberté, et pour fonder une monarchie qui réponde à ces deux besoins. – Leur esprit et leur cœur sont donc naturellement ouverts en ce moment ; mais ils se refermeront bientôt, si les résolutions de Mgr le comte de Chambord, en fait de liberté, leur semblent douteuses, car, au fond, ils ne sont attachés en politique qu'à la cause de la liberté. La légitimité ne sera jamais pour eux qu'un moyen et non une fin, et ils deviendront orléanistes, le jour où ils seront convaincus que la branche aînée ne peut pas ou ne veut pas devenir libérale.

» 4° Quant aux moyens de convaincre les libéraux, j'ai déjà dit qu'ils ne me paraissaient pas devoir consister en ce moment en actes publics, mais en engagements particuliers de telle nature qu'ils convainquent pleinement les principaux d'entre eux et leur permettent de donner à leur tour des assurances positives à leurs amis et même à leurs adversaires.

» Je ne pense pas qu'il y ait lieu pour Mgr le comte de Chambord, quant à présent, de s'expliquer sur le détail des lois politiques, ni même sur la mesure exacte de libertés publiques qu'il peut avoir en vue. Le temps n'en est pas venu et on ne peut pas lui demander de dire ce qu'il ne peut savoir. Mais, ce qu'il peut et doit faire savoir, dès à présent, c'est sa ferme et définitive résolution de ne rétablir en France que la monarchie constitutionnelle et représentative, avec

ses principaux caractères qui sont : 1° la garantie de la liberté individuelle ; 2° une représentation nationale sincère ; 3° une liberté et une publicité complète des discussions parlementaires ; 4° une liberté de la presse réelle.

» Je cherche, comme on le voit, à prendre ce qui me paraît le plus substantiel dans le régime de la royauté constitutionnelle. Je crois qu'en dehors de ces quatre conditions, que je viens d'énumérer, ce régime n'existerait pas en réalité et n'en aurait que l'apparence trompeuse. Une telle concession serait mensongère ; elle fonderait un état de choses sans dignité pour le prince, sans garantie pour le peuple, et sans durée.

» Ces quatre libertés sont nécessaires, mais je conviens volontiers qu'on peut leur donner plus ou moins de développement dans la pratique. Je suis porté à croire, quant à moi, qu'après l'anarchie qui a suivi 1848, et en sortant du despotisme que nous subissons en ce moment, il sera nécessaire d'user de grande prudence dans le rétablissement de la monarchie constitutionnelle ; qu'il faudra d'abord, voyez comme l'épreuve rend raisonnable, assurer au pouvoir royal tous les droits qui sont compatibles avec la liberté, et ne reconnaître, dans les premiers temps, à la liberté que les droits indispensables sans lesquels elle ne pourrait pas exister.

» Ainsi, pour expliquer ma pensée par deux exemples : un parlement où l'on discute librement et dont les discussions sont publiques, me paraît une condition *sine qua non* de la monarchie constitutionnelle ; mais il ne s'en suit pas, nécessairement, que le Parlement ne puisse d'abord être fort restreint dans ses attributions et resserré dans la durée de ses travaux.

» La liberté de la presse me semble encore une des conditions nécessaires de la monarchie constitutionnelle ; mais il n'en résulte pas, qu'en dehors de la censure préalable, on ne puisse et ne doive prendre toutes sortes de garanties contre les abus de cette liberté redoutable.

« On ne demande pas, je le répète, à Mgr le comte de Chambord, l'engagement de rétablir les libertés dont j'ai parlé dans l'état où la Monarchie de juillet les avait laissées. Ce qu'on lui demande, c'est de garantir que ces libertés seront rétablies dans la mesure qui est indispensable pour que le système constitutionnel soit une réalité et non une apparence. »

C'est une singulière destinée que celle de ce Tocqueville. Parce qu'il a annoncé avec plus d'éclat que d'autres une vérité qu'on ne peut pas contester, à savoir le progrès constant de l'égalité des droits entre les hommes depuis l'avènement du christianisme, il a passé pour un démocrate, à la façon des idéologues sans psychologie que nous coudoyons tous les jours. Parce qu'il avait dans l'âme un goût vif pour l'indépendance, un sentiment aigu de sa dignité, un souci ombrageux de rester fier, on l'a classé au nombre des libéraux de l'espèce commune, gens de désordre et de destruction, ou, quand leurs intentions sont heureuses, hommes sans caractère. Et voilà qu'à le regarder de très près, nous le voyons à ce point éloigné des autres démocrates et des autres libéraux que, s'il tient encore aux formes de la liberté et s'il y tient

expressément, il le fait avec la prudence et la circonspection d'un homme qui sent d'abord la nécessité de l'ordre et de l'autorité ; et que s'il est à l'heure présente, un groupement qui pourrait le revendiquer pour un de ses précurseurs et l'un de ses maîtres, c'est celui auquel appartenait ce Léon de Montesquiou, mort à la guerre, et dont l'un des écrits les plus ardents, les plus passionnés, porte ce titre « *M. de Tocqueville est un criminel.* » J'avais promis à Léon de Montesquiou de lui présenter un jour un Tocqueville qui l'étonnerait un peu, un Tocqueville, ami de la France d'abord, serviteur passionné de l'ordre et de l'autorité, mais épris aussi de liberté, d'une liberté si désirable, si nécessaire, si belle, que non seulement elle ne portât pas ombrage à l'autorité, mais qu'elle s'harmonisât avec elle, la corrigeant, la complétant, la rendant plus douce et par là plus efficace, plus aimable et par là plus durable et bienfaisante. Tocqueville, que cet homme sévère a pris un peu vite pour un criminel, parce que le vocabulaire courant obligeait qu'on le dît de son temps libéral et démocrate, pourrait être, en réalité, revendiqué pour un de ses patrons par l'école politique d'aujourd'hui qui désire le retour à des institutions d'où la France tirait autrefois sa grandeur.

Chapitre XII

L'ANCIEN RÉGIME ET LA RÉVOLUTION

[Retour à la table des matières](#)

Cependant l'Empire durait. Tocqueville, condamné à la retraite, dut songer à s'occuper. Il était naturel qu'il se remît à écrire et le sujet s'imposait. Dès qu'il avait commencé à réfléchir et toute sa vie, la Révolution avait hanté son esprit, agité son cœur. Il la tenait à la fois pour monstrueuse et d'institution divine. C'était dans ses mains une mécanique mystérieuse, comme un jouet diabolique et compliqué dans celles d'un enfant. Un jour devait venir, où il casserait le jouet, pour en examiner les morceaux et connaître son secret.

D'autres avaient publié de gros livres sur la Révolution. Nous savons l'effet que l'un des plus fameux de ces ouvrages, celui de M. Thiers, avait produit sur son esprit. Il l'a lu à 17 ans, à l'heure des impressions vives, et en a ressenti un dégoût profond, qu'il exprimait en 1835 dans une belle lettre à Royer-Collard. En 1853, au moment où il va se remettre à écrire, son sentiment n'a pas changé. Ce que n'a pas fait Thiers, une histoire honnête, c'est-à-dire une étude consciencieuse, écrite sur des documents certains et contrôlés, il va le tenter. Un autre livre l'a scandalisé. Il a vu, nous l'avons déjà dit, l'influence exercée sur les hommes de 1848 par les grosses couleurs que Lamartine avait répandues sur les *Girondins*. Il veut d'ailleurs agir, lui aussi. « Ne croyez pas, Madame, a-t-il écrit un jour ¹ à Madame Swetchine, que mon livre se rapporte de près ou de loin soit aux événements soit aux hommes du temps. Mais vous n'ignorez pas plus que moi que l'ouvrage qui est le plus étranger aux circonstances particulières d'une époque est empreint dans toutes ses parties d'un certain esprit qui est sympathique ou contraire à celui de ses contemporains. C'est là l'âme du livre ; c'est par là qu'il attire on repousse le lecteur... » Il avait peur, écrivant en plein régime de servitude, que son œuvre, toute remplie d'une passion, celle de la liberté, ne fût pas comprise, que sa voix ne fut pas entendue. C'est à la France de 1830 qu'il avait songé tandis qu'il étudiait autrefois l'Amérique. Il ne s'intéresse aujourd'hui à la Révolution et aux années

¹ 7 janvier 1856.

qui l'ont immédiatement précédée, qu'avec l'espoir de jeter un peu de lumière et d'honneur dans l'esprit des Français abâtardis qui l'entourent. Il a, nous l'avons dit avec M. James Brice à l'occasion de son premier livre, l'esprit déductif plutôt que l'esprit d'examen, et ce qu'il va nous donner, ce sont bien des faits contrôlés, mais ce sont surtout des preuves. « Il serait bien singulier, a-t-il osé écrire, qu'apportant dans cette étude des goûts si décidés et si passionnés, des idées si arrêtées, un but à atteindre si visible pour moi et si fixé, je laissasse le lecteur sans impulsion quelconque, errant au hasard au milieu de mes pensées et des siennes. Si Dieu me laisse le temps et la force nécessaires pour achever mon œuvre, il ne restera de doute à personne, soyez-en certain, sur le but que je me suis proposé ¹. »

En Amérique, il cherchait la liberté. Il avait vingt-cinq ans : il s'accommoda de l'égalité, jeune alors, mais que les années devaient bien défraîchir. Cette fois, en cherchant dans l'histoire de nos troubles à la fin du XVIII^e siècle le sort que nous avons fait à cette même liberté, il y a toutes chances pour qu'il ne renouvelle pas sa méprise. Il court au-devant de découvertes qui vont un peu discréditer dans sa pensée la démocratie, désenchanter en lui l'ami des gens et des choses de 1789.

Il ne fera d'ailleurs pas un livre d'histoire – il nous le dit expressément dans son avant-propos – mais une étude. Il ne négligera point les faits. Il bâtit consciencieusement sur eux, au contraire, toute son œuvre. Mais au lieu de nous les conter dans le détail, il en tirera pour lui et pour nous des réflexions qui l'apaiseront un peu et peut-être nous donneront à tous, sur l'avenir, des clartés dont il sent que nos yeux ont besoin.

Ce qu'il pensait de la Révolution avant d'entreprendre son ouvrage, nous le trouverons à toutes les pages de sa correspondance, inédite ou publiée, particulièrement dans deux lettres à son ami Eugène Stoffels, qui datent de 1848 et de 1850.

« J'ai pensé assez longtemps, écrit-il dans la première de ces lettres ² que nous avons parcouru et parcourions encore une mer orageuse au bout de laquelle était le port. N'était-ce pas une erreur ? Ne sommes-nous pas sur une mer orageuse sans rivage ? Ou, du moins, le rivage n'est-il pas si loin, si inconnu, que notre vie et celle peut-être de ceux qui nous suivront passeront avant de le rencontrer et de s'y établir ? Ce n'est pas que je croie à une succession non interrompue de révolutions. Je crois, au contraire, à des intervalles assez longs d'ordre, de tranquillité, de prospérité ; mais à l'établissement ferme et définitif d'un bon état social et politique, comment y croire encore ? On a pu penser, en 1789, en 1815, en 1830 même, que la société française était atteinte par un de ces malaises violents après lesquels la santé du corps social devient plus vigoureuse et plus durable. Mais ne voyons-nous pas aujourd'hui qu'il s'agit d'une affection chronique ?... Je suis effrayé, d'ailleurs, à

¹ Lettre à Corcelle, du 17 septembre 1853. Une version mutilée de cette lettre figure aux *Œuvres complètes*, t. VI, p. 229.

² 2 juillet 1848. *Œuvres*, t. V, p. 457.

la vue de l'état des esprits. Il est loin d'annoncer une révolution qui finit. On a beaucoup dit, on répète encore, que les insurgés de juin étaient le rebut de l'humanité ; qu'on ne voyait parmi eux que des vauriens de toutes sortes, et qu'ils n'agissaient que pour la passion grossière du pillage. Il y avait beaucoup de ces gens-là parmi eux, assurément ; mais il n'est pas vrai qu'il n'y eût que de ceux-là. Plût à Dieu qu'il en eût été ainsi ! Des hommes de cette nature ne sont jamais que de petites minorités ; il ne prévalent jamais. La prison et l'échafaud nous en débarrassent ; tout est dit. Il y a eu dans l'insurrection de juin autre chose que de mauvais penchants : il y a eu de fausses idées. Beaucoup de ces hommes, qui marchaient au renversement des droits les plus sacrés, étaient conduits par une sorte de notion erronée du droit. Ils croyaient sincèrement que la société était fondée sur l'injustice, et ils voulaient lui donner une autre base. C'est cette sorte de religion révolutionnaire que nos baïonnettes et nos canons ne détruiront pas.... »

Et le 28 avril 1850, il écrit au même Stoffels ¹.

« Ce qui est clair pour moi, c'est qu'on s'est trompé depuis soixante ans en croyant voir le bout de la Révolution. On a cru la Révolution finie au 18 Brumaire ; on l'a crue finie en 1815 ; j'ai pensé moi-même en 1830 qu'elle pouvait bien être finie en voyant que la démocratie, après avoir détruit tous les privilèges, en était arrivée à ne plus avoir devant elle que le privilège si ancien et si nécessaire de la propriété. J'ai pensé que, comme l'océan, elle avait enfin trouvé son rivage. Erreur ! il est évident aujourd'hui que le flot continue à marcher, que la mer monte... Ce n'est pas d'une modification, mais d'une transformation du corps social qu'il s'agit. Pour arriver à quoi ? En vérité, je l'ignore, et je crois que cela dépasse l'intelligence de tous. On sent que l'ancien monde finit ; mais quel sera le nouveau ? Les plus grands esprits de ce temps ne sont pas plus en état de le dire que ne l'ont été ceux de l'antiquité de prévoir l'abolition de l'esclavage, la société chrétienne, l'invasion des barbares, toutes ces grandes choses qui ont renouvelé la face de la terre... »

Avez-vous remarqué, en passant, que Tocqueville reconnaît tout à coup et dénonce, dans la première de ces lettres, les fausses idées, dont le pouvoir est tel, que « nos baïonnettes et nos canons, dit-il, ne les détruiront pas. » Ces idées fausses, c'est toute la Révolution ; il a raison de dire que leur puissance est considérable ; mais on vient, avec des idées justes, à bout des idées qui ne le sont pas. Et le malheur de Tocqueville, c'est de n'avoir écrit que ce jour-là, et de n'avoir jamais pensé sérieusement, que la Révolution a été une entreprise contre l'intelligence française. Il a rencontré un jour le fameux ouvrage de l'Abbé Barruel, les *Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobinisme*. Il l'a vite écarté, ne pouvant admettre que la franc-maçonnerie eût machiné un complot où il voyait vraiment, quant à lui, le doigt de Dieu ².

¹ *Ibid.*, p. 460.

² *Œuvres*, t. VI, p. 185, et t. VII, p. 428 et 433.

Il ne veut pas non plus accepter l'hypothèse que l'abaissement de la France par la Révolution ait pu être tramé à l'étranger, notamment en Angleterre, par des rivaux intéressés à nous abattre. Lui si positif, si soucieux des faits, ne veut pas de ces faits-là. La Révolution, il va essayer de la comprendre, mais par une méthode qui est à la fois excellente et suspecte.

Elle est excellente, en vérité. Il a été le précurseur de nos grands historiens. Taine n'a lui-même rien dit sur l'Ancien Régime dans ses dernières années et sur les causes de la Révolution, que nous n'ayons appris avant lui dans le livre de Tocqueville. Et c'est un scandale, que dans des ouvrages comme, par exemple, la grande *Histoire de la Langue et de la Littérature Française des origines à 1900*, publiée chez Armand Colin sous la direction de Petit de Julleville, le nom de Tocqueville ne figure même pas au chapitre des historiens. Sa méthode, la voici. « J'ai entrepris, nous dit-il lui-même ¹, de pénétrer jusqu'au coeur de l'Ancien Régime. Pour y parvenir, je n'ai pas seulement relu les livres célèbres que le XVIII^e siècle a produits ; j'ai voulu étudier beaucoup d'ouvrages moins connus et moins dignes de l'être, mais qui, composés avec peu d'art, trahissent encore mieux peut-être les vrais instincts du temps. Je me suis appliqué à bien connaître tous les actes publics où les Français ont pu, à l'approche de la Révolution, montrer leurs opinions et leurs goûts. Les procès-verbaux des Assemblées d'États, et, plus tard, des Assemblées provinciales, m'ont fourni sur ce point beaucoup de lumières. J'ai fait surtout un grand usage des cahiers dressés par les trois ordres, en 1789. Ces cahiers, dont les originaux forment une longue suite de volumes manuscrits, resteront comme le testament de l'ancienne société française, l'expression suprême de ses désirs... C'est un document unique dans l'histoire. Celui-là même ne m'a pas suffi.

» Dans les pays où l'administration publique est déjà puissante, il naît peu d'idées, de désirs, de douleurs, il se rencontre peu d'intérêts et de passions qui ne viennent tôt ou tard se montrer à nu devant elle. En visitant ses archives, on n'acquiert pas seulement une notion exacte de ses procédés, le pays tout entier s'y révèle. Un étranger auquel on livrerait aujourd'hui toutes les correspondances confidentielles qui remplissent les cartons du Ministère de l'Intérieur et des Préfectures, en saurait bien plus sur nous que nous-mêmes. Au XVIII^e siècle, l'administration publique était déjà, ainsi qu'on le verra en lisant ce livre, très centralisée, très puissante, prodigieusement active. On la voyait sans cesse aider, empêcher, permettre. Elle avait beaucoup à promettre, beaucoup à donner. Elle influait déjà de mille manières, non seulement sur la conduite générale des affaires, mais sur le sort des familles et sur la vie privée de chaque homme. De plus, elle était sans publicité, ce qui faisait qu'on ne craignait pas de venir exposer à ses yeux jusqu'à ses infirmités les plus secrètes. J'ai passé un temps fort long à étudier ce qui nous reste d'elle, soit à Paris, soit dans plusieurs provinces.

« Là, comme je m'y attendais, j'ai trouvé l'Ancien Régime tout vivant, ses idées, ses passions, ses préjugés, ses pratiques. Chaque homme y parlait

¹ *Œuvres* t. IV p. 111.

librement sa langue et y laissait pénétrer ses plus intimes pensées. J'ai ainsi achevé d'acquérir sur l'ancienne société beaucoup de notions que les contemporains ne possédaient pas, car j'ai eu sous les yeux ce qui n'a jamais été livré à leurs regards. »

Voilà, direz-vous, une bonne méthode. C'est la seule bonne. Il l'appliquera jusqu'au scrupule. Il alla notamment s'enfermer de longs mois aux Archives de l'ancienne Généralité de Tours et fit là des recherches de bénédictin, disons de vraies recherches d'historien.

Nous possédons là-dessus un excellent témoignage : celui de l'archiviste Charles de Grandmaison, qui fut le témoin assidu de ses travaux en Touraine et qui nous a dit dans un pieux article du *Correspondant*¹ quelle admiration lui inspirait ce visiteur de marque. De la villa des *Trésorières* qu'il avait louée à Saint-Cyr, près de Tours, Tocqueville venait chaque jour à la bibliothèque. Il n'avait point de voiture et faisait près de quatre kilomètres à pied. On causait d'abord et l'archiviste souriait un peu de la ponctualité de son hôte, qui, fini le quart d'heure laissé à la conversation, coupait net et se mettait au travail. « Il dévorait tout, nous dit Ch. de Grandmaison, annotait tout... ; les notes et les extraits allaient s'accumulant dans son portefeuille. » Dans une lettre écrite le 9 juin 1853, au début de son séjour en Touraine, à Freslon, l'ancien ministre de l'Instruction Publique, on trouve ce passage : « Il y a énormément de poussière à avaler. Ce qui se peut digérer n'est pas même de nature à paraître avec quelque étendue dans l'ouvrage que je médite, car la composition d'un livre est comme celle d'un tableau. L'important n'est pas la perfection que l'on pourrait donner à une partie, mais le respect exact de toutes les parties, d'où naît l'effet général. Ce serait une grande faute que de m'attacher à peindre l'Ancien Régime, mais je suis obligé de le connaître à fond, sans produire autre chose qu'une montagne de notes d'où il ne sortira finalement qu'un petit chapitre de trente pages. » Il en sortit, Dieu merci, un livre en vingt-cinq beaux chapitres. Et il ne manque à ce livre, pour donner aux lecteurs d'aujourd'hui l'impression d'un monument considérable, comme les *Origines de la France Contemporaine*, que d'avoir été bourré d'annotations. Comme Taine, Alexis de Tocqueville aurait pu donner au bas des pages une référence pour chaque membre de ses phrases. Il ne l'a pas fait. Il serait encore temps, si l'on tenait à montrer la valeur scientifique de ce livre, édifié sur de puissantes fondations, d'en publier une édition enrichie de toutes les notes que j'ai retrouvées dans ses cartons.

Méthode suspecte, ai-je dit. En somme, Tocqueville a été un juge d'instruction. Il a fait comparaître des morts et les a interrogés sévèrement. Il a pénétré dans les âmes des individus d'une époque. Et qu'a-t-il trouvé ? Des Français de toujours, spécialement des Français pareils à lui. Du coup, il les a aimés et les a crus sur parole, ce que ne fait jamais un vrai juge. Il faut, pour comprendre ce qu'a pu voir Tocqueville dans les archives de l'ancienne France, se souvenir qu'il était un enquêteur deux fois récusable, comme gentilhomme

¹ 10 avril 1879.

campagnard et comme Normand. Il aimait la campagne et ses habitants. On peut vraiment dire qu'il a vécu en rural, et que l'horreur que lui ont toujours inspirée les citadins médiocres, il ne la ressentait pas pour les gens de son village. Il y avait, entre ce châtelain et ses électeurs, des liens d'affection partagée, pareils à ceux qui devaient unir ses pères, restés bons gentilshommes, aux villageois de l'Ancien Régime. Étant de ceux dont le paysan ne se plaint pas, il a eu naturellement toutes les sévérités pour les aristocrates coupables, contre lesquels la France s'est levée en masse à la Révolution. Et les plaintes qu'il a trouvées contre eux dans les dossiers des archives, il était prêt d'avance à les accueillir sans contrôle. Sa critique, très attentive, a porté sur l'existence de ces plaintes, pas sur leur valeur. Il a d'ailleurs passé sa vie à répéter, dans ses lettres, dans ses *Souvenirs*, dans ses entretiens avec Senior, qu'une seule passion restait et resterait vivace en France : la haine de l'Ancien Régime, la défiance contre les classes privilégiées qui le représentent aux yeux du peuple. Il s'en attristait, mais sans espoir : cela aussi, cela surtout, lui paraissait providentiel. Il épousait là-dessus la querelle de ses fermiers et nous verrons que son beau livre en a pâti.

D'autre part, en sa qualité de campagnard normand, il a l'esprit d'indépendance. Nous savons comment il concevait la liberté et quelle âme fière habitait ce corps chétif. Je n'ai peut-être pas assez marqué que ce besoin qu'il avait de se sentir libre, il le tenait de ses traditions provinciales. Le servage était aboli en Basse-Normandie dès le XIII^e siècle. Si les Normands acceptent les servitudes réelles, s'ils se plient à la loi écrite, notamment à cette loi des parties que sont les contrats faits chez le notaire – non d'ailleurs sans la discuter, puisque nous savons qu'ils sont restés les premiers chicaniers de France – ils n'ont jamais admis la servitude personnelle. Voilà huit cents ans que les plus humbles d'entre eux ont la qualité d'hommes libres. Ils ne veulent pas qu'un autre homme les commande. Ce sont, à la caserne, les soldats les plus frondeurs, les plus rebelles, je ne dis pas seulement à l'obéissance, mais au respect à l'égard des chefs. Tocqueville est bien de leur race. Il corrige, par une grande sagesse, ce qu'un tel sentiment peut avoir d'excessif et, à l'occasion, de coupable. Il professe qu'il faut servir, mais les vrais maîtres seuls. Dans son enquête sur l'Ancien Régime, les moindres abus lui semblent intolérables, et d'instinct il prend, contre ceux qui font figure de maîtres, le parti des petites gens.

Il met d'ailleurs quelque coquetterie à rester de sa race. « Quand je cause avec un gentilhomme, dit-il, bien que nous n'ayons pas deux idées en commun, bien que ses opinions, ses vœux, ses pensées soient opposés aux miens, je sens du premier coup que nous sommes de la même famille, que nous parlons le même langage, que nous nous comprenons l'un l'autre. Il se peut que je préfère un bourgeois, mais je sens en lui un étranger ¹. »

Mais ce gentilhomme a eu sous les yeux, dès son enfance et toute sa vie, un témoignage de ce que représentait l'Ancien Régime aux yeux de la foule.

¹ D'EICHTAL, *op. cit.* p. 232.

« Vous voyez, dit-il un jour à un ami qui était venu le voir en sa terre de Tocqueville, vous voyez cette tour sans toit : c'était le colombier de mon grand-père. Il y entretenait trois mille pigeons. Personne n'avait le droit de les tuer, et personne dans la commune ne pouvait avoir d'autres pigeons. En 1793, lorsque les paysans furent les maîtres, ils ne firent aucun mal au reste de notre propriété. Nous avons vécu parmi eux pendant des siècles comme protecteurs et comme amis ; mais ils se soulevèrent en masse contre les pigeons, les tuèrent jusqu'au dernier et mirent la tour dans son état actuel. ¹ »

Il eût mieux valu pour nous que la tour eût été rasée. Son image n'aurait pas hanté le regard de Tocqueville tandis qu'il écrivait l'Histoire. Et son livre, si rempli d'observations exactes, pénétrantes, dont le temps n'a fait que confirmer la valeur, eût été plus beau encore et plus solide.

La grande idée de Tocqueville, c'est que la Révolution, ayant détruit ce qu'elle voulait détruire, et qui, sans doute, se serait bien effrité sans elle, à savoir ce qui restait de la féodalité, n'a rien édifié qui fût nouveau, mais, au contraire, a repris à son compte, en les aggravant, certaines méthodes centralisatrices et, de ce fait, oppressives, de la monarchie.

« Quelque radicale qu'ait été la Révolution, écrit-il, elle a cependant beaucoup moins innové qu'on ne suppose généralement... Ce qu'il est vrai de dire d'elle, c'est qu'elle a entièrement détruit ou est en train de détruire (car elle dure encore) tout ce qui, dans l'ancienne société, découlait des institutions aristocratiques et féodales, tout ce qui s'y rattachait en quelque manière, tout ce qui en portait, à quelque degré que ce fût, la moindre trace... Ce que la Révolution a été moins que tout autre chose, c'est un événement fortuit. Elle a pris, il est vrai, le monde à l'improviste, et cependant elle n'était que le complément du plus long travail, la terminaison soudaine et violente d'une œuvre à laquelle dix générations d'hommes avaient travaillé. Si elle n'avait pas eu lieu, le vieil édifice social n'en serait pas moins tombé partout ; seulement, il aurait continué à tomber pièce à pièce au lieu de s'effondrer tout à coup. La Révolution a achevé soudainement, par un effort convulsif et douloureux, sans transition, sans précautions, sans égards, ce qui se serait achevé peu à peu de soi-même à la longue. Telle fut son œuvre. »

Toute son œuvre. Car, pour le reste, il va s'appliquer à nous montrer qu'elle n'a rien inventé. Son livre II nous expose que la *Centralisation administrative est une institution de l'Ancien Régime et non pas l'œuvre de la Révolution ni de l'Empire, comme on le dit*. Ces idées nous sont aujourd'hui familières, mais grâce à lui, non pas à lui seul, mais à lui d'abord. « J'ai entendu jadis un orateur, nous dit-il, qui, dans le temps où nous avons des assemblées politiques en France, s'écriait, en parlant de la centralisation administrative : « Cette belle 'conquête de la Révolution, que l'Europe nous envie...' je veux bien, ajoute-t-il,

¹ Ibid., p. 250.

que la centralisation soit une belle conquête ; je consens à ce que l'Europe nous l'envie ; mais je soutiens que ce n'est pas une conquête de la Révolution. C'est au contraire un produit de l'Ancien Régime et, j'ajouterai, la seule portion de la constitution de l'Ancien Régime qui ait survécu à la Révolution.... »

Et si vous voulez savoir à quel point une telle constatation équivalait, dans la pensée de Tocqueville, à une condamnation et à un désaveu, lisez à travers toute son œuvre, ce qu'il n'a pas cessé de dire de la centralisation. Il nous fait, par exemple, dans ses *Souvenirs*, un tableau de la première séance de l'Assemblée Constituante en 1848. « Grâce à la centralisation, dit-il, la vie publique avait toujours été resserrée dans la seule limite des Chambres ; tous ceux qui n'avaient été ni pairs, ni députés, savaient à peine ce que c'était qu'une assemblée, ni comment il convenait de s'y comporter et d'y parler ; ils en ignoraient les usages les plus ordinaires ; ils étaient inattentifs aux moments décisifs et écoutaient très attentivement les choses sans importance. C'est ainsi que le second jour, ils se pressèrent autour de la tribune et firent un grand silence pour mieux entendre la lecture du procès-verbal de la séance précédente, se figurant que cet acte insignifiant était une pièce fort importante. Je suis sûr que neuf cents paysans anglais ou américains, pris au hasard, auraient bien mieux présenté l'aspect d'un grand corps politique. » Centralisation équivalait pour lui à oppression. Il détestait l'omnipotence du pouvoir central et redoutait la tutelle administrative, dans la mesure où il aimait la liberté.

Trois gouvernements se partageaient le pouvoir en France à la veille de 1789 : l'administration centrale, la féodalité, et les autorités provinciales. De ces trois gouvernements, un seul, le premier, était oppresseur : les hommes de la Révolution ont naturellement abattu les deux autres. Voilà la démonstration que Tocqueville nous a faite, et bien faite.

Mais il est intéressant de constater que ce n'est pas là une vérité qu'il a découverte en travaillant. Il serait plus juste de dire qu'il a travaillé pour nous donner, à l'appui de ce qu'il pensait là-dessus depuis longtemps, des preuves qui fussent irréfutables. Et, bien mieux, ce n'est pas dans sa pensée que cette idée a pris naissance. Il l'a lui-même recueillie dans ses traditions familiales. Elle était en germe dans l'héritage de son bisaïeul, le vieux Malesherbes.

Dans le premier livre de Tocqueville, dans sa *Démocratie en Amérique*, on trouve, en fin de volume, cette note ¹ : « Il n'est pas juste de dire que la centralisation soit née de la Révolution française ; la Révolution française l'a perfectionnée, mais ne l'a pas créée. Le goût de la centralisation et la manie réglementaire remontent, en France, à l'époque où les légistes sont entrés dans le gouvernement ; ce qui nous reporte au temps de Philippe le Bel. Depuis lors ces deux choses n'ont jamais cessé de croître. Voici ce que M. de Malesherbes, parlant au nom de la Cour des Aides, disait au roi Louis XVI : « Il restait à chaque corps, à chaque communauté de citoyens le droit d'administrer ses

¹ *Œuvres*, t. I, p. 309.

propres affaires, droit que nous ne disons pas qui fasse partie de la constitution primitive du royaume, car il remonte bien plus haut ; c'est le droit naturel, c'est le droit de la raison. Cependant il a été enlevé à vos sujets, Sire, et nous ne craignons pas de dire que l'administration est tombée à cet égard dans les excès que l'on peut nommer puérils. Depuis que des ministres puissants se sont fait un principe politique de ne point laisser convoquer d'assemblée nationale, on en est venu, de conséquences en conséquences, jusqu'à déclarer nulles les délibérations des habitants d'un village quand elles ne sont pas autorisées par un intendant ; en sorte que, si cette communauté a une dépense à faire, il faut prendre l'attache du subdélégué de l'Intendant, par conséquent suivre le plan qu'il a adopté, employer les ouvriers qu'il favorise, les payer suivant son arbitraire ; et si la communauté a un procès à soutenir, il faut aussi qu'elle se fasse autoriser par l'Intendant. Il faut que la cause soit plaidée à ce premier tribunal avant d'être portée devant la justice. Et si l'avis de l'Intendant est contraire aux habitants, ou si leur adversaire a du crédit à l'Intendance, la communauté est déchue de la faculté de défendre ses droits. Voilà, Sire, par quels moyens on travaille à étouffer en France l'esprit municipal, à éteindre, si on le pouvait, jusqu'aux sentiments des citoyens ; on a pour ainsi dire *interdit* la nation entière, et on lui a donné des tuteurs. »

Ainsi tout ce que nous a dit Albert Sorel sur le Jacobinisme, héritier de la tradition monarchique, et sur cette Révolution, qui, se flattant d'instaurer la liberté, n'a fait que codifier et rendre plus pesant ce qu'il y avait de despotique dans le gouvernement des rois, Tocqueville l'avait écrit, non seulement dans le livre qu'il a spécialement consacré à ce grand sujet, mais dans son premier ouvrage, *la Démocratie en Amérique* ; et cette vérité, que tant de Français sont encore à connaître, il la pensait, quant à lui, avant même de l'avoir formulée pour nous ; on la trouve jusque dans ses lettres de jeunesse. On dirait qu'il est né avec elle.

Il a d'ailleurs admirablement réussi dans sa belle entreprise de nous la faire accepter et d'en enrichir définitivement nos esprits.

Voici l'une des pages qu'il a consacrées à la peinture des méfaits de la centralisation sous l'Ancien Régime. Le tableau est peut-être un peu forcé, poussé au noir. Il est établi sur des documents. Tout ce qu'on pourrait reprocher à Tocqueville serait d'avoir, là comme toujours, cédé au goût de généraliser. Mais comment n'être pas emporté par une sorte d'enthousiasme pour l'idée qu'on a nourrie en soi depuis toujours, quand, à fouiller dans les archives, on découvre tant de faits qui viennent, qui accourent, pour la confirmer.

Il s'agit de l'intervention du pouvoir central dans les affaires municipales ou, comme on disait alors, paroissiales. Vous allez voir que les Français d'aujourd'hui restent, en effet, si orgueilleux qu'ils soient de leur grande Révolution, singulièrement les mêmes, et, sous la même tutelle, que ceux du temps des Rois.

« Jusqu'à la Révolution, écrit Tocqueville, la paroisse rurale de France conserve dans son gouvernement quelque chose de cet aspect démocratique

qu'on lui a vu dans le moyen âge. S'agit-il d'élire des officiers municipaux ou de discuter quelque affaire commune : la cloche du village appelle les paysans devant le porche de l'Église ; là, pauvres comme riches ont le droit de se présenter. L'assemblée réunie, il n'y a point, il est vrai, de délibération proprement dite ni de vote ; mais chacun peut exprimer son avis, et un notaire, requis à cet effet et instrumentant en plein vent, recueille les différents dires et les consigne dans un procès-verbal.

» Quand on compare ces vaines apparences de la liberté avec l'impuissance réelle qui y était jointe, on découvre déjà, en petit, comment le gouvernement le plus absolu peut se combiner avec quelques-unes des formes de la plus extrême démocratie, de telle sorte qu'à l'oppression vient encore s'ajouter le ridicule de n'avoir pas l'air de la voir. Cette assemblée démocratique de la paroisse pouvait bien exprimer des vœux, mais elle n'avait pas plus le droit de faire sa volonté que le conseil municipal de la ville. Elle ne pouvait même parler que quand on lui avait ouvert la bouche ; car ce n'était jamais qu'après avoir sollicité l'autorisation expresse de l'Intendant et, comme on le disait alors, appliquant le mot à la chose, *sous son bon plaisir*, qu'on pouvait la réunir. Fût-elle unanime, elle ne pouvait ni s'imposer, ni vendre, ni acheter, ni louer, ni plaider, sans que le conseil du roi le lui permit. Il fallait obtenir un arrêt de ce conseil pour réparer le dommage que le vent venait de causer au toit de l'église ou relever le mur croulant du presbytère. La paroisse rurale la plus éloignée de Paris était soumise à cette règle comme les plus proches. J'ai vu des paroisses demander au conseil le droit de dépenser vingt-cinq livres.

« Sous l'Ancien Régime comme de nos jours, il n'y avait ville, bourg, village, ni si petit hameau en France, qui pût avoir une volonté indépendante dans les affaires particulières, ni administrer à sa volonté ses propres biens. Alors, comme aujourd'hui, l'administration tenait donc tous les Français en tutelle ; et si l'insolence du mot ne s'était pas encore produite, on avait du moins déjà la chose. »

Une réflexion vient à l'esprit quand on a fait une telle lecture : c'est qu'il ne suffit pas, pour être l'initiateur d'un progrès dans les connaissances humaines, d'avoir formulé le premier une idée juste, ni même de l'avoir, avant tous les autres, établie sur des documents nombreux, bien classés et probants, ni même, ce qui étonne davantage, d'avoir inscrit une telle découverte dans un livre éloquent, un chef d'œuvre. Il faut encore avoir eu raison de l'étourderie et de la frivolité des hommes, et s'être imposé à eux par ces moyens d'ordre secondaire qu'on désigne aujourd'hui, tous ensemble, sous le nom de publicité. Le livre de Tocqueville, en 1856, a puissamment intéressé les hommes capables de lire, et de réfléchir après avoir lu. La foule a trouvé beaucoup plus de plaisir à se presser à la première Exposition universelle qui faisait alors courir Paris, toute la France et l'étranger. Les fastes de l'Empire, ses victoires, puis la lugubre défaite ont fait oublier Tocqueville, qui eut d'ailleurs la disgrâce de mourir trois ans après avoir livré au public son plus beau livre. Les Américains se souviennent de l'homme qui a étudié leurs institutions. Les Français se doutent à peine qu'ils ont, en ce gentilhomme grave et charmant, le plus perspicace historien de leur grande Révolution, celui dont l'œuvre domine et commande

tous les travaux dont l'érudition contemporaine tire légitimement le plus d'orgueil.

En somme, Tocqueville a fait le procès de la Révolution. Son livre est contre elle une des armes les plus redoutables dont puissent user ceux qui ne l'aiment pas, ceux qui ne la tiennent ni pour un événement heureux, ni même pour un mal nécessaire, et qui pensent qu'elle a tout juste la valeur d'un accident, dont on se serait très bien passé.

Mais pour discréditer ainsi la Révolution, pour prouver notamment que ses désordres n'ont rien réformé, mais, au contraire, ont rendu pire un fâcheux état de choses antérieur, Tocqueville a été porté à nous faire de cet état de choses antérieur un tableau poussé au noir. Et, suivant ses préférences, on peut trouver en Tocqueville un contempteur de la Révolution ou de l'Ancien Régime.

Il songeait à écrire d'autres volumes après celui que nous possédons. Là, il aurait pris la Révolution seule à partie et sa méthode d'examen direct l'aurait sans doute conduit à des sévérités qu'annoncent certaines pages, encore inédites, qui devaient entrer dans ces nouveaux volumes.

Il reste qu'il ne se détacha, qu'il ne pouvait se détacher que peu à peu de cette foi, de cette terreur religieuse, que lui inspirait, depuis sa jeunesse, le monstre révolutionnaire.

Et c'est pourquoi nous devons lui garder de l'indulgence si, devenu sévère pour les hommes de 1789 à 1793, il se vengea un peu, sur ceux de l'Ancien Régime, de cette défaite de sa pensée.

Encore eut-il la bonne foi, car cet homme était sincère avant tout, ayant découvert à quel point le règne de Louis XVI fut une époque de prospérité, de réveil national et d'espérance, d'écrire sur cette partie de notre histoire des pages admirables, dont, pour terminer ce chapitre, je demande la permission de transcrire quelques passages.

« La prospérité publique, dit-il, parlant des vingt années qui précédèrent immédiatement la Révolution, se développe avec une rapidité jusque-là sans exemple. Tous les signes l'annoncent : la population augmente ; les richesses s'accroissent plus vite encore. La guerre d'Amérique ne ralentit pas cet essor ; l'État s'y obère, mais les particuliers continuent à s'enrichir ; ils deviennent plus industriels, plus entreprenants, plus inventifs.

» Depuis 1774, dit un administrateur du temps, les divers genres d'industries, en se développant, avaient agrandi la matière de toutes les taxes de la consommation. – Quand on compare, en effet, les uns aux autres, les traités faits aux différentes époques du règne de Louis XVI, entre l'État et les compagnies financières chargées de la levée des impôts, on voit que le prix des fermages ne cesse de s'élever, à chaque renouvellement, avec une rapidité

croissante. Le bail de 1786 donne 14 millions de plus que celui de 1780. « On peut compter que le produit de tous les droits de consommation augmente de deux millions par an, dit Necker dans le compte-rendu de 1781.

» Arthur Young assure qu'en 1788 Bordeaux faisait plus de commerce que Liverpool ; et il ajoute : « Dans ces derniers temps les progrès « du commerce maritime ont été plus rapides en « France qu'en Angleterre même ; ce « commerce a y a doublé depuis vingt ans. »

» Si l'on veut faire attention à la différence des temps, on se convaincra qu'à aucune des époques qui ont suivi la Révolution, la prospérité publique ne s'est développée plus rapidement que pendant les vingt années qui la précédèrent. Les trente-sept ans de monarchie constitutionnelle, qui furent pour nous des temps de paix et de progrès rapides, peuvent seuls se comparer, sous ce rapport, au règne de Louis XVI...

» À mesure que se développe en France la prospérité que je viens de décrire, les esprits paraissent cependant plus mal assis et plus inquiets, le mécontentement public s'aigrit ; la haine contre toutes les institutions anciennes va croissant. La nation marche visiblement vers une Révolution.

» Ce n'est pas toujours en allant de mal en pis qu'on tombe en révolution. Il arrive le plus souvent qu'un peuple qui avait supporté sans se plaindre, et comme s'il ne les sentait pas, les lois les plus accablantes, les rejette violemment dès que le poids s'en allège.... Le moment le plus dangereux pour un mauvais gouvernement est d'ordinaire celui où il commence à se réformer. Il n'y a qu'un grand génie qui puisse sauver un prince qui entreprend de soulager ses sujets après une oppression longue. Le mal qu'on souffrait patiemment comme inévitable semble insupportable dès qu'on conçoit l'idée de s'y soustraire. Tout ce qu'on ôte alors des abus semble mieux découvrir ce qui en reste et en rend le sentiment plus cuisant : le mal est devenu moindre, mais la sensibilité est plus vive.... Les plus petits coups de l'arbitraire de Louis XVI paraissaient plus difficiles à supporter que tout le despotisme de Louis XIV. Le court emprisonnement de Beaumarchais produisit plus d'émotion dans Paris que les dragonnades.

« Personne ne prétend plus, en 1780, que la France est en décadence ; on dirait, au contraire, qu'il n'y a, en ce moment, plus de bornes à ses progrès. C'est alors que la théorie de la perfectibilité continue et indéfinie de l'homme prend naissance. Vingt ans auparavant, on n'espérait rien de l'avenir ; maintenant, on n'en redoute rien. L'imagination, s'emparant d'avance de cette félicité prochaine et inouïe, rend insensible aux biens qu'on a déjà et précipite vers les choses nouvelles. »

Et Tocqueville conclut que la Révolution était fatale. Il la trouve fatale, parce qu'elle a eu lieu.

Toute la question est de savoir s'il n'aurait pas pu dire aussi bien : elle a eu lieu, quoiqu'elle ne fût pas fatale ; bien plus, des hommes l'ont faite, se sont

hâtés de la faire, au moment où ils ont vu que leur heure, attendue depuis longtemps, allait passer.

Chapitre XIII

LA MORT

[Retour à la table des matières](#)

Moins de trois ans après la publication de son livre, Tocqueville mourait. Il mourait en chrétien, et c'est important à savoir ; car ce dernier trait, peu connu jusqu'ici, en tout cas contesté, achève de le fixer dans la physionomie qu'au cours de ces pages j'ai voulu lui restituer.

L'histoire religieuse de Tocqueville est émouvante. Je l'ai recueillie avec quelque difficulté et peut-être me saura-t-on gré de dire mes sources et les circonstances où je les ai connues.

Tout le monde a lu, dans l'œuvre de Jouffroy, l'admirable récit, qui restera quand tous les autres écrits de ce philosophe auront disparu, du drame dont fut agitée son âme le jour où il découvrit qu'il avait cessé de croire. Peu d'années plus tard, le même drame devait se dérouler dans une autre âme, également ardente et jeune. Tocqueville, lui aussi, découvrit un jour qu'il n'avait plus la foi : il a raconté ce dur moment de sa vie dans une page qu'on ne peut s'empêcher de rapprocher de celle de Jouffroy et qui est l'une des plus éloquentes de son œuvre.

C'est à M^{me} Swetchine qu'il fit, dans une lettre écrite dans ses toutes dernières années, le 26 février 1857, la confidence de cette crise de ses seize ans.

Cette lettre, qui a toute une curieuse histoire, M. de Falloux, dans son ouvrage consacré à M^{me} Swetchine, l'a publiée en partie. Les morceaux cités sont excellents. Il avait le droit d'omettre les autres. Encore eût-il dû avertir le lecteur que c'était là un document tronqué. La lettre, en effet, s'arrête court au plus bel endroit et l'on garde l'impression que son auteur avait vraiment peu de souffle.

Qu'on en juge. Tocqueville, dans cette lettre, examine son âme ; il cherche d'où vient ce fonds de mélancolie et de mécontentement de lui-même, qui se retrouve toujours dans ses pensées. « Je crois, dit-il, que mon sentiment et mon

désir sont plus hauts que ma puissance. Je crois que Dieu m'a donné le goût naturel des grandes actions et des grandes vertus, et que le désespoir de ne pouvoir jamais saisir ce grand objet qui flotte devant mes yeux, la tristesse d'habiter dans un monde et dans un temps qui répondent si peu à cette création idéale au milieu de laquelle mon âme aime à vivre, je crois, dis-je, que ces impressions, que l'âge n'atténue en rien, sont une des grandes causes de ce malaise intérieur, dont je n'ai jamais pu me guérir. Mais à combien d'autres causes moins belles ne faut-il pas l'attribuer aussi ! Votre indulgence peut détourner les yeux de celles-là, mais moi, il ne m'est pas permis de ne pas les voir, et, les voyant, de les cacher à un œil aussi bienveillant que le vôtre. Et, pour commencer la confession par le plus vilain endroit, croyez-vous, Madame, qu'une bonne part de cette inquiétude d'esprit ne doit pas être attribuée à cette passion du succès, du bruit, de la renommée qui m'a animé toute ma vie, passion qui pousse quelquefois à de grandes choses, mais qui, en elle, n'est pas grande. C'est le petit péché d'habitude des écrivains. J'y ai moins échappé que personne. Après avoir publié mon premier livre, je suis resté si longtemps sans rien faire, que cette maladie naturelle aux auteurs s'était presque guérie, ou, du moins, avait pris d'autres symptômes. Mais mon dernier ouvrage l'a réveillée. Il a fait complètement reparaître le vieil homme avec ses faiblesses, ses impatiences, ses désirs toujours plus grands que le succès, lors même que le succès devrait satisfaire un homme raisonnable. Mais je n'ai jamais été cet homme-là dans aucun sens.

« Voilà une cause bien ridicule d'agitation ; en voici une autre, bien digne de pitié. Celle-ci est dans l'effort incessant et toujours vain d'un esprit qui aspire à la certitude et ne peut la saisir, qui, plus qu'aucun autre peut-être, a besoin d'elle et, moins qu'aucun autre, peut en jouir paisiblement. La vue du problème de l'existence humaine me préoccupe sans cesse et m'accable sans cesse. Je ne puis ni pénétrer dans ce mystère, ni en détacher mon œil. Il m'excite et m'abat tour à tour. »

Ici la lettre s'arrête. On tourne la page. On voudrait trouver une suite. Il n'y a plus rien. On a l'impression nette que la plus intéressante partie du document a été omise. Il fallait retrouver l'original. On voulut bien me confier toutes les lettres de Tocqueville, qui se trouvent dans les papiers de M. de Falloux. La lettre du 26 février 1857 n'y était pas.

Mais il y avait dans le dossier une lettre de Gustave de Beaumont à Falloux. Dans cette lettre, je lus le passage extraordinaire que voici : « Sur les 15 lettres de Tocqueville à M^{me} Swetchine, il y en a une, celle du 26 février 1857, que je ne vous transmets point par cet envoi. Laissez-moi, mon cher ami, vous demander si vous avez quelque objection à ce que je supprime cette lettre, et pour parler nettement, à ce que je la jette au feu ? »

Falloux, sans doute, protesta, car quelques jours plus tard, son correspondant dut se faire plus pressant :

« Cette lettre, mon cher ami, lui écrivit-il, est très imposante à publier. Elle vous avait paru telle à la première lecture. Relisez-la mieux, je vous prie, et

pesez-en la portée. Je crois qu'après un nouvel examen elle vous paraîtra encore plus solennelle. Elle est, en elle-même, une des plus belles choses que Tocqueville ait écrites, comme pensée et comme style, je le reconnais. Et c'est vous dire combien il faut que les objections soient fortes dans mon esprit, pour que, la jugeant telle, j'oppose ma conscience à ma passion d'éditeur et sois d'avis de ne point la publier.

» Cette lettre, mon cher ami, me paraît formidable et je ne puis calculer sans terreur la portée qu'elle pourrait avoir, tombant sur une société telle que la nôtre. Certes, ce n'est pas son insuccès que je crains. Son succès serait immense : c'est lui que je redoute. Il n'y aurait qu'une manière de le conjurer : ce serait, en même temps qu'on publierait la lettre, d'établir que Tocqueville, que tant de doutes avaient torturé pendant sa vie, est mort plein de foi, et c'est ce qu'il ne nous est pas permis de dire. Tocqueville, qui était la sincérité même, a montré à M^{me} Swetchine le fond de son âme. Ce sont bien là les doutes qui le remplissaient.

Ces doutes ne l'ont jamais quitté. Il est mort avec eux, *je le sais...* »

Gustave de Beaumont ajoutait qu'il importait de détruire la lettre à tout jamais, car la pente est glissante « qui porte à publier l'œuvre d'un grand écrivain, quand c'est une œuvre saillante, et, comme dans le cas présent, une œuvre d'art ».

Falloux fit sa soumission. Il publia, avec l'assentiment de Beaumont, la première moitié seulement de la lettre et rendit l'original, en donnant à son ami l'assurance qu'il n'en avait point gardé la copie.

La lettre fut brûlée.

Aujourd'hui les raisons qui dictèrent à Gustave de Beaumont sa conduite n'existent plus. Il pouvait ignorer, bien qu'il fût mieux placé que personne pour en être instruit, la mort chrétienne de son ami. On va voir dans un instant que Tocqueville retrouva la foi dans ses derniers jours et que ce ne fut pas une défaillance de moribond, mais un acte d'adhésion réfléchi à la religion de son enfance.

Alors on relit avec plus d'amertume la prière qu'adressa Falloux à son ami, peu de temps après lui avoir remis la lettre : « Si elle existe encore, laissez-moi vous supplier de la laisser survivre et de consulter, pour l'avenir, des hommes préoccupés du travail des âmes. Pour mon compte, rien ne m'a paru plus noble, plus touchant, que ces quelques pages, plus propre à faire connaître le supplice du doute et à inspirer la volonté d'en sortir. »

Il était trop tard pour que cet appel fût entendu. La lettre était détruite...

Un jour, parmi les papiers laissés par M^{me} de Beaumont, je reconnus des copies nombreuses de lettres de Tocqueville, écrites entièrement de la main de

cette petite-fille de Lafayette. Il y avait longtemps que je ne songeais plus à la lettre à M^{me} Swetchine : je la trouvai là.

Ce n'était pas l'original, mais la copie devait être fidèle, comme toutes celles qui ont été prises par cette femme consciencieuse. Madame de Beaumont était pleine de cœur et de sagesse. La lettre de Tocqueville l'avait, sans doute, émue. Elle vénérât la mémoire du plus cher ami de son mari : elle pensa qu'elle servirait cette mémoire en copiant en cachette le document qu'on allait brûler. Ce fut une pieuse faute, dont la postérité lui saura gré.

Voici la fin de cette lettre fameuse, au point où M. de Falloux l'a laissée :

« Dans ce monde, je trouve la vie humaine inexplicable et, dans l'autre, effrayante. Je crois fermement à une autre vie, puisque Dieu, qui est souverainement juste, nous en a donné l'idée ; dans cette autre vie, à la rémunération du bien et du mal, puisque Dieu nous a permis de les distinguer et nous a donné la liberté de choisir. Mais, au delà de ces notions claires, tout ce qui dépasse les bornes de ce monde me paraît enveloppé de ténèbres, qui m'épouvantent.

» Je ne sais si je vous ai jamais raconté un incident de ma jeunesse, qui a laissé dans toute ma vie une profonde trace ; comment, renfermé dans une sorte de solitude durant les années qui suivent immédiatement l'enfance, livré à une curiosité insatiable, qui ne trouvait que les livres d'une grande bibliothèque pour se satisfaire, j'ai entassé pêle-mêle dans mon esprit toutes sortes de notions et d'idées, qui d'ordinaire appartiennent plutôt à un autre âge. Ma vie s'était écoulée jusque-là dans un intérieur plein de foi, qui n'avait pas même laissé pénétrer le doute dans mon âme. Alors le doute y entra, ou plutôt s'y précipita avec une violence inouïe, non pas seulement le doute de ceci ou de cela, mais le doute universel. J'éprouvai tout à coup la sensation dont parlent ceux qui ont assisté à un tremblement de terre, lorsque le sol s'agite sous leurs pieds, les murs autour d'eux, les plafonds sur leurs têtes, les meubles dans leurs mains, la nature entière devant leurs yeux. Je fus saisi de la mélancolie la plus noire, pris d'un extrême dégoût de la vie sans la connaître, et comme accablé de trouble et de terreur à la vue du chemin qui me restait à faire dans le monde.

» Des passions violentes me tirèrent de cet état de désespoir. Elles me détournèrent de la vue de ces ruines intellectuelles, pour m'entraîner vers les objets sensibles. Mais, de temps à autre, ces impressions de ma première jeunesse (j'avais seize ans alors) reprennent possession de moi. Je revois alors le monde intellectuel qui tourne et je reste perdu et éperdu dans ce mouvement universel, qui renverse ou ébranle toutes les vérités sur lesquelles j'ai bâti mes croyances et mes actions.

» Voilà une triste et effrayante maladie, Madame. Je ne sais si je l'ai jamais décrite à personne avec autant de force et malheureusement de vérité qu'à vous. Heureux ceux qui ne l'ont jamais connue, ou qui ne la connaissent plus ! »

Heureux, plutôt, ceux qui sont capables d'une douleur comme celle de Tocqueville, quand ce mal les a frappés.

Jouffroy a moins souffert, parce que le rêve dont il a vu l'effondrement était moins haut. Sa foi perdue, c'était seulement la douceur de sa vie qui s'en allait. « Tranquille, a-t-il écrit, sur le chemin que j'avais à suivre en ce monde, tranquille sur le but où il devait me conduire dans l'autre, me comprenant moi-même, connaissant les desseins de Dieu sur moi et l'aimant pour la bonté de ses desseins, j'étais heureux... » Il devint philosophe et bientôt fut consolé. Il ne souhaitait rien, au delà de sa félicité propre. Il la trouva vite, car la recherche paisible du bonheur, c'est ici-bas le bonheur même.

Tocqueville, au delà de son bien particulier, voulait, par vocation, le bien public. Sa noblesse n'était pas un titre dont il songeât à jouir, mais une charge assumée en naissant. Les fils de gentilshommes étaient comme des fils de rois : ils venaient au monde avec de grands devoirs. L'héritier des Clerel l'entendait, du moins, ainsi.

Voué à la politique, il avait vainement cherché des maîtres autour de lui. Ni son père, ni les amis de son père n'auraient pu lui enseigner une science oubliée. Il y avait encore des aristocrates, mais plus d'aristocratie.

L'enfant dut s'instruire seul. Attentif et réfléchi, il observa la société au milieu de laquelle il était né. Elle comprenait deux sortes de gens : les hommes sans morale et ceux qui, professant une morale, se conduisaient dans la vie publique comme s'ils n'en avaient pas. Il plaignit les premiers et blâma les seconds. Il édifia, quant à lui, sa politique sur la morale de ses pères et regarda l'avenir avec sérénité. Comme Jouffroy, il était heureux, mais d'un plus noble bonheur. C'est alors que la foi chrétienne s'abîma devant ses yeux, entraînant la morale après elle.

Que la foi fût morte en lui, c'était un malheur privé : il prit son parti de cette douleur, Il savait qu'elle le torturerait sans répit. Mais pouvait-il consacrer ses jours à philosopher paisiblement pour le bien de son âme, quand sa vie était due tout entière au bien public ?

La morale ruinée, voilà le désastre immense, qu'il ne fallait pas accepter. Il fit une distinction, renouvelée depuis par les démocrates. Ceux-ci pensent que la vérité et la réalité sont, en politique, deux choses ; la vérité les intéresse ; ils négligent la réalité.

« Étant donné, dit Vacherot, la définition de la Démocratie, j'en déduis toutes les conséquences... Je laisse la réalité pour ce qu'elle vaut et je la renvoie au jugement des hommes d'état. » Tocqueville fit comme Vacherot, mais dans l'autre sens. Il était de la race des hommes d'état ; la vérité lui manquant, il s'attacha, comme un désespéré, à la réalité.

La morale du christianisme pouvait n'être pas vraie : elle était bonne et, depuis des générations nombreuses, douce et bienfaisante à ceux qui la

prenaient pour guide. Dans le temps où vivait Tocqueville, elle était la paix des bons foyers et, s'il n'y avait pas de paix publique, c'était qu'on l'observait mal, dès qu'on faisait de la politique. Le gouvernement de Louis XVIII avait condamné à mort La Valette, ancien aide de camp de l'Empereur, pour avoir acclamé son maître aux Cent-Jours. De pieuses dames apprenant que la fille de ce malheureux, une héroïque enfant de douze ans, avait fait évader son père à la veille de l'exécution, s'étaient écriées : « Oh ! la petite scélérate ! » Il fallait donc restaurer la morale du Christ jusque dans les âmes des dévotes.

Tocqueville, qui le savait bien, prit vivement son parti. Il trouva des complices, car, ayant rejeté la tête en arrière, il aperçut la lignée de ses aïeux avec leurs vertus. Il n'était qu'un anneau de cette chaîne ; pouvait-il la briser ? Il pensa qu'il devait à ses morts de garder la tradition. Il tint pour vraie la morale séculaire. Bien plus, il assit cette morale sur la religion à laquelle il ne croyait plus. Parce qu'il n'y a pas de peuple heureux sans une foi commune, il cacha le doute qui lui rongait le cœur.

Quand son parti fut pris, il y resta fidèle sans défaillance. Il lui arriva une seule fois de confesser le mal dont il souffrait et nous avons failli perdre cette confidence.

Des philosophes trouveront qu'il eût mieux valu pour sa mémoire ne pas la révéler. Mais les philosophes ont montré depuis deux siècles qu'ils connaissent mal les hommes et les choses de la politique. Il faut louer Tocqueville d'avoir renoncé, quand la vérité se fut effondrée devant lui, à l'orgueil de la réédifier lui-même. Il a prouvé qu'il avait mieux à faire ; et Dieu même, en lui rendant la foi dans ses derniers jours, lui a donné raison.

Car il est mort en paix avec Dieu. Ébranlé par cette lettre de Beaumont, qui, témoin de la mort de son ami, a écrit : « Ses doutes ne l'ont jamais quitté ; il est mort avec eux, *je le sais* » j'ai voulu connaître la vérité sur les derniers moments de Tocqueville. Je l'ai suivi, je puis dire, jour par jour, dans cette retraite de la villa Montfleury, à Cannes, où il est allé mourir, où il s'est éteint le 16 avril 1859. J'ai lu toutes, les lettres qu'il a écrites, que sa femme a écrites, que ses amis, qui étaient venus le voir, ont écrites jusqu'au dernier jour. J'ai épié le moindre de ses gestes. Longtemps j'ai désespéré de rien découvrir. Puis j'ai fait cette constatation que Beaumont avait quitté Cannes dix jours avant la mort de son ami et que peut-être il avait ignoré ce qui s'était passé dans la dernière semaine. J'ai trouvé, dans plusieurs lettres, les noms de la sœur Gertrude et de la sœur Valérie, qui avaient assisté le moribond. En 1904, il y a déjà longtemps de cela, ces deux religieuses vivaient encore. Je leur ai rendu visite à ce moment, à la maison mère des sœurs de Bon Secours, à Troyes. J'ai trouvé l'une, la sœur Valérie, en enfance. Mais l'autre, quoique sourde, était bavarde et m'a raconté bien des choses que j'ai retenues et notées avec plaisir, car les observations de cette sainte fille ont été, vous vous en doutez, naïves et savoureuses. Elle se souvenait avec orgueil que Tocqueville aimait mieux se promener à son bras qu'à celui de la sœur Valérie, plus petite, et qui tenait si bas l'ombrelle sous laquelle on cheminait dans les allées, que le chapeau du malade s'y heurtait, et son humeur aussi. Le dimanche, une autre sœur lisait à

Tocqueville les prières de la messe et le grand homme exigeait qu'elle répât plusieurs fois l'Évangile de St-Jean : « Au commencement était le Verbe ». La pieuse fille ne me dissimula pas que la prédilection de ce savant pour ce texte si simple l'étonnait un peu. Je ne partageai pas tout à fait sa surprise et lui sus gré de s'être souvenue d'un détail dont la vraisemblance augmenta ma foi dans ses autres paroles. Elle m'assura que Tocqueville s'était confessé trois fois. Là, je la soupçonnai d'un peu de zèle. « Il ne parlait guère qu'au coiffeur, me dit-elle, très peu à nous, pas du tout à sa femme. C'était un malade très doux, très silencieux, qui regardait nos sœurs et moi avec une grande curiosité ». Je lui demandai qui s'était chargé de conseiller à M. de Tocqueville de recevoir les derniers sacrements. – « Mais il ne fut jamais question, me dit-elle, des derniers sacrements. Il voulut faire ses Pâques, et ce sont bien ses Pâques qu'il a faites. » Il dit à la sœur, un jour qu'il était très malade et ne s'en doutait pas : « J'irai dans trois semaines faire la communion à l'église ». Le curé de Cannes, l'abbé Gabriel, qui venait le voir deux fois par semaine et qui le confessa, lui conseilla de la faire dans sa chambre, ce qu'il accepta. Sa femme et les deux religieuses communierent avec lui, qui s'était levé et avait assisté à genoux à la messe dite par le curé lui-même sur un autel qu'avec la permission de Monseigneur de Fréjus on avait édifié auprès de son lit.

C'est seulement après cette enquête et les résultats assez précis qu'elle m'avait donnés, que me fut remise la copie d'une lettre écrite quarante-quatre ans plus tôt par une autre sœur du même ordre, qui assista aussi Tocqueville dans ses derniers jours, la sœur Théophile. Celle-ci, qui assurait avec les sœurs Gertrude et Valérie, les veillées de la Villa Montfleury, avait rédigé pour le Père Lacordaire, qui devait succéder à Tocqueville à l'Académie française et y prononcer son éloge, une petite note, où j'ai retrouvé, avec des détails nouveaux, ce que m'avait raconté, sous une forme plus pittoresque et saisissante, la sœur Gertrude.

Puis, seulement alors, je connus le chapitre que Mgr Baunard a consacré à la fin chrétienne de Tocqueville dans son petit livre sur *La foi et ses Victoires*. Là, ce n'est pas le témoignage des sœurs qui est invoqué, mais celui du curé lui-même, l'abbé Gabriel ; et il est formel. Mon opinion était faite : elle en fut renforcée.

Je trouvai peu de temps après une lettre de l'Anglais Reeve au duc d'Aumale, lettre du 10 avril 1859, contenant ce passage : « M. Bunsen m'a donné mardi dernier des nouvelles de Tocqueville, qui venait de recevoir les derniers sacrements ».

Plus tard encore, j'eus connaissance de deux lettres d'Édouard de Tocqueville, l'une du 8 février 1861, l'autre du 21 juillet 1866. Dans la première, réfutant un récit fantaisiste de la mort de son frère qu'on représentait comme un mécréant subitement éclairé par la crainte de la mort, il raconte, avec un souci certain d'exactitude, la messe dans la chambre et la communion, qui eut lieu, dit-il, le 6 avril ; puis il entre dans des détails moins heureux, dont l'objet est de témoigner qu'Alexis de Tocqueville fut toujours un chrétien pratiquant. « Jamais, s'écrie-t-il, il n'a cessé d'assister le dimanche au sacrifice

auguste de notre religion. » Cette petite phrase nous apprend deux choses : c'est que Tocqueville était bien élevé et sentait la faute qu'il eût commise en scandalisant ; c'est aussi que, s'il a quelquefois écrit ou parlé avec solennité, il avait de qui tenir. Voici d'ailleurs un passage de la deuxième lettre d'Édouard de Tocqueville. Le style en est insupportable, mais c'est un témoignage important. Elle est adressée au directeur du journal *La France*, à l'occasion de la notice historique lue à l'Académie française par M. Mignet, l'un de ses membres.

« Fidèle et désolé témoin des derniers jours de mon frère, voici ce qu'il m'est permis de consigner ici : il est parfaitement vrai que sa sécurité sur son état est restée jusqu'à la fin aussi complète qu'inexplicable de la part d'une intelligence si perspicace ; mais ce fait atteste à lui seul la pleine indépendance des paroles et des faits que je vais rapporter.

» Deux religieuses, très distinguées par le cœur et les sentiments, le veillaient la nuit tour à tour, et pendant ses longues heures d'insomnie, il ne cessait de s'entretenir avec elles des plus hautes questions touchant la divinité, l'éternité, l'immortalité de l'âme, la vie future. Quand il se trouvait trop fatigué, il disait à la religieuse : « Priez tout haut, ma sœur ». Et souvent il s'écriait : « Que cette prière est belle ! » Le lendemain, la sœur me disait : « Comme il a parlé de Dieu cette nuit ! »

» Quelque temps après mon arrivée à Cannes, un mieux apparent très marqué sembla justifier sa confiance, que nous ne pûmes cette fois nous empêcher de partager. C'est dans ces circonstances, et alors qu'il parlait avec complaisance de son retour prochain à son cher Tocqueville, qu'un jour, après avoir abordé les plus hautes idées spéculatives avec mon fils Hubert, (ce neveu qu'il aimait comme son propre fils et qui ne devait, hélas ! lui survivre que de bien peu), il lui dit : « Vois-tu, cher ami, je regrette aujourd'hui de n'avoir pas donné dans ma vie une plus large part aux intérêts de la religion. Si Dieu me rend la santé, je suis décidé à m'y consacrer avec plus d'ardeur. »

» Vers la même époque, et comme il venait un matin de rentrer de sa courte promenade, il me fit asseoir près de lui et me dit d'un ton assez solennel : « Je tiens à t'apprendre que je me suis mis ici en relations avec le curé, qui me paraît un saint prêtre, et que je lui ai déclaré mon intention d'accomplir, avant de quitter Cannes, mon devoir pascal ».

» Peu de temps après cette confidence, les terribles symptômes reparurent. J'en donnai avis au vénérable ecclésiastique qui, sans lui révéler la redoutable vérité, lui proposa de venir célébrer la messe dans sa chambre, où la sainte hostie pourrait lui être donnée ; ce qu'il accepta avec empressement. Cette imposante cérémonie se fit le lendemain, n'ayant pour témoins que ma belle-soeur, les deux religieuses et moi.

» Quelques jours plus tard, mon frère n'était plus !

» Des plumes amies ont rendu un éloquent hommage à son caractère et à son esprit ; il appartenait à son frère de rendre ce modeste hommage à sa foi. »

Ce n'est pas tout. Un dernier témoignage est encore venu renforcer tous les autres, et celui-là me fut fourni, on aura peine à le croire, par Gustave de Beaumont lui-même. Dans l'un des volumes où l'Anglais Nassau Senior a recueilli ses conversations avec les Français notables de son temps, on trouve ce passage singulier :

« Mignet (sans protestation de la part de Beaumont) dit à Senior : « Tocqueville était un philosophe chrétien. Il n'était pas pratiquant, « sa foi n'aurait guère satisfait son confesseur. » – Beaumont reprend alors : « Le prêtre qui l'assista à ses derniers moments était libéral ; il ne demanda qu'une déclaration générale qu'il était chrétien, et ne réclama pas de confession, sinon un aveu général de péché et un désir de repentir. Il a reçu les sacrements, non parce qu'il croyait à leur efficacité, mais pour être agréable à M^{me} de Tocqueville et pour éviter le scandale. »

Ainsi voilà ce que Beaumont appelle mourir sans la foi. Il écrit à Falloux que Tocqueville n'est pas mort en chrétien, *qu'il le sait*. Il n'en dit pas plus et ce qu'on connaît de son intimité avec le mort empêche qu'on ait un doute, qu'on songe même à lui demander un détail.

Un jour, dans une conversation imprudente, il révèle que son ami a dit ses fautes à un prêtre, s'en est fait absoudre et a reçu les sacrements ; mais que cela ne tire pas a conséquence et qu'il a cédé là au désir de plaire à sa femme.

Je ne voudrais offenser ni la mémoire de M^{me} de Tocqueville, qui était neurasthénique, et qui se montra si désagréable à Cannes, qu'elle s'abstint pendant les trois dernières semaines de la vie de son mari de lui adresser la parole ; ni celle de Beaumont, à qui Tocqueville ne fit jamais part de ses préoccupations religieuses et qui, absent de Cannes dans les journées suprêmes, parle avec une assurance excessive de ce qu'il a pu ne pas connaître. Mais il est une mémoire qu'il importe de ne pas ternir. S'il a pu entrer dans le caractère altier d'un poète comme Alfred de Vigny de vouloir mourir en adressant à la religion chrétienne le salut romantique d'un mécréant, c'est calomnier l'âme à la fois ardente, scrupuleuse et délicate de Tocqueville que d'oser croire qu'il commit, en communiant sans la foi, ce qu'il savait bien que les croyants nomment un sacrilège.

L'aveu de Gustave de Beaumont honore Tocqueville, parce qu'il est formel sur le seul point qui importe : le fait matériel de la confession et de la communion. Les commentaires dont cet aveu est entouré n'honorent point Beaumont, car nous ne tiendrons pour digne d'attention, ni l'histoire du prêtre libéral qui confesse sans confesser, ni celle de ce malade, homme, nous le savons, d'une incomparable droiture, qui se serait, par pusillanimité, joué des sacrements d'une Église pour laquelle il professait, nous le savons aussi, le respect le plus profond et le plus réfléchi.